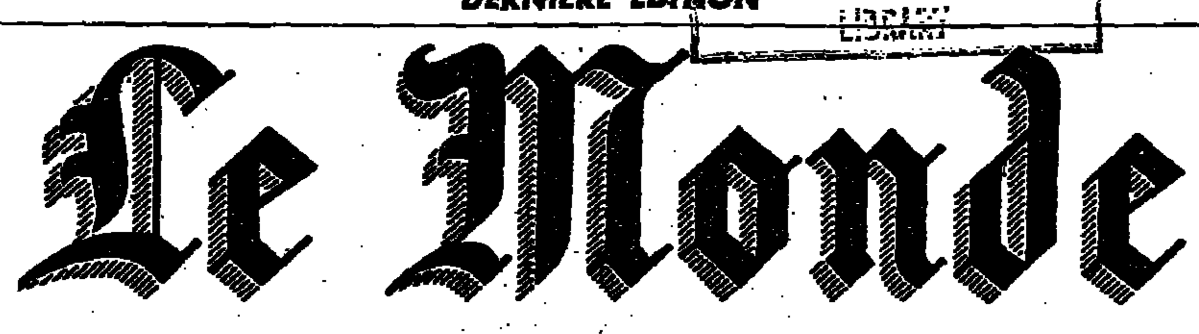
TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10991 — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 1er-LUNDI 2 JUIN 1980

LE MONDE DIMANCHE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 235 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; G.B., 35 p. ; Irlande, 50 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Italie 600 l. ; Liban 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Vers une Europe à deux vitesses ?

Londres boude encore son succès au sein de la Communauté européenne, en prenant plus de temps que Paris pour donner son avis sur le compromis intervenu vendredi 30 mai à Bruxelles, en émettant au travers de commentaires de presse des doutes sur la totalité de la victoire. Mme Thatcher peut même vouloir s'offrir le luxe de conclure elle-même au prochain conseil européen de Venise.

Pourtant, la Grande-Bretagne a obtenu une réduction substantielle de sa contribution financière au budget de la Communauté pour trois années, sans que soit mise en question sa possibilité *de s'approvisionner en* dehors de la Communauté. En allégeant sa note, les Huit, dont la France, exonèrent en fait la *Grande-Bretagne* des droits prévus par le traité de Rome, que doivent normalement payer ceux des Neuf qui n'achètent pas assez de produits européens.

C'est avec soulagement que le compromis budgétaire et agricole a été accueilli, *notamment en* France. En cas d'échec ou de *refus de Mme Thatcher*, les mesures nationales de remplacement étaient prêtes ; mais M. Méhaignerie se félicite de ne pas avoir eu à mettre en œuvre un système d'aide directe aux producteurs en raison des dangers qu'il aurait représentés pour l'avenir de la politique agricole commune. La France vend en valeur les deux tiers de sa production au sein de la Communauté ; l'augmentation exorbitante du soutien des revenus, résultant d'un abandon de la politique communautaire (qui aurait entraîné la vente de nos produits aux cours mondiaux) aurait coûté autrement plus cher aux contribuables que le cadeau fait par les Huit aux Britanniques.

Pour sauver la politique agricole commune à court terme, on a donc dérogé aux règles de financement de la Communauté. Mais rien n'est résolu pour autant. Le régime d'exception obtenu par Londres pour trois ans ne serait pas vraiment une victoire britannique si la modification qu'il entraînera à plus long terme dans le régime des ressources propres de la C.E.E. se traduit par leur augmentation. Or le risque est grand, au contraire, de voir la remise en cause des règles communautaires aboutir à la limitation de la solidarité financière de l'Europe, et partant, à un recul de la construction européenne. Sur le plan agricole, rien n'empêchera Londres, à l'issue de cette période de faveur, de donner de nouveaux coups de boutoir à la *politique agricole commune*, en opposant son veto par exemple à de nouvelles augmentations de prix.

L'irritation devant le chantage britannique, qui conduit les Neuf à des marchandages stériles, se fait grandissante. La solution consiste-t-elle à lier à l'avenir les discussions sur le budget de la Communauté à celles concernant *les prix agricoles* afin d'éviter des prises de position contradictoires et souvent *démagogiques* ? Plusieurs commissaires européens ont l'intention de le proposer, contre l'avis de M. Jenkins, semble-t-il.

Au-delà, ne faut-il pas admettre l'évidence, à savoir que l'Angleterre est une île qui ne s'amarre pas au continent, et en tirer les conclusions qui s'imposent pour la constitution d'une Europe à deux vitesses ? Avec, selon l'expression que l'on prête à M. Barre, « un noyau dur et une nébuleuse autour » ?

(Lire nos informations page 20.)

UNE SEMAINE AVEC LA BOURGOGNE

Au c[illegible]urs de la semaine prochaine, du lundi 2 juin (numéro daté du 3) au samedi (numéro daté [illegible]), « le Monde » publiera, dans toutes ses éditions et sur plusieurs pages, des enquêtes et des reportages consacrés à la Bourgogne.

La crise du Proche-Orient

M. SADATE : sans appui américain, toute initiative européenne échouerait

M. BEGIN : sauf accord rapide, le retrait du Sinaï pourrait être retardé

Dans la conférence de presse qu'il a tenue vendredi 30 mai à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, le chef de la diplomatie française, M. François-Poncet a confirmé qu'une « initiative européenne » sur le Proche-Orient pourrait être prise lors du sommet de Venise, les 11 et 12 juin.

Le chef de l'Etat égyptien, pour sa part, a indiqué que l'Egypte attendait plutôt une « initiative américaine », après la récente visite du vice-président Moubarak à Washington. Evoquant l'éventualité d'une « initiative européenne », M. Sadate a déclaré qu'elle serait bien accueillie, si elle tenait compte des accords de Camp David et de la conjoncture au Proche-Orient. Il a estimé cependant que toute initiative européenne qui n'aurait pas l'appui des Etats-Unis « était condamnée à l'échec ».

A Jérusalem, le premier ministre israélien, M. Begin, a pour la première fois menacé d'ajourner la phase finale du retrait du Sinaï, si un accord n'était pas trouvé rapidement pour un contrôle international de la zone frontalière provisoire.

De notre correspondant

Jérusalem. — Après la défection dramatique de M. Weizman et au moment où ses choix pour un remaniement ministériel sont contestés par ses alliés, M. Begin continue de connaître les pires difficultés pour éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale et la chute de son cabinet. Cependant le premier ministre ne désarme pas. Il semble *même avoir soudain un sursaut* d'énergie qui surprend dans les milieux politiques de Jérusalem. M. Begin ne peut faire ses preuves que lorsqu'il s'agit de dire « *non* » et de « *résister* », prétendent ses adversaires.

Comme pour confirmer un démenti, face à ces deux opinions, le premier ministre a fait, le 30 mai, à propos des négociations avec l'Egypte, deux déclarations, l'une positive, l'autre négative, aussi surprenantes l'une que l'autre, devant la commission des affaires étrangères de la Knesset.

Il a indiqué qu'il était prêt à faire transférer les différents sièges *du gouvernement militaire* hors des villes de Cisjordanie et du territoire de Gaza, et à accorder « 80 % » des pouvoirs de l'administration d'occupation aux habitants de ces territoires. Dans le premier cas, la proposition n'est pas nouvelle, et le geste paraît de pure forme, car le gouvernement militaire continuerait à exister.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 8.)

Le voyage de Jean-Paul II en France

Le pape a approuvé l'esprit de la visite à Varsovie de M. Giscard d'Estaing

La dernière étape du voyage pontifical devait mener le pape en province lundi 2 juin, à Lisieux. Auparavant, pendant deux jours bien remplis, Jean-Paul II aura célébré la « messe du peuple de Dieu », au Bourget, travaillé avec les évêques français, et veillé avec les jeunes au Parc des Princes, le dimanche 1er juin.

Ce samedi 31 mai, le pape a reçu les représentants des confessions chrétiennes non catholiques, à la nonciature, après avoir pris son petit déjeuner avec une quinzaine d'intellectuels, et avant de se rendre à l'Elysée, où il était accueilli par M. Giscard d'Estaing avec qui il a eu un entretien en tête-à-tête. Le président a ensuite présenté au pape des membres du gouvernement, des hommes politiques et sa propre famille.

Au cours du tête-à-tête, Jean-Paul II a approuvé l'esprit de la récente visite du chef de l'Etat à Varsovie. (Voir p. 12, 13 et 24.)

Respect et gentillesse

Les premiers mouvements comme les premières impressions sont souvent les meilleurs et les plus justes. Les Parisiens en tout cas n'auront guère le temps d'approfondir leur connaissance d'un pape qui reste moins de trois jours dans la capitale. Force est de se fier aux intuitions primitives et à la spontanéité relative du visiteur et des visités.

Visités qui ont attendu avec courtoisie et sans se plaindre le *fâcheux retard de l'avion, pressés* contre les barrières et épiant le ciel, dans l'espoir que la pluie ne serait pas au rendez-vous. Finalement tout s'est bien passé : le retard annoncé de quatre-vingt-dix minutes s'est converti en quarante-cinq minutes et a présenté l'avantage de permettre à la foule de doubler ou de tripler ses effectifs.

La réserve du public frappait. On sentait qu'il n'était pas là pour un hôte comme les autres. Plus de respect, une ferveur intériorisée, *plus d'émotion* aussi. Les ovations de bienvenue perdaient cette sorte d'agressivité collégienne qu'elles ont parfois à force *de se vouloir chaleureuses.* Au total, il semble que Paris ait déjà *donné le ton d'un accueil* mesuré, de bon goût. Une sorte de complicité dans la gentillesse et le respect mutuel s'est vite établie. Et ce fut une excellente idée d'avoir remplacé *in extremis* la houle majestueuse du *Te Deum* par l'accent plus intime et plus allègre du *Magnificat* qui exalte les pauvres. Attention par surcroît à l'égard de la dévotion *mariale du pape.*

L'ombre au tableau — mais *comment l'éviter ?* — c'est le déploiement de la police et les innombrables services d'ordre canalisant ou rebutant des milliers de gens qui voulaient « voir ».

Les gestes du pape, quant à eux, ici comme dans ses déplacements antérieurs, ont conservé leur ampleur souveraine et leur beauté plastique : soit qu'il écoute les mains presque jointes *la Marseillaise*, soit qu'il se détourne inopinément pour un ultime envol de bras et de mains.

HENRY FESQUET.

(Lire la suite page 13.)

POINT

Prêtres au travail

Jean-Paul II ne cessera de surprendre. Il y a un an, dans une lettre aux prêtres du monde entier, il mettait en garde ceux-ci contre « les tentatives de laïcisation de la vie sacerdotale », et certains y avaient vu une réticence, pour ne pas dire plus, devant l'expérience des « prêtres-ouvriers » ou prêtres au travail, comme on préfère les appeler aujourd'hui.

Et voici que, dans son discours aux prêtres à Notre-Dame, le pape loue le cardinal Suhard, qui était à l'origine de cette expérience française originale, et va jusqu'à dire : « Ce souci pastoral, pensé et accompli en union avec vos évêques, est à votre honneur qu'il se poursuive et qu'il se purifie sans cesse. Tel est le vœu du pape. »

Après l'interruption de l'expérience des prêtres-ouvriers par le Saint-Siège, et contre l'avis de la hiérarchie française, de 1954 à 1965, et les revendications actuelles chez certains d'entre eux de « sortir de la clandestinité », cet aval officiel de Jean-Paul II ne prend que plus de force.

Le pape, il est vrai, insiste sur la « purification » de l'expérience et rappelle aux prêtres qu'ils doivent « conserver leur identité sacerdotale », mais son admiration devant « le souci apostolique, missionnaire, qui est si vif chez la plupart des prêtres français » ne laisse aucun doute sur le jugement globalement positif qu'il porte sur l'expérience.

Faut-il penser que, loin d'avoir cherché un succès facile auprès de son auditoire, — il a parlé sans complaisance en d'autres circonstances — Jean-Paul II s'est laissé peu à peu convaincre par les fruits d'une expérience vécue ?

Mgr Zong Huaide élu à la tête de l'Association catholique patriotique chinoise

LIRE PAGE 4

AU JOUR LE JOUR

Un humour peu commun

Nous avions proposé 3 milliards à Dublin en novembre dernier, 10 milliards sur deux ans il y a un mois à Luxembourg, mais Margaret Thatcher avait continué à refuser... et elle a eu raison, puisque nous lui avons proposé à Bruxelles à peu près tout ce qu'elle demandait, c'est-à-dire 15 milliards sur trois ans. Si bien que — et même en sachant que la Grande-Bretagne a fait en compensation quelques concessions à nos agriculteurs — l'hésitation que montre la « dame de fer » pour accepter ces conditions ressemble à s'y méprendre à cet humour froid et brillant que l'on appelle l'humour anglais.

MICHEL CASTE.

La diplomatie de Janus

par MAURICE DUVERGER

Au lendemain de son élection, on pensait que M. Giscard d'Estaing *s'écarterait* peu de ses prédécesseurs dans la politique et l'économie, mais qu'il leur tournerait le dos dans la diplomatie et la défense. On croyait qu'il s'éloignerait de l'indépendance nationale et de la dissuasion stratégique pour revenir à l'atlantisme et aux armes conventionnelles ou tactiques. Six ans plus tard, ces prévisions apparaissent justifiées sur le premier point, à cela près que le président *de la République* s'est quelque peu démarqué du gaullisme en *supprimant le contrôle des prix,* en limitant l'action des entreprises nationales, en affaiblissant la planification. Il donne ainsi le pas au libéralisme sur le colbertisme dont le général s'inspirait plus ou moins. Mais cet aspect de l'héritage reste plus flou que les autres, et la fidélité aux institutions de 1958-1962 compense largement les écarts dans le domaine de l'intendance.

En politique extérieure, les prévisions de 1974 semblent au contraire tout à fait démenties par la pratique giscardienne. La France n'est pas revenue dans le giron de l'OTAN, et le voyage à Varsovie atteste avec éclat sa volonté d'indépendance vis-à-vis de Washington. Dans la Communauté *des Neuf, le développement* du Conseil européen et le thème de la *confédération ont prolongé,* voire renforcé, la résistance à l'intégration. A l'égard de l'Afrique noire, des Arabes, d'Israël, la ligne antérieure est maintenue, sinon accentuée. Les interventions en Mauritanie, à Kolwezi, à Bangui, montrent que les actes suivent les paroles. Le développement des fusées d'Albion et la construction du sixième sous-marin atomique vont dans le même sens.

M. Giscard d'Estaing *s'est-il* converti à la diplomatie en *renonçant aux thèses qu'il* défendait à la tête des Républicains *indépendants ?* D'autres signes font hésiter à conclure dans ce sens. Comment négliger que l'U.D.F. vienne de publier un programme d'inspiration nettement atlantiste, que certains de ses membres défendent à l'Assemblée de Strasbourg des positions très éloignées de la simple confédération, que d'autres critiquent *tantôt* l'attitude du président de la République *envers l'Islam, tantôt* sa résistance aux directives américaines, tantôt ses interventions en Afrique, *tantôt* sa rencontre avec M. Brejnev. Il est vrai que la politique extérieure du général soulevait la même opposition dans sa clientèle. Crucifié sur l'autel de l'intégration européenne, *M. Lecanuet* fait un peu penser à M. Debré, crucifié sur l'autel de l'Algérie française.

Tout chef d'Etat digne de ce nom sacrifie ses partisans à l'intérêt *national.*

Qu'il leur laisse exprimer de-ci, *de-là quelque mauvaise* humeur, cela peut se comprendre. Mais le document de l'U.D.F. est d'autant plus troublant qu'il rejoint certaines déclarations officielles des plus hautes autorités gouvernementales ou militaires, lesquelles viennent de temps en temps contredire ou infléchir la ligne générale du ralliement à l'indépendance nationale et à la dissuasion nucléaire.

(Lire la suite page 10.)

A NOS LECTEURS

En raison de l'actualité, le supplément « Europa » sera publié mardi (numéro daté mercredi 4 juin).

D'autre part, « le Monde », comme les autres journaux, ne paraîtra pas le jeudi 5 (numéro daté vendredi 6), en raison de la grève des ouvriers du Livre C.G.T.

« Le Monde des livres » sera reporté dans notre numéro du vendredi et « Une semaine avec la Bourgogne » se verra prolongée d'une journée jusqu'au numéro du lundi 9 juin (daté 10).

HÉLION DANS LES ANNÉES 50

L'énuméré des choses

Hélion, c'est un chef. Pas un petit chef comme aujourd'hui jusque dans le domaine de la peinture en pullule la détestable espèce. Mais un vrai chef, qui a su prendre ses responsabilités, tourner le dos à son époque lorsqu'il n'avait rien à lui dire, l'attendre au tournant, s'expliquer en toute franchise et pugnacité avec le lit et le guéridon, le nu et le pot de fleurs, le violon, la feuille morte et la terre labourée.

Les toiles, les aquarelles, les dessins d'Hélion exposés chez Karl Flinker datent des années 50. Années pour lui difficiles entre toutes, où il a montré tout son courage, où le parti pris des choses lui a fait prendre le contrepied de tout ce qui se passait alors à Paris et apparaissait comme la vérité enfin révélée, comme la solution enfin et définitivement trouvée aux problèmes de la peinture.

Au lendemain de la guerre, Hélion avait derrière lui toute une carrière de peintre abstrait, et c'est au moment où, sous l'influence de quelques grands artistes et de l'esprit souterrain du siècle, la conversion à l'abstrait prend à peu près les allures d'une obligation morale, qu'il revient à la réalité, à la figure, à la nature morte, à l'étude de la lumière, à la baguette de pain qui, sur une table, rétablit la perspective dans ses droits, près d'un dos de femme, d'un journal froissé et jeté à terre, d'un clou peint sur le mur en trompe-l'œil insurrectionnel.

Personne n'y comprit rien, et l'auteur de ces lignes lui-même qui, lors de la rétrospective de 1970 au Grand Palais, tint sur Hélion de méchants propos dont il eut très vite grand remords.

ANDRE FERMIGIER.

(Lire la suite page 15.)



EUROPE

UN AN DE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR EN GRANDE-BRETAGNE

II. — Une opposition qui se cherche

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Dans un premier article (« le Monde » du 31 mai), notre envoyé spécial en Grande-Bretagne a montré que, malgré certains échecs économiques et sociaux sévères du nouveau gouvernement conservateur, la popularité personnelle de Mme Thatcher demeurait très forte, et contribuait à modifier les termes du débat politique traditionnel. Le second article de son enquête est consacré à l'état de l'opposition travailliste et libérale.

Londres. — Curieuse situation que celle de l'opposition travailliste. Sans doute le Labour a-t-il été très nettement battu aux élections générales de mai 1979, mais dans un pays qui pratique depuis longtemps, et sans difficulté apparente, l'alternance au pouvoir, il n'y a rien là qui soit susceptible de frapper de stupeur la majorité d'hier, ni de la paralyser, face à celle d'aujourd'hui. Les récentes élections locales n'ont-elles pas, d'ailleurs, donné aux travaillistes l'occasion d'une petite revanche, en leur permettant de reconquérir les positions que les conservateurs leur avaient enlevées en 1976, lors du précédent scrutin du même type ? Pourtant, on a l'impression que M. Callaghan et ses amis n'ont toujours pas surmonté le traumatisme électoral de l'an dernier, qu'ils y ont subi non pas seulement un échec, mais un véritable choc — qu'ils y ont, en somme, été *défaits* à tous les sens du mot. Il est vrai que la campagne électorale de l'an dernier avait vu les conservateurs remettre en cause non pas seulement le contenu de la politique des travaillistes, mais aussi la nature même de leur pouvoir, ou du moins celui des syndicats, dont, peu ou prou, émane le Labour. Que Mme Thatcher l'ait aussi nettement emporté auprès de l'électorat, y compris dans des régions ouvrières, en faisant campagne contre la toute-puissance réelle ou supposée des trade-unions, voilà qui ne pouvait manquer de poser aux travaillistes un très sérieux problème de fond.

Une politique se corrige, s'infléchit, s'amende — au pays du pragmatisme plus encore qu'ailleurs. Mais les liens organiques qui unissent le parti travailliste aux syndicats, la forte influence des représentants ouvriers sur la ligne du Labour peuvent-ils être remis en cause sans que ce dernier y perde son âme ? C'est aujourd'hui la question essentielle à laquelle se trouvent confrontés ceux qui, autour de M. Callaghan, veulent tirer les leçons des grandes grèves de l'hiver 1978-1979, longues, dures et de plus en plus impopulaires, mais ne peuvent accepter de gaieté de cœur de voir le pouvoir syndical mis en accusation.

Il ne s'agit pas seulement là, au sein de la gauche britannique, d'un débat sur un point d'histoire. Sans doute serait-il riche d'enseignements pour l'avenir de prendre la vraie mesure des conséquences de ces grèves dans la chute des travaillistes. Mais le problème reste posé de façon très actuelle : si les syndicats ont, de justesse, évité le pire, s'agissant de la limitation de leurs pouvoirs, la vague de mécontentement qu'ils avaient soulevée l'an dernier est loin d'être entièrement retombée.

De nouvelles erreurs tactiques

Au contraire, même : de nouvelles grèves, de nouvelles erreurs tactiques ont contribué depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs à donner de nouveaux arguments à ces derniers et à rendre le débat sur le pouvoir syndical plus tendu que jamais.

Le long débrayage des métallurgistes de la British Steel s'est achevé sur un quasi-échec pour les syndicats : 15,5 % d'augmentation annuelle des salaires alors que le chiffre de 20 %, qui correspond à peu près à l'inflation depuis un an, avait été présenté comme un minimum incompressible. Et que dire de la grève des usines automobiles de la British Leyland ? Le plan de restructuration de la firme, qui a soulevé la colère des syndicalistes de base et provoqué de nombreux arrêts de travail, a finalement pu être imposé malgré l'opposition du syndicat des transports (T.G.W.U.), dont le secrétaire général, M. Evans, a même dû intervenir pour inciter ses adhérents à cesser la grève, convaincu que la firme était allée au bout de ses possibilités financières.

Quant à la grève décrétée pour le 14 mai par les syndicats, pour protester contre l'ensemble de la politique économique et sociale, elle a soulevé une tempête. Les travaillistes modérés se sont montrés, en privé, consternés par cette nouvelle initiative, qu'un arrêt de justice avait d'ailleurs dénoncée comme illégale. Plusieurs unions syndicales, et non des moindres, s'en sont désolidarisées. L'homme de la rue s'en est souvent montré soit scandalisé — s'il penchait pour les conservateurs — soit au moins embarrassé, comme vaguement choqué. La presse de droite (notamment les quotidiens populaires) s'est déchaînée. Et, au total, cette journée d'action, en tournant au fiasco, n'aura pas servi les syndicats — et, au-delà, l'opposition de gauche — auprès de l'opinion.

Celle-ci a surtout eu le sentiment, en effet, qu'il s'agissait d'une sorte de revanche syndicale contre le verdict des urnes.

Il est vrai qu'elle se heurte, dans cette entreprise, à d'autres difficultés non moins sérieuses. La première est que, face à l'extrême personnalisation du pouvoir à laquelle on assiste de nouveau outre-Manche depuis l'arrivée de Mme Thatcher au 10, Downing Street, les travaillistes ne disposent pas, eux, en l'état actuel de choses, d'un leader dont le charisme personnel soit comparable à celui du premier ministre. Ce n'est pas faire injure à M. Callaghan, dont les qualités d'intelligence et de cœur sont reconnues même par nombre de ses adversaires politiques, que de le constater.

L'ancien chef du gouvernement n'était pas parvenu, lorsqu'il exerçait le pouvoir, à susciter une véritable adhésion à sa personne, non seulement dans l'opinion mais même dans les rangs de son propre parti. L'avait-il d'ailleurs jamais vraiment recherché ? En tout cas, la chose lui serait encore bien plus difficile maintenant, même si le système britannique fait du leader de l'opposition un important personnage officiel, reconnu, entouré et rétribué comme tel. On se demandait, à Londres, s'il ne prendrait pas sa retraite après l'échec de son parti aux élections générales de mai 1979. C'est probablement la situation interne du Labour qui l'a, plus que toute autre considération, conduit à différer sa décision — et peut-être aussi le souci de ne pas sembler démissionner en pleine déroute. Mais son retrait est maintenant assez généralement annoncé pour la rentrée d'automne.

Annoncé et — c'est là la seconde difficulté qui pèse sur les travaillistes dans leur tentative de retour en grâce auprès de l'opinion — espéré par un certain nombre de dirigeants politiques que leur étiquette classerait cependant parmi ses « amis ». Jamais, en effet, la division du Labour n'a été aussi grande. Dans plusieurs circonstances récentes, l'ancien premier ministre a dû faire face à l'opposition croissante de l'aile gauche de son propre parti.

Toute une fraction du parti travailliste tente aujourd'hui d'arriver à la tête de l'appareil et d'infléchir à gauche la ligne des travaillistes. Il est vrai qu'à en croire certain rapport fracassant sur les infiltrations trotskistes dans le Labour (*le Monde* daté 20-21 janvier) elle aurait déjà des rivaux à cet égard. Mais les amis de M. Anthony Wedgewood Benn, chef de file de la tendance travailliste de gauche, ont su marquer quelques points importants. Le prochain congrès, à la rentrée d'automne, permettra de savoir plus précisément où l'on en est, et quels sont désormais les rapports de forces.

Sans attendre cette échéance, le Labour réunit, le 31 mai, à Wembley, son comité exécutif national, qui devait examiner un important rapport de la direction. En neuf petites pages vigoureuses, ce texte dresse un bilan particulièrement sévère de la première année de gouvernement conservateur, qui, lit-on dans la version à peu près définitive de ce document encore non diffusé, « *a été un désastre pour la Grande-Bretagne* ». Sous le titre général : « *Paix, emplois, liberté* », les travaillistes veulent, si ce texte est adopté, lancer « *un appel au peuple* ».

Considérant que « *le gouvernement conservateur signifie une plus grande inégalité et davantage d'injustice sociale* », le Labour propose « *une autre politique* » en dix points. Parmi ceux-ci, on trouve le retour au plein emploi, « *qui doit être possible avec la stratégie industrielle appropriée* », l'expansion économique, qui « *aidera à réduire l'inflation* », l'accroissement du secteur public et de la planification, la promotion du secteur coopératif sous toutes ses formes, et l'amendement des textes de 1972 sur la C.E.E. « *de façon à rendre aux Communes la maîtrise complète des pouvoirs législatifs et fiscaux actuellement concédés aux Communautés.* »

Quant à la situation internationale, dont nombre de travaillistes estiment que Mme Thatcher profite à la fois pour flatter le nationalisme populaire et pour appeler au rassemblement autour du pouvoir en place, le projet de manifeste insiste sur le fait qu'elle exige de nouveaux efforts en faveur du désarmement et de la détente. Si le texte du Labour condamne explicitement l'invasion soviétique en Afghanistan, il estime que la part des dépenses publiques consacrée à la défense devrait être réduite tout en veillant à ce que cette réduction « *ne conduise pas au chômage ceux qui travaillent dans les industries d'armement* ».

L'heure des libéraux ?

Le balancement vraiment très circonspect de ces choix, le vague de certains objectifs, la phraséologie d'un parti qui se proclame « *socialiste et fier de l'être* », la montée des travaillistes les plus marqués à gauche, qui ont infligé plusieurs défaites récentes à M. Callaghan à un moment où l'électorat, lui, penche à droite, tous ces éléments conduisent le petit parti libéral à penser qu'il pourrait prochainement retrouver un rôle et une audience. A la fin du gouvernement travailliste, qu'il s'était engagé à ne pas renverser en vertu du « *pacte lib-lab* », ses électeurs tendaient à fuir vers le parti conservateur. Le scrutin de 1979 ne lui a fait perdre que 2 de ses 13 sièges (la représentation proportionnelle lui en donnerait d'ailleurs environ 80) alors que beaucoup prédisaient sa complète disparition prochaine.

Depuis que Mme Thatcher est au pouvoir, les libéraux ont le sentiment de remonter la pente. Aux dernières élections locales — qui ont été, il est vrai, globalement favorables à l'opposition, comme il est de tradition en Grande-Bretagne, — ils ont remporté quelques succès importants, en particulier à Liverpool. En Ecosse, ils paraissent tirer profit du reflux des nationalistes du S.N.P. Mais, surtout, le calcul de ses dirigeants est que le parti libéral va être prochainement bénéficiaire du désenchantement de l'électorat modéré à l'égard des conservateurs.

Ce rêve n'est pas nouveau. Mais les circonstances paraissent aujourd'hui idéales à l'état-major des libéraux pour amorcer enfin ce mouvement. « *Entre un gouvernement qui est le plus marqué à droite que ce pays ait eu depuis très longtemps et une opposition travailliste de plus en plus accaparée par l'extrême gauche et accumulant les erreurs stratégiques, nous avons désormais un rôle à jouer, un service à rendre à cette masse d'électeurs qui ne se sentiront bientôt plus représentés par les uns ni les autres* », explique M. Dale, secrétaire international des libéraux.

Des contacts discrets auraient même été pris avec certaines personnalités travaillistes qu'inquiètent le « *virage à gauche* » du Labour et le manque de fermeté de M. Callaghan, notamment celles qui sont regroupées dans la tendance « *Labour victory* », pour envisager ensemble la constitution d'un grand parti centriste. Le retour prochain sur la scène politique britannique de M. Roy Jenkins, actuellement président de la Commission des Communautés européennes, et qui passe pour être un travailliste modéré, est même attendu avec intérêt par ceux qui, au sein du Labour ou chez les libéraux, rêvent de créer ce nouveau parti... et de lui donner une « locomotive ».

On n'en est pas encore là. Un récent conseil du parti libéral, réuni à Worcester, s'est même opposé à un tel projet. Mais le leader actuel des libéraux, M. David Steel, vient d'achever la rédaction d'une brochure cruellement intitulée : « *Le parti travailliste a quatre-vingts ans... l'âge de la retraite* », qui en dit long sur les espérances de ses amis vis-à-vis d'un électorat déçu par Mme Thatcher, mais que l'état actuel du Labour n'attire pas. « *Je suis convaincu*, écrit M. Steel dans sa conclusion, *que revenir simplement du conservatisme Thatcher au Labour moribond ne serait pas du tout la réponse. Ce serait ajourner les réformes et accentuer le déclin. La Grande-Bretagne a besoin d'une nouvelle solution de la part de ses hommes politiques.* »

Le fonctionnement du système politique britannique, il est vrai, a derrière lui une longue tradition, qui peut faire envie à la plupart des régimes parlementaires du monde, et qui l'a préservé de bien des secousses. La démocratie doit certainement beaucoup, outre-Manche, à ce poids du passé, à cette tradition. Mais il est moins rare qu'autrefois d'y entendre regretter que le poids se fasse pesanteur, et la tradition routine. Cela suffira-t-il, après le reflux des conservateurs — si reflux il y a, — à faire évoluer un peu le « cher vieux système » ?

FIN

Espagne

LA MOTION DE CENSURE SOCIALISTE EST REPOUSSÉE AU PARLEMENT

Madrid (*A.F.P.*). — Le Congrès des députés a repoussé, vendredi soir 30 mai, par 166 voix contre 152, la motion de censure que le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) avait déposée le 21 mai contre le gouvernement centriste de M. Suarez. 21 des 350 députés que compte la Chambre basse du Parlement se sont abstenus, et 11 étaient absents.

Les socialistes (121 députés) ont eu pour alliés le P.C.E. (23), les 5 députés du parti andalou et 3 indépendants de gauche. Le parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique (U.C.D.), n'a recueilli que les voix de ses 166 députés.

Parmi les 21 députés qui se sont abstenus se trouvent les 9 conservateurs (Alliance démocratique) conduits par l'ancien ministre franquiste Manuel Fraga Iribarne, et 7 députés catalans. Les 7 représentants du parti national basque (P.N.V.) étaient parmi les 11 absents.

Le P.S.O.E. a cependant gagné son pari, qui consistait à miser sur le désenchantement croissant de la classe politique espagnole à l'égard de M. Suarez. Ce dernier n'a pas atteint en effet la majorité absolue, et est loin des 184 votes recueillis lors de son investiture le 30 mars 1979.

République fédérale d'Allemagne

EN DÉPIT DE LA TENSION EST-OUEST

Bonn veut poursuivre sa coopération économique avec Moscou

De notre correspondant

Bonn. — Lorsqu'à la fin de juin M. Schmidt se rendra à Moscou, la République fédérale et l'Union soviétique signeront un accord de coopération économique et commerciale valable pour un quart de siècle. Tel est le résultat essentiel de la réunion, jeudi 29 et vendredi 30 mai à Bonn, de la « commission mixte » germano-soviétique (« le Monde » du 31 mai).

En fait, la conclusion de cette rencontre était acquise avant même l'arrivée des délégués du Kremlin dans la capitale ouest-allemande. Aussi l'attention s'est-elle concentrée sur l'entretien qu'ont eu, vendredi, MM. Schmidt et Tikhonov, membre du bureau politique du comité central du P.C. et premier vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., qui dirigeait la délégation soviétique à la commission.

De part et d'autre, on a fait savoir que les interlocuteurs avaient apprécié de façon « *positive* » le développement des rapports économiques entre l'Union soviétique et la R.F.A. Le chancelier aurait toutefois insisté sur le fait que la crise afghane n'était pas de nature à favoriser une intensification des contacts. Ce thème avait déjà été abordé la veille par le ministre ouest-allemand de l'économie, le comte Lambsorf.

Tout au long des travaux de la commission, les représentants de la R.F.A. ont soutenu que les rapports entre l'Est et l'Ouest devaient être maintenus, mais que ce processus pourrait être compromis si des crises graves devaient surgir dans d'autres parties du monde. Rien de tout cela n'a cependant troublé l'atmosphère « *amicale* » des délibérations germano-soviétiques durant ces deux journées

Le programme de la coopération économique à long terme qui vient d'être agréé n'est certes pas nouveau. Son principe avait déjà été accepté au printemps de 1978, lorsque M. Brejnev était venu à Bonn. Il ne s'agit d'ailleurs que d'un accord-cadre, énumérant les secteurs dans lesquels Bonn et Moscou estiment qu'une collaboration pourrait être particulièrement fructueuse et efficace. Cette fois encore, les deux parties ont indiqué qu'une telle coopération devait se situer en premier lieu dans le domaine de l'énergie. Autrement dit, la R.F.A. est prête à poursuivre, et peut-être même à accroître, ses achats de gaz et de carburants. De son côté, l'Union soviétique est bien entendu disposée à acquérir encore plus de machines-outils, d'installations sidérurgiques, de matériel électrotechnique et d'autres produits industriels plus ou moins sophistiqués.

La signature du chancelier

Les deux pays sont donc prêts à poursuivre leurs échanges, en dépit de la tension politique due à la crise afghane et de la politique de sanctions contre l'U.R.S.S. préconisée par la Maison Blanche. Mais une question reste posée : jusqu'à ces derniers jours, les milieux dirigeants de Bonn étaient divisés lorsqu'il s'agissait de savoir à quel échelon le nouvel accord germano-soviétique devrait être signé. Même au sein du cabinet ouest-allemand, semble-t-il, certains estimaient qu'il vaudrait mieux, pour ne pas heurter Washington, conclure cet accord au niveau des ambassadeurs. Après la visite de M. Tikhonov à Bonn, il paraît beaucoup plus probable que ce document, qui doit surtout servir à marquer la poursuite de la politique de détente, sera signé du côté de la République fédérale par M. Schmidt lui-même.

JEAN WETZ.

SELON UN RÉFUGIÉ SOVIÉTIQUE ÉTABLI AUX ÉTATS-UNIS

L'U.R.S.S. disposerait de deux centres de recherche sur les armes bactériologiques

Un écrivain scientifique, d'origine soviétique établi aux Etats-Unis, M. Mark Popovski, a apporté devant une sous-commission du Congrès américain des précisions sur l'accident bactériologique, survenu en avril 1979 à Sverdlovsk, dans l'Oural (*Le Monde* des 21 mars et 17 avril).

Selon M. Popovski, une violente explosion dans un centre de recherche sur les armes bactériologiques et biologiques aurait répandu un nuage de germes d'anthrax pulmonaire, causant un millier de morts. Il a précisé que le général Efim Ivanovitch Smirnov dirige les recherches sur la mise au point d'armes biologiques, et qu'un autre centre de recherche sur ces armes est situé à Kirov, dans le nord-est de la Russie européenne. Cent vingt-cinq spécialistes travailleraient dans ce dernier centre, qui fabrique des armes à base d'anthrax, de tétanos, de peste et de fièvre jaune, a ajouté M. Popovski.

D'autre part, selon des informations non confirmées circulant à Washington et que rapporte l'A.F.P., le général commandant le centre de Sverdlovsk se serait donné la mort quelques jours après l'accident d'avril 1979. Le département d'Etat a confirmé, mercredi 28 mai, que les explications fournies par Moscou sur cet accident, et parlant d'une épidémie naturelle d'anthrax due à la consommation de viande avariée, ne lui paraissaient pas « *pleinement satisfaisantes* ».

De leur côté, les Soviétiques contrent ces accusations en dénonçant les préparatifs de guerre analogue auxquels les armées occidentales se livreraient selon eux. Le général V. Pikalov, commandant des unités chimiques de l'armée soviétique, relève, vendredi 30 mai, dans un article de *l'Etoile rouge*, que la Grande-Bretagne a récemment inauguré un centre de fabrication d'armements chimiques et biologiques à Porton-Down, dans le sud-ouest du pays et que chaque division américaine dispose de plus de cent cinquante engins à ogives chimiques. Les forces armées soviétiques, poursuit le général Pikalov, « *doivent être équipées pour faire face à tout moment à une attaque, qu'elle soit nucléaire, chimique ou biologique* ». — (*A.F.P., Reuter.*)

[Rappelons que les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne ont signé en 1972 un traité — entré en vigueur en *1975* — interdisant la fabrication et le stockage d'armes biologiques et bactériologiques. En revanche, aucun accord n'a pu encore être conclu à propos des armes chimiques, largement employées par les Etats-Unis, en Indochine et, tout récemment, par l'U.R.S.S. en Afghanistan ainsi que, semble-t-il, par le Vietnam au Laos.]

Danemark

L'AUGMENTATION DE LA T.V.A. ET DE DIVERSES TAXES VA RÉDUIRE L'IMPORTANT DÉFICIT DU BUDGET

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le gouvernement minoritaire social-démocrate de M. Joergensen a réussi, avec l'aide des trois petits partis du centre (radicaux, centre démocrate et chrétien-populaire) à faire adopter un train de lois portant sur l'augmentation d'une série de taxes destinées à réduire l'énorme déficit du budget 1980.

La hausse de la T.V.A. sur toutes les marchandises et les services, qui passera le 30 juin de 20,35 % à 22 %, a été adoptée par 83 voix contre 78. C'est dans des conditions sensiblement identiques qu'ont été approuvées les augmentations des taxes sur l'électricité, l'essence, le gas-oil, le fuel et les voyages en charters. Cette dernière taxe, qui passe de 125 couronnes à 180 couronnes (de 100 F à 145 F) ne sera appliquée qu'à partir du 1er août, c'est-à-dire à la fin des vacances d'été, qui sont prises ici en juillet.

En revanche, le gouvernement a trouvé une large majorité pour approuver une diminution de la taxe sur le gaz domestique et des compensations d'un montant d'environ 500 millions de couronnes (400 millions de francs) destinées aux plus défavorisés, notamment aux personnes âgées.

Enfin, par 144 voix contre 16 (les deux petites formations d'extrême gauche), les députés ont approuvé un assouplissement de la loi sur le contrôle des prix adoptée en décembre 1979. Les protestations des entreprises, qui l'estimaient injuste et inapplicable, ont amené le ministre de l'industrie, M. Erling Jensen, à demander cet amendement.

CAMILLE OLSEN.

Le voyage de M. Giscard d'Estaing à Helsinki

PARIS VEUT DONNER « UNE IMPULSION NOUVELLE » AUX RELATIONS FRANCO-FINLANDAISES

Le président de la République et Mme Giscard d'Estaing quitteront Paris, dans la matinée du lundi 2 juin, pour Helsinki. Pour cette première visite officielle d'un chef d'Etat français en Finlande, M. Giscard d'Estaing sera accompagné de MM. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, Méhaignerie, ministre de l'agriculture, et Deniau, ministre du commerce extérieur. M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, se joindra à la délégation le 3 juin.

Le président s'était déjà rendu dans la capitale finlandaise : il y avait signé, en 1975, les accords d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Il rend maintenant la visite que le président Kekkonen avait faite à Paris en 1962.

Cette visite aura un caractère essentiellement bilatéral. Du côté français, on souhaite donner une « *impulsion nouvelle* » aux relations franco-finlandaises, qui *« ne sont pas à un niveau satisfaisant »*, a précisé un porte-parole de l'Elysée.

La première journée de la visite débutera par un déjeuner au palais présidentiel où résideront M. et Mme Giscard d'Estaing. Puis, après un entretien en tête à tête avec le président Kekkonen, M. Giscard d'Estaing s'adressera à la colonie française à l'ambassade de France avant d'assister au grand dîner offert le soir en son honneur par le chef d'Etat finlandais.

Le mardi 3 juin, le président visitera dans le centre du pays une exploitation forestière, puis les usines de transformation du bois des établissements Ahlstrom, à Varkaus. Pendant ce temps, Mme Giscard d'Estaing aura l'occasion de visiter le manoir de Vehma. Après une croisière sur le lac Hauki, le couple présidentiel regagnera Helsinki, où des entretiens élargis auront lieu avant la grande réception offerte à 18 heures à l'hôtel Kalastajatorppa par le président et Mme Giscard d'Estaing en l'honneur du président Kekkonen. Le couple présidentiel regagnera Paris en fin de soirée.

● *M. Giscard d'Estaing* se rendra en visite officielle en République fédérale d'Allemagne du 7 au 11 juillet prochain, a-t-on appris vendredi 30 mai de source bien informée. Après Bonn, M. Giscard d'Estaing se rendra à Wuerzbourg (Bavière), à Kassel (Hesse), à Baden-Baden (Bade-Wurtemberg), et à Luebeck (Schleswig-Holstein).

EXPULSION DE DEUX DIPLOMATES DE R.D.A. EN POSTE A PARIS

Deux diplomates de la République démocratique allemande en poste à Paris ont été déclarés « persona non gratae » et priés de quitter le territoire français à la fin de la semaine dernière, a-t-on appris vendredi 30 mai. Cette expulsion fait suite à l'arrestation, il y a plusieurs mois, d'un *Français* dont l'identité n'a pas été révélée et qui était employé dans un institut de pétrole, précise-t-on au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat. Ce Français entretenait des relations avec les deux diplomates est-allemands. Il aurait communiqué à diverses reprises des renseignements touchant à des intérêts économiques de la France liés notamment au problème du pétrole, pour de l'argent, ajoute-t-on de source judiciaire. Démasqué par la D.S.T. (Direction de la surveillance du territoire) il a été inculpé et écroué par le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat.

LA FIN DE LA VISITE A PARIS DE M. MARTINEZ DE HOZ

Le gouvernement français ne veut pas être le dernier à se rapprocher de l'Argentine

M. José Martinez de Hoz, ministre argentin de l'économie, a quitté Paris, vendredi 30 mai, à l'issue d'une visite de quarante-huit heures en France, au cours de laquelle il a notamment été reçu par MM. Giscard d'Estaing et Barre, ainsi que par MM. Monory, Giraud et Deniau, ministres de l'économie, de l'industrie et du commerce extérieur.

Une trentaine de personnes, parmi lesquelles l'amiral Antoine Sanguinetti et M. Paul Quilès, député socialiste de Paris, ont été interpellées vendredi alors qu'elles manifestaient contre cette visite devant un grand hôtel de la rive droite où M. Martinez de Hoz était l'hôte à déjeuner du patronat français (C.N.P.F.). Le Club des droits socialistes de l'homme (1), qui était à l'origine de cette manifestation, a protesté contre la « brutalité » des forces de l'ordre.

Il n'y a aucune raison que la France soit la dernière à se rapprocher de l'Argentine. On continue à s'occuper des droits de l'homme, bien que l'acuité de ce problème diminue. Mais nous ne pouvons pas être les seuls à *adopter une position de principe* alors que les autres font des affaires, et que les Etats-Unis, inquiets du flirt de Buenos-Aires avec Moscou, ont modifié leur attitude. C'est ainsi qu'on présente, du côté français, la visite du ministre argentin de l'économie. Le demi-ostracisme qui avait frappé les dirigeants de Buenos-Aires depuis le coup d'Etat militaire de mars 1976 semble terminé. Il n'est question que de commerce, de coopération, de transferts de technologie. Les violations des droits de l'homme (il reste notamment quinze Français disparus en Argentine, et trois détenus pour raisons politiques) ont-elles même été évoquées au plus haut niveau ? M. Martinez de Hoz, pour sa part, est formel : aucun de ses interlocuteurs n'a soulevé cette question...

« J'ai noté à Paris une très nette augmentation de l'intérêt pour l'Argentine », explique M. Martinez de Hoz. *« Après quatre ans d'application de mon programme économique, on commence à reconnaître que l'économie argentine s'est renforcée, qu'elle est présente sur le marché international et qu'elle offre de nombreuses possibilités pour les investisseurs étrangers »*, poursuit-il.

La France était, en 1979, le dixième client et le sixième fournisseur de l'Argentine. Elle importe notamment du soja, pour éviter de dépendre exclusivement des Etats-Unis pour ce produit, mais aussi de la viande, du tabac, de la laine, des peaux et des cuirs. La politique agricole commune de la C.E.E. limite sévèrement certaines importations, note l'ambassadeur d'Argentine à Paris. La France exporte surtout des biens d'équipement, des produits chimiques et métallurgiques et des biens de consommation. Ces exportations ont doublé en 1979.

De nombreux projets à l'étude

Les entreprises françaises, qui avaient obtenu la construction d'un gazoduc sous le détroit de Magellan (inauguré à la fin de 1978), ont récemment manqué le marché, beaucoup plus important, du gazoduc qui doit relier les zones productrices du centre-ouest du pays au port de Rosario. En revanche, de nombreux projets sont à l'étude. Pechiney semble bien placé dans l'appel d'offres concernant l'extraction et le premier traitement de l'uranium de la mine de Sierra-Pinta, dans la province de Mendoza. De même, des sociétés françaises sont en lice pour la réalisation de l'autoroute joignant Buenos-Aires à La Plata, ainsi que du futur métro de la capitale argentine.

C'est sans doute dans le domaine du génie civil que l'avenir est le plus prometteur. Le gouvernement argentin a décidé un programme d'investissements publics de 120 milliards de dollars pour les dix années à venir, portant sur la production énergétique, les télécommunications et les transports. Tout a été fait, au cours de la visite à Paris du ministre de l'économie et de la nombreuse délégation qui l'accompagnait, pour multiplier les contacts avec les entrepreneurs français intéressés.

M. Martinez de Hoz a tenu le même langage, destiné à attirer les investissements étrangers, dans les trois pays européens (l'Espagne, l'Autriche et la R.F.A.) où il s'est rendu avant sa visite en France, et il développera les mêmes arguments en Grande-Bretagne où il commence ce samedi des conversations, rendues possibles par le rétablissement des relations diplomatiques entre Londres et Buenos-Aires, en novembre 1979, à la suite de quelques progrès dans les négociations sur l'avenir des îles Malouines, un territoire britannique revendiqué par l'Argentine.

M. Martinez de Hoz a été interrogé, à chacune de ses étapes, sur les importantes ventes de blé argentin à l'U.R.S.S. et sur la décision de Buenos-Aires de ne pas observer le boycottage décidé par les Etats-Unis à la suite de l'invasion de l'Afghanistan. Le ministre répète, avec un sourire, les arguments qu'il a déjà développés, il y a quelques semaines, devant M. Brzezinski : les Etats-Unis mettent de nombreuses entraves à leurs importations de produits agricoles argentins. L'Europe, qui en achetait une grande quantité avant le développement du Marché commun, s'est partiellement fermée. Il fallait trouver d'autres débouchés, tels que l'U.R.S.S., les pays de l'Est et la Chine. Un boycottage aurait été inefficace parce qu'il est difficile de contrôler où vont les céréales une fois qu'elles ont quitté le pays producteur. Moyennant quoi l'U.R.S.S. pourrait fort bien être, en 1980, le premier partenaire commercial de l'Argentine...

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) 190, avenue Jean-Jaurès, 75019-Paris.

Une diplomatie tous azimuts

Le président argentin, le général Videla, se rend en Chine populaire. A la mi-mai, il avait reçu le général Figueiredo, président du Brésil, mettant symboliquement fin à une rivalité entre les deux grands pays latino-américains, dont la persistance n'avait d'égal que le caractère artificiel. Buenos-Aires, d'autre part, entretient notoirement des relations étroites avec l'Union soviétique, son premier client pour les céréales : les militaires argentins, qui ont des relations fraternelles avec leurs homologues de Moscou, ont refusé de s'associer au boycottage économique décidé à l'encontre de cette capitale par le président Carter après l'invasion de l'Afghanistan. Ils ont, en revanche, donné à Washington, qui leur a longtemps battu froid en raison de leurs violations persistantes des droits de l'homme, une satisfaction de principe en décidant de ne pas participer aux Jeux olympiques. Enfin, M. Martinez de Hoz, ministre de l'économie — et, depuis quatre ans, une sorte de chef de gouvernement à Buenos-Aires, — a achevé, le 30 mai, un séjour officiel à Paris, durant lequel il a vu le président de la République, M. Barre, ses homologues français et une importante délégation du patronat français.

C'est l'une des réussites du gouvernement militaire qui a renversé, le 24 mars 1976, Mme Isabel Peron d'avoir pu maintenir de bonnes relations avec pratiquement tous les pays du monde. Son seul véritable adversaire demeure, en raison d'un *litige frontalier, le chef de l'Etat* chilien.

Paradoxe ! Le général Pinochet n'est toujours pas parvenu à briser l'ostracisme international à l'heure où les exilés de 1973 commencent sérieusement à envisager leur retour, mettant à profit une relative amélioration du climat politique à Santiago. Et l'Argentine peut déployer une diplomatie tous azimuts, alors que des enlèvements d'opposants sont encore, sporadiquement, signalés par des organisations humanitaires (1).

Les disparus

Ce n'est certes plus, à Buenos-Aires, l'époque sinistre, rappelée par un récent rapport de la commission interaméricaine des droits de l'homme, où, *« par action ou omission des autorités publiques et de leurs agents... eurent lieu de nombreuses et graves violations des droits fondamentaux de la personne humaine »* : droit à la vie, à la liberté, à la sécurité, à la justice régulière... Mais le retour au droit et l'attachement à la démocratie ne sont toujours, en Argentine, que thèmes de discours officiels et substrat de communiqués communs entre chefs d'Etat. Quant aux milliers de « *disparus* » — y compris plusieurs Français, — ils sont purement et simplement passés *par profits et pertes*.

Les raisons de cette faveur internationale sont diverses. Pour les « frères ennemis » du communisme que sont Moscou et Pékin, l'Argentine est, d'abord, un précieux pourvoyeur d'aliments. Pour les Etats-Unis, elle est un grand pays, à ménager dans un sous-continent dont la *stabilité* est, *pour eux*, vitale, surtout à l'heure où montent les périls mondiaux. Pour l'Europe, et en particulier la France, c'est un marché rendu potentiellement intéressant par le redressement économique global de ces dernières années. Paris ne souhaite visiblement pas être la seule capitale à manquer ce coche-là.

Or le krach bancaire de la fin d'avril (qui a valu à Buenos-Aires de perdre, ces dernières *semaines, le quart, semble-t-il*, de ses réserves de devises, estimées à 10 milliards de dollars), le doublement, en dix-huit mois, de la dette extérieure nationale (qui approche les 20 milliards de dollars), la difficulté à maîtriser l'inflation (139 % en 1979) : tout cela jette des ombres sur un « miracle argentin » obtenu, faut-il le rappeler, au prix d'une répression syndicale et politique sans précédent *dans le pays. Le « père » de ce* miracle, M. Martinez de Hoz, est, au demeurant, de plus en plus *sérieusement contesté chez lui* — y compris dans la classe militaire, où l'on s'inquiète de l'évidente *« dénationalisation »* provoquée par la « purge » hyperlibérale du ministre.

A rompre avec toutes les dictatures, ce sont les démocraties qui s'isoleraient, comme le rappelait, avec bon sens, M. François Mitterrand lui-même (2). Encore importe-t-il que le réalisme de ces dernières soit exactement mesuré.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le rapport de la commission interaméricaine des Droits de l'homme fait état de la « disparition », en 1979, de vingt-six personnes. Pour 1980, diverses organisations humanitaires nous ont fait connaître les noms de cinq personnes « disparues » : Mme Monica Susana Pinus de Vinstok, MM. Luis de Cordoba, Horacio Campiglia, Ricardo Soria et Angel Servando Benitez.

(2) Au Festival de théâtre de Nancy, en mai 1977.

M. FRANÇOIS-PONCET AUX ÉTATS-UNIS

Paris cherche à convaincre Washington de ne pas contrecarrer une initiative européenne au Proche-Orient

De notre correspondante

Washington. — M. François-Poncet a passé la journée de vendredi 29 mai à Washington pour une visite privée au cours de laquelle il a eu un entretien avec le secrétaire d'Etat, M. Muskie.

Le ministre des affaires étrangères est invité à prononcer, dimanche, le discours de fin d'année à l'université Wesleyan (Connecticut), où il était étudiant en 1947. Il a déjeuné en compagnie du secrétaire d'Etat et du conseiller de M. Carter pour la sécurité, M. Brzezinski. C'est avant ce déjeuner qu'il a rencontré M. Muskie, qui s'était récemment plaint, dans des termes vigoureux, que le ministre français ne l'ait pas mis au courant, à Vienne, des entretiens que le président de la République allait avoir avec M. Brejnev à Varsovie.

Cette visite de M. François-Poncet, prévue depuis plusieurs mois, avait été suggérée par M. Vance. On fait remarquer au département d'Etat qu'elle est venue à point nommé pour dissiper les malentendus qui avaient surgi entre Paris et Washington au moment du voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie.

Après sa rencontre avec M. Muskie, M. François-Poncet a tenu une conférence de presse. Il a indiqué qu'il avait surtout abordé avec le secrétaire d'Etat les problèmes des relations Est-Ouest et les effets que l'intervention soviétique en Afghanistan risquait d'avoir sur celles-ci, la question du Proche-Orient et les projets d'initiative européenne dans ce domaine, ainsi que la situation de l'alliance atlantique. Le ministre a qualifié cet entretien de *« très amical, ouvert, détaillé et extrêmement utile »*.

Au département d'Etat, on a confirmé que la rencontre entre MM. Muskie et François-Poncet avait permis de *« rétablir une atmosphère amicale »* et qu'*« aucun ressentiment ne subsistait »* entre les deux partenaires. M. François-Poncet a indiqué que M. Carter avait été informé directement par le président français de son prochain voyage à Varsovie, comme l'avaient été M. Schmidt et Mme Thatcher. *« Il y a eu*, a-t-il précisé, *une erreur de* timing. » De plus, a-t-il précisé, l'annonce publique de la rencontre Giscard-Brejnev aurait risqué de faire naître des faux espoirs dans l'opinion. Enfin, a souligné le ministre, le président français ne représentait que son pays et n'était porteur d'aucun mandat.

Interrogé sur l'opportunité de cette initiative française, M. François-Poncet a déclaré qu'elle avait été prise en raison de la *« gravité de la tension internationale »*. Dans une situation pareille, a-t-il souligné, *« la pire chose qui puisse arriver, c'est la multiplication des malentendus entre les parties en cause. Etant donnée la gravité de l'enjeu, ce sont les plus hauts responsables qui doivent agir »*.

A propos de l'Afghanistan, le ministre a rappelé que la position de son pays était extrêmement ferme et que le retrait des Soviétiques était nécessaire *« pour la paix et l'avenir des relations Est-Ouest »*. Comme on lui demandait par quel moyen il envisageait que cette solution soit acceptée par les Soviétiques, M. François-Poncet a préconisé *« la fermeté et le dialogue »*.

Concernant le Proche-Orient, le ministre a déclaré que *« les pays arabes attendent maintenant une initiative européenne (...) encore faut-il que cette initiative ne soit pas contrecarrée par les Etats-Unis, l'Egypte et Israël »*. Restant assez vague sur ce projet, M. François-Poncet n'a cependant pas écarté l'hypothèse d'une résolution déposée au Conseil de sécurité des Nations unies.

« Une approche équilibrée »

« L'Europe, a-t-il encore indiqué, *entretient des liens historiques, géographiques et culturels avec les pays de toute la région. »* Il a assuré que le projet européen contiendrait *« une approche équilibrée du problème »*, car *« aucune solution utile n'est à envisager dans ce domaine si elle n'assure pas la sécurité d'Israël et les droits légitimes des Palestiniens »*. Le ministre a confirmé que le sujet sera discuté au conseil européen de Venise, les 12 et 13 juin.

Interrogé sur la création d'un Etat palestinien, M. François-Poncet s'est montré très prudent, indiquant seulement que la France n'excluait pas cette éventualité, mais qu'il pouvait y avoir d'*« autres solutions »*.

Le ministre a ajouté que l'attitude des pays musulmans qui entourent l'Afghanistan joue un rôle essentiel dans la situation actuelle, et que c'est l'une des raisons pour lesquelles la question des Palestiniens, dont ils se sentent solidaires, doit être réglée.

Plusieurs questions concernant *l'attitude française sur le boycottage* des Jeux olympiques ont été posées. Le ministre a déclaré que Paris avait eu, avec son comité olympique, les mêmes difficultés que Mme Thatcher avec le sien...

La venue du chef de la diplomatie française à Washington a suscité un intérêt certain dans la presse qui a accordé ces temps derniers une large place au *« malentendu de Varsovie »*.

Si un certain agacement est perceptible à l'égard de l'attitude française, nombre de commentateurs soulignent aussi que les incertitudes de la Maison Blanche n'y sont pas étrangères... de même que les préoccupations électorales de M. Giscard d'Estaing.

Les prises de position des Européens sont, en tout cas, étudiées ici très sérieusement et c'est un peu en porte-parole de la Communauté européenne que M. François-Poncet a été interrogé par la presse.

NICOLE BERNHEIM.

● *L'association Enfance et Partage*, qui fournit divers types d'aide au tiers-monde, notamment des actions sanitaires et sociales dans des camps de réfugiés en Afrique et en Asie, des parrainages d'enfants restés dans leur pays d'origine et des placements familiaux d'enfants abandonnés, lance une opération *« Un disque - Une vie »* au profit de ces diverses actions. Ce disque est un enregistrement de plusieurs œuvres de Rachmaninov, interprétées par Marie-Catherine Girod. Les cent cinquante premiers exemplaires sont en souscription auprès de « L'enfant innombrable », M. Jourdan, Beautheil 77120 Coulommiers, au prix de 75 F à 100 F. Les autres exemplaires peuvent être acquis auprès de : Enfance et Partage, 11, boulevard Arago, 75013 Paris. Tél. 707-51-24.

ASIE

Corée du Sud

Création d'un comité spécial de sécurité composé en majorité de militaires

Le président sud-coréen a annoncé samedi 31 mai la création d'un comité spécial pour les mesures de sécurité nationale. Ce nouvel organe, officiellement consultatif, et présidé par M. Choi Kyu-hah, va coordonner les mesures prises par le gouvernement et les autorités chargées d'appliquer la loi martiale. Il sera composé de vingt-cinq membres — dix nommés par le chef de l'Etat et quinze autres de plein droit en raison de leurs responsabilités militaires ou civiles, — et sera à majorité militaire : quatorze militaires pour onze civils.

Parmi ces derniers, on trouve le premier ministre, M. Park Choong-hoon, le vice-premier ministre responsable du plan et de l'économie, M. Kim Woun-gie, et les titulaires des principaux portefeuilles. Parmi les militaires, il y a le nouvel homme fort du régime et directeur de la KCIA, le général Choon Too-hwan, et le chef d'état-major et commandant de la loi martiale, le général Lee Hui-sung.

En annonçant la création de ce comité spécial, le président Choi a déclaré : « *Je dois insister sur le fait que le progrès politique auquel notre peuple aspire ne peut être obtenu que dans l'ordre et la stabilité.* » Faisant allusion aux émeutes de Kwangju qui ont fait, selon le bilan officiel, cent quarante-quatre morts civils et vingt-six militaires, trois cent quatre-vingts blessés et ont donné lieu à mille neuf cent quarante arrestations, M. Choi a ajouté : « *Les rassemblements étudiants (...) ont dégénéré en manifestations de rue, mettant en danger l'ordre public et la sécurité, et aggravant l'agitation sociale.* »

Les parlementaires de l'opposition ont critiqué la création de cet organisme, craignant de voir s'éloigner la possibilité d'un retour à la vie démocratique. Il semble en effet que le Conseil spécial, qui est sous le contrôle des militaires, ait surtout pour objectif de reprendre en main le pays après un court intermède démocratique qui avait suivi l'assassinat du président Park, l'an dernier.

Cette initiative n'a guère répondu aux souhaits des Américains, bien qu'elle apparaisse comme un léger progrès par rapport au projet initial de création d'une junte militaire. Un porte-parole de l'ambassade américaine à Séoul a démenti les informations selon lesquelles les Etats-Unis avaient fermé les yeux sur l'extension de la loi martiale. Il a précisé que l'ambassadeur, M. Gleysteen, avait exprimé son profond mécontentement après l'arrestation d'étudiants et de dirigeants politiques.

Enfin, le gouvernement des Seychelles a rompu vendredi ses relations diplomatiques avec Séoul. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

● *Le Comité Corée* demande dans un communiqué la « *libération immédiate* » de M. Kim Dae-jung, ancien candidat à la présidence de la République, en Corée du Sud, ainsi que celle de tous les autres prisonniers politiques. Le comuniqué poursuit : « *La persistance d'un régime répressif a mis en porte à faux tous les libéraux, qui n'ont pas eu d'autre issue que de s'insurger. (...) On peut craindre que des inculpations de « trahison », sans aucun fondement, ouvrent la voie à une répression hâtive et sanglante.* » Adresse : M. Brocheux, 6, rue Albert-Bayet - 75013 Paris.

Chine

Mgr ZONG HUAIDE A ÉTÉ PORTÉ A LA TÊTE DE L'ASSOCIATION CATHOLIQUE PATRIOTIQUE

Le synode de l'Eglise catholique chinoise a pris fin, vendredi 30 mai à Pékin, avec l'élection à la tête de l'Association catholique patriotique chinoise de Mgr Zong Huaide, évêque de Jinan, a annoncé le quotidien *Beifing Wanbao.*

Le journal ajoute que l'on ne s'attendait pas à cette nomination et qu'il semblait acquis que le poste reviendrait à Mgr Yang Gaojian, évêque de Changde, au Hunan. C'est Mgr Yang qui, en décembre, avait consacré le nouvel évêque de Pékin, Mgr Michael Fu Tieshan.

Par sa nomination, Mgr Zong devient en fait primat de l'Eglise catholique chinoise, indépendante depuis sa rupture avec Rome dans les années 50. Il succède à Mgr Pi Shushi, décédé en 1978. Plus de trente évêques ont participé au synode, avec deux mille prêtres, religieux et laïcs. Un comité spécial chargé d'administrer l'Eglise sur le plan national, et qui comprend cent dix-huit membres, a aussi été nommé.

Les participants ont adopté une résolution affirmant que le soutien à la direction du P.C. chinois est la seule manière de servir les intérêts fondamentaux de l'Eglise, a annoncé Chine nouvelle ; le texte souligne aussi la nécessité d'unir le clergé et les laïcs pour qu'ils prennent part activement au programme de modernisation de la Chine et s'opposent à toute ingérence étrangère. — *(Reuter, A.F.P., U.P.I., A.P.)*

AMÉRIQUES

Uruguay

Des personnalités de divers horizons politiques demandent un retour à la démocratie

Une dizaine de personnalités uruguayennes, représentatives de l'éventail politique du pays — de la droite traditionnelle au Front élargi de la gauche, — viennent de signer un accord de « convergence démocratique », en vue de faire échec à l'actuelle tentative du gouvernement de Montevideo d'« *institutionnaliser la dictature* ». Une délégation du Front élargi (qui regroupe des démocrates chrétiens, des socialistes, des communistes et des dissidents du parti national, modéré) fait actuellement une tournée en Europe afin d'informer les forces politiques et syndicales de la portée de cet accord, sans précédent depuis le coup d'Etat militaire de juin 1973.

Faisant état des mauvais résultats économiques du régime, des violations des droits de l'homme qu'il commet de façon persistante en vue d'imposer, contre le vœu de la majorité, une politique économique hyper-libérale, la délégation du Front élargi dénonce avec une particulière vigueur la « *farce de l'ouverture démocratique qui doit se jouer cette année et l'an prochain* ». En novembre 1980, en effet, doit être approuvé un projet de Constitution qui consacrera de graves restrictions des libertés. En novembre 1981, un président de la République devrait être élu mais en réalité désigné par les forces armées.

L'une des limitations les plus graves que pourrait consacrer la Constitution serait l'interdiction des partis d'« *idéologie étrangère* » — terme désignant les formations marxistes, social-démocrates et démocrates-chrétiennes. De surcroît, par le biais de la déchéance de leurs droits civiques frappant des milliers de citoyens, le gouvernement serait en mesure d'imposer, à la tête des partis qu'il tolérerait (les deux formations dites « traditionnelles », *blanco* et *colorado*) les leaders de son choix.

Les opposants relèvent également que le gouvernement a interdit toutes déclarations publiques sur l'avant-projet de Constitution, hormis celles... d'officiers supérieurs en activité. L'un de ceux-ci, le contre-amiral Marquez, a déjà fait savoir que si les Uruguayens repoussaient le projet de Constitution qui leur sera soumis, cela indiquerait qu'ils sont... favorables à la perpétuation de l'actuel régime, né du coup d'Etat du 27 juin 1973.

Le Groupe de convergence démocratique qui vient de se créer entend dès lors favoriser des « *alternatives politiques démocratiques qui supposent la chute de la dictature* ». Le Front élargi, qui a joué un rôle moteur dans cette tentative d'élargissement de l'opposition au régime militaire en place, relève avec satisfaction que les deux partis traditionnels, *blanco* et *colorado*, ont, en tant que tels, publié en Uruguay une déclaration exprimant leur désir de voir le pays revenir à « *une démocratie authentique et pluraliste* ».

La délégation du Front élargi fait enfin état d'un élargissement de la campagne internationale en faveur de la libération de son président, le général Liber Seregni, condamné à quatorze ans de prison en 1976 pour « attentat à la Constitution ».

Mexique

Près de cinq cents personnes ont disparu ces dernières années

affirme un comité national pour la défense des persécutés politiques

Mettant à profit l'écho rencontré par la tournée du président José Lopez Portillo, qui, après la France, l'Allemagne fédérale et la Suède, a visité le Canada, avant de rentrer, le 29 mai, au Mexique, le Comité national pour la défense des prisonniers disparus, persécutés et exilés politiques a envoyé une délégation en Europe.

Selon Mme Piedra Ibarra, dont le *fils a été séquestré en avril 1975*, sans qu'aucune trace de lui ait été trouvée depuis lors, quatre cent soixante-dix-huit personnes ont disparu ces dernières années au Mexique, dont huit en mars et avril derniers. Selon le Comité national, elles ont été enlevées par des groupes parapoliciers ou para-militaires. Il existe une sérieuse présomption que nombre d'entre elles sont aujourd'hui décédées. Les parents des victimes — auxquels se sont joints cinquante-cinq organisations politiques, syndicales, culturelles, etc., pour former le Comité — n'entendent pas pour autant relâcher la pression qu'ils exercent depuis trois ans sur les autorités mexicaines : certaines « libérations », intervenues « subrepticement » ces derniers mois leur donnent, en effet, à croire que des « disparus » pourraient demeurer détenus dans des prisons clandestines. Ils estiment que, comme en tout Etat de droit, les autorités mexicaines leur doivent des comptes sur la situation de leurs proches.

La délégation du Comité admet que ses préoccupations ne sont pas sans écho dans les hautes sphères : l'ancien président Echeverria les a reçus... trente-neuf fois, et M. Lopez Portillo, une. En inaugurant son mandat, en 1978, l'actuel chef de l'Etat a décrété une amnistie qui a permis l'élargissement de mille neuf cents personnes — pour la plupart des paysans détenus à l'occasion d'occupations de terres. Plus récemment, dix-sept personnes arbitrairement privées de liberté ont été relâchées.

Le Comité national avait mené, l'été dernier, au Mexique, une série d'actions spectaculaires, comme la prise de l'ambassade de Suisse et l'occupation de la cathédrale d'Oaxaca, pour attirer l'attention sur le cas des personnes disparues, sur le maintien en détention, en dépit de l'amnistie de 1978, de cinquante personnes accusées de terrorisme, et, d'une façon plus générale, sur le fait que, « *en dépit de l'image de marque démocratique du Mexique, il s'y perpètre de nombreuses violations des droits de l'homme : mauvais traitements à l'encontre de citoyens humbles, paysans notamment, tortures, arrestations, enlèvements* ».

Mme Piedra Ibarra insiste sur le fait que l'action du Comité s'inscrit dans le cadre des lois nationales. Toutes les instances légales ont été alertées.

A Paris, la délégation a, notamment, rencontré des représentants du parti socialiste. C'était une étape importante de sa tournée européenne, puisque l'officiel parti révolutionnaire institutionnel mexicain (P.R.I.) est observateur à l'Internationale socialiste.

Bolivie

L'ARMÉE MENACE D'INTERVENIR DANS LA VIE POLITIQUE

La Paz *(A.F.P.)*. — Les forces armées boliviennes ont déclaré, vendredi 30 mai, qu'elles sont disposées à intervenir dans la vie politique si les extrémistes, quels qu'ils soient, poursuivent leurs provocations.

Dans leur communiqué, elles ajoutent qu'elles sont « *en état d'alerte* » et qu'elles « *préviennent les responsables politiques et les extrémistes que l'armée ne tolérera aucune pression, de quelque nature qu'elle soit, d'où qu'elle vienne* ». « *Au cas où*, poursuit le communiqué, *les responsables politiques, continueraient à adopter une attitude agressive, les forces armées se réservent le droit d'adopter au moment opportun les mesures qu'elles jugeront nécessaires* ».

Cet avertissement confirme les rumeurs qui circulaient à La Paz sur une possible initiative militaire à la suite du conflit qui oppose l'armée et le Parlement au sujet du procès intenté au général Hugo Banzer, ancien président mis au pouvoir, en 1971, par un coup d'Etat militaire. De plus, l'approche de la date des élections générales, prévues pour le 29 juin prochain, contribue à renforcer la tension politique dans le pays.

Un autre ancien président de la République, M. Hernan Siles Zuazo, a commencé vendredi une grève de la faim pour protester contre l'imminence d'un coup d'Etat militaire qui, selon lui, serait fomenté par le commandant en chef de l'armée, le général Luis Garcia Meza.

Cuba

QUATRE-VINGT-DIX MILLE CUBAINS SERAIENT ARRIVÉS RÉCEMMENT AUX ÉTATS-UNIS

La Havane *(A.F.P.)*. — Quatre-vingt-dix mille Cubains ont déjà émigré aux Etats-Unis depuis la mise en place du pont maritime « sauvage » entre le port de Mariel et la Floride, le 21 avril, indique le bilan dressé, vendredi 30 mai, à partir des chiffres communiqués à La Havane par le quotidien *Granma*.

En dépit de l'interdiction de faire la navette entre les Etats-Unis et la Floride, notifiée le 14 mai aux capitaines de bateaux par les autorités américaines, les embarcations ancrées depuis des semaines à Mariel continuent d'emporter chaque jour des contingents d'émigrés variant de 2 000 à 5 000 personnes en moyenne malgré les risques de saisie des navires par les gardes côtes dans le détroit de Floride.

L'apparition d'une tempête, jeudi, a limité les sorties à trois bateaux, chargés de 473 passagers. A Mariel, se trouvent encore 347 navires susceptibles de transporter environ 30 000 Cubains. Ce chiffre portera à 120 000 le nombre de bénéficiaires de la liaison maritime réalisée à l'initiative des Cubains résidant aux Etats-Unis, sans l'accord de Washington, mais avec le « feu vert » de La Havane.

Depuis le 15 mai, près de 700 bateaux de la « flottille de la liberté » ont été saisis à la suite de l'ordre d'arrêt de l'immigration « sauvage » donné par M. Carter.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● M. ALAIN PEYREFITTE, ministre français de la justice, s'est entretenu vendredi 30 mai à Montréal avec le premier ministre québécois M. René Lévesque. M. Peyrefitte effectue, du 30 mai au 1er juin, une tournée au Québec au cours de laquelle aurait été évoquée la possibilité d'une visite de M. Lévesque à Paris, à l'automne. — *(A.F.P.)*

Japon

● LA CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES du 22 juin au Japon a commencé vendredi 30 mai. D'autre part, le premier ministre sortant, M. Ohira, a été hospitalisé samedi à Tokyo pour « épuisement » et va prendre plusieurs jours de repos. — *(A.F.P.)*

Népal

● LE ROI BIRENDRA du Népal a promulgué, le 29 mai, un décret garantissant la liberté d'expression, de réunion et celle de la presse. Ce texte abroge la loi sur la sécurité nationale qui permettait d'emprisonner et de maintenir sans jugement les personnalités dénonçant les abus de pouvoir. — *(Reuter.)*

Pakistan

● M. AGHA SHAHI a été nommé, le 29 mai, ministre des affaires étrangères du Pakistan, fonction qu'il occupait jusqu'alors sans en avoir le titre. D'autre part, le général de corps d'armée aérienne à la retraite, Asghar Khan, qui s'était opposé avec véhémence récemment au chef de l'Etat, en dépit de l'interdiction des activités politiques et de la dissolution de la formation politique dont il est le chef, a été de nouveau arrêté le 29 mai et placé en résidence surveillée. — *(A.F.P.)*

R.D.A.

● M. HEBERT HELDING, ancien adjudant de S.S., a été condamné le vendredi 30 mai à treize ans de prison par le tribunal d'Erfurt (R.D.A.), qui l'a déclaré coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il porte notamment la responsabilité, selon l'accusation, de la pendaison de treize résistants polonais et de la déportation de quelque 4 400 personnes, dont 2 400 Juifs. Selon l'agence officielle est-allemande, l'accusé a avoué la totalité des crimes qui lui étaient reprochés. — *(A.F.P.)*

TEXAS

dépasser la légende

MEME pour les Américains, le Texas reste un Etat hors *série : plus grand, plus riche, plus dynamique, plus* orgueilleux que les autres. La preuve : le succès de Dallas, un feuilleton télévisé qui met en scène une famille de pétroliers-éleveurs sans grande foi, ni beaucoup de respect des lois, mais à la réussite spectaculaire. Son principal personnage, « J. R. », coureur de jupons, sans scrupules dans les affaires, qui ne quitte jamais le chapeau et les bottes de cow-boy qui accompagnent son costume trois pièces de coupe anglaise, a été élu « le héros le plus haïssable de l'année ».

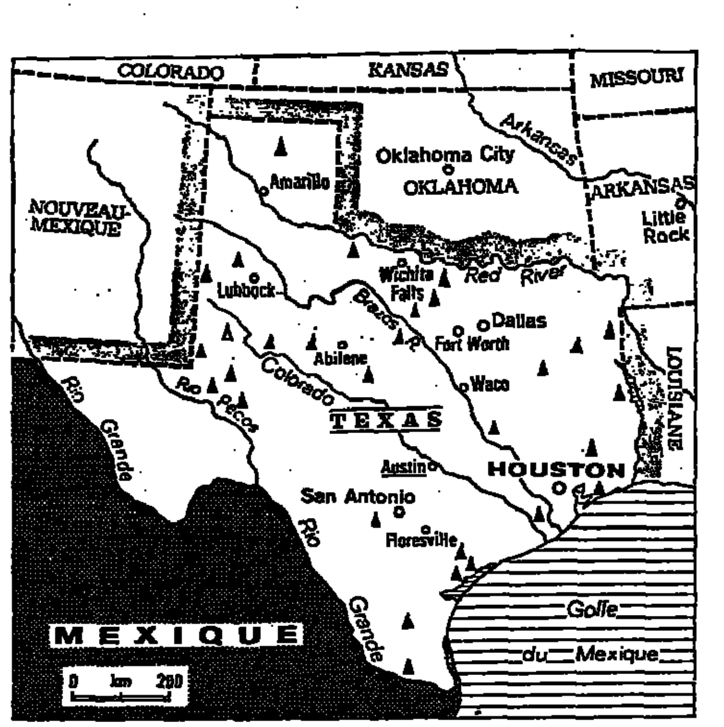
Il y a encore trente ans, les Texans faisaient l'objet des innombrables plaisanteries qui sont colportées sur les cousins réputés pauvres d'esprit. Mais, aujourd'hui, il est devenu « chic », aux Etats-Unis, d'être Texan ; ou, en tout cas, d'habiter un Etat encore *conforme* à la vieille légende de la « frontière », c'est-à-dire libre, généreux et incroyablement confiant dans l'avenir.

En trente ans, le Texas a vu presque doubler sa population dont le taux d'accroissement reste le plus élevé du pays. Avec ses 13,4 millions d'habitants, il est devenu le troisième Etat de l'Union. Sa production industrielle a plus que doublé, entre 1972 et 1976, et il est devenu le principal producteur de pétrole et de gaz naturel, le troisième de charbon, de lignite et d'uranium. Il est resté le premier pour le coton, le riz, le sorgho, et le plus gros éleveur du pays. Compte tenu du développement récent de la pétrochimie, de la construction mécanique, élec*trique et aéronautique*, ainsi que du secteur tertiaire, notamment bancaire, le Texas est aussi l'un des Etats de l'Union le moins frappé par la récession et le chômage.

Métropoles tentaculaires, Houston (près de trois millions d'habitants avec ses banlieues), Dallas et sa jumelle Forth-Worth (à peu près autant) ont vu leur population quadrupler depuis dix ans. L'installation de nombreux sièges de sociétés de l'Est et du *Middle-West*, attirées par la prospérité ambiante et des conditions fiscales inégalables, le « boom » des investissements étrangers ont créé dans l'est de l'Etat un nouveau *climat cosmopolite. Celui-ci a son prolongement dans* la naissance d'activités artistiques inconnues jusque-là : musées richement dotés, tournées de concerts avec des artistes prestigieux se disputent les faveurs des mécènes.

L'envers du « paradis » n'est pas moins spectaculaire : la prospérité économique attire, surtout du Mexique tout proche, des foules d'immigrés plus ou moins clandestins. Ceux-ci, trouvant des emplois, vivent sans doute mieux que dans leur pays d'origine, mais constituent un sous-prolétariat au niveau de vie qui tranche sur la relative prospérité générale.

L'urbanisation accélérée, les migrations sauvages de populations, sans parler de la popularité des armes à feu qui font partie de la vie quotidienne du Texan moyen, ont aussi fait de *Dallas et de Houston deux des villes les moins sûres du pays.*



Elles partagent avec Atlanta le record peu enviable de la haute *criminalité du Sud.*

Fiers de leurs succès, chauvins, farouchement attachés à la libre entreprise, les Texans incarnent le conservatisme américain le plus traditionnel. Dans un pays traumatisé par l'inflation et la prise d'otages de Téhéran, les professions de foi de M. Reagan, hérault d'une Amérique puissante, prospère et vertueuse, trouvent des échos profonds entre le Rio-Grande et la Red-River, territoire que les autres Américains ont un peu tendance à considérer aujourd'hui comme le dernier rempart contre le doute.

NICOLE BERNHEIM.

Économie : le pur-sang se cabre

TEXAS, *dérivé du mot* indien *tejas*, signifie amitié. Texas, cinq lettres nobles de l'alphabet américain, synonyme de prospérité. Texas, « frontière » de l'Amérique où, selon le dicton populaire, « *tout est grand* ». Texas, un Etat dans l'Etat, celui de la seconde chance. L'ultime. Texas, super-Amérique, dernier avant-poste de l'individualisme, royaume de la *free enterprise*. Et du capitalisme pur et dur. Texas, terre promise d'une nation composite qui lutte pour rester à la hauteur de sa légende.

Rétif à toute idée de planification ordonnée, le Texan a laissé le rouleau compresseur du modernisme raboter ses collines pour agrandir ses villes défigurées par le gigantisme, planter ses derricks dans les parcs nationaux pour enrichir quelques milliardaires et courir derrière une production pétrolière qui baisse quoi qu'il advienne. Il a parqué dans des *feed lots* ses grands troupeaux de longhorns, et les « rois de la prairie » engraissent à heures fixes. Il a rangé au magasin des accessoires son cheval et son six-coups, gardant de l'esprit « *pionnier* » la soif de faire du dollar. Dans ce domaine, il a réussi mieux que les autres. Trop peut-être. Il lui reste maintenant à dépasser sa légende.

∴

« *Texas means business !* » (1) titre une belle brochure en papier glacé dispensée par les autorités de l'Etat auprès des hommes d'affaires de passage. Comme un vulgaire prospectus commercial vantant les mérites d'une lessive, la brochure n'en finit pas d'énumérer les avantages de faire des affaires au Texas. Son système fiscal d'abord, si peu contraignant que l'Etat peut être considéré comme un vrai « paradis fiscal » *at home*. Austin, la capitale, ne lève d'impôts ni sur les bénéfices des entreprises ni sur les revenus des particuliers, cependant que les autres Etats prélèvent environ 10 % à ce titre. La taxe pour l'assurance-chômage est l'une des plus faibles du continent : 0,9 % contre une moyenne globale de 3 %. Au total, 15 % des revenus des villes texanes proviennent des services payés directement par les utilisateurs, et non par le système plus commode du prélèvement de taxes (7 % seulement à New-York, 8 % à Chicago). A ce petit jeu du meilleur *éden fiscal*, trois autres Etats seulement peuvent rivaliser : le Nevada, le Wyoming et Washington. Mais leur potentiel de richesses est, comparativement, bien misérable.

Deuxième Etat de l'Union par la superficie — depuis l'adhésion de l'Alaska, — le Texas demeure le premier producteur de pétrole, le leader mondial en matière d'équipements spécialisés, le numéro trois du pays pour l'agriculture, et se classe dans les cinq premiers pour l'étendue et la richesse de son réseau bancaire. L'économie, toujours trop accrochée aux matières premières, se diversifie rapidement, et avec 5 milliards de dollars par an d'investissements industriels nouveaux, le Texas se place, là encore, en tête du palmarès national.

3 millions de « chicanos »

Avec 13,4 millions d'habitants (+ 20 % en dix ans), le *Lone Star State* (2) est le plus peuplé après la Californie et l'Etat de New-York. Les fonctionnaires du marketing, ceux qui sont chargés de « vendre » le Texas aux milieux d'affaires ne manquent d'ailleurs pas d'insister sur l'ardeur à la tâche déployée par leurs concitoyens. « *La productivité de nos gens est de 20 % supérieure à celle des autres travailleurs américains.* » Farouchement individualiste, le Texan moyen ignore les syndicats ouvriers et se plie volontiers aux lois du marché de l'emploi. A travail égal, il accepte souvent des salaires inférieurs à ses collègues du Nord. Il sait que près de trois millions de Chicanos sont là, prêts à travailler pour quelques dollars de moins que lui. Et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Selon les dernières statistiques *disponibles*, plus de *sept* cent mille « wetbacks (3) » ont traversé la frontière illégalement en *1978*. Bien sûr, l'étanchéité, si l'on peut dire, du Rio Grande a été renforcée ces dernières années. Mais pas trop. « *Parce que, en définitive*, vous explique-t-on à San-Antonio, où les Chicanos sont plus nombreux que les Gringos (4), *cette migration arrange beaucoup de monde.* » Les Mexicains, d'abord, qui cherchent à échapper à un chômage qui frappe 30 % d'entre eux. Leur gouvernement, ensuite, *qui* voit là le bon moyen de se débarrasser à peu de frais de milliers de jeunes désœuvrés, qui pourraient bien tâter de la révolution, histoire de s'occuper. Les Texans, *eux-mêmes*, enfin, agriculteurs et hommes d'affaires qui emploient ces gens à des tarifs impensables chez les Yankees. « *Même les Noirs* (12 % de la population du Texas, 25 % à Houston) *sont plus exigeants que les Chicanos.* » Et puis, quand on sait que, selon la législation en vigueur, un fermier ou un industriel *texan* ne court aucun risque à engager des travailleurs illégaux — ces derniers pouvant être, en revanche, immédiatement renvoyés chez eux ! — on ne voit guère pourquoi ils se gêneraient...

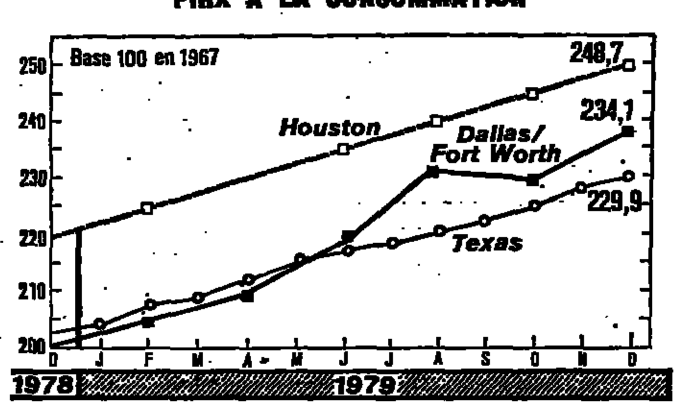
Grâce à ce système, et malgré une inflation supérieure à la moyenne nationale (voir graphique) le coût de la vie pour une famille type de quatre personnes, au Texas, demeure, selon une étude du département U.S. du travail, nettement inférieur à ce *qu'il* est ailleurs *dans* le pays (5).

Revers de la médaille ? Un indice du pouvoir d'achat mis au point par le *Sales and Marketing Managment Magazine* montre que *plus de 50 %* des familles du Texas disposent de moins de 10 000 dollars par an, *alors qu'il* n'y en a que 30,5 % à New-York *et* 25,1 % dans le Michigan. Dans ce pays célèbre pour ses milliardaires, le revenu moyen par habitant atteignait 6 803 dollars en 1977, soit 3 % de moins que la moyenne nationale. A San-Antonio, 17,6 % de la population vit officiellement au-dessous du seuil national de pauvreté. Le fossé entre miséreux et riches s'élargit chaque année un peu plus. Au Texas, 5,9 % des familles disposent de plus de 30 000 dollars par an, pour une moyenne nationale de 5,7 %. De même *si*, selon les statistiques, moins de deux mille personnes déclarent 1 million de dollar, et *plus, de revenus* annuels aux Etats-Unis, 12 % d'entre elles vivent au Texas, celui-ci ne représentant que 6 % de la population totale du pays. On le savait déjà, il y a plus de millionnaires au Texas qu'ailleurs.

Malheureusement, sur cette terre de prospérité s'exerce une impitoyable sélection. Rançon du système : d'incroyables poches de pauvreté absolue maculent la carte des richesses. Le *paupérisme gagne chaque jour* du terrain. Dans les banlieues de San-Antonio, de Dallas-Fort-Worth et surtout de Houston, des milliers de familles noires et mexicaines s'entassent par dizaines dans de petites maisons de bois délabrées, parfois sans électricité. Ces quartiers constituent de véritables *no man's land* dans lesquels aucun Blanc n'ose s'aventurer. Des Houstoniens de naissance avouent n'avoir jamais traversé ce quartier pourtant situé à deux pas du centre de la ville.

Le Texan a-t-il pour autant l'impression de vivre sur une poudrière ? Non ! Selon des études officielles, l'émergence d'une petite-bourgeoisie noire et hispanique suffit, pour le moment, à contenir la masse des déshérités. D'autre part, même s'il ne montre guère d'enthousiasme à l'apprentissage de l'anglais, le Mexicain immigré, conditionné par ses aînés plus prospères, semble adopter rapidement les standards texans. « *Habiter l'un des Etats les plus riches d'Amérique leur donne un sentiment de fierté sans commune mesure avec l'état de leur fortune personnelle* », déclare un spécialiste de l'université du Texas, à San-Antonio.

PRIX A LA CONSOMMATION



★ *Source : U.S. Bureau of labor statistics.*

Le pays est-il au moins aussi riche que ses habitants le répètent à l'envi ? Représente-t-il, toujours pour l'Américain moyen, ce qu'était la Californie quarante ans plus tôt ? Echappera-t-il à la récession qui menace d'être longue et profonde ? Un sondage publié en janvier par la *Texas Business Review* révèle, en tout cas, le solide optimisme des milieux d'affaires. Pour 69 % de ces hommes — gagnant en moyenne 40 000 dollars par an, — l'inflation va s'accélérer en 1980 ; la récession est déjà là (61 %), mais elle durera un an tout au plus (67 %), le Texas s'en tirant de toute façon beaucoup mieux que les autres (88 % !).

Cependant, beaucoup d'économistes reconnaissent que, parce qu'il a fait un effort de diversification industrielle, et ainsi lié son sort à celui des autres Etats, le Texas n'est plus aussi immunisé qu'autrefois aux récessions. En 1975, la dernière, le taux de chômage était resté inférieur de moitié à celui du pays tout entier. Mais, à l'époque, le Texas n'avait pratiquement ni industrie mécanique ni industrie automobile, les plus touchées justement au nord du pays. En outre, le secteur du bâtiment était resté largement porteur, de même que la pétrochimie.

Aujourd'hui, la construction, après un « boom » extraordinaire ces dix dernières années, commence à s'essouffler. De plus, les industries manufacturières fabriquant des biens de consommation se sont multipliées (100 000 emplois dépendent de l'exportation des biens manufacturés). Celles-ci seront touchées. Et, avec elles, la construction métallique, le textile, le bois, la pâte à papier, l'électronique et l'informatique. Seuls les secteurs de la défense et de l'aéronautique ont des carnets de commandes qui demeurent bien remplis.

Chacun en est convaincu, la « *croissance-à-la-texane* » (5 % l'an en moyenne), c'est fini. « *Nous aurons peut-être un taux de croissance plus lent, mais il n'y aura pas récession au sens européen du terme* », indique pourtant le docteur Tom Plant, du bureau de recherche des affaires de l'université du Texas. « *Le Texas continue d'offrir de telles opportunités que de nouvelles industries ne manqueront pas de venir s'y établir.* »

Le salut passera donc par l'implantation de nouvelles usines ? « *Oui, le Texas importe encore beaucoup trop de produits finis* », confirme John Roberts, économiste, directeur du Texas Industrial Development Council (T.I.D.C.). L'organisme qu'il dirige vient d'ailleurs de réaliser une enquête auprès des industriels (leur demandant d'indiquer quels étaient leurs plus gros problèmes. Les réponses sont étonnantes. En tête de chapitre vient la « *trop grande abondance de réglementations fédérales* », puis « *la cherté des crédits, la montée des prix de l'énergie* » et « *l'inadéquation des transports urbains* ». Pas un mot du ralentissement des affaires qui, pourtant, est bien réel.

Le moment est-il venu de tenter de planifier un peu mieux le développement jusqu'ici anarchique de l'économie de ce superbe pays ? Certains le prétendent, assurant que, « *si le Texas continue dans la voie actuelle, Houston ressemblera bientôt à Los Angeles* » — si ce n'est déjà le cas — « *et la Metroplex (6) Dallas-Fort-Worth à New-York* ». D'autres s'accrochent à l'idée que la récession arrive à propos et permettra d'empêcher la suffocation de l'Etat par « *overdose de croissance* ». D'autres enfin, les plus nombreux sans doute, se cabrent à l'idée de toute planification. « *Ne venez pas casser notre belle machine avec des idées communistes !* » Non, décidément, à Austin, il ne semble pas qu'on soit prêt à tirer sur la bride du pur-sang. « *Mais attention*, avertit Tom Taylor, économiste universitaire, *le jour où nous aurons compris qu'il faut planifier, nous le ferons dix fois mieux qu'en Union soviétique.* » Le Texas, comme disait John Steinbeck, c'est avant tout un état... d'esprit.

PATRICE CLAUDE.

(1) « Texas signifie business ».
(2) L'Etat à l'étoile solitaire.
(3) Littéralement « dos mouillés ». Nom donné aux Mexicains qui, parfois, traversent le rio Grande à la nage pour s'installer au Texas.
(4) Nom donné aux Américains de souche par les Mexicains.
(5) Il faut en moyenne 1 500 dollars *de moins* par an pour vivre au Texas de la même manière qu'ailleurs aux Et-'s-Unis.
(6) Metroplex : nom donné à l'*agglomération groupée* de Dallas et Fort-Worth.

ÉNERGIE

La production baisse... la consommation s'accroît

AU centre de Dallas, 17 h. 30, un jour de semaine. Dans quelques minutes, sept cent mille monstres mécaniques jailliront des parkings souterrains. A la même heure, plus au sud, Houston suffoquera sous la fumée de plusieurs millions de véhicules. A Dallas, cent trente et un mille personnes seulement prennent quotidiennement le bus pour une population active de près d'un million. A Houston, plus peuplée encore, moins de soixante-quinze mille citoyens consentent à emprunter les transports collectifs. Faut-il insister ? Le Texas est le premier consommateur d'essence du pays. Le Texan moyen brûle quelque 2 670 litres par an, tandis que le Californien, pourtant réputé « roi des gaspis », n'en engloutit « que » 1 970 et le New-Yorkais 1 280 (1).

Premier consommateur d'essence, le Texas est aussi le premier utilisateur de gaz naturel industriel et d'énergie domestique, le troisième de kérosène, etc. Si les Etats-Unis, avec 5 % de la population mondiale, digèrent quelque 30 % de l'énergie du globe, le Texas, à lui seul, en dévore chaque année autour de 0,5 %. A cela, plusieurs explications sont avancées par les Texans eux-mêmes.

D'abord — c'est ce qui fit une partie de sa légende — l'Etat est vaste. 3 200 miles (2) d'autoroutes et 41 000 miles de routes *« justifient amplement »*, selon le Dr Milton Holloway, du Texas Energy and Naturel Resources Advisory Council, la consommation des automobiles. Un grand effort pour développer les transports publics pourrait néanmoins être fait. De même pourrait-on peut-être appliquer, par exemple, une idée en vigueur en Californie, où une file d'autoroute rapide et dûment surveillée est réservée aux véhicules transportant au moins trois personnes, ces véhicules bénéficiant en outre de tarifs privilégiés aux péages. Au Texas, chaque automobile, dont bien peu respectent les limitations de vitesse sur autoroutes, transporte en moyenne 1,3 personne. C'est peu. Une étude réalisée par la ville de Dallas montre que si chaque chauffeur prenait un passager, deux cent mille voitures disparaîtraient de la circulation aux heures de pointe. Si l'on songe que l'Amérique brûle 26 % de sa consommation totale d'énergie pour les transports de personnes, on peut imaginer l'ampleur des économies réalisables...

Mais est-il possible d'économiser sur la consommation industrielle ? « *Après tout*, déclarait encore récemment le docteur Holloway à un grand quotidien local, *nous avons ici au Texas de puissantes industries pétrochimiques et des raffineries qui sont de gros consommateurs naturels d'énergie...* » Vrai, 2 202 milliards de pieds cubiques (3) de gaz naturel ont été consommés par les industries texanes en 1978. Mais celles du Michigan et de la Pennsylvanie réunies, où l'on produit tout l'acier du pays — activité également très dévoreuse d'énergie, — n'en consomment à elles toutes que 12 % de plus. Certes, la Pennsylvanie est aussi le premier consommateur de charbon, avec 25 millions de tonnes, contre 2,15 millions seulement au Texas, mais il reste que, au total, ce dernier a englouti en 1978 3 770 trillions de B.T.U. (4) d'énergie pour son industrie !

Au total, quels que soient les critères retenus, le Texas apparaît bien comme le premier gaspilleur d'énergie des Etats-Unis. Sa seule excuse ? Elle est de taille : le Texas est aussi le premier producteur américain de pétrole et de gaz naturel.

Prendre conscience d'une crise de l'énergie dans un Etat où les vaches paissent entre les derricks, où les taxes locales sur l'énergie sont les plus basses du pays, et où la « prospérité » a toujours un parfum de pétrole, n'est pas chose facile. Au Texas, des centaines de milliers d'emplois dépendent de l'or noir. Même si une seule des « sept *sœurs* » a son siège à Houston (la Shell), toutes les grandes compagnies y sont représentées et actives. La Texaco, Exxon, Mobil Oil, la Gulf Oil, Phillips Petroleum, Pennzoil, Tenneco, etc., toutes sont là, y compris les deux groupes français Total et Elf-Aquitaine, ce dernier ayant bien failli racheter Kerr McGee tout récemment pour 3 ou 4 milliards de dollars. Quatre grands centres de raffinage (pétrole et gaz) sont répartis sur le territoire de l'Etat, dont trois sur la *côte* du golfe du Mexique et un dans le nord-ouest, à Amarillo.

Importer du pétrole en 1990 ?

Des milliers d'entreprises ont fait fortune en produisant du matériel de forage, des instruments de mesure, etc. Houston, où sont fabriqués les deux tiers des équipements pétroliers utilisés dans le monde, est d'ailleurs devenue la capitale mondiale de ce secteur, et la dernière conférence annuelle technologique pour l'« off shore » (C.T.O.) a attiré plus de quatre-vingt mille experts et hommes d'affaires internationaux. L'énergie est bien le moteur de l'économie texane.

En 1979, seize mille nouveaux puits ont été forés — record national, — ce qui porte à près de deux cent mille le nombre de puits en activité au Texas. A titre de comparaison, l'Oklahoma n'en exploite qu'une centaine de millier et la Louisiane trente mille. Mais la production moyenne dans ce dernier Etat atteint environ 60 barils par jour et par puits. Au Texas, la moyenne tombe à 19 barils par jour. C'est de notoriété publique, le sous-sol texan s'épuise. En 1976, les réserves prouvées de l'Etat portaient sur 14,5 milliards de barils. Ce chiffre n'a cessé de baisser, jusqu'à 7 milliards en 1979. Idem pour le gaz naturel, dont la production ne couvre d'ailleurs pas la consommation de l'Etat. Les réserves prouvées s'élevaient à 125 trillions de pieds cubiques en 1967. Elles sont tombées, aujourd'hui, à 58 trillions.

Pour ralentir cette chute impressionnante et celle, moins rapide, de la production (— 3,5 % en 1977, avec 1,15 milliard de barils), il n'y a pas trente-six solutions. La hausse continue des prix internationaux et l'alignement progressif des prix intérieurs décidé à Washington permettent, selon l'expression de M. John F. Bookout, président exécutif de la Shell, de« *forer plus profond, de développer des champs pétrolifères de taille modeste, voire de retravailler sur des filons marginaux* ».

Le Texas songe aussi à développer les énergies nouvelles. De nouvelles techniques de récupération du méthane géo-pressurisé et la gazéification sur place du charbon sont expérimentées. Le Texas dispose d'énormes gisements de lignite (environ 100 milliards de tonnes), mais ses réserves d'uranium ne représentent que 7 % des ressources totales des Etats-Unis.

Pourtant, ici comme ailleurs, on est évidemment convaincu de l'avenir du nucléaire. L'accident de Three-Miles-Island a cependant retardé la réalisation des projets. Onze centrales sont prévues, pour une production totale de 11 000 mégawatts (5). Mais la première unité de ce programme, qui devait fonctionner dès 1980, ne sera opérationnelle qu'à partir de 1984, et la seconde en 1986.

En attendant, on explore d'autres voies. « Sunbelt-State » par excellence, le Texas s'intéresse très logiquement à l'énergie solaire. La Shell vient, par exemple, d'investir 20 millions de dollars pour créer une filiale spécialisée : « S.E.S. Incorporated », dont les recherches laissent espérer un coût de production d'environ 80 centimes le kilowatt/heure solaire (6) d'ici à 1986.

La relève du pétrole sera-t-elle assurée à temps pour éviter à l'Etat de devenir — comme le prévoient un groupe d'experts nommés en 1977 par le gouverneur — importateur net d'énergie dès 1990 ? Les Texans sont prêts à le parier. — P. C.

(1) A titre de comparaison, le Français moyen consomme 350 litres d'essence par an.

(2) 1 mile = 1,6 km.

(3) 100 pieds cubiques = 2,83 mètres cubes.

(4) British Thermal Unit = 252 thermies = 293 kilowatts/heures.

(5) Un mégawatt = 100 kilowatts/heures.

(6) En France, les estimations de la commission PEON (pour la production d'électricité d'origine nucléaire), pour 1985, mettent le kWh d'origine nucléaire à 11,8 centimes, celui produit à partir du charbon à 17,94 centimes et celui du fuel à 20,4 centimes.

AGRICULTURE

Vers la première place

CENT cinquante-neuf mille fermes et ranches exploitant 138,7 millions d'acres de terres (1), dont les trois quarts consacrés à l'élevage de 27 millions de têtes de bétail. Premier producteur de viande de bœuf, de veau, de mouton et d'agneau. Premier fournisseur de laine, de mohair, de sorgho, de choux et d'épinards, le Texas est aussi devenu le premier pour le coton aux Etats-Unis, le second pour les pamplemousses, carottes, pastèques, melons, oignons et maïs. Il se situe au troisième rang pour les oranges, le riz et le nombre de ruches (cent quatre-vingt-cinq mille), et au quatrième pour la production de cacahuètes et de sucre de canne. Bref, avec des actifs globaux (terres, bâtiments, machines, troupeaux et récoltes) évalués à 55 milliards de dollars (soit environ 8 % du total du pays), l'agriculture texane se situe au troisième rang national, derrière la Californie et l'Iowa.

En 1978, le chiffre d'affaires total, y compris l'industrie agro-alimentaire, a dépassé les 30 milliards de dollars. Les revenus ont atteint 8 milliards de dollars. Dix ans plus tôt, ils atteignaient péniblement 2,7 milliards de dollars. Une expansion rapide dont on ne voit guère ce qui pourrait la ralentir. Le potentiel de développement, eu égard à la demande mondiale de nourriture et de fibres, reste immense.

Bien sûr, les choses ont beaucoup changé au fil des années. Il suffit de rappeler que les Texans étant originellement un peuple de fermiers — on comptait encore quatre cent dix-huit mille fermes en 1940. Dix ans plus tard, plusieurs milliers avaient disparu, mais 16 % de la population travaillaient encore pour la ferme et 14 % étaient employés par les manufactures. En 1980, les proportions sont inverses : 19 % des Texans sont à l'usine, et 4 % à la ferme. Moins de fermes, moins de bras et cependant une production qui s'accroît. La mécanisation est passée par-là. Du coup, la taille moyenne d'une exploitation est de 700 acres et sa valeur totale est passée de 6 200 dollars en 1940 à près de 250 000 dollars aujourd'hui.

En amont du secteur se sont développées de multiples industries nouvelles. Outre les constructeurs de machines, les producteurs d'engrais chimiques ont fait des fortunes, des banquiers se sont spécialisés dans les crédits agricoles, l'Etat lui-même prenant en charge une partie des frais de formation des agriculteurs, et des gigantesques travaux d'irrigation (8,9 millions d'acres ont été irrigués en 1978). En aval, l'industrie agro-alimentaire s'est développée et modernisée elle aussi. En 1940, 17 % des Texans dont les revenus étaient liés à l'agriculture travaillaient dans l'empaquetage, le conditionnement et la distribution des produits de la ferme. Aujourd'hui, ils sont 25 %.

Miracle à l'exportation

A l'exportation, l'agriculture texane fait aussi des miracles. Le quart de la production est vendu à l'étranger, soit, en 1978, plus de 2 milliards de dollars (7,6 % des exportations totales des Etats-Unis). En tête du palmarès, le coton (652 millions de dollars), dont le Texas est devenu depuis une trentaine d'années le premier producteur, détrônant les Etats spécialisés de la légende, comme l'Alabama, la Georgie, la Louisiane et le Mississippi. En 1839, ces quatre Etats, avec les deux Caroline (Nord et Sud) produisaient 94 % du coton des Etats-Unis. Leur part est tombée à moins de 20 %, le Texas portant la sienne propre à plus de 38 %, soit une moyenne de 3,5 millions de balles par an depuis 1970, avec une « pointe » à 5,5 millions en 1977, puis 3,8 millions l'année suivante.

Jusqu'en 1977, c'était cependant l'élevage qui rapportait le plus aux fermiers, représentant quelque 51 % de leurs revenus. Puis, en 1978, par suite d'une flambée des cours des céréales et autres légumes et fruits, les proportions se sont inversées, la viande ne comptant plus que pour 39,1 %, les récoltes comblant la différence (dont 19,8 % provenant du coton).

Malgré les difficultés naturelles — en 1978, la sécheresse fit chuter de 55 % la production de blé, — la hausse du coût de l'énergie — chaque livre de coton produit nécessite la consommation de 30 000 B.T.U., — et, dit-on au Texas, les « *barrières douanières auxquelles se heurtent nos exportations, notamment vers la C.E.E.* », le slogan lancé il y a quelques années par le département agricole de l'Etat, « *en route pour la première place du classement par Etat* », a toutes chances d'être un jour réalisé.

(1) 1 acre = 0,4 hectare.

POLITIQUE

Départ crédible pour une carrière nationale

LE fait d'être originaire du Texas est-il un bon tremplin pour un destin politique national ? Une telle affirmation aurait paru nettement fantaisiste il y a quelques dizaines d'années. Lyndon Johnson, qui fut le premier Texan président des Etats-Unis (et le premier Sudiste, au sens large, à accéder à cette fonction depuis la guerre de Sécession), n'avait été choisi que pour équilibrer le « ticket » mené par un catholique de la côte est, John Kennedy. Il doit son entrée à la Maison Blanche aux hasards d'un assassinat politique, même s'il fut élu triomphalement en 1964.

La tradition politique est donc récente au Texas, où les jeunes gens doués ont longtemps préféré (et préfèrent souvent encore) les affaires et leur antichambre, le droit, à une carrière d'homme public. L'Etat a été dominé pendant des décennies par une machine démocrate fonctionnant comme un club, peu accueillant aux démocrates venus d'ailleurs, et même aux dignitaires du parti en visite. On était démocrate au Texas, comme souvent dans le Sud, de père en fils simplement parce que Lincoln, l'adversaire de la Confédération avait été républicain.

Tout a changé depuis l'entreprise de séduction qu'a menée, auprès des riches démocrates texans conservateurs, M. Richard Nixon au cours de sa campagne présidentielle de 1972. Orchestrée par M. John Connally, ancien gouverneur démocrate de l'Etat (blessé aux côtés de John Kennedy en novembre 1963 à Dallas), devenu le secrétaire au Trésor de M. Nixon, l'opération fut une réussite. M. William Noel, pétrolier richissime parti de rien, qui avait déclaré un jour, conformément au style désinvolte qui caractérise les Texans, qu'il ne s'était rendu compte qu'après plusieurs années qu'il avait « fait » son premier million de dollars tant il était occupé, est passé des démocrates aux républicains en 1972. Il en est de même pour M. Arthur Temple, vice-président du groupe de presse « Time », qui possède plus de 10 000 hectares de terre, contrôle un empire industriel, administre plusieurs banques, et que la « Texas Business Review » considère comme l'homme le plus puissant dans la partie est de l'Etat.

Deux des candidats qui ont disputé avec le plus de vigueur l'investiture républicaine à M. Ronald Reagan sont un Texan de naissance, M. Connally, et un d'adoption, M. George Bush.

On ne peut rêver plus Texan que M. Connally, qui aime poser pour les photographes, coiffé d'un large chapeau de cow-boy, chaussé de bottes ouvragées et sanglé d'un lourd ceinturon, dans son ranch de 3 000 hectares et de 750 têtes de bétail, près de Floresville. Ses manières cavalières et son habitude d'infliger des cours d'économie politique à ses interlocuteurs étrangers, lorsqu'il était secrétaire au Trésor de M. Nixon, n'ont pas laissé de bons souvenirs dans la communauté économique internationale. Mais il est l'enfant chéri des grandes sociétés américaines, dont il était le « premier choix ».

M. Connally avait recueilli, au début de 1980, davantage de fonds électoraux que n'importe quel autre candidat, démocrate ou républicain (y compris M. Carter). Il avait renoncé aux subsides fédéraux, ce qui lui permettait, en vertu de la loi sur le financement des campagnes présidentielles, appliquée pour la première fois en 1976, d'échapper au plafonnement de 1 000 dollars par contribution individuelle. C'est lui, dit-on, qui est intervenu en coulisses à la fin février lors de la réunion semestrielle des gouverneurs républicains, à Washington, pour faire échouer la tentative qui se dessinait alors d'un « recours » à M. Gerald Ford. Croyant travailler pour son propre compte, il a, en fait, facilité l'ascension de M. Reagan, et a dû jeter l'éponge le 8 mars, après un nouvel échec lors de la primaire de Caroline du Nord. Après avoir dépensé la bagatelle de 10 millions de dollars, il n'avait gagné... qu'un seul délégué à la convention nationale du parti.

M. Bush s'est montré plus tenace, et a même inquiété quelque temps l'ancien gouverneur de Californie avant de s'incliner à son tour à la fin mai. Au Texas, en particulier, il n'avait été distancé que de peu par M. Reagan lors de la primaire du 3 mai, et avait même emporté la ville de Houston. Originaire du Connecticut, sur la côte est, il s'était installé très jeune au Texas, où il a bâti sa fortune dans le domaine des forages pétroliers offshore. C'est M. Nixon, là aussi, qui l'avait propulsé sur le devant de la scène en le nommant ambassadeur à l'ONU en décembre 1970.

Ces deux exemples montrent que, si la réussite n'est pas assurée, le Texas constitue désormais une base de départ crédible pour une carrière politique nationale.

DOMINIQUE DHOMBRES.



BANQUES

Lutte sévère pour l'or noir

« *NOUS ne publions jamais les photographies et les noms de nos cadres. Les maintenant dans l'anonymat, nous avons moins de chances de les faire repérer par des concurrents.* » Le ton est donné. La First National Bank in Dallas deuxième établissement bancaire du Texas, avec près de 5 milliards de dollars de dépôts, fin 1978, a beau être le seul des « quatre grands » à faire preuve d'une telle paranoïa, la chasse à « *l'oiseau - rare - qui - connaît - le - pétrole* » constitue bien le passe-temps favori des banquiers texans. La First National, qui indique pourtant orienter ses activités vers tous les secteurs en général, et non l'énergie en particulier, a même embauché des ingénieurs pétroliers ne connaissant strictement rien à la banque, mais qui sont capables d'évaluer les richesses potentielles de tel indépendant de l'or noir nécessiteux. La clientèle des petits, ou moyens pétroliers indépendants, est d'ailleurs la cible privilégiée de toute la profession.

Les « majors » n'empruntent plus assez. La Texas Commerce Bank (quatrième de la liste avec des dépôts évalués à près de 4 milliards de dollars), a fait sa réputation avec les « majors ». Aujourd'hui, plus de 65 % de ses prêts consacrés au secteur de l'énergie sont accordés à des indépendants. Mais la part du lion revient à la First City National Bank, troisième de l'Etat avec un peu plus de 4 milliards de dollars de dépôts. Sur un portefeuille de 2,5 milliards de dollars de prêts, 700 millions sont dans le pétrole et les minéraux, dont, est-il besoin de le dire, une grosse part chez les fameux indépendants.

La First City se reconnaît, dit-on, une certaine faiblesse sur le plan international. Mais c'est pourtant la First National in Dallas qui est sur le point de fermer sa filiale parisienne qui, au dire de ses collaborateurs, marchait pourtant très bien. Erreur de stratégie ? « *En France, aucun des services que nous offrions n'était supérieur à ce que les banques françaises peuvent offrir à leurs clients* », nous a déclaré le vice-président exécutif, M. Oakley W. Cheney, avant d'ajouter, sérieux comme un pape : « *Ce n'est pas le cas ici.* »

Ici, en effet, la tâche n'est pas toujours facile pour les quarante-huit banques étrangères qui se sont lancées dans l'aventure texane. Comment lutter contre des géants comme la Republic National Bank de Dallas, première de l'Etat avec 5,5 milliards de dollars de dépôts, et dont le réseau international, cette fois, est particulièrement étendu ? La Republic, dont le financement pétrolier a augmenté de 600 % en cinq ans, a même pris la tête (avec 20 % du capital) d'un conglomérat international de banques basé à Londres, et dont les actifs dépassent déjà un demi-milliard de dollars !

Un Texan à Londres

L'International Energy Bank Ltd, c'est son nom, vient d'ailleurs d'aider à l'implantation d'un pétrolier texan dans les brumes de la mer du Nord. Même la concurrence avec la Dallas Mercantile National Bank (cinquième du classement avec des dépôts avoisinant 2 milliards de dollars) n'est pas évidente. Cet établissement de moyenne importance, qui fut très actif dans le secteur pétrolier dans les années 30 et 40 avait complètement abandonné le terrain jugeant que, compte tenu des coûts prohibitifs de son extraction, le pétrole texan n'avait pas d'avenir. La lourde erreur de pilotage vient à peine d'être corrigée (depuis 1976) que, déjà, il faut compter avec ce nouveau venu.

Le gâteau est-il assez grand pour tout le monde ? La chance des étrangers réside surtout dans l'internationalisation des entreprises. Depuis 1976, à Houston seulement, véritable capitale bancaire de l'Etat, le nombre de firmes à capitaux étrangers est passé de 230 à 515. Dans le même temps, les sociétés houstoniennes ayant des filiales en dehors des Etats-Unis est passé de 252 à 365. Et puis, il ne faut pas l'oublier, si Houston est le second port du continent, avec des exportations évaluées à 9,5 milliards de dollars en 1978 (pour 9 milliards d'importations), Dallas-Fort Worth possède, elle, le plus grand aéroport des Etats-Unis (troisième en trafic) et le premier « market center » du pays, le fameux « Mart » dont les 6 bâtiments couvrent 700.000 mètres carrés de superficie couverte (chiffre d'affaires en 1979 : 5,5 milliards de dollars).

Un tel brassage d'affaires offre forcément des opportunités. Encore faut-il savoir, et pouvoir, les saisir. Les banques étrangères ne peuvent en effet se permettre de financer n'importe quoi, Aucune d'entre elles n'a le droit de recueillir des dépôts au Texas. Ce qui limite singulièrement le potentiel de clientèle, le businessman texan souhaitant généralement, les sondages le prouvent, avoir toutes ses affaires dans le même établissement... — P. C.

INVESTISSEMENTS FRANÇAIS

« NUMBER ONE »

LE Texas a toujours été très ouvert aux capitaux étrangers. L'abondance de brochures vantant les avantages d'une implantation à Houston ou Dallas montre d'ailleurs que, sur ce plan au moins, la tradition est respectée.

En 1978, sur un total de trois mille quatre cent trente-trois établissements étrangers aux Etats-Unis, deux cent quinze étaient situés au Texas (6,3 %), classant l'Etat au quatrième rang dans ce domaine, derrière New-York, le New-Jersey et la Pennsylvanie. Sur ce total, quarante-quatre établissements (20 %) sont constitués avec des capitaux français. La France, qui a réservé 15 % de ses implantations industrielles américaines au Texas, se classe ainsi « number one » des industries étrangères présentes dans cet Etat.

Le secteur pétrolier et, d'une manière générale, toutes les activités liées à l'exploitation des hydrocarbures, reçoivent évidemment la part du lion. Mais le bâtiment, la métallurgie, l'aéronautique, les services et les banques n'ont pas été oubliés.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES. — Présent aux Etats-Unis depuis 1972, le groupe a implanté sa filiale à 50 % Total Petroleum Ltd (Top-Na) au Texas, fin 1973. Le bureau de Houston est devenu le siège opérationnel des activités d'exploration et de production. En décembre 1976, Top-Na a pris le contrôle d'une entreprise basée à El-Paso, et spécialisée dans l'énergie solaire, Photon Power Inc. Ce laboratoire de recherche a mis au point un procédé spécial de fabrication de piles solaires à prix concurrentiel, et la construction d'une usine pilote de production a été récemment décidée.

ELF-AQUITAINE. — Etablie depuis douze ans au Texas, la compagnie participe à plus d'une centaine de forages d'exploration aux Etats-Unis, mais sa production reste faible (200 000 tonnes d'hydrocarbures liquides chaque année; pour un total mondial de près de 14 millions de tonnes). Le chiffre d'affaires de la division Elf-Aquitaine Oil and Gaz a cependant atteint 20,9 millions de dollars en 1978. A Houston, la division emploie près d'une centaine de personnes.

COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE. — Le groupe exerce ses activités d'opérations sismiques, de traitement sur ordinateurs des informations géophysiques, d'achat de matériel géophysique, et de vente des appareils Sercel (prospection sismique) à partir de Houston.

CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE PROVENCE. — Etablie à Houston depuis 1973, la firme vend des réservoirs sous pression pour le raffinage du pétrole.

COFLEXIP. — Cette filiale de Chiers-Châtillon et de l'Institut français du pétrole vend, depuis 1974 à Houston, des tubes flexibles à haute résistance. Pour 1980, on prévoit un chiffre d'affaires de 6 à 8 millions de dollars, contre 1,5 million en 1978, et 5 millions en 1979.

E.T.P.M. — Cette filiale du groupe Vallourec, basée à Houston depuis 1977, est spécialisée dans les travaux pétroliers offshore. Elle vient d'obtenir un contrat de fourniture et d'installation de diverses conduites, dans le cadre de la construction d'un port de déchargement des pétroliers au large de New-Orleans. On prévoit cependant que les comptes de la société resteront « dans le rouge » cette année avant de s'améliorer à partir de 1982.

L'AIR LIQUIDE. — Aux Etats-Unis, depuis 1969, le groupe a acquis Southern Cryogenics, petit producteur texan de gaz naturel en 1976. Mais depuis l'acquisition de Chemetron en mars 1979, le groupe est tombé sous le coup de la loi antitrust et doit se dessaisir de trois usines au Texas. Il est vrai qu'il en récupère deux autres, spécialisées dans la séparation des gaz (l'une près de Houston et l'autre de Dallas). Le groupe distribue aussi du matériel de sondage par l'intermédiaire d'une nouvelle filiale de Houston, A.L. Welding Co. L'Air liquide se situe aujourd'hui parmi les quatre premières entreprises de gaz naturel aux Etats-Unis.

RHONE - POULENC Inc. — Rhodia Inc., jusqu'en 1978, le groupe a débuté aux U.S.A. en 1948. Des millions de dollars ont été investis au Texas, notamment pour un complexe industriel à Freeport, qui n'a d'ailleurs jamais tourné à pleine capacité, et dont certaines installations vont être reconverties dès l'an prochain.

DUMEZ. — La société a racheté en 1977 45 % du capital de Cento Industries Inc. (Fort Worth), l'une des premières sociétés américaines de conception et d'installation d'équipements pour immeubles et industries (chiffre d'affaire : environ 100 millions de dollars).

S.C.R.E.G. — Etabli au Texas depuis 1975, le groupe a des participations importantes dans plusieurs grandes sociétés immobilières. En 1978, American S.C.R.E.G. Construction Inc., a vendu 410 logements au Texas, et réalisé un chiffre d'affaires de 21,5 millions de dollars.

PECHINEY UGINE KUHLMANN. — Les trois principales filiales américaines du groupe ont des usines et des centres de distribution au Texas.

VALLOUREC. — Vallourec a créé en 1975 une filiale à Houston spécialisée dans le marketing de tubes inoxydables et de raccords pour l'industrie pétrolière.

S.N.I.A.S. — Le groupe français dont tout le monde parle au Texas depuis que sa filiale Aerospatiale Helicopter Co. (A.H.C.) a remporté une commande de quatre-vingt-douze hélicoptères émanant des garde-côtes texans. Les appareils de la SNIAS étaient les seuls à répondre aux normes et son concurrent direct, Bell Helicopter, « ne s'en remet pas », dit-on à Grand-Prairie. La commande ne représente pourtant que 215 millions de dollars, mais il est vrai que l'hélicoptère français détient déjà 25 % du marché des hélicoptères civils et assure le service après-vente de quatre cents appareils français.

MICHELIN. — Le groupe a pris, en mai 1979, trois options d'achat sur des terrains industriels situés au Texas. Trois usines en puissance.

SCOR. — La Société commerciale de réassurance (Scor) a créé une filiale à Dallas en 1974, la Scor Reinsurance Co., qui elle-même a créé à son tour quatre filiales spécialisées.

La liste n'est évidemment pas complète, il faudrait y ajouter cinq grandes banques françaises présentes au Texas (B.P.P.B., B.N.P., Crédit lyonnais, groupe Suez et B.F.C.E.), la société Air France, celle des hôtels Méridien (sa filiale) et bien d'autres...

PROCHE-ORIENT

Les négociations israélo-égyptiennes

(Suite de la première page.)

Dans le second cas, c'est affaire de nuance et d'interprétation, tant il est vrai que M. Begin a toujours dit qu'il admettait l'idée d'une autonomie complète, tandis que les Palestiniens dans les territoires occupés et les Egyptiens affirment qu'il joue sur les mots puisque Israël entend conserver les pouvoirs les plus importants.

Mais, soufflant le froid après le chaud, M. Begin a menacé pour la première fois le gouvernement égyptien de différer le retrait final des troupes israéliennes dans le Sinaï (prévu selon le traité de paix en 1982) si un accord n'était pas trouvé rapidement pour un contrôle international de la zone frontalière provisoire. Le problème n'est pas nouveau: aux termes du traité israélien ce contrôle devrait être exercé par les « casques bleus » de l'ONU, ou à défaut par une « *force internationale* » organisée par les Etats-Unis.

En raison du veto soviétique, les troupes de l'ONU qui stationnaient dans le Sinaï depuis le dégagement de 1975 se sont retirées en juillet 1979, et les Etats-Unis seuls assurent provisoirement la surveillance du redéploiement des armées égyptienne et israélienne. Jusqu'alors ni le gouvernement de Washington, ni celui du Caire, n'ont manifesté de l'empressement à trouver une solution pour appliquer la clause du traité évoqué par M. Begin. Pourquoi M. Begin renouvelle-t-il maintenant cette exigence?

Alors que les pourparlers sont bloqués et qu'il en est tenu pour responsable par ses adversaires, le premier ministre israélien paraît vouloir « *renvoyer la balle* » et souligner que ses partenaires américain et égyptien peuvent aussi être accusés de ne pas respecter leurs engagements.

Aggravation des dissensions au sein de la majorité

M. Begin essaie de faire front. Sur le plan intérieur, il a voulu au plus vite faire oublier le malaise profond posé par le départ de M. Weizman, mais il n'est pas encore parvenu à faire accepter son projet de remaniement et, ce qui est plus grave, son initiative a eu pour effet d'aggraver les dissensions au sein de la majorité. Pour éviter une crise imminente fatale ou pour retarder l'échéance, M. Begin semble s'être résigné à renoncer pour un temps à son projet. Selon les indications fournies par la presse, le premier ministre, suivant les conseils de prudence de son entourage, aurait accepté d'annoncer, lors du conseil des ministres hebdomadaire, dimanche, qu'il allait assumer par intérim les fonctions de ministre de la défense.

Mais de nombreux membres de la majorité sont convaincus qu'il ne s'agit que d'un répit, et malgré leur démenti ils préparent déjà l'avenir en envisageant à plus ou moins long terme la chute du gouvernement. On reparle de la création d'un nouveau courant centriste fondé avec des « *modérés* » de la majorité, avec notamment l'adhésion des membres du Mouvement démocratique, présidé par le vice-premier ministre, M. Yadin, et avec l'appui des deux anciens ministres « *dissidents* », MM. Weizman et Dayan.

Même au Hérout, le parti de MM. Begin et Weizman, il y aurait des risques de scission. Le président du groupe parlementaire du Hérout a déclaré vendredi que l'ancien ministre de la défense pouvait encore compter sur un certain nombre d'amis qui seraient éventuellement prêts à le suivre. Pourtant, M. Begin a remporté jeudi un succès retentissant en se livrant devant le comité exécutif du parti à une attaque en règle contre M. Weizman, et personne n'a pris la défense de ce dernier. Le discours agressif de M. Begin a impressionné son auditoire, mais aussi une partie de l'opinion publique.

Il a affirmé que, depuis plus de dix ans, M. Weizman, son second au sein du parti, n'avait pas cessé de s'opposer à lui par tous les moyens. « *Il a utilisé souvent à mon encontre*, a-t-il indiqué, *un langage que l'on n'oserait même pas employer dans une caserne.* »

Déclarant une nouvelle fois que M. Weizmann avait cherché à l'« évincer », M. Begin a ajouté que l'ancien ministre de la défense, s'adressant récemment à des officiers supérieurs, avait parlé du « *défunt gouvernement* ». Puis M. Begin a porté cette accusation: « *Devant des généraux, il a dit des choses que je ne peux répéter, mais, croyez-moi je n'exagère pas, c'était l'équivalent d'une tentative de coup d'Etat.* »

Revenant sur la critique la plus grave lancée par M. Weizman à propos des négociations, M. Begin a déclaré: « *Je ne lui pardonnerai jamais d'avoir laissé entendre publiquement que je faisais obstacle à la paix. Vous le savez bien, vous les anciens de mon parti, rien ne m'est plus cher que la paix.* »

M. Weizman a évité, vendredi, de répliquer aux attaques de M. Begin. Il a seulement déclaré que « *les amis de M. Begin lui rendaient un bien mauvais service en ne lui signifiant pas que tout homme politique doit savoir quand l'heure de la retraite a sonné* ». Dans différentes interviews et au cours de conférences de presse il a précisé ses ambitions en déclarant qu'il avait toujours souhaité devenir premier ministre. Il a ajouté qu'il estimait maintenant avoir « *50 %* » de chances de retrouver un rôle politique majeur, que ce soit au sein du Likoud — où il voudrait rester, ou « *dans un autre cadre* ».

FRANCIS CORNU.

M. MICHEL ROCARD: les Palestiniens doivent reconnaître l'État d'Israël.

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., interrogé par l'Agence télégraphique juive sur sa rencontre avec M. Yasser Arafat, a notamment déclaré (bulletin du 30 mai: « *J'ai toujours dit à mes partenaires et amis palestiniens que j'étais de ceux qui soutenaient leur droit de voir leur espérance nationale traduite dans les faits sous une condition impérative: ne pas remettre en cause le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Yasser Arafat lui-même est informé de cette position. Cela étant, aux obsèques d'un homme d'Etat, on rencontre et on salue tout le monde. Les photographes de presse ont choisi de privilégier cette rencontre mais j'ai serré la main de quatre-vingt-cinq autres personnes.*

» *C'est l'intérêt du peuple juif et des citoyens d'Israël que des personnalités à travers le monde soient capables d'écouter et d'être écoutées par les deux parties.* »

● *Le président de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA)*, M. Bitterlin, proteste « *contre les provocations provoquées par des groupes sionistes qui ont attaqué et blessé plusieurs participants au meeting pour la Palestine* », jeudi 29 mai à Paris. Il « *s'étonne que la préfecture de police n'ait pas cru bon d'apporter la moindre protection à cette réunion, alors que les représentants du corps diplomatique arabe y étaient présents, ainsi que deux éminentes personnalités palestiniennes, les maires expulsés d'Hebron, M. Fahd Al Kawasme, et de Khalkhoul, M. Mohamed Melhem* ».

Iran

TÉHÉRAN ANNONCE DE NOUVEAUX INCIDENTS A LA FRONTIÈRE IRAKIENNE

Téhéran (*Reuter*). — Selon les autorités iraniennes, les forces armées irakiennes ont ouvert le feu vendredi 30 mai contre la ville de Mehran, à la frontière, faisant au moins deux morts et trente à quarante blessés. Le gouverneur de la province d'Ilam, M. Asgher Ibrahimi, a précisé que l'attaque irakienne, effectuée avec des avions et de l'artillerie, a détruit plusieurs maisons de la ville, et les recherches se poursuivent parmi les décombres.

Selon l'agence Pars, les Irakiens auraient utilisé huit chars, dont trois auraient été détruits, au cours de cet incident, le dernier d'une longue série qui a sérieusement aggravé la tension entre les deux pays voisins. L'agence ajoute que les troupes iraniennes, qui ont riposté, ont détruit deux postes militaires irakiens, alors que deux des leurs étaient endommagés.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le premier ministre accuse le Conseil des Églises d'« attiser le feu des révoltes à travers le pays »

De notre correspondante

Johannesburg. — Alors que continuent manifestations et grèves dans les lycées métis, indiens, et parfois africains, en signe de protestation contre la discrimination et la ségrégation raciale dans l'enseignement, le premier ministre sud-africain, M. P. W. Botha, ne montre aucun signe de souplesse, bien au contraire.

Parlant devant les étudiants de l'université afrikaner du Witsvatersrand, il a menacé d'« *utiliser tous les pouvoirs à sa disposition pour écraser les tentatives de révoltes* ». Avant d'appeler les Afrikaners à une totale solidarité « *face à l'agression russe* », le premier ministre a accusé la presse de se faire le porte-parole des « *agitateurs* » et de l'A.N.C., le Congrès national africain (organisation bannie), qu'il qualifie de communiste. Ses plus grandes attaques ont cependant visé le Conseil des Eglises sud-africain, qu'il accuse d'être le porte-parole du mouvement banni. M. Botha a même accusé l'organisation œcuménique d'avoir reçu de l'étranger 2,5 millions de rands pour « *attiser le feu des révoltes à travers le pays* », de s'être engagée dans une campagne de résistance et de désobéissance passive, et de « *donner aux Blancs un sentiment de culpabilité* »...

Ces accusations ont été aussitôt rejetées par le président du SACC, l'évêque anglican Tutu: « *Je suis malade et fatigué d'entendre des représentants du gouvernement faire de telles accusations* », a-t-il dit, avant de proposer un débat public sur le SACC, « *nos livres de comptes sont disponibles et peuvent être consultés librement* ». Il explique que les fonds sont principalement utilisés pour la défense de personnes devant comparaître au nom d'« *une législation vicieuse sur la sécurité fomentées par le gouvernement nationaliste* », pour aider les personnes bannies, détenues ou les chômeurs... « *et si les Blancs se sentent coupables, qu'ils fassent leur examen de conscience* ».

Malgré la situation tendue à travers le pays, le gouvernement a organisé une série de parades militaires pour fêter, vendredi, « *le jour de la République* », anniversaire de la proclamation de la République. A Johannesburg soixante-dix véhicules militaires de toutes sortes ont ainsi défilé pendant plusieurs heures à travers les faubourgs de la ville.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● *L'évêque catholique du Cap*, le cardinal Owen Mc Cann, s'est déclaré, vendredi 30 mai, solidaire des ouvriers de la viande en grève dans la péninsule du Cap pour que soit reconnu leur syndicat. Il a rédigé un message qui sera lu, dimanche, dans les églises pour marquer cette solidarité.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario annonce la destruction d'un bateau de pêche espagnol

De notre correspondant

Alger. — Le Front Polisario a annoncé vendredi 30 mai à Alger que ses « unités marines » ont « détruit » un bateau de pêche espagnol, l'*Alvarez-En-Trenas*, et capturé les membres de son équipage, dont il n'a pas indiqué le nombre. L'opération a été menée au large de Dakhla, dans les eaux territoriales du Sahara occidental.

C'est la troisième fois depuis le début de la guerre en octobre 1975 que les Sahraouis s'attaquent à des unités de la flotte de pêche espagnole, qui opèrent dans ces eaux poissonneuses au large des Canaries. C'est cependant son premier raid maritime depuis que le Maroc s'est substitué à la Mauritanie pour la défense de cette partie de la côte placée avant août 1979 sous l'administration provisoire de Nouakchott.

Cette opération confirme la détermination du Polisario de s'opposer à la violation des eaux territoriales du Sahara occidental, quels que soient les accords qui seraient signés entre des partenaires étrangers et le Maroc. Dans le communiqué, publié vendredi, à Alger, il rappelle que « *le gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.) a multiplié les avertissements à toutes les flottes et intérêts étrangers pour qu'ils s'abstiennent de pêcher dans nos eaux territoriales ou de collaborer avec nos ennemis dans les zones de guerre* ».

Cette action semble représenter un coup de semonce en direction de Madrid, dont les positions à l'égard du Polisario restent, selon lui, marquées du sceau de l'ambiguïté, malgré sa reconnaissance envisagée par l'U.C.D. (Union du centre démocratique), parti du premier ministre espagnol, Adolfo Suarez. — (*Intérim.*)

politique

Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale

M. Debré : les lycées forment des analphabètes en histoire

Vendredi 30 mai, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivant ont été notamment abordés :

● ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

M. MICHEL DEBRE (R.P.R., la Réunion), évoquant l'enseignement de l'histoire, fustige *« le désastre auquel nous conduit depuis dix ans une idéologie tout à fait propre à la France et qui mène à réduire la place de l'enseignement de l'histoire, à présenter celle-ci aux jeunes enfants de façon absurde, sans chronologie et sans récits vivants, et à supprimer l'enseignement de l'histoire de la nation française ».*

En réponse, M. BEULLAC, ministre de l'éducation, indique notamment : *« A trop vouloir privilégier le développement des aptitudes et à trop mettre l'accent sur l'étude du milieu, on a quelque peu sacrifié l'exercice de la mémoire et la formation du raisonnement. Pourquoi ne pas apprendre aux enfants à ne pas connaître les différentes périodes historiques? Pourquoi les priver de s'identifier à Vercingétorix devant César ou à Bonaparte sur le pont d'Arcole? L'éveil, c'est aussi l'éveil du savoir et l'éveil d'un imaginaire où Goldorak ne serait pas roi. »* Il ajoute : *« Quant à l'enseignement de l'histoire dans les lycées, il ne fera l'objet d'aucune réduction d'horaire, ni en seconde, ni en première, ni en terminale. Il n'est pas question — et l'idée ne m'en est jamais venue — de rendre l'enseignement de l'histoire facultatif dans le second cycle. Je confirme qu'à partir de 1981 les soixante mille élèves de seconde qui se prépareront à un baccalauréat de technicien auront quatre heures d'histoire et géographie au lieu de deux. »*

Reprenant la parole, M. DEBRE déclare : *« Selon l'article 34 de notre Constitution, la loi détermine les principes fondamentaux de notre enseignement et non de l'organisation de celui-ci. Le Conseil d'Etat et le Parlement ont donné des principes généraux une définition assez claire pour que nul ne puisse prétendre que l'enseignement de l'histoire ne fait pas partie du domaine législatif. Dès lors, le législateur aurait dû être appelé à débattre de la réforme, et votre ministère a fait violer la Constitution par vos prédécesseurs. » « Aussi,* poursuit-il, *est-il possible de quitter l'enseignement secondaire sans savoir qui est Jeanne d'Arc ni ce qu'ont fait Lazare Carnot ou Richelieu et sans connaître ni la bataille d'Austerlitz ni celle de Waterloo. Bref, les lycées forment des analphabètes en histoire. »* Il affirme enfin : *« Votre bilan, monsieur le ministre, est désastreux, et l'inspection générale de l'enseignement de l'histoire a créé une situation qu'il faut renverser totalement. Je termine avec tristesse en vous prévenant que vous ne devez pas vous laisser induire en erreur par le caractère kafkaïen* (1) *de cette séance de vendredi après-midi : mes propos marquent le début d'une campagne que je mènerai sans désarmer. »*

M. BEULLAC déclare ensuite : *« Nous n'allons pas en revenir à l'encyclopédisme et au didactisme que nous avons brûlés ! Croyez-moi, monsieur le premier ministre, je vous en supplie : la voie que j'ai choisie avec la passion pour mon pays qui me caractérise, c'est celle du bon sens, du juste milieu et de l'adaptation aux nouvelles données (...). Je crois à l'importance de notre histoire et de notre géographie. Il n'est que de voir mes livres de chevet pour s'en convaincre. »*

● REFUGIES CAMBODGIENS

En réponse à une question de M. MESMIN (U.D.F., Paris) sur la politique de la France à l'égard du Cambodge, M. STIRN, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, déclare : *« La France a accueilli plus de 78 000 réfugiés indochinois, parmi lesquels 20 000 Cambodgiens, et son effort en faveur de ces derniers s'est accru à partir de l'été 1979. Parmi les 5 000 nouveaux réfugiés indochinois dont l'accueil vient d'être décidé, une large place reviendra évidemment aux Cambodgiens. A l'heure actuelle, sur 10 réfugiés de la péninsule indochinoise, près de 4 sont d'origine cambodgienne. »* Il ajoute : *« Nous sommes bien conscients du fardeau politique, économique et social que représentent pour la Thaïlande les quelque 300 000 réfugiés — dont la moitié de Cambodgiens — qu'elle abrite sur son sol. Inquiète des rumeurs qui ont couru à propos de possibles refoulements, la France a déjà fait connaître au gouvernement thaïlandais le prix qu'elle attache à ce que de telles mesures ne soient pas prises. Il nous a été assuré que, avant rapatriement, les précautions nécessaires seraient prises, avec le concours des organisations internationales, pour garantir que les intéressés exerceraient leur choix en toute liberté. »* Au sujet des temples d'Angkor, M. Stirn assure qu'*« aucun péril imminent »* ne semble les menacer, et ajoute : *« Il n'est, bien entendu, pas question, vu le mauvais état des routes et la situation confuse qui règne dans l'ouest du Cambodge, d'acheminer le matériel lourd qui serait nécessaire à des travaux de grande ampleur. » « La suggestion,* ajoute-t-il, *d'établir une zone spéciale autour d'Angkor serait assurément jugée par l'ONU comme dépassant le cadre de l'aide humanitaire d'urgence. »*

● PRIX DES LIVRES

Répondant à une question de M. PESCE (P.S., Drôme), sur l'avenir du livre et de la lecture publique, M. LIMOUZY, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, déclare, au nom du premier ministre : *« En dépit de certaines informations, rien ne prouve qu'il y ait dégradation de l'activité et disparition des librairies. Les dernières statistiques sur le nombre de points de vente remontent à 1978. Pour l'activité, une enquête de la Banque de France montre que, au cours des quatre premiers mois de 1980, comparés à la même époque de 1979, le chiffre d'affaires des libraires - papetiers indépendants a progressé de plus de 8 % en volume et de 20 % en valeur. »* Il indique d'autre part : *« A la fin de 1979, le ministre du budget a étendu aux libraires relevant du régime simplifié d'imposition le régime spécial de provision créé pour faciliter la constitution de stocks d'ouvrages à rotation lente, c'est-à-dire les livres les plus difficiles ou les plus culturels.*

» Au début de la même année, j'avais fait connaître aux représentants des éditeurs, et des libraires que j'étais disposé, pour tenir compte du caractère particulier du livre, à admettre que les éditeurs rémunèrent par des ristournes particulières le service rendu par les libraires qui assurent la promotion et la vente de livres réputés difficiles. Je m'étonne de constater le peu d'empressement des éditeurs à s'engager dans cette voie. »

M. Limouzy ajoute en conclusion : *« Bien plus que le problème des prix conseillés, c'est le développement de certaines formes de vente depuis cinq ou six ans qui préoccupe les libraires ; c'est particulièrement le fait que le livre soit utilisé dans les grandes surfaces comme produit d'appel. A cet égard, un projet de circulaire actuellement en préparation devrait permettre d'empêcher les comportements abusifs. »*

(1) M. Debré fait sans doute allusion au nombre limité (quatre) de députés qui assistaient à cette séance.

En Nouvelle-Calédonie

M. Dijoud fait approuver la réforme foncière

De notre correspondant

Nouméa. — Le voyage que M. Paul Dijoud vient d'effectuer en Nouvelle-Calédonie, du 22 au 27 mai, a été entièrement consacré à la réforme foncière. Cette réforme, pour laquelle un projet de loi est en préparation, permettra à de nombreuses tribus mélanésiennes de s'agrandir en retrouvant les terres qui leur ont été enlevées par la colonisation, ou en ayant la possibilité d'en acquérir de nouvelles.

Le séjour du secrétaire d'Etat a été marqué par trois temps forts. D'abord, la réunion de la tribu de Grand Couli, organisée par M. Frank Wahuzue (R.P.C.R.), conseiller de gouvernement, et qui a rassemblé quelque soixante-dix chefs coutumiers du territoire. Cette rencontre, qui n'avait fait l'objet d'aucune publicité, a permis aux autorités tribales de dire à M. Dijoud ce qu'elles avaient sur le cœur. Sans rien dévoiler de ce sommet coutumier, qui constitue sans aucun doute un événement capital dans la politique menée par le secrétaire d'Etat, celui-ci devait tout de même confier : *« Ce fut un moment historique. »*

L'autre élément d'importance a été l'échange de vues de M. Dijoud avec les colons éleveurs, tous d'origine européenne, qui n'ont jamais caché leur méfiance à l'égard de cette réforme, dont ils pensent qu'elle les dépossédera de leurs terres. Le secrétaire d'Etat s'est fait rassurant, expliquant : *« La réforme foncière n'a pas pour but de faire partir les colons. Je suis de ceux qui considèrent, au contraire, que les colons doivent rester en brousse et aider d'autres à s'installer. La réforme que nous préparons doit permettre à vos fils de vivre dans de bonnes conditions avec les tribus avoisinantes. »*

A l'Assemblée territoriale

Enfin, M. Paul Dijoud a participé à une longue séance de travail à l'Assemblée territoriale. Seuls, les conseillers de la majorité étaient présents, les élus indépendantistes n'étant pas venus. Le secrétaire d'Etat souhaitait associer les élus locaux à la préparation des textes et examiner avec eux la possibilité de *« doter l'Etat et le territoire des moyens nécessaires pour réussir la réforme foncière »*. Un accord s'est finalement dégagé, qui devrait permettre, selon le secrétaire d'Etat, l'achat des terres dans des conditions qui ne soient pas trop coûteuses. Le financement en sera assuré par l'Etat par le biais de conventions annuelles avec le territoire. Enfin, M. Dijoud a indiqué que la loi devait donner *« la possibilité de trancher un certain nombre de problèmes »*, ce qui signifie, en clair, qu'en cas d'opposition d'un propriétaire dont la terre devrait être redistribuée la procédure d'expropriation pourrait être engagée.

Le secrétaire d'Etat a déclaré, à l'issue de sa rencontre avec les conseillers territoriaux : *« Il en reste un, peut-être deux, à convaincre, mais je suis persuadé qu'ils liront le texte, le méditeront et que nous aurons un large assentiment. Le projet de loi qui sera déposé sur le bureau du Parlement sera une émanation du travail collectif entre le territoire et les fonctionnaires du secrétariat d'Etat. »*

Les indépendantistes, ayant pour leur part boycotté le voyage du secrétaire d'Etat, comme ils l'avaient fait lors de ses précédents déplacements, n'ont donc pas participé aux discussions sur cette réforme. L'Union calédonienne, principale formation mélanésienne, estime, quant à elle, qu'il faut dénoncer l'avant-projet de loi sur la réforme foncière. *« Les non Kanak,* écrit-elle dans sa revue *l'Avenir calédonien*, *ne pourront avoir de droits sur le territoire que garantis par le peuple kanak, et cette garantie ne peut être acquise qu'en commençant par reconnaître effectivement le peuple kanak comme premier occupant des territoires dans le combat pour l'indépendance. »*

JEAN-NOEL FERAUD.

La France et la Grande-Bretagne s'inquiètent de la situation aux Nouvelles-Hébrides

MM. Paul Dijoud et Peter Blaker, respectivement secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et ministre d'Etat britannique pour la coopération et le développement, doivent s'entretenir, lundi 2 juin, à Paris de la situation aux Nouvelles-Hébrides, et notamment du maintien de l'ordre. Après l'occupation, mercredi, de Luganville (dans l'île de Santo) par les partisans des partis « modérés » francophones cette situation s'est dégradée.

Vendredi le premier ministre, M. Walter Lini (pasteur presbytérien anglophone) a pris la parole, à la suite des commissaires résidents français et britanniques qui venaient de lui apporter leur appui, pour décréter le blocus de Santo (nos dernières éditions datées 31 mai). C'est ainsi qu'il a décidé d'interdire tout trafic aérien et toute télécommunication avec l'île.

L'opposition entre le Vanuaaku Pati (VAP, anglophone), qui contrôle le gouvernement néo-hébridais, et les partis modérés (francophones), concerne notamment la nature du futur Etat néo-hébridais. Il est, en effet, prévu par le gouvernement local que le Condominium franco-britannique doit accéder à l'indépendance le 30 juillet prochain. Alors que le VAP souhaite diriger un Etat centralisé. Les modérés souhaitent disposer dans leurs fiefs (essentiellement les îles de Santo et Tanna) d'une large autonomie et plaident pour un régime confédéral. L'*International Herald Tribune* fait état de rumeurs suivant lesquelles les planteurs français, en accord avec des intérêts américains, chercheraient à obtenir la sécession d'Espiritu-Santo pour créer un Etat indépendant et un « *paradis fiscal* ».

Selon le commissaire-résident britannique à Port-Vila, capitale du Condminium, quelque huit cents personnes, se réclamant des partis modérés, ont pris le contrôle de l'île de Santo en faisant prisonniers les quarante policiers de l'île.

LES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX VEULENT UN STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE

Avant que le congrès du Syndicat national des secrétaires généraux des villes de France ne se réunisse à Annecy (Haute-Savoie), les 5, 6 et 7 juin, le président du syndicat, M. Roger Panabière a fait part, vendredi 30 mai, des inquiétudes que lui inspirait le projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales actuellement examiné par le Parlement.

En outre, il a relevé que certaines décisions gouvernementales récentes comme par exemple la polyvalence des services postaux en milieu rural, *« ne sont pas de nature à favoriser l'autonomie locale »*. M. Panabière a assuré que *« l'autonomie des communes passe certes par un accroissement des compétences mais aussi par la définition d'un véritable statut de la fonction publique communale »*.



POLITIQUE

La diplomatie de Janus

(Suite de la première page.)

On se prend ainsi à douter qu'il soit réel. Après tout, si M. Giscard d'Estaing voulait revenir à l'atlantisme, il ne pourrait pas le faire ouvertement sans disloquer sa majorité, ouvrir une crise politique majeure et compromettre sa réélection. Il devrait nécessairement mélanger la fidélité apparente à son illustre prédécesseur et quelques pas vers la voie contraire, prudents, mesurés, comptés. Gardons-nous cependant de conclure qu'il s'est engagé dans une démarche de ce type. Elle correspond certainement à ses orientations passées, et peut-être à ses préférences personnelles. Mais un roi de France tend toujours à oublier les idées du duc d'Orléans, parce que le trône donne une autre vision des problèmes. On peut penser que tout président de la République française sera contraint à une diplomatie plus ou moins gaullienne, parce qu'elle correspond à la situation de la plus ancienne nation d'Europe, qui possède une forte individualité et qui n'est pas prête à la voir dissoute dans un ensemble collectif, atlantique ou européen.

On doit constater d'ailleurs que l'histoire pousse plutôt dans le même sens. Les thèses du général se trouvent renforcées par l'évolution des Etats-Unis, de la République fédérale et de la Communauté des Neuf. La dissuasion française acquiert une importance nouvelle depuis que le Vieux Continent n'est plus assuré du parapluie stratégique américain. Les Allemands eux-mêmes commencent à prendre au sérieux cet appoint à la défense commune. L'Ostpolitik conduit Bonn à envisager les rapports avec l'Union soviétique d'une autre façon que Washington. Les partisans d'une Europe unie ont pris conscience qu'elle n'est pas encore mûre pour la supranationalité, et qu'il faut aller lentement pour aller sûrement.

L'ambiguïté apparente de la diplomatie giscardienne peut exprimer une manœuvre du président pour masquer sa volonté d'appliquer une politique conforme à ses inclinations antérieures, aussi bien qu'un effort pour les faire plier devant les exigences d'une situation, dont l'exercice du pouvoir suprême lui a fait prendre conscience. Elle peut aussi constituer une manœuvre, l'art politique enseignant l'utilité du double langage, utilisé comme arme de dissimulation. Elle peut correspondre tout simplement à une ambiguïté réelle, fondée sur l'hésitation à choisir entre deux fers qu'on voudrait garder au feu simultanément.

Mais on ne pourra pas continuer longtemps à les tenir au chaud l'un et l'autre. Les difficultés économiques ne permettent plus la prodigalité du temps de prospérité. La diplomatie d'une nation reflète toujours plus ou moins ses moyens de défense, et ceux-ci ne peuvent désormais rester dispersés dans toutes les directions. Pour que notre autonomie nucléaire demeure crédible, elle doit reposer sur un programme clair et sérieux. Certaines armes peuvent rester ambiguës : telle la bombe à neutrons, utilisable dans la perspective otanienne d'une sorte de ligne Maginot atomique ou comme auxiliaire d'une stratégie de dissuasion. De toute façon, cette dernière ne peut se passer des sous-marins porteurs d'engins, dont le rythme de mise en chantier a la valeur d'un signe essentiel.

Un autre signe prend désormais la même importance, car il commande tout le reste : la réforme du service militaire qui correspond actuellement à une défense de style traditionnel, dont l'entretien devient incompatible avec le développement d'une armée capable de soutenir une politique extérieure fondée sur l'indépendance nationale. Les propositions du R.P.R. suggérant un service de quatre mois ont le mérite de poser brutalement une question qu'on ne peut plus éluder. Elles rejoignent d'une certaine façon les idées de la gauche.

Un consensus est-il en train de se dégager sur ce point ? Il ne serait que la conséquence naturelle du consensus établi depuis quelques années sur la dissuasion stratégique, dont s'exclut seulement un dernier carré d'atlantistes, réfugiés dans l'U.D.F. et le parti socialiste, mais paralysés par leurs directions respectives. En penchant d'un côté ou de l'autre, le président de la République mettrait fin à l'ambiguïté de sa politique étrangère. En ajournant son choix, il renforcerait l'impression d'une diplomatie à visage de Janus.

MAURICE DUVERGER.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le vendredi 30 mai au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● M. BARRE EN NORVEGE

Le premier ministre a rendu compte de la visite qu'il a effectuée en Norvège du 26 au 28 mai.

Ce voyage, le premier réalisé dans ce pays par un chef de gouvernement français, a permis au premier ministre d'avoir avec son collègue norvégien des entretiens approfondis sur la situation internationale comme sur les relations entre les deux pays, notamment sur le plan économique. Une attention particulière a été portée au développement de la coopération dans les domaines énergétique et industriel, la Norvège étant à cet égard un partenaire de choix pour la France.

Le premier ministre a été reçu en audience par le roi Olaf V.

Il a également assisté aux cérémonies commémoratives de la bataille de Narvik, en présence de nombreux représentants des anciens combattants français.

Il s'est enfin rendu sur la plate-forme d'exploitation du gisement sous-marin de gaz de Frigg.

● LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA FRANCE

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur la situation de l'économie française.

De nouveaux et importants progrès ont été enregistrés, au cours des dix-huit derniers mois, dans l'assainissement des structures de notre économie.

Le développement rapide de nos exportations a entraîné un accroissement de la part de la France dans le marché mondial.

La productivité a progressé en 1979 à un rythme soutenu et supérieur à celui constaté dans la plupart des autres pays : les gains de productivité ont été particulièrement importants dans l'industrie où ils ont atteint 5,3 %.

Le redressement de la situation financière des entreprises s'est poursuivi et depuis l'été dernier, on enregistre une reprise de l'investissement productif qui illustre l'assainissement de notre économie et le dynamisme des entreprises.

L'excellente tenue du franc témoigne, elle aussi, de la compétitivité de l'économie française.

La libération des prix et le bon fonctionnement du système monétaire européen ont contribué aux progrès enregistrés.

Les prochains mois continueront d'être marqués par les conséquences du second choc pétrolier, dès maintenant plus important que celui subi en 1973-1974.

En France comme dans tous les pays, la hausse des prix s'est accélérée en début d'année : l'effet direct des augmentations de prix de l'énergie et de certains métaux explique à lui seul le tiers de la hausse du niveau général des prix au cours des quatre premiers mois de l'année. Une décélération est attendue au cours du second semestre.

L'accroissement du déficit pétrolier aura aussi des conséquences défavorables sur l'activité ; elles se manifesteront progressivement mais devraient être limitées en raison de la meilleure capacité de réaction de notre économie.

● LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

Le ministre de l'agriculture a présenté au Conseil des ministres le plan pluriannuel de développement de l'élevage dont le principe avait été arrêté au mois de décembre 1979, lors de la conférence annuelle agricole.

L'objectif de ce plan quinquennal est de favoriser un développement de l'élevage français et d'améliorer l'équilibre de nos échanges extérieurs. Six orientations fondamentales ont été définies :

— Faciliter la reconversion laitière dans des conditions de sécurité satisfaisantes ;

— Mieux mettre en valeur nos ressources naturelles et promouvoir une agriculture plus autonome ;

— Renforcer la qualité technique et économique des élevages ;

— Améliorer la qualité et répondre à l'évolution de la consommation ;

— Développer les industries de transformation ;

— Accroître les exportations et dégager dans ce secteur un excédent commercial significatif et durable.

Afin d'assurer la réalisation des objectifs retenus, le plan prévoit sur cinq années un montant de dépenses supplémentaires de 3,5 milliards de francs.

Les principales mesures retenues concernent :

— Une revalorisation de 50 % de l'indemnité spéciale de montagne (I.S.M.) en deux étapes, la première augmentation de 30 % intervenant dès juin 1980 et la seconde au 1er janvier 1981 ;

— La création d'une prime aux troupeaux allaitants dont le financement doit être en partie pris en charge par la C.E.E. ;

— L'amélioration des conditions d'octroi des prêts bonifiés aux secteurs orientés vers la production de viande, notamment par l'allongement de leur durée ;

— Le maintien et l'amélioration des mécanismes de compensation et de régimes de caisses de péréquation en vue d'apporter une plus grande sécurité aux éleveurs ;

— Le renforcement des mesures d'appui technique et de formation ainsi que les actions d'amélioration sanitaire et de progrès génétique ;

— L'octroi, dans les zones de montagnes, de certaines aides à des types de production particulière.

Dans le secteur spécifique de la production ovine, outre les garanties que devra apporter la nécessaire mise en place d'une organisation communautaire du marché, le plan prévoit une série de dispositions et en particulier :

— Un développement prioritaire des actions d'appui technique et des interventions dans les domaines sanitaires et génétiques ;

— L'octroi d'aides aux investissements (bâtiments, équipements spécialisés, clôtures...) ;

— L'extension de l'indemnité spéciale montagne (I.S.M.) aux brebis antenaises et la création d'une prime de 100 F par unité de gros bétail dans les zones défavorisées simples ;

— Le renforcement de l'organisation économique notamment des groupements et producteurs.

● L'ENDETTEMENT DES AGRICULTEURS

Le premier ministre a fait une communication sur les mesures qu'il convient de mettre en œuvre pour apporter une solution aux problèmes d'endettement qui se posent à certaines catégories d'agriculteurs.

L'Etat prendra en charge, dans certaines limites et pour une période de douze mois, les intérêts des prêts spéciaux des jeunes agriculteurs. De plus, un examen cas par cas des situations les plus difficiles sera mené par le Crédit agricole en ce qui concerne les éleveurs de races à viande et les producteurs de légumes.

● NEGOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

Le premier ministre a présenté les mesures à mettre en œuvre pour compenser le retard apporté par les instances communautaires à la fixation des prix de campagne au cas où les conseils des ministres de la Communauté européenne, qui se sont tenus au cours de la semaine, à Bruxelles, n'auraient pas, contrairement au souhait de la France, permis d'aboutir à un accord.

Conformément à ce qui avait été décidé lors du conseil des ministres du 21 mai, il convient donc, dans cette hypothèse, tout en poursuivant activement la recherche de solutions communautaires, de mettre en œuvre, dès maintenant, les mesures conservatoires qui s'imposent. Ces mesures sont fondées sur le strict respect du compromis proposé les 5 et 6 mai 1980, par la Commission à Luxembourg et accepté par huit Etats membres.

Elles s'appliqueront tant que les prix communautaires n'auront pas été fixés. Pour l'immédiat, elles portent sur le lait et la viande bovine, produits pour lesquels les campagnes commencent le 1er avril.

Le conseil des ministres a été informé des propositions formulées par la présidence du conseil des ministres des affaires étrangères, le 30 mai 1980.

Constatant les résultats obtenus par le conseil des ministres de l'agriculture qui permettent, dans des conditions satisfaisantes, la poursuite de la politique agricole commune, il est disposé à donner son accord à ces propositions à condition qu'elles soient intégralement acceptées par les autres membres de la Communauté, notamment en ce qui concerne le lien établi entre l'allégement de la contribution budgétaire britannique et la fixation des prix agricoles en 1981.

(Lire page 20.)

● Les conseils municipaux des communes de Dompierre-sur-Charente (Charente-Maritime) et de Mecleuves (Moselle) sont dissous, sur proposition du ministre de l'intérieur, par décision du conseil des ministres.

LE P.S. RÉUNIT UNE CONVENTION NATIONALE SUR LA JEUNESSE

Le parti socialiste a réuni samedi 31 mai à Créteil (Val-de-Marne), une convention nationale consacrée à la jeunesse et aux moyens de l'associer plus étroitement à l'action du P.S. Les débats devaient s'engager à partir d'un rapport présenté par M. Guy Bèche, secrétaire national adjoint à la jeunesse, qui remarque que « les jeunes sont *à la fois plus nombreux à manifester dans la rue et à affirmer des opinions contestataires, et moins nombreux à militer et à voter, particulièrement depuis la rupture et l'échec de la gauche de 1978* ». « *Il appartient au parti socialiste,* estime-t-il, *d'expliquer aux jeunes la nécessité de l'organisation pour l'efficacité de la lutte au plan syndical ou associatif comme au plan politique.* »

La convention nationale devrait doter le P.S. d'un « *document de réflexion* », et définir les structures statutaires du mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.) Il s'agit de savoir si le M.J.S. doit être intégré au parti ou obtenir son autonomie. La direction penche pour la première solution dont M. Pierre Mauroy conteste l'efficacité. Ses amis écrivent dans leur bulletin hebdomadaire *Action socialiste* : « *Aujourd'hui, pour la première fois depuis la S.F.I.O., le M.J.S. n'existe plus que juridiquement. La structure que l'on nous propose reflète une volonté de ne pas développer un mouvement de masse. Les M.J.S. locaux, séparés entre eux, survivront comme ils le pourront et l'on voit mal comment la coordination pourrait être menée par une équipe technique nationale désignée unilatéralement par la direction du parti.* » M. François Mitterrand devait intervenir devant la convention samedi après-midi.

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

M. Peyrefitte, l'« unanimité » et l'information...

Le projet « sécurité et liberté » rencontre, on le sait, une forte opposition des magistrats. M. Peyrefitte, sur la défensive, en est amené à prendre des « libertés » avec la vérité. Ainsi, répondant, mercredi 28 mai, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Ducoloné (P.C., Hauts-de-Seine), le ministre de la justice a notamment déclaré : *« Mais il faut que je le dise, puisque personne ne le dit, l'unanimité des chefs de cour s'est faite sur le projet »* (*le Monde* du vendredi 30 mai).

L'Agence France-Presse rend compte de ces propos de la façon suivante : *« M. Peyrefitte (...) a affirmé que l'unanimité des chefs de cour s'était faite sur ce projet de loi »* (dépêche A.F.P. du 28 mai, n° 209, de 17 h. 20).

En fin d'après-midi, le garde des sceaux lit cette dépêche, puis réfléchit... Finalement, il n'est plus tout à fait sûr de l'« unanimité » des chefs de cour. Qu'à cela ne tienne, quand on est ministre de la justice, on ne s'embarrasse pas de déontologie : il suffit de demander (exiger) à l'A.F.P. un rectificatif.

A 0 h. 37, sans que l'on ait songé à vérifier l'authenticité de cette déclaration auprès des auteurs de la première dépêche, l'Agence France-Presse diffuse une « *rectification* » (n° 345) ainsi rédigée : « (...) *Il a affirmé* [le garde des sceaux] *qu'un consensus des chefs de cour s'était manifesté en faveur des objectifs de ce projet de loi et que celui-ci avait été approuvé « massivement » par le Conseil d'Etat.* »

Consensus ?

Extrait du « *compte rendu analytique officiel* » de l'Assemblée nationale, deuxième séance du mercredi 28 mai 1980 (cinquante-deuxième séance de la seconde session ordinaire de 1979-1980) : « *M. le garde des sceaux : (...) Mais il faut que je le dise, puisque personne ne le dit, l'unanimité des chefs de cour s'est faite sur le projet.* »

Consensus ?

Extrait du *Journal officiel*, n° 32 A.N. (C.R.), du jeudi 29 mai 1980, compte rendu intégral, deuxième séance du mercredi 28 mai 1980 : « *M. le garde des sceaux : (...) Mais il faut que je dise, puisque personne n'en parle, l'unanimité des chefs de cour s'est faite sur la nécessité de ce texte.* »

Unanimité, vous avez dit unanimité ?

L. Z.

● *Un colloque sur le « projet Peyrefitte »* sera organisé, 11, rue Tisserand, Paris (15e), le lundi 9 juin à 15 heures, par la Fédération autonome des syndicats de police. En annonçant ce colloque auquel « *toutes les confédérations syndicales et les associations démocratiques seront conviées* », M. Henri Buch a déclaré que ce projet « *est un danger pour les libertés* ».

● *M. Gilbert Estève*, juge d'instruction au tribunal de Pontoise, s'est vu interdire vendredi 30 mai l'entrée de la prison de Fleury-Mérogis parce qu'il refusait de passer sous le « portique » de détection électronique. M. Estève était venu procéder à l'audition d'un détenu. Malgré l'intervention de plusieurs responsables de l'administration pénitentiaire, le magistrat instructeur a maintenu son refus et n'a donc pu avoir accès au palais.

UN APPEL POUR UNE « JOURNÉE NATIONALE DES LIBERTÉS »

La Ligue des droits de l'homme et l'association Droit et démocratie ont publié le 30 mai le communiqué suivant :

Devant la grave menace que le projet de loi dit « sécurité et liberté » fait peser sur nos libertés sans pour autant renforcer notre sécurité, la Ligue des droits de l'homme et Droit et démocratie (1), au-delà des engagements de chacun, en appellent à toutes les forces sociales, intellectuelles et politiques attachées à la défense des droits fondamentaux des citoyens, pour que se tienne, dans toute la France, une journée nationale des libertés pour protester contre le projet Peyrefitte.

La Ligue des droits de l'homme et Droit et démocratie demandent à toutes les associations, à tous les syndicats et organismes professionnels et culturels, et plus généralement à tous ceux qu'anime une même volonté de sauvegarder nos libertés judiciaires, de faire en sorte que soit organisée sans délai, dans toute la France, cette journée nationale des libertés.

(1) Ligue des droits de l'homme, 67, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, tél. : 707-56-35. Droit et démocratie, 51, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 359-20-91.

● *Le parti radical*, dont le président est M. Didier Bariani, député U.D.F. de Paris, a publié jeudi 29 mai une déclaration dans laquelle il estime que le projet de loi « sécurité et liberté » répond, sur plusieurs points, au besoin de protection de la société, mais qu'il ne peut être « *voté en l'état* ». Les radicaux jugent que certaines *dispositions du projet sont « contraires aux principes d'une société démocratique et républicaine »*, notamment : la suppression dans certains cas de la procédure d'instruction ; « *l'institution d'une justice pénale de classe* » et la « *limitation du pouvoir d'appréciation des juges* ». Le parti radical conclut : « *Le fonctionnement parfois défectueux de notre justice découle de raisons multiples et notamment des difficultés de recrutement et de leurs incidences sur l'état actuel de la magistrature. Ces difficultés appellent des réponses spécifiques.* »

Deux syndicats de psychiatres dénoncent les mesures applicables aux malades des cliniques privées

Certaines dispositions du projet de loi « sécurité et liberté » ont suscité des remous parmi les psychiatres. L'article 47 de ce projet prévoit un droit de regard du pouvoir judiciaire sur les cliniques psychiatriques privées, ainsi qu'un droit de recours direct des malades contre un internement qu'ils jugeraient arbitraire. Deux organisations de psychiatres dénoncent ce texte qui, selon elles, assimile tout malade mental à un aliéné.

Actuellement, il existe en France trois types d'hospitalisation psychiatrique : *l'internement d'office*, ordonné par le préfet de police, et qui ne représente que 8 % environ des hospitalisations ; *le placement volontaire* du présumé malade, qui se fait sur simple demande émanant d'un particulier, accompagnée d'un certificat médical constatant l'état mental de la personne à placer. Seuls les établissements autorisés par la loi du 30 juin 1838 peuvent recevoir les malades ayant suivi l'une de ces deux procédures.

L'hospitalisation dite libre est demandée par le malade lui-même, et se pratique en dehors de toute intervention administrative. La majorité de ces placements libres est assurée par des établissements privés, le reste étant pris en charge par les services spécialisés des hôpitaux généraux et par les hôpitaux psychiatriques, où ils représentent environ 80 % des entrées.

La réforme, que conteste les médecins, concerne les malades des cent vingt cliniques psychiatriques privées non soumises à la loi du 30 juin 1838. Elle vise à étendre à ces cliniques deux dispositions déjà appliquées aux services d'aliénés des établissements publics : visite des établissements par le préfet, le juge du tribunal, le procureur de la République, le maire de la commune ou leurs délégués, qui peuvent recevoir les réclamations des personnes qui y sont placées. La deuxième disposition institue un recours direct du malade hospitalisé ou de ses protecteurs naturels devant un juge du siège, qui, après vérification, peut ordonner sa sortie immédiate s'il y a lieu.

De nouvelles difficultés

Cette dernière mesure est présentée par le garde des sceaux comme une des dispositions favorisant l'institution d'un *habeas corpus*, lequel permet à toute personne victime d'une détention arbitraire de saisir un juge. Cette mesure garantirait le malade contre les séquestrations en service dit libre, alors que, aujourd'hui, le malade placé dans une clinique selon cette formule reste soumis à l'autorité médicale, sans pouvoir saisir directement un juge du siège, même si le procureur a le pouvoir d'ordonner une enquête, voire d'entamer une procédure.

Le Syndicat national des maisons de santé pour maladies nerveuses et mentales a critiqué ces dispositions, au cours d'une conférence de presse. Selon son président, M. François Jeanson, le contrôle judiciaire ainsi prévu met en cause la garantie du secret médical, et instaure une sorte de « signalement » légal du malade mental. Or, dans la plupart des cas de libre hospitalisation, il s'agit de déprimés, de névrosés, d'alcooliques en cure, personnes ayant gardé leurs facultés de jugement, et pour qui le secret médical doit être préservé sans restriction.

De plus, on peut craindre l'aggravation de certains troubles — anxiété, délires à type persécutif — devant l'apparition de l'autorité judiciaire, aussi discrète soit-elle. Enfin, dans le cas où le juge serait amené à ordonner la sortie d'un malade contre l'avis du médecin traitant, on en arrive à une « déresponsabilisation » du psychiatre. La désignation d'un expert, devenue dès lors nécessaire, alourdirait encore la procédure.

M. Jeanson estime que la réforme proposée tient à l'écart certaines catégories d'établissements recevant des malades mentaux : services de placement libre des hôpitaux psychiatriques, et services de psychiatrie des hôpitaux généraux. Ce qui rejoint l'analyse faite par M. Charles Brisset, secrétaire général du syndicat des psychiatres français, dans une lettre adressée le 25 mai 1980 à M. Peyrefitte. Les dispositions de l'article 47 introduisent selon les deux syndicats de nouvelles difficultés. Ces derniers se demandent si les malades seront bénéficiaires ou victimes de cet *habeas corpus* idéal, appliqué à la psychiatrie.

[Sans se faire beaucoup d'illusions sur les conséquences pratiques de cette réforme et sur son étendue, on peut s'étonner des réactions des deux syndicats, que M. Peyrefitte qualifierait de « corporatistes ». Tout n'est pas à rejeter dans le projet « sécurité et liberté », en particulier la disposition qui étend les droits de l'individu et les prérogatives des juges du siège face aux abus, toujours possibles, de l'hospitalisation psychiatrique privée.]

Libres opinions

APRÈS UN NON-LIEU
Laxisme ?

par HENRI NOGUÈRES (*)

IL est exemplaire — tristement exemplaire... — que la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris ait rendu un arrêt mettant fin (sous réserve de l'appréciation de la chambre criminelle de la Cour de cassation) aux poursuites engagées depuis 1972 contre le brigadier de police Marquet à qui il était reproché d'avoir abattu, d'une rafale de pistolet mitrailleur, dans un commissariat de Versailles, l'Algérien Mohammed Diab, « gardé à vue » — si l'on ose dire — et désarmé.

Lorsque l'affaire était venue en 1975 devant le tribunal correctionnel de Versailles, qui n'avait à juger qu'un homicide par imprudence, nous avions été quelques-uns à venir dire que si la victime ne s'était pas appelée Mohammed Diab, et si son meurtrier n'avait pas été un brigadier de police, ce dernier eut sans doute été jugé — et sur un autre chef d'inculpation — par une cour d'assises.

Les magistrats de Versailles, se rendant à ces raisons, s'étaient *déclarés incompétents*. La cour d'appel, la Cour de cassation ont, l'une et l'autre, refusé de revenir sur cette décision.

Et voici que la chambre d'accusation, au lieu d'ordonner le renvoi du brigadier Marquet devant les juges populaires, vient de rendre un arrêt constatant que le meurtrier de Diab a agi en état de *légitime défense*.

Certes, l'enquête a établi que le brigadier Marquet avait, ce jour-là, dans le sang une dose d'alcool qui l'eût rendu, selon une jurisprudence constante, inapte à conduire un véhicule automobile. Peu importe.

Certes, la chambre d'accusation ne conteste pas que la victime ait pu être — dans un commissariat et au cours de sa garde à vue — injurié et giflé. Peu importe.

Certes, la chambre d'accusation admet, comme l'a soutenu la partie civile, qu'à aucun moment il n'y avait eu ce « corps à corps » invoqué par Marquet pour sa défense. Peu importe...

Le brigadier Marquet — ce sont les conseillers de la chambre d'accusation qui le disent — était en état de légitime défense et sa riposte, consistant en une rafale de mitraillette tirée à bout touchant sur un homme « gardé », désarmé et entouré de policiers, était « proportionnée » à une attaque « actuelle et injuste »...

Oui, il est exemplaire que cette décision soit rendue au moment même où le Parlement est saisi par le garde des sceaux d'un projet « renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes ». Un projet dont on nous dit qu'il a, notamment pour objet de mettre un terme à l'insupportable laxisme dont font preuve les magistrats à l'égard des criminels coupables des plus graves violences.

Est-il en effet de plus grave violence que celle qui consiste à *tirer une rafale d'arme automatique sur une homme désarmé* ? Et est-il pire laxisme que celui qui conduit à élargir la notion de « légitime défense », dont le garde des sceaux reconnaît d'ailleurs qu'elle peut conduire à de regrettables abus ?

N'allez pas croire, cependant, que M. Peyrefitte ait, par avance, *voulu empêcher* qu'un *nouvel arrêt* Diab puisse, à *l'avenir*, être rendu. Comment pourrait-on le penser en sachant que la chambre d'accusation n'a fait que suivre un réquisitoire pris sous la responsabilité d'un procureur général qui est, justement, l'un des plus éminents rédacteurs du projet improprement placé sous le double *patronage de la sécurité et de la liberté* ?

La réalité est, malheureusement, tout autre : la chambre d'accusation, loin de se sentir désavouée par avance par le texte ministériel n'aura fait que le devancer. Statuant comme si ce texte était déjà voté, elle en a retenu l'esprit, sinon la lettre. Cet « esprit » qui se traduit par un article *42 dont les juristes ont déjà mesuré les* conséquences puisqu'il a pour objet — en remplaçant pudiquement « *le 3e alinéa de l'article 687 du code de procédure pénale par* les dispositions des articles 680 et 681 (al. 5) », de limiter les conséquences pénales des crimes et délits commis par les fonctionnaires de police.

Sécurité et liberté ? Il semble bien que l'une et l'autre doivent cesser d'être *garanties sitôt franchie la porte d'un local de police...*

Quant au « laxisme », mieux vaut n'en point parler.

(*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

LE PAPE

La journée de vendredi

L'Airbus « le Titien » de la compagnie Alitalia, transportant le pape Jean-Paul II et sa suite, s'était posé vendredi 30 mai, à 16 h. 47, soit avec un peu plus de trois quarts d'heure de retard sur l'horaire prévu, à l'aéroport d'Orly. Au départ de Rome, en effet, un incident technique — un pneu du train d'atterrissage s'était dégonflé au moment où l'avion roulait sur la piste de l'aéroport de Rome-Fiumicino — avait immobilisé l'appareil, qui était réparé et quittait Rome à 15 h. 13.

« Je quitte donc les rives du Tibre, avait déclaré le pape avant son départ, chargées d'histoire, pour celles de la Seine, pleines de majesté. Dès ce soir, je me trouverai plongé dans l'ambiance suggestive et solennelle de Notre-Dame. Je confie à Marie, reine de France et dame de l'Italie, le souhait que ma visite consolide la foi des enfants de cette grande patrie, et anime leur courage pour témoigner. »

A sa descente d'avion, le pape baisait le sol comme il a coutume de le faire lorsqu'il arrive dans un pays étranger. Il était accueilli par le premier ministre M. Raymond Barre, les cardinaux Etchegaray et Marty, le nonce apostolique Mgr Felici et les autorités locales. Deux petits enfants remettaient à Jean-Paul II un bouquet de fleurs et des dessins, et un recueil de lettres.

Le pape prenait place au bout de quelques minutes dans un hélicoptère Super-Frelon de l'armée de l'air, qui s'envolait bientôt vers Paris.

A 17 h. 19, il se posait place Georges-Clemenceau, au bas des Champs-Elysées. Il était accueilli par le chef de l'Etat, accompagné par Mme Giscard d'Estaing. Les cloches de Paris sonnaient à toute volée au moment où le président de la République et le pape se serraient la main, répercutées par une sonorisation sans défaut.

Après l'hymne pontifical et « la Marseillaise », Jean-Paul II et le président de la République montaient dans un command-car blanc pour se rendre place de la Concorde, en passant devant un détachement de la garde, sous les ovations. Le retard pris avait contraint à l'annultion du projet d'accomplir à pied cette première partie du déplacement dans Paris. Sur le parcours, un groupe nombreux d'exilés croates agitaient des drapeaux aux couleurs de leur région. Plus tard, des Ukraniens devaient se faire ainsi remarquer boulevard Saint-Germain.

Place de la Concorde, où était particulièrement manifeste le dispositif policier, et qu'il n'était possible d'atteindre qu'en se frayant un chemin à travers un labyrinthe de barrières métalliques, une tribune recouverte d'un somptueux tissu bleu avait été installée au milieu de la place à côté de l'Obélisque.

Comme en plusieurs autres endroits du parcours, des « marchands du temple », en l'occurrence des vendeurs du timbre à l'effigie du pape, ou de posters, ou encore de drapeaux, avaient pris place.

Certains spectateurs attendaient depuis près de six heures quand le pape et le président de la République arrivèrent sur la place vers 17 h 40. Ils gagnaient la tribune.

Après avoir souhaité la bienvenue au pape, M. Giscard d'Estaing lui présentait « la France en quelqeus mots ». Il en rappelait l'histoire et la tradition religiense pour indiquer ensuite : « attachée à la défense des droits de l'homme, elle intervient partout où ceux-ci sont ignorés ou bafoués (...), elle œuvre enfin, comme le fait le Saint-Siège, pour atténuer les tensions internationales et pour ouvrir inlassablement les chemins étroits de la paix. »

« Je sais que le peuple français, ajoutait le président de la République, gardera dans sa longue mémoire le souvenir de cette visite pontificale à Paris, la première qui lui soit rendue spontanément depuis huit cent dix-sept ans, lorsque votre lointain prédécesseur Alexandre III est venu chercher la protection de la France (...). » « Je souhaite, concluait M. Giscard d'Estaing, que vous aussi gardiez longtemps le souvenir de l'accueil de la France, et qu'il vous apporte un encouragement et un soutien dans la quête émouvante que vous conduisez (...) pour un monde plus juste, plus pacifique, et plus doux pour la souffrance des hommes. »

Dans sa réponse, le pape exprimait sa gratitude au président de la République, au gouvernement et au peuple français

Une longue attente

Le pape était en retard. A Paris, parmi les personnalités attendues à Notre-Dame, certaines ayant appris la nouvelle avaient donc calculé le moment de leur arrivée en fonction de cet imprévu. D'autres l'ignoraient. Si bien que la cathédrale s'est remplie petit à petit. Mais l'attente a été longue. Comment tuer une heure quand on est coincé sur un prie-dieu entre gens de bonne compagnie dans un lieu sacré ? Pas facile. Quelques-uns ont lu et relu la petite plaquette de psaumes éditée pour l'occasion, d'autres s'étaient plongés dans une profonde méditation. Certains taillaient carrément des bavettes avec leur voisin. Des ministres aux secrétaires d'Etat en passant par les généraux, les membres des corps constitués, les dirigeants des groupes parlementaires, les présidents des conseils généraux, chacun passait le temps comme il le pouvait et rivalisait d'ingéniosité pour regarder discrètement sa montre.

Les allures d'un sacre

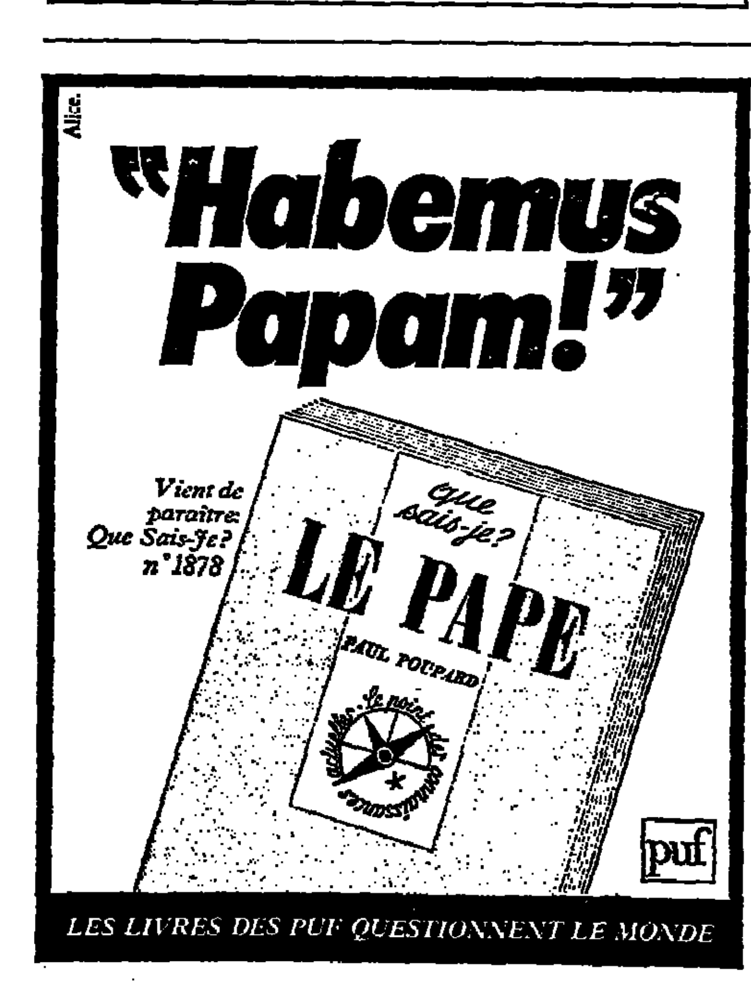
Le pape se faisait attendre, et il fallait bien l'attendre. Les nouvelles arrivées des membres du gouvernement apportaient un court divertissement. Les dames lorgnaient du coin de l'œil la toilette des autres. Les photographes s'amusaient à faire des portraits. Les journalistes commentaient, l'orgue s'emballait. Tout le monde se leva. Fausse alerte. On répète encore les cantiques. MM. Yvon Bourges et François Ceyrac chantaient ; MM. Monory et Galley papotaient ; M. Maxime Gremetz (P.C.) restait de marbre à proximité de M. Michel Debré ; Mme Pompidou, au premier rang, se sentait bien seule, éloignée qu'elle était de Mme Chaban-Delmas et, de l'autre côté de l'allée, de Mme Barre.

Finalement, le pape, tant attendu, arriva, précédé du premier ministre, du chef de l'Etat et de son épouse. Jean-Paul II, accueilli par des applaudissements nourris et un orgue déchaîné, fit une entrée triomphale. Au milieu de cette assistance, triée sur le volet, rendez-vous obligé des autorités du pays, le pape était radieux. Il s'est rendu à la chapelle du Saint-Sacrement pour revêtir les ornements liturgiques, saluant et bénissant au passage les ecclésiastiques rassemblés dans le chœur, tandis que résonnaient sous la voûte de la nef le Tantum Ergo, *puis le chant des* Laudes carolingiennes.

Ce fut une grande cérémonie, un peu mondaine mais belle. Le cardinal Marty rendit hommage à Jean-Paul II, « le croyant qui, la croix en main, ouvre la voie sur la route des hommes ». *Face au pape, le président de la République et son épouse trônaient au milieu de la nef. Tout cela avait les allures d'un sacre. Mais déjà le* Magnificat, *superbe, mais jugé moins « triomphaliste » que le* Te Deum *initialement prévu, s'élève au milieu des travées. M. Giscard d'Estaing, imperturbable, écoute mais ne chante pas. Le pape se rend devant la statue de Notre-Dame, à droite de l'autel, lit une oraison à la Vierge Marie et fait une longue prière.*

Et c'est déjà fini, ou presque, car il faut de nouveau attendre que le pape quitte la cathédrale, après avoir revêtu ses ornements, pour dire la messe sur le parvis. Commence alors une longue procession de prêtres en direction de l'estrade dressée devant Notre-Dame. Au passage, les ecclésiastiques saluent le chef de l'Etat, lequel leur répond par un hochement de tête. Des hochements qui n'en finissent pas, jusqu'à l'ultime, qui sera en fait une grande courbette... pour Jean-Paul II, qui bénit et bénit sans cesse cette auguste assemblée.

MICHEL BOLE-RICHARD.



A NOTRE-DAME

Une houle affectueuse

Avec cet accent rocailleux et roulant à la fois comme les mille ruisseaux d'Auvergne, le cardinal Marty tout à l'heure aura un mot superbe : « *Nous avons convoqué le peuple de France pour faire Eglise. Ici, en ce lieu. Notre-Dame est son nom. Et cette cathédrale est belle qui dit Dieu.* »

Elle est belle, en effet, Notre-Dame dans la lumière qui fuit, sous ce soleil couchant qui tourne l'Observatoire, se mire dans la Seine et fait de la rosace un soleil levant. La cathédrale est pierre, jaune et ocre. Elle est or, et lumière, prodige de beauté et d'équilibre, de cette galerie des vingt-huit rois de Juda et d'Israël que l'ombre passe en revue aux deux tours ces « *bras lancés au ciel pour glorifer Dieu* », où monstres et gargouilles espèrent déjà la nuit.

Triomphe du gothique. « *Triomphe du génie de la France. Triomphe de l'homme que ce temple.* » Jean-Paul II, à son tour, parle. De son parler lent et lourd de Slave aux prises avec le français. Et cet homme massif, carré, si lointain là-bas sur l'estrade devant le portail de la Vierge, parle gothique à « *l'homme qui doit être lui aussi un temple* » : « *Aimes-tu. M'aimes-tu ?* » Une fois, dix fois, la « *question fondamentale* », la « *question qui donne son sens à la vie* », revient dans l'homélie. « *Aimes-tu, m'aimes-tu, m'aimes-tu davantage ?* » Ce pape polonais interpelle la communauté des chrétiens, mais pas seulement elle.

Et c'est d'abord notre société française officielle du XXe siècle dans son pauvre ensemble, de son visage le plus caricatural, qui lui répond, non l'amour mais la peur. Peur de la violence, peur de l'attentat, la peur de son ombre, peur de ses propres phantasmes. Si cette messe a bien été le premier grand moment de la visite du pape, c'est d'abord à la façon d'un révélateur. Elle est donc devenue cela, la France officielle qui n'ose même plus s'offrir de messe pontificale que quadrillée comme une manifestation autonome, encadrée par mille et mille policiers, filtrée de mille et mille manières. On exagère ? On voudrait tant exagérer. Et n'avoir rien vu. Ni ces policiers par dizaines sur les toits. Ni ces tireurs d'élite perchés sur l'Hôtel-Dieu avec leur grande mallette fermée en fin de messe. Ni ces jumelles brillant sur la galerie à jour de Notre-Dame. Ni ces dizaines de talkies-walkies au grésillement plutôt profane, ni ce car de commandement caché square Jean-XXIII. Ni ces photographes de police bardés d'appareils — pour quoi faire ?, — ni ces groupes de chrétiens soigneusement formés au carré sous barrières métalliques et sous surveillance de gendarmes mobiles. Et n'avoir rien entendu. Pas même ce compagnon charpentier, l'un des quarante à avoir pendant quatre jours et autant de nuits construit l'estrade sur le parvis raconter comment à 16 heures il avait cherché une fois de plus sous cette œuvre, l'inévitable bombe des Brigades rouges.

Faste et dépouillement

« *Aimes-tu, m'aimes-tu ?* », dit ce pape : et déjà, il fournit lui-même la réponse : « *Plus d'une fois nous nous demandons en tremblant si la haine ne l'emportera pas sur l'amour, la guerre sur la paix, la destruction sur la construction.* »

Avant, bien avant que l'hélicoptère faisant du point fixe au-dessus du boulevard Saint-Germain, n'annonce l'arrivée lu cortège, des milliers de fidèles convergent vers l'île Saint-Louis, cette fois véritablement insularisée. Les barrages de police ont coupé les ponts. Seuls pour cette messe sur invitation, peuvent accéder au parvis, les fidèles bénéficiaires du précieux carton. Précaution là tout à fait normale pour éviter des bousculades sur la place trop exiguë.

Là-bas sur l'estrade tendue de rouge, immense, un autel a été dressé, surmonté d'un baldaquin aux couleurs, blanc et jaune, du Vatican et d'une simple croix de bois. Faste et dépouillement tout à la fois. A droite et à gauche assis, priant déjà ou méditant, des dizaines d'ecclésiastiques en aube patientent sous le soleil. Certains, handicapés, souffrants, ont été amenés là par les chevaliers de l'ordre de Malte en uniforme noir, qui montent près d'eux une garde charitable. Rangées, en demi-cercle, au pied de la tribune, juste derrière les deux fauteuils à crosse destinés au président de la République et à Mme Valéry Giscard d'Estaing, les chorales d'Ile-de-France répètent une dernière fois. Plus loin, les membres de l'ordre du Saint-Sépulcre forment une haie d'honneur. Les Scouts de France, chemises rouges ou bleues, service d'ordre officiel, s'activent. Les secouristes de la protection civile interviennent pour quelques petits malaises.

A droite sous les platanes, sous l'immense statue de Charlemagne et ses leudes, le bloc sonorisation a été fourni par Europe 1. Nul ne saurait en douter, puisque les deux camions portent en lettres énormes Podium n° 1. Ceux-là mêmes qui, servant aux tournées d'été de la station, ont encore les projecteurs de couleur pour récitals de plage et prennent ici quelque allure d'incongruité. Il fallait, il est vrai, par-dessus le bras de Seine, raconter la cérémonie aux milliers de personnes non invitées, massées sur les quais et les échoppes des bouquinistes. Et il faut aussi pour tous ceux « *cachés derrière les postes de télévision* », comme le dira Mgr Marty, des caméras partout, y compris aux fenêtres de la préfecture de police.

Sur le pont Au-Double, des louveteaux attendent, joyeux, chaque fois que passe un bateau mouche, fébriles dès que la foule s'agite un peu là-bas sur ces balcons fleuris du quartier Latin.

Une rumeur grave et joyeuse

Le bourdon de Notre-Dame sonne. Et sur le parvis, la foule, vingt mille personnes environ, attend tranquillement, sereinement, en chantant des cantiques. Une foule ni exubérante ni impatiente, beaucoup de laïcs, de religieuses aussi, une foule ni vieille ni jeune, une foule qui prie ou s'assoie, se photographie, bavarde, lit le manuel des cantiques, attend le pape. Le bourdon de Notre-Dame sonne. Et voici le ballet des dernières personnalités, M. Barre, M. Chaban-Delmas, M. Poher, des voitures officielles, des motards. Et voici le président de la République et son épouse. Et voilà Jean-Paul II, accompagné de Mgr Marty. Alors, tandis qu'un jeune homme qui se précipitait vers la voiture découverte, un paquet à la main, est promptement embarqué, le pape descend et lève les bras et sourit.

Et de partout, monte une acclamation, et un peu plus que cela encore, une sorte de rumeur grave et joyeuse. Et partout les bras se lèvent au-dessus des têtes pour, en se balançant et en agitant des mouchoirs ou les pages blanches d'un livre de chant, faire comme une houle affectueuse. Le pape sourit, et aux fenêtres de l'Hôtel-Dieu les infirmières en uniforme agitent en souriant des serviettes blanches.

Du *Magnificat* à l'intérieur de Notre-Dame (voir encadré) ne parviendront que les échos des chants et d'une musique superbes. Et puis voici sur l'estrade l'arrivée de Jean-Paul II, la houle qui reprend. La messe commence, cette messe « *pour l'Eglise locale* » concélébrée par le pape et les évêques d'Ile-de-France, et tous les évêques présents. Est-ce le caractère tout à la fois dépouillé et solennel de cette cérémonie qui surprend ? Est-ce l'éloignement, la déception d'être si loin du pape quand on le croyait si près, ou la fatigue de l'attente, ou le recueillement ? Cette messe surprend par son déroulement. Manque de ferveur, excès de ferveur ? Pour n'être ni dans les âmes ni dans les têtes, on se limitera à constater que les chants ne sont pas repris bien fort, que les prières sont murmurées plus qu'affirmées, et que l'homélie est écoutée mais à peine applaudie. Plus tard, des milliers de personnes recevront la communion, quelques-unes de la main du pape, la plupart des mains des centaines de prêtres. La messe est dite. Et la houle reprend, presque surprenante après un si long silence.

PIERRE GEORGES.

JEAN-PAUL II AUX PRÊTRES

Dépasser les querelles de clocher

Le discours prononcé par Jean-Paul II aux prêtres, en la cathédrale de Notre-Dame, à l'issue de la messe célèbrée sur le parvis, tranche nettement sur l'autres réflexions du pape à propos du sacerdoce — qu'il s'agisse de la lettre aux prêtres d'avril 1979 (*le Monde* du 10 avril 1979) ou des allocutions aux prêtres lors des voyages en Amérique latine, en Irlande ou aux Etats-Unis.

Il est vrai que Jean-Paul II modifie parfois le ton de ses remarques selon son auditoire. Il s'est donc mis au diapason du clergé français, même si c'est pour rappeler des exigences historiques.

S'il commence par rappeler sa lettre aux prêtres du jeudi saint de l'année dernière, c'est pour souligner « *l'estime, l'affection et la confiance toute particulières* » qu'il leur témoigne. Puis, après avoir passé en revue les grandes figures classiques de prêtres français — François de Sales, Vincent de Paul, Jean Eudes, l'Ecole française, Grignon de Montfort et Jean-Marie Vianney (le curé d'Ars) — il s'arrête sur l'exemple du cardinal Suhard, dont c'est le trente et unième anniversaire de la mort, jour pour jour.

Jean-Paul II fait allusion à « *l'admirable lettre du cardinal Suhard : « Le prêtre dans la cité* », lettre pastorale publiée en 1949, qui résume toute la pensée de cet archevêque de Paris qui avait fondé la Mission de Paris et appuyé l'expérience des prêtres-ouvriers. D'ailleurs, le pape rend hommage ensuite à cette forme d'apostolat, qu'il soutient sans réserves.

Il continue par un appel à la confiance : « *Ayez foi en votre sacerdoce*, déclare Jean-Paul II. *Oh ! je ne suis pas sans savoir tout ce qui pourrait décourager et peut-être ébranler certains prêtres aujourd'hui. Beaucoup d'analyses, de témoignages, insistent sur ces difficultés réelles que je garde très présentes à l'esprit — en particulier le petit nombre d'ordinations.* »

Puis, il rappelle la vocation propre du sacerdoce ministériel. Mais là où, dans sa lettre aux prêtres, il n'avait pas hésité à écrire que la sollicitude et l'engagement du prêtre sont « *bien supérieurs et bien différents de ceux d'un simple laïc* », ici le ton est tout autre : « *Tous les baptisés forment un peuple sacerdotal, c'est-à-dire qu'ils ont à offrir à Dieu le sacrifice spirituel de toute leur vie, animée d'une foi aimante, en l'unissant au Sacrifice unique du Christ. Heureux concile qui nous l'a rappelé ! Mais précisément pour cela, nous avons reçu un sacerdoce ministériel pour rendre les laïcs conscients de leur sacerdoce et leur permettre de l'exercer.* »

En mission chez les travailleurs

Vient ensuite le passage-clé sur « *le souci apostolique, missionnaire, qui est si vif chez la plupart des prêtres français.* » « *Beaucoup — cela est particulièrement frappant ces trente-cinq dernières années*, dit Jean-Paul II, *ont été habités par la hantise d'annoncer l'Evangile au cœur du monde, au cœur de la vie de nos contemporains, dans tous les milieux, qu'ils soient intellectuels, ouvriers, ou même du « quart-monde », à ceux-là aussi qui sont souvent loin de l'Eglise, et cela à travers des approches nouvelles de toute sorte, des initiatives ingénieuses et courageuses, allant même jusqu'au partage du travail et des conditions de vie des travailleurs dans la perspective de la mission, en tout cas presque toujours avec des moyens pauvres. (...) Ce souci pastoral, pensé et accompli en union avec vos évêques, est à votre honneur : qu'il se poursuive et qu'il se purifie sans cesse. Tel est le vœu du pape.* »

Voilà qui est sans équivoque, et devrait conforter les prêtres-ouvriers qui se sentent souvent mal compris ou l'objet de suspicion. Après une allusion à sa lettre sur l'Eucharistie et un rappel de l'importance du sacrement de pénitence, Jean-Paul II aborde, indirectement, la querelle entre progressistes et les intégristes, et notamment les accusations formulées par ces derniers. « *Nul ne doit juger son frère*, dit le pape, *en le soupçonnant* a priori *d'être infidèle, en ne sachant que le critiquer, voire en le calomniant, comme Jésus le reprochait aux Pharisiens.* »

Jean-Paul II termine son discours, après avoir rappelé la valeur du célibat comme signe de la consécration totale du prêtre, par un rappel à l'espérance : « *Elargissons aussi notre espérance à l'ensemble de l'Eglise : certains membres souffrent, d'autres sont à l'étroit de multiples façons, d'autres vivent un véritable printemps.* »

Dans ce discours, le pape parle aux prêtres français — avec beaucoup de compréhension — dans la situation particulière qui est la leur, en les appelant à dépasser leurs querelles de clocher pour embrasser la vision universelle qui est la sienne. Certains pourraient y voir de la démagogie, mais c'est plutôt un bon exemple de pédagogie.

ALAIN WOODROW.

EN FRANCE

avant de commenter le caractère pastoral de son voyage et de s'adresser aux « chers catholiques de France ».

Un enthousiasme modéré et poli se manifestait pendant cette « première rencontre », selon les termes du pape, avec le peuple parisien. Beaucoup soulignaient la gêne provoquée par le formidable dispositif policier ou reconnaissaient n'être venus que « par hasard », que « pour se balader », que « parce que c'est un Père spirituel ».

Le pape se rendait ensuite en voiture découverte à la basilique Notre-Dame de Paris. La plupart des personnalités présentes place de la Concorde, parmi lesquelles on reconnaissait notamment, au milieu de quantité d'autres, MM. Jacques Chaban-Delmas, Alain Poher, Jacques Chirac, Philippe de Gaulle et le comte de Paris, devaient ensuite se retrouver en la cathédrale de Paris. L'affluence n'était pas considérable le long du boulevard Saint-Germain, la plus grande partie des trottoirs demeurait libre. La foule ne se faisait plus dense que dans les artères moins importantes.

Ce fut ensuite la longue station dans et devant la cathédrale pour le « Magnificat », la messe sur le parvis, et l'adresse aux prêtres avant le contact officiel avec M. Jacques Chirac, maire de Paris, place de l'Hôtel-de-Ville. Une des nombreuses notes polonaises qui ponctueront ce voyage avait été donnée par le cardinal Marty lui-même, qui accueillit le pape par l'exclamation unique en trois langues : « Loué soit Jésus-Christ ! », « Laudetur Jesus Christus ! », « Niech bedzie Pochwalony Jezus Christus ! ». L'enthousiasme était nettement plus manifeste au sortir de Notre-Dame. Le pape répondant à M. Chirac place de l'Hôtel-de-Ville concluait son discours par une anecdote imprévue en indiquant qu'envoyé à Rome pour la première fois pour y faire ses études théologiques, il s'était d'abord arrêté... à Paris.

Sous les ovations de la foule, le pape quittait la place de l'Hôtel-de-Ville pour s'embarquer vers 22 h 15 à bord de la vedette « Sainte-Geneviève » accompagné des cardinaux Marty et Etchegaray, et Mgr Felici. Après avoir descendu la Seine jusqu'au pont de La Bourdonnais, le pape fut accueilli par une troupe de scouts portant des torches — ces scouts qui avaient plusieurs fois apporté leur contribution au cours de l'après-midi au service d'ordre, le pape se rendait enfin en voiture à la nonciature pour y passer la première nuit de ce voyage en France.

L'enthousiasme d'abord très relatif, puis plus réel, un recueillement difficile à distinguer à certains moments d'une attitude plus froide ou réservée, avaient marqué cette première journée du voyage papal. L'affluence, réelle en certaines parties du parcours, mais difficile à évaluer, n'a toutefois pas atteint, semble-t-il, celle qu'escomptaient les organisateurs religieux du voyage.

A L'HOTEL DE VILLE

Le respect des traditions parisiennes

Le maire de Paris avait souhaité, dans un appel aux Parisiens, placardé jeudi sur les panneaux publicitaires de la Ville, que la population de la capitale manifeste des sentiments de « *joie et de déférence* ». Il avait vendredi soir, tout lieu d'être satisfait : la population était au rendez-vous et elle fit au pape une ovation particulièrement chaleureuse.

Cette foule (environ cinquante mille personnes massées sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans l'avenue Victoria, qui lui fait face) avait attendu jusqu'à 21 h. 45 l'arrivée de Jean-Paul II : le temps pour les secouristes d'aider quelque soixante-dix personnes, tandis que d'immenses haut-parleurs retransmettaient la cérémonie de Notre-Dame.

Vivement applaudi, le pape fut accueilli par M. Jacques Chirac. Celui-ci se tenait au pied de la tribune dressée pour la circonstance et surmontée d'un immense drapé blanc frappé aux armes de la Ville et du Vatican. Après l'avoir accompagné jusqu'à son fauteuil le maire de Paris redescendit les dix-sept marches de cette tribune et dit au pape la « *fierté* » de Paris de le recevoir « *en ce lieu où ont été célébrés les plus grands événements de l'histoire de notre pays* », un lieu « *où la France sent le plus fortement battre son cœur* ».

« *Vous êtes au cœur de cette ville qui, dans son patrimoine, a recueilli le triple héritage de Jérusalem, d'Athènes et de Rome* », a ajouté M. Chirac, avant de rappeler que les villes de Paris et de Rome ont jumelées. « *Une même lumière les enveloppe*, a-t-il dit, *elle figure la lumière de l'esprit.* » Le maire a enfin souligné que « *ceux qui croient et ceux qui ne croient pas sont venus pour dire au pape les espérances que nous portons en lui, témoin vigilant et infatigable de la conscience et de l'esprit, en ces temps difficiles où il faut, avec la culture et la civilisation, sauver la vocation de l'homme* ».

Manifestement heureux de l'accueil de la population parisienne, Jean-Paul II, une fois sa réponse au maire achevée, revint vers le micro. « *Quand pour la première fois j'ai été envoyé à Rome comme étudiant en théologie, je suis allé à Rome en passant par Paris* », a-t-il dit.

Avant de signer le livre d'or de la Ville, le pape exprima au maire de Paris sa satisfaction et le félicita d' « *avoir eu raison* ». La municipalité parisienne eut en effet du mal à convaincre le Vatican de la nécessité d'organiser la réception du pape par les Parisiens à l'Hôtel de Ville. Le Vatican avait fait valoir en vain qu'une telle entorse au protocole pourrait créer un précédent et provoquer des demandes analogues de la part des capitales que le pape sera amené à visiter. M. Chirac avait plaidé avec succès pour le respect des traditions parisiennes, bénéficiant en cela du soutien du pape.

Jean-Paul II est ensuite rapidement reparti, après que M. Chirac lui eut présenté les membres du Conseil de Paris, ainsi que l'amiral Philippe de Gaulle et le comte de Paris. Il repartit en voiture découverte, à la déception de tous ceux qui, pressés contre les barrières, voulaient lui serrer la main et criaient « *Vive le pape !* ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

A l'écoute de la rue

Qu'est-ce qu'un pape ? Qui est ce pape ? A cette double question il est des quantités de réponses. Plutôt que de se prévaloir de formules subtiles et savantes, ne vaut-il pas mieux écouter ce qui se dit, au deuxième jour de la visite de Jean-Paul II en France, dans la rue, au café, dans le métro ?

● Un pape est un homme sérieux, voire onctueux. Et pourtant celui-ci rit volontiers et ne mâche pas ses mots. Qui s'en plaindrait ?

● Le pape passe pour être le « *représentant de Dieu sur terre* ». Et pourtant il arrive à l'Eglise et à ses chefs de se comporter comme les représentants d'une firme, avec les ressources de la publicité et de la propagande les plus onéreuses. Rien n'est trop beau pour vanter les vertus d'une confession parmi d'autres qui fait fi des imitations.

● A l'image du Christ, un pape est « *doux et humble* ». Et pourtant ce pape accepte d'être reçu comme un prince, laisse mobiliser pour lui des milliers de policiers, se rend dans les palais présidentiels, se construit une piscine...

● Un pape est pour la liberté. Il prêche la tolérance et l'amour. Celui-ci aussi, mais il a rendu vigueur à l'ex-Saint-Office. Aux théologiens il demande d'adopter toutes les rigueurs de la doctrine, sous peine de devoir abandonner leur chaire ou leur tribune.

● Le pape est l'homme d'une seule femme : la Vierge Marie et il la porte au pinacle. La piété mariale de Jean-Paul II est éclatante et constante. Pourtant il se conduit sur le plan religieux, qui est le sien, à l'égal d'un antiféministe. Dans d'autres confessions chrétiennes les femmes exercent de hautes responsabilités ministérielles. Dans l'Eglise romaine elles sont exclues de la prêtrise et, *a fortiori*, de l'épiscopat. Pour des raisons mal élucidées que beaucoup de théologiens récusent.

Jean-Paul II apparaît à tous comme un homme sincère et bon, encore qu'énigmatique. Paris lui a fait un accueil loyal.

Ces critiques ne sont pas toujours entièrement fondées. Mais ce sont celles de Français qui sont plus attirés par la morale évangélique que par le comportement d'une Eglise qui a autant de leçons à recevoir qu'à donner.

Dans un pays comme la France, dont les traditions sont diverses, voire contradictoires, rien n'est préférable à la franchise pour atténuer les frictions. — H. F.

Les discours de réponse au président de la République et au maire de Paris

Jean-Paul II s'est présenté à plusieurs reprises dans ses premiers discours comme l'évêque de Rome, ce qui l'a amené à parler de ses diocésains. L'épiscopat français aura apprécié cette insistance, qui montre que le pape n'arrive pas à Paris en pays conquis et en minimisant le rôle de la conférence épiscopale et des responsables des diocèses particuliers. Mais, dans sa réponse au discours du président de la République, le pape rappelle en même temps qu'il est le « pasteur universel » et que sa vocation est de prêcher l'Evangile en tous temps et en tous lieux.

A M. GISCARD D'ESTAING : la voie royale mais étroite de l'Evangile

« *Mon voyage*, rappelle Jean-Paul II, *est un voyage pastoral avant tout, pour visiter et encourager les catholiques de France ; un voyage qui veut également traduire mon estime et mon amitié pour l'ensemble de la population, et je pense ici en particulier aux membres des autres confessions chrétiennes, de la communauté judaïque et de la religion islamique. Mon désir était que ce voyage pût s'accomplir dans la simplicité et la dignité, et ménageant aussi, chaque fois que possible, des contacts et des rencontres. Vous avez prêté tout votre concours à la réalisation du programme.*

» *Vous m'avez invité à constater, quinze cents ans après le baptême de votre nation, que la foi y est toujours vivante, jeune, dynamique, que la générosité ne manque pas chez vous. Elle se traduit même par un bouillonnement d'initiatives, de recherches, de réflexions.*

» *Le contexte dans lequel vous vivez évolue rapidement, en fonction des mutations culturelles et sociales qui ne sont pas sans influer progressivement sur les mœurs, les mentalités. C'est une multitude d'interrogations qui se posent à vous ?*

» *Je suis venu vous encourager dans la voie de l'Evangile, une voie étroite, certes, mais la voie royale, sûre, éprouvée par des générations de chrétiens, enseignée par les saints et les bienheureux dont s'honore votre patrie, la voie sur laquelle, tout comme vous, vos frères dans l'Eglise universelle s'efforcent de cheminer. Cette voie ne passe pas par la résignation, les renoncements ou les abandons. Elle ne se résout pas à l'affadissement du sens moral, et elle souhaiterait que la loi civile elle-même aide à élever l'homme. Elle ne cherche pas à s'enterrer, à demeurer inaperçue, mais elle requiert au contraire l'audace joyeuse des apôtres. Elle bannit donc la pusillanimité tout en se montrant parfaitement respectueuse à l'égard de ceux qui ne partagent pas le même idéal.* »

A M. JACQUES CHIRAC : Paris et Rome ont des problèmes similaires

« *Paris, ville lumière, comme on l'appelle à juste titre, je lui souhaite de le demeurer et pour son pays et pour le monde. Elle le peut sans doute par le rayonnement de sa culture, et elle le fait. Elle le peut par la fidélité à son patrimoine historique et artistique. De bien des côtés, on regarde vers elle avec autant d'admiration que d'envie ; dans ma patrie d'origine aussi, on sait ce que l'on doit à Paris.* »

Le pape rappelle ensuite les problèmes propres à toute grande ville et leur coloration humaine primordiale.

« *Il y a ces multiples problèmes d'aménagement, d'organisation, qui sont le lot des grandes métropoles. Mais aucun de ces problèmes, même sous l'aspect technique, n'est dépourvu d'une composante humaine. Paris, c'est d'abord des hommes, des femmes : des personnes entraînées par le rythme rapide du travail dans les bureaux, les lieux de recherche, les magasins, les usines, une jeunesse en quête de formation et d'emploi, des pauvres aussi, qui vivent souvent leur détresse, ou même leur indigence, avec une dignité émouvante, et que nous ne pouvons jamais oublier ; un va et vient incessant de population souvent déracinée, des visages anonymes où se lit la soif de bonheur, du mieux-être, et, je le crois aussi, la soif du spirituel, la soif de Dieu.*

» *Ma visite en France est une visite pastorale, vous le savez. Evêque de Rome, je suis affronté personnellement chaque jour dans mon propre diocèse à des situations similaires, même si le contexte peut différer en certains points.* »

RESPECT ET GENTILLESSE

(*Suite de la première page.*)

Sur le fond, les discours du pape sont particulièrement favorables à l'histoire de la France et à celle de l'Eglise contemporaine. Les allusions aux difficultés post-conciliaires sont fort discrètes, mais elles demeurent claires. Tout se passe comme si Jean-Paul II s'était promis pendant son voyage de ne pas jouer les redresseurs de tort ou de fustiger des déviations. Il connaît la susceptibilité des Français et trouvera sans doute d'autres occasions, en collaboration avec les évêques, pour préciser sa pensée.

Samedi matin, recevant les représentants des confessions chrétiennes non catholiques, le pape leur a suggéré d'oublier les « *cruels événements qui dans le passé ont marqué en France les relations entre catholiques et protestants* ». Dans ce domaine aussi le pape fait preuve, avec discernement, de politesse et de respect.

HENRY FESQUET.

A LA TÉLÉVISION

DIMANCHE 1er JUIN

● TF 1 :
De 10 h. 15 à 13 h. : Messe du « Peuple de Dieu » au Bourget (commentaire : M. Anfrol, B. Chevallier et le Père Abeberry).
20 h. : Dans le journal, images en direct du parc des Princes de la veillée avec les jeunes.

● A 2 :
20 h. 30 : Veillée avec les jeunes, en direct du parc des Princes.

LUNDI 2 JUIN

● TF 1 :
De 15 h. 30 à 17 h. : Messe sur le parvis de la basilique de Lisieux (commentaire : M. Anfrol et le Père Abeberry).

● A 2 :
9 h. 30 : Visite à l'UNESCO, discours du pape.
17 h. : Messe à Lisieux.

A LA RADIO

DIMANCHE 1er JUIN

● FRANCE-CULTURE :
De 10 h. à 12 h. : La messe pontificale, en direct du Bourget.
14 h. 5 : Une pièce de théâtre de Karol Wojtyla : « la Boutique de l'orfèvre ».

LUNDI 2 JUIN

● FRANCE-INTER :
7 h. 50 : « Parlons clair », de J. Paletou, avec Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, qui accueillera Jean-Paul II le matin même.
19 h. 20 : Le « Téléphone sonne », de D. Adès, avec Mgr Lustiger, le Père Moreau, F. Foucard et P. Delannoy.

● FRANCE-CULTURE :
15 h. : Le discours complet de Jean-Paul II à l'UNESCO.

● EUROPE 1 :
En direct de la basilique Sainte-Thérèse de Lisieux.

ÉDUCATION

Une journée « L'Université et les étrangers » au centre Jussieu

Le divorce entre enseignants et étudiants

Journée de travail, vendredi 30 mai, à l'université Paris-VII (centre Jussieu) sur le thème : « L'université et les étrangers ». « *Nous nous sommes mis en branle assez tard* », reconnaît Mme Michelle Perrot (UER d'histoire), l'une des organisatrices, en réponse à des critiques d'étudiants, selon lesquelles les enseignants sont souvent restés à l'écart du mouvement pour la défense des étrangers. La journée de réflexion tient du colloque studieux plutôt que d'une mobilisation enflammée. On y préfère les chiffres, les rapports économiques, les rappels historiques, aux « tirades démagogiques ».

Sept heures d'affilée, les trois cents participants — dont certains venus de province — iront de commission en commission : « l'étranger, bouc émissaire de l'histoire », « l'immigration ouvrière », « les liens de l'Université avec le tiers-monde », « le mouvement contre le décret Imbert ». Quelques-uns des cinq mille sept cent quatre-vingt-trois étudiants étrangers de l'université Paris-VII sont présents et témoignent (1). La Ligue des droits de l'homme, la Fédération de Paris du P. C. F., le SGEN-C.F.D.T., sont venus apporter leur soutien. Un représentant du Syndicat de la magistrature est vivement applaudi quand il compare l'« arbitraire » du projet « sécurité et liberté » et du « décret Imbert ».

Mais tout n'est pas si simple. Les étudiants, qui auraient dû fêter ces nouveaux renforts, interrompent les débats et viennent au contraire dire leur rancœur. On règle des comptes : « *C'est plein de bonnes intentions, mais c'est mortel* », dit Françoise, une étudiante. « *C'est récupérateur, cette journée !* », lance un autre. « *Pourquoi si tard ?* », dit Jean-Marc, un des animateurs du « comité de mobilisation ».

Mai 68 est bien loin. Le divorce entre enseignants et étudiants paraît sans retour. « *Il y a un fossé entre eux et nous*, explique M. Daniel Hemery (U.E.R. d'histoire), un des organisateurs de la journée. *Avant, les étudiants étaient de futurs enseignants. Ils reconnaissaient en nous leur avenir. Maintenant, ils n'en ont plus ! Nous, nous parlons du dedans de l'Université. Eux parlent du dehors... Et ils nous reprochent tout simplement d'être enseignants.* »

De part et d'autre, l'on ne se comprend pas. Les étudiants reprochent aux enseignants leur lenteur. Les enseignants veulent créer leur propre mouvement et, selon l'expression de M. Georges Waisand, un chercheur de l'université Paris-VII, « *ne pas être les porteurs de valises d'un mouvement étudiant qui irait on ne sait où* ».

En fin de soirée, dans Jussieu calme et déserté, seulement troublé par l'écho du *Magnificat* de Notre-Dame, une « *coordination inter-universitaire pour la non-application du décret Imbert et la défense des étudiants étrangers* » a été créée.

(1) Soit 17,4 % de l'ensemble des étudiants de Paris-VII.

FÊTE DES MÈRES A L'ÉCOLE

Que de sourires, de gentillesses, de mots aimables. Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, n'est certainement pas déçue de sa visite à l'école primaire Petitot, rue Edgar Quinet, à Puteaux (Hauts-de-Seine). Jeudi 29 mai, elle s'y est rendue pour rencontrer des élèves de cours moyen deuxième année et leur parler, avec un peu d'avance sur le calendrier, d'une date et d'un thème qui lui tiennent à cœur : la fête des mères.

« Ils ne doivent plus vouloir quitter l'école », *a-t-elle dit en visitant les bâtiments modernes, les salles de classe lumineuses, et les couloirs aux teintes vives. Ce n'était pas n'importe quelle école : l'établissement est une école d'application de l'école normale d'Antony ; ses instituteurs ont le titre de conseillers pédagogiques et ses classes reçoivent en stage de jeunes instituteurs en formation.*

Dans la bibliothèque, on a donc parlé de l'événement du dimanche 1er juin. « Est-ce que vous avez préparé des choses, est-ce que pour vous c'est une grande ou une petite fête... », *demande Mme le ministre aux vingt-cinq élèves volontaires. Les réponses sont sages, empressées, enjouées :* « On va être gentils, on lui apportera son petit déjeuner. Et puis la fête des mères, ça devrait être tous les jours. »

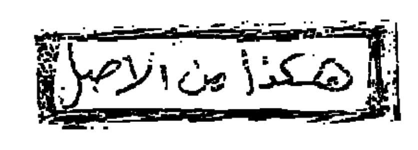
Mme le ministre est ravie : « Ce que vous avez dit, c'est ce que j'essaie de faire : que les femmes aient un peu de temps pour leur famille, qu'elles ne soient pas tout le temps hors de la maison, qu'elles ne laissent pas les enfants seuls. »

Un scrupule à la fin de cette visite-éclair. Mme Pelletier est subitement inquiète : « J'espère que tous ces enfants avaient leur mère. » *L'inspecteur d'académie la rassure :* « Vous savez, les instituteurs ont suffisamment de tact. » — E. P.

● *Le colloque organisé par l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (A.P.S.E.S.)*, lundi 2 juin à 15 heures, aura lieu à la Bourse du travail, annexe Eugène-Varlin, 29, boulevard du Temple, métro République, à Paris, et non rue du Château-d'Eau comme il était prévu initialement (*Le Monde* du 29 mai). Le thème en est : « *Le nouvel obscurantisme : les attaques contre l'enseignement, la recherche et l'information dans le domaine économique et social* ». Parmi les intervenants : MM. Jacques Attali, Henri Bartoli, Paul Boccara, Pierre Bourdieu, Jean Bouvier, Alain Touraine et des personnalités de l'INSEE, du C.N.R.S. et de l'INRA.

● *Tests pour étudiants étrangers reportés à Lille.* — Le recteur de l'académie de Lille, M. Henri Touchard, a adressé une lettre aux étudiants étrangers pour leur annoncer le report du test de langue française qu'ils doivent désormais subir avant l'inscription à l'université. Le recteur explique que, malgré sa demande, il n'a reçu aucune proposition de dispense, « *probablement en raison des délais trop courts* », et que les P.T.T. ont retourné de nombreuses convocations pour adresse incomplète ou changement de domicile. Une nouvelle date sera donc notifiée aux candidats étrangers. — (*Corresp.*)

● RECTIFICATIF. — Le projet de programme de français de la classe de seconde, examiné le 29 mai au conseil de l'enseignement général et technique, n'a pas été approuvé par le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), contrairement à ce que nous avons écrit (*Le Monde* du 31 mai). Le SNES s'est abstenu.



INFORMATIONS «SERVICES»

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 088-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour les Yvelines, au 953-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MEDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS. — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

TRANSPORTS

● AEROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (687-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

● COMPAGNIES AERIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U. T. A. (776-41-52) ; Air Inter (539-25-25).

● S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière. Bordeaux (56) 96-33-33 ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (78) 54-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (87) 62-11-22 ; Rennes (99) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1er), ouvert 24 heures sur 24 ;

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aérogare Sud, annexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● UN VETERINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-88-98. Son bureau d'accueil du 127 avenue des Champs-Elysées est ouvert le dimanche de 9 heures à 18 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S. - AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagnolet et 078-16-16 pour Evry (de 14 heures à 8 heures du matin) et au 296-26-26 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin). Il existe, en outre, un poste en anglais : S.O.S.-Help, au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

S.O.S. - 3e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 682

HORIZONTALEMENT

I. Plus elles sont grosses et plus elles sont sévères ; Peut faire tomber tous les épis. — II. Folle quand elle est stérile ; Mis en marche ; Bouffe quand il n'est pas sérieux. — III. Quand elle se dilate, il y a des éclats ; Préfixe annonçant un renouvellement ; Agrément ; Article. — IV. Fut l'époux de sa sœur ; N'est généralement pas un galant homme. — V. Bout de liste ; Sur lesquelles on pourrait glisser. — VI. Fille de la côte ; Ordre de départ ; Abréviation sur une facture ; Souvent condamné quand il est triste. — VII. Pas affectueux ; Sont généralement piquants ; Devient plus haute quand on s'éloigne. — VIII. N'est pas à dédaigner pour une veuve ; Pas imposé. — IX. Adjectif qui s'applique aux affaires que l'on met de côté ; Doivent raisonner comme des pantoufles. — X. Souvent avec les autres ; Sans bavures ; Le dauphin, par exemple. — XI. Evoque de belles campagnes ; Siège d'une capitale ; Pas déclaré. — XII. Fut bien gardée ; Nom qu'on peut donner à tout ce qui est dessous. — XIII. Qui pourra facilement être parcouru ; Pronom ; Ses habitants résistèrent aux Turcs. — XIV. Article étranger ; Petites misères ; Nuage de gouttelettes. — XV. Note ; Peuvent se faire bout par bout ; Ville de Roumanie.

VERTICALEMENT

1. Peuvent être bues par celui qui suit ; Est indispensable pour tout ce qui est velouté. — 2. Sans prendre de risques ; La Trinité, par exemple. — 3. Plus que saisi ; Des hommes qui ne portent pas toujours la culotte. — 4. Etat disparu ; Cri qui peut amener des poursuites ; Département. — 5. Dans l'entrée ; Mot qui peut faire venir le berger ; Dieu ; Cri devant une étoile. — 6. Susceptibles de frapper. — 7. Bien ouverte ; Ville d'Allemagne. — 8. Interdit à celui qui veut badiner ; Ville d'Angleterre ; Note. — 9. Qui a donc pu nous enrichir ; Pas fines quand elles sont mauvaises ; Paraît plus grand quand il est mal porté. — 10. Est fêtée en décembre ; Son bois peut servir à faire des pipes. — 11. Eus une attitude de mannequin ; Ses gestes séduisirent un poète ; Note. — 12. Peuvent former une haie ; Matière pour boucher ; Couvert en bois. — 13. Démonstratif ; Spécialistes du cinéma. — 14. Pays dont on parle beaucoup ; Ile ; Ne se frappe plus ; Avant nous. — 15. Se présente parfois en filet ; Un rouge ; Perd de sa force quand il est allongé.

Solution du problème n° 2 681

Horizontalement

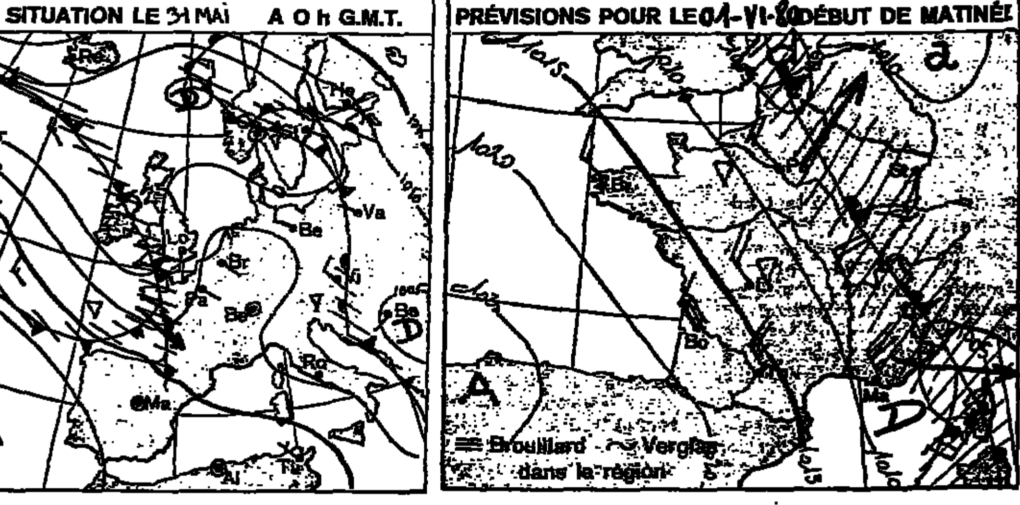
I. Virgules. — II. Ecarteler. — III. Rosières. — IV. In ; Orée. — V. Ti ; Tu ; Mo. — VI. Eu ; Tsana. — VII. Mie ; Sage. — VIII. Dot. — IX. Rapiéçage. — X. Amilcar. — XI. Ciel ; Id.

Verticalement

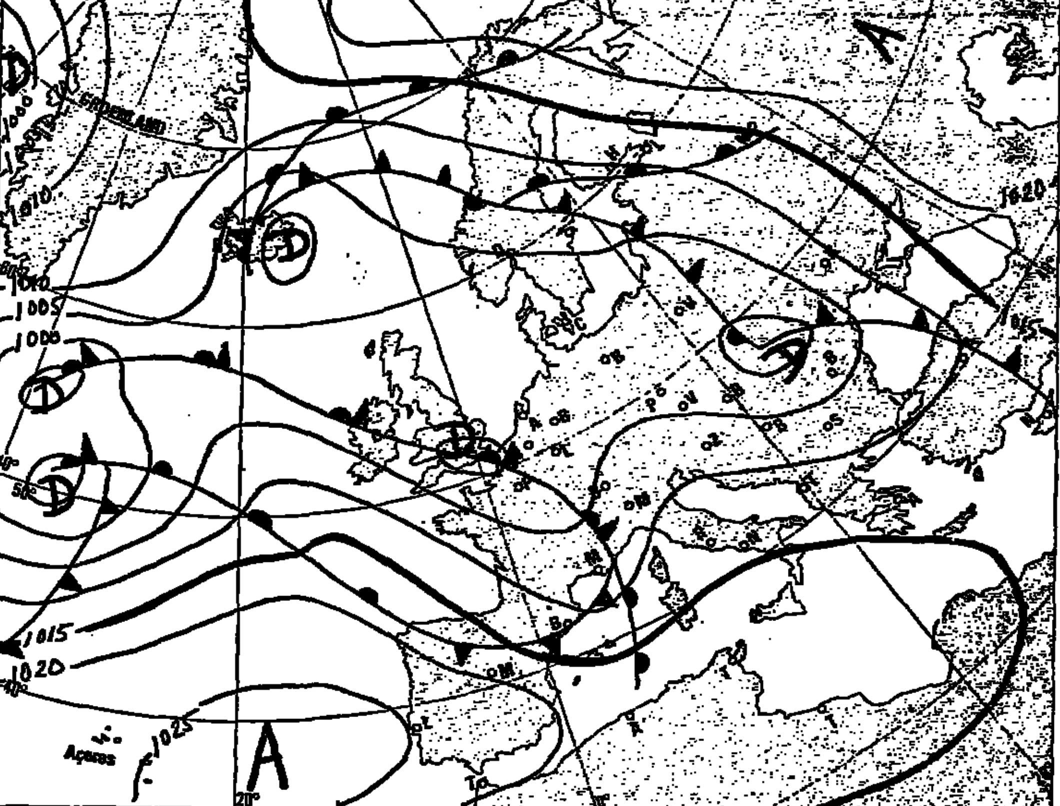
1. Vérité ; Trac. — 2. Iconium ; Ami. — 3. Ras ; Impie. — 4. Griotte ; Ili. — 5. Utérus ; Bec. — 6. Léré ; As ; Cal. — 7. Elée ; Nadar. — 8. Ses ; Magog. — 9. Do ; Etend.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 1er JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le samedi 31 mai à 0 heure et le 1er juin à 24 heures.

La nouvelle perturbation pluvieuse, venue de l'Atlantique, qui pénétrait samedi matin sur nos régions occidentales, continuera à progresser vers l'est, accompagnée d'un nouveau creusement du champ de pression sur le golfe de Gênes. Après son passage, une hausse du champ se produira sur la poche atlantique.

Dimanche matin, cette perturbation donnera encore un temps très nuageux à couvert avec des pluies sur les régions s'étendant de la Somme et des Vosges à l'est du Bassin parisien aux Alpes et à la Corse. Le soir, ce type de temps, en s'atténuant un peu, affectera encore l'extrémité est et nord-est. Plus à l'ouest, le temps sera plus changeant, des nuages alternant avec des éclaircies passagères. On notera des averses éparses qui s'atténueront par l'ouest, les éclaircies devenant plus belles sur les régions occidentales.

Les vents, de sud avec la zone pluvieuse, tourneront ensuite au secteur nord-ouest. Ils se renforceront et le mistral et la tramontane souffleront. Cependant, ils s'affaibliront sur nos régions proches de l'Atlantique. Les températures diurnes s'élèveront un peu de la Bretagne au bassin aquitain ; ailleurs, elles varieront peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mai ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31) : Ajaccio, 18 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 19 et 12 ; Bourges, 17 et 5 ; Brest, 16 et 11 ; Caen, 16 et 8 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 et 4 ; Dijon, 16 et 4 ; Grenoble, 14 et 5 ; Lille, 16 et 7 ; Lyon, 13 et 4 ; Marseille, 18 et 11 ; Nancy, 12 et 3 ; Nantes, 18 et 11 ; Nice, 19 et 11 ; Paris-Le Bourget, 18 et 7 ; Pau, 19 et 13 ; Perpignan, 20 et 13 ; Rennes, 17 et 10 ; Strasbourg, 14 et 4 ; Tours, 18 et 9 ; Toulouse, 18 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 13 degrés ; Amsterdam, 15 et 5 ; Athènes, 29 et 19 ; Berlin, 18 et 8 ; Bonn, 16 et 3 ; Bruxelles, 16 et 6 ; Le Caire, 42 (max.) ; îles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 17 et 9 ; Genève, 11 et 1 ; Lisbonne, 18 et 15 ; Londres, 17 et 8 ; Madrid, 17 et 13 ; Moscou, 22 et 13 ; Nairobi, 21 (max.) ; New-York, 21 et 17 ; Palma-de-Majorque, 22 et 12 ; Rome, 19 et 13 ; Stockholm, 17 et 10 ; Téhéran, 30 et 22.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TRANSPORTS

Train autos-couchettes

QUELLES GARANTIES POUR LE VÉHICULE ?

Si vous envisagez d'utiliser un train autos-couchettes, sachez qu'en principe la S.N.C.F. serait responsable des dommages survenus à votre véhicule pendant le transport. Si vous constatez des dégâts à l'arrivée, prenez bien soin de noter vos observations sur le bulletin qui vous sera remis. L'attestation d'avarie que vous recevrez de la S.N.C.F. vous permettra de vous faire rembourser l'intégralité de votre préjudice.

Mais peut-être votre voiture renferme-t-elle des bagages. Il vous est alors possible de souscrire aux guichets des gares une assurance garantissant le vol, l'incendie, la perte et les dommages subis par vos effets personnels, avec une limite de 5 000 francs par contrat souscrit, dont 1 500 francs maximum pour les appareils photo, postes de radio, caméras... En revanche, les objets de valeur (argent, bijoux...) ne sont pas pris en charge. En l'absence d'assurance, vous ne percevrez aucune indemnité. Une réglementation semblable régit les transports effectués sur les lignes internationales.

En général, les assurances souscrites chez votre propre assureur pour garantir vos bagages ne jouent pas lorsque ces objets sont laissés dans le véhicule transporté par train autos-couchettes.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 31 mai 1980 :

UNE LOI

● Relative à l'application de certaines dispositions du code de travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles.

UN DECRET

● Portant réaménagement des taxes applicables aux journaux et écrits périodiques (régime intérieur et régime international).

UN ARRETE

● Relatif à la mise en plac d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires.

LOTO

TIRAGE N°22 DU 29 MAI 1980

2 — 7 — 8 — 15 — 24 — 25

NUMERO COMPLEMENTAIRE 26

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	15	612 754,70 F
5 BONS NUMEROS + numéro complémentaire	66	69 631,20 F
5 BONS NUMEROS	3 214	4 289,60 F
4 BONS NUMEROS	150 778	91,40 F
3 BONS NUMEROS	2 574 748	7,70 F

PROCHAIN TIRAGE LE 4 JUIN 1980

VALIDATION JUSQU'AU 3 JUIN APRES-MIDI

PARIS EN VISITE

DIMANCHE 1er JUIN

« Le palais du Luxembourg », 10 h. 30, 15, rue de Vaugirard, Mme Legrégeois.

« Hôtel Arturo-Lopez », 14 h. 45, 12, rue du Centre, à Neuilly, Mme Legrégeois.

« Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., devant Saint-Séverin, Mme Guillier.

« Mémorial du Mont-Valérien », 15 h., gare de Suresnes, Mme Lennec.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Puchal (Caisse nationale des monuments historiques).

« Foire à la photo », 10 h., 78, rue de Paris, à Bièvres (l'Art pour tous).

« Salons du ministère des finances », 11 h., 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 h. 15, 4, quai des Célestins (Mme Barbier).

« Maison de la Légion d'honneur », 15 h. 30, 5, place de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Mme Camus).

« L'Opéra », 13 h. 45, devant l'entrée (Connaissance d'ici e d'ailleurs).

« Salons du ministère de finances », 15 h., 93, rue d Rivoli (Mme Ferrand).

« Le Sénat », 15 h., 1, rue de Tournon (Mme Haulier).

« L'Académie française sous la coupole », 15 h., 23, qua de Conti (M. de La Roche).

« Trois grands couvents sur la montagne », 15 h., méto Cardinal-Lemoine (Paris inconnu).

« Les hôtel du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Templia).

« Hôtel de Clermont », 15 h., 69, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« Les synagogues de la rue des Rosiers ; le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h., 3, rue Malher (le Vieux-Paris).

« Neuilly », 15 h 58, avenue Charles-de-Gaulle (Usages de Paris).

LUNDI 2 JUIN

« La chapelle expiatoire », 15 h., rue Pasquier, Mme Bouquet des Chaux.

« Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 15 h., façade, Mme Meyniel.

« Mosquée de Paris », 15 h., métro Place-Monge, Mme Oswald.

« Le jardin du Luxembourg », entrée boulevard Saint-Michel, Mme Vermeersh (Caisse nationale des monument historiques).

« L'Inde au musée Guimet », 15 h. 15, 6, place d'Iéna (Arcus).

« Hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« Les synagogues du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Connaissance d'ici e d'ailleurs).

« La fin du Moyen Age », 15 h., musée des Monuments français (Histoire et Archéologie).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 h., métro Saint-Germain-des-Prés (Résurrection du passé).

« La place des Vosges », 15 h., 2, rue de Sévigné (le Vieux Paris).

15 h., 77, rue de Rivoli, M. A. Chatelet « L'enluminure et la peinture au quinzième siècle. »

CONFÉRENCES

DIMANCHE 1er JUIN

15 h. Hôtel Moderne, 8 bis, place de la République. « Processus d'identification et émergence du moi » (Psychanalyse structurale ISHA).

16 h., square Rapp, Mme Noutte Genta-Sunier : « Le message immortel de l'Apocalypse » (Société théosophique).

17 h., Hôtel Mondial, 5, cité Bergère : « Eckankar, un genre de vie, présente un groupe de discussion d'après le livre de P. Twitchell « la Clé des mondes secrets ».

1 h. 30, 11 bis, rue Keppler : « Itinéraire de l'âme après la mort » (Loge unie des théosophes), entrée libre.

LUNDI 2 JUIN

18 h. 30, Lycée Jacques-Decour, 1, avenue Trudaine, M. H. Blanquart : « Le symbolisme : symbolisme du rêve » (Université populaire de Paris).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	367 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE-TUNISIE	289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

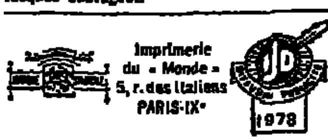
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

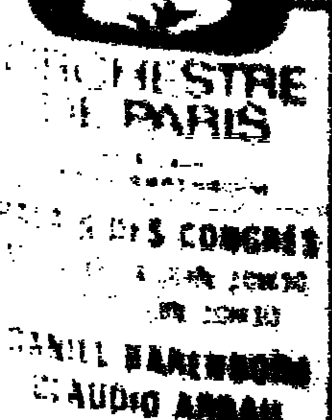
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire n° 57 437.



Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Jeunes groupes au Palais des Glaces.

A partir du lundi 9 juin, à 18 heures, tous les jours du lundi au samedi, le Palais des Glaces ouvrira ses portes aux jeunes groupes rock, ska et new-wave. Les groupes indépendants comme ceux qui ont déjà un contrat avec une compagnie phonographique pourront y participer — la seule condition exigée pour se produire étant de n'avoir jamais effectué précédemment de concert dans une salle parisienne. Chaque concert durera une heure, une participation aux frais de 20 F sera demandée aux spectateurs.

Chanson folk en Maurienne.

L'association des maires de Maurienne organise comme chaque année un festival de la chanson folk à Saint-Jean-de-Maurienne et dans plusieurs villages de montagne de Maurienne, du 10 au 14 juillet. Participeront cette année des chanteurs et groupes francophones et européens, avec notamment Malicorne, Gruppo folk internazionale, Wolverlet (le 10), Rum, Bachas, Carlos Andreu, Djamel Allam (le 11), Fernando Marques, Calixte Duguay, Linnenzworch (le 12), Queen Ida, Perlinpinpin folk, The New Victory band (le 13).

Calendrier du rock...

Roxy Music, le 1er juin à Lyon (Fourvières) ; Van Halen, le 1er juin à Caen (Parc des expos, hall central), le 3 au Palais des sports de Paris, le 4 à Lyon (Palais des sports), le 5 à Reims (Palais des sports) ; Garland Jeffreys, le 1er juin à Cannes (Studio Circus), le 2 à Montpellier (Grand Odéon) ; Bob Marley, le 3 juin à Dijon, le 4 à Saint-Etienne, le 9 à Strasbourg, le 10 à Orléans, le 11 à Bordeaux, le 24 à Lille, le 26 à Toulon, le 2 juillet à Nantes, le 3 à Paris ; Odeurs, à partir du 4 juin à Bobino ; Beach Boys, le 8 juin au Palais des sports de Paris ; Ange, le 6 juin au Palais des sports ; Frank Zappa, les 10 et 11 juin au Palais des sports de Paris, le 13 à Clermont-Ferrand, le 14 à Nantes, le 15 à Rouen, le 20 à Orange (Théâtre antique), le 30 à Vienne ; Fleetwood Mac, le 14 juin au Palais des sports de Paris ; Devo, le 15 juin au Palais des sports de Paris, le 25 à Nice (Théâtre de verdure), le 26 à Montpellier (Grand Odéon) ; Lou Reed, le 26 juin à Bayonne (salle Lauga), le 28 à Paris, le 29 à Lyon (Palais des sports), le 30 à Fréjus (arènes) ; Festival rock à Montbrison le 28 juin, avec Ganafoul, Little Bob Story, Bonneville, Péril Bleu, Killdozer, Tequilla, Backstage, Atoll.

...et du jazz.

Jacques Thollot, Raymond Boni à l'Aire libre (le 1er juin) ; le Cohelmec Ensemble au 28, rue Dunois (les 1er, 2 et 3 juin) ; Varik au Théâtre noir (les 1er et 2 juin) et au Théâtre du Ranelagh (les 7 et 8 juin) ; Art Farmer au Club Saint-Germain (jusqu'au 7 juin) ; Larelle au Théâtre de la Ville (du 3 au 7 juin) ; Al Jarreau à l'Olympia (du 5 au 8 juin) ; Tamia au Petit Forum (le 11 juin) ; Letheule, Barthélémy, Lockwood, Texier (du 4 au 10 juin) ; le Quatuor de saxophones (du 11 au 17 juin) ; Bill Dixon (du 18 au 24 juin) à la Chapelle des Lombards ; Pharoah Sanders, Cecil Taylor, Pepper Adams, Archie Shepp à la Défense (les 19, 20, 21 juin) ; Eddy Louiss (jusqu'au 15 juin), et Chet Baker (du 16 au 29 juin) au Dreher ; Oscar Peterson, à la salle Pleyel (le 25 juin).

■ M. Pierre Boulez a reçu vendredi 30 mai, à Paris, les insignes de « Commandeur à titre honoraire de la division civile du très Excellent Ordre de l'Empire britannique ».

■ Le deuxième concours Hans Swarowsky a été remporté par le chef d'orchestre américain, Michael Morgan.

■ L'organiste française Marie-Claire Alain a reçu, vendredi 30 mai, le prix de musique « Léonie Sonnings » de 100 000 couronnes (75 000 FF), au cours d'un concert donné dans l'église de la Trinité à Copenhague.

En marge du cycle Isaac Stern

Une soirée exceptionnelle

La salle du Conservatoire d'art dramatique (rue du Conservatoire), autrement dit l'ancienne salle du Conservatoire où se tenaient jadis les séances de la Société des concerts, a une fâcheuse réputation : de dimensions modestes, entièrement construite en bois, elle sonne comme un violon. Aussi n'y fait-on maintenant que très exceptionnellement de la musique, à l'inverse du Palais des congrès, où l'Orchestre de Paris, successeur de celui du Conservatoire, en fait beaucoup et cela en pure perte puisqu'on y entend très mal.

C'est pourtant cette petite salle qu'avait choisie Isaac Stern pour y donner une soirée de musique de chambre en compagnie des solistes de l'Orchestre national de France et du Nouvel Orchestre philharmonique, car tous les instruments y sonnent distinctement sans que cela nuise, au contraire, à l'homogénéité de l'ensemble ; ce qui est essentiel pour des œuvres comme le Sextuor à cordes n° 2 de Brahms, le Quintette avec deux violoncelles de Schubert ou le Nonetto de Onslow. En marge du Cycle Stern — neuf programmes au cours desquels le célèbre violoniste se produira en soliste sous la direction de chefs aussi prestigieux, — ce concert était une réponse à la sollicitation des musiciens des deux formations symphoniques de travailler avec lui de façon plus approfondie.

S'il y avait dans l'assistance quelques-uns de ces mélomanes endurcis qui proclament volontiers que, pris séparément, les musiciens d'orchestre ne valent rien, ils auraient bien dû convenir que ce n'est pas là une vérité universelle. Non seulement la magnifique sonorité de chacun témoignait du contraire, mais la fougue irrésistible de l'ensemble dans les mouvements vifs, l'exacte appréciation des nuances dans les pages intimes, attestaient hautement que l'enthousiasme et la fraîcheur d'esprit avaient présidé aux répétitions. Le célèbre Adagio du Quintette de Schubert, le Thème et variations du Nonetto d'Onslow, touchaient à la perfection.

Si on ne peut pas en dire tout à fait autant de l'ensemble du programme, c'est seulement parce que la musique de chambre est une discipline de longue haleine : entre une exécution parfaite, vivante, colorée, comme c'était le cas, et une véritable interprétation, il n'y a qu'une courte distance, mais les partenaires mettent parfois longtemps à la franchir. Cela n'a rien à voir avec leurs qualités individuelles, c'est quelque chose qui naît peu à peu du travail en commun. Il ne s'agit pas là d'une réserve, seulement d'une remarque destinée à dresser le plus exactement possible le bilan d'une expérience malheureusement exceptionnelle.

A en juger par les fauteuils laissés vides à l'entracte, la musique de George Onslow (1784-1853), Anglais par son père mais natif de Clermont-Ferrand, est de celles qui font fuir le public. C'est injuste, mais assez logique puisqu'il est convenu que les absents ont toujours tort. Onslow est une sorte de Schubert français, un peu moins original peut-être, aimant à l'occasion poser et résoudre des problèmes musicaux, mais sa musique supporte bien la comparaison avec des compositeurs beaucoup plus célèbres, et c'est finalement assez inquiétant : un jour peut-être, des centaines de « petits maîtres » oubliés vont se lever de leur tombe, déclarer la guerre aux idoles, aux trois « B » et à leurs complices, alors ce sera la fin du monde, la fin des temps heureux où l'on jouait Beethoven, Brahms et Mahler sous la voûte immense du Palais des congrès et où l'on trouvait que tout allait bien.

GÉRARD CONDÉ.

Wilhelm Kempff ou la divine transparence

Que Wilhelm Kempff, à quatre-vingt-quatre ans largement passés, poursuive ses tournées ne nous enchante pas comme une performance sportive et spectaculaire, mais comme une simple preuve d'amour, celle de l'homme qui, jusqu'à son dernier souffle, redira son chant, « cette note grave » entendue dans l'enfance sur l'orgue de Jiterbug. Tous ses récitals donnés ces dernières années auront permis à une foule de jeunes gens de connaître eux aussi cet art d'une divine transparence où l'esprit a entièrement transcendé la matière, dissipé son opacité pour une vision face à face. De Dieu ? Chacun en décidera, mais certes de l'essence musicale.

Une inaltérable souplesse

L'admirable est d'avoir pu dans un grand âge conserver intactes la maîtrise et l'agilité des doigts. Dans la Sonate, opus 7, de Beethoven, pas une note ne fit défaut, rien qui indiquât quelque signe de sénescence, et si, dans la Sonate en la majeur, opus 120, de Schubert, quelques peccadilles semblèrent le troubler, ce n'était rien qui pût altérer la pureté musicale, rien qui témoignât d'un dessèchement ou d'une presbytie. S'il entre lentement sur la scène, c'est à son pas d'aujourd'hui, sans aucune raideur.

Le beau visage et le profil aquilin ont gardé une inaltérable souplesse gœthéenne. Il se tient très bras étendus dégagent les mains qui rebondissent à l'unisson du jeune Beethoven. Tout coule de source avec un jeu d'une parfaite égalité, scintillant dans une lumière sereine. Dans le largo, il écoute, il appelle, prière sereine exaucée d'une voix douce. L'intermezzo a une grâce de jeune fille avec ce trio qui relie ces vagues comme un lied de Schubert, et le rondo mêle ses chansons ingénues à de belles conversations à deux voix, où dialoguent l'enfance et la vieillesse.

Kempff s'est si bien identifié à Beethoven et à Schubert que leurs voix se confondent ; l'œuvre, à la limite, importe peu quand c'est l'essence même du musicien qui transparaît. Il en va différemment avec Chopin, dont Kempff ce soir joue trois Impromptus *et la* Fantaisie-impromptu, *ce qu'il n'avait pas fait depuis bien longtemps.*

Son jeu très strict s'est éloigné d'une courbe pure, sa rigueur de tempo n'a guère de rapport avec la grâce chatoyante, les replis, les tourments, le rubato, la texture improvisée des phrases de Chopin ; et pourtant, à ce niveau de transparence, cela compte assez peu. Si ce n'est pas Chopin lui-même qui ravit sous ses doigts, c'est du moins Chopin interprété par un étranger qui l'aime, un homme du Nord qui chante de loin un pays magique comme le Gœthe qui murmurait : « Connais-tu le pays ?... »

JACQUES LONCHAMPT.

J. GEILS BAND AU PALAIS DES SPORTS

Des trois concerts consécutifs au Palais des sports (Clash, Iggy Pop, J. Geils Band), le dernier, jeudi 29 mai, fut le plus convaincant. On avait vu un Iggy Pop se moquer de lui-même, se débattre, comme une pâle copie de ce qu'il a été et de ce qu'il représente, devant un groupe médiocre; quant à la prestation du Clash, elle fut largement inférieure à ce que le groupe a l'habitude de proposer (*le Monde* du 31 mai). Il faut dire que, décidément, l'acoustique du Palais des sports est désastreuse et ne facilite guère le travail des sonorisateurs qui doivent faire avec un écho qui rebondit d'un bout à l'autre de la salle.

Le J. Geils Band, ce groupe de Boston qui depuis plus de dix ans passe le plus clair de son temps en tournée, a fait une fantastique démonstration scénique. Sans avoir jamais changé de formule (Peter Wolf au chant, J. Geils à la guitare, Magic Dick à l'harmonica, Seth Justman aux claviers, Stephen Bladd à la batterie, Danny Klein à la basse) le J. Geils Band apparaît véritablement comme un gang, soudé, capable de propulser une musique remarquablement tonique. Un rock attaché aux racines du rhythm'n blues qui passe par des compositions gavées de soul avec des rythmes syncopés et des interventions, comme celles de Magic Dick à l'harmonica, percutantes.

Mais c'est surtout Peter Wolf, cet ancien disc-jokey, — ce voyou mondain qui fut un temps le mari de Faye Dunaway — qui attire l'attention. « Performer » de haute voltige (à la suite d'une rixe, il avait, ce soir-là, le visage couvert d'hématomes), Peter Wolf maîtrise la scène et manie le public avec une rare dextérité. Il est partout à la fois : il danse avec une souplesse et un sens du rythme incroyables, saute en l'air pour retomber accroupi, se sert de son pied de micro comme d'une perche pour faire des bonds vertigineux en avant, descend dans la salle et traverse les gradins tout en continuant à chanter de cette voix étoffée au timbre « noir ». On pense à un hybride de James Brown et de Mick Jagger.

A la fin du concert, Peter Wolf n'ayant cessé de changer de tenues pour les jeter à terre, la scène était recouverte de vêtements. Après un rappel, pour fêter l'anniversaire du bassiste, on apporta un gâteau et une dizaine de bouteilles de champagne, qu'il offrit au public. Trois rappels plus tard, on se demandait encore comment, après douze ans d'existence commune, le J. Geils Band pouvait garder tant de fraîcheur.

ALAIN WAIS.

★ Discographie chez Pathé-Marconi.
Diffusion le 11 juin sur Feedback (France-Inter).

LE COHELMEC RUE DUNOIS

Depuis 1968 — tout un programme — que le groupe Cohelmec existe, il a bien droit à quelque antériorité historique sur des phénomènes voisins qui ne peuvent pas toujours prétendre à la même durée... *Dharma*, le *Workshop de Lyon*, *l'X-Tet d'Annecy*, *Confluence*, *Arcane V*, autant de groupes issus du « free-jazz », autant de petites formations difficiles à maintenir et qui tiennent bon parfois. Dans une situation parfaitement contraire : écartés des grandes manifestations pour être « trop » connus, ils ne sont pas toujours acceptés des circuits parallèles, parce qu'on les connaît mal... Eux, confiants dans leurs formules libertaires et souvent autogestionnaires, ils continuent de jouer. De la musique. Des musiques.

Ainsi va Cohelmec. Renouvelant sans cesse une formule bien établie sur la rythmique des frères Méchali, quand l'improvisation s'invente à quatre, Jean Cohen et J.-F. Canappe affirmés comme des musiciens aussi généreux que lyriques. Une musique libre, sans autre loi que de n'avoir pas de lois, sinon celles de l'amitié et du travail d'une dizaine d'années, se prononce et s'effectue chaque fois avec le même succès. Et c'est chaque fois à recommencer.
dhC

FRANCIS MARMANDE.

★ Au 28, rue Dunois, les 1er, 2 et 3 juin, à 20 h. 30. Signalons qu'il existe, sous le titre : *On a fait un peu de bruit...*, un film-vidéo de Stéphane Alexandresco, Daniel Soutif et Eric Vallée sur le Cohelmec.

EXPOSITIONS

HÉLION DANS LES ANNÉES 50

(Suite de la première page.)

Et tout le monde tourna le dos à Hélion, à ses chrysanthèmes, à ses mannequins, à ses « duos de torchon », à son orageuse rectitude, à ce que lui-même nomme l'« énuméré des choses » et à cette scandaleuse citrouille qu'aujourd'hui encore je ne parviens pas à tout à fait avaler.

Cette citrouille et toute sa citrouillerie, comme dit Hélion, continue en effet à me poser des problèmes. Peut-être parce qu'elle me rappelle la fadeur de la soupe de potiron exécrée de mon enfance, par le poivre vert et le feuilleté aux anchois déjà alléchée. Ou parce que trop, c'est trop. Ou parce que, massivement objective, et même objectale, vorace et gluante comme la pieuvre de Hugo, ladite citrouille résume toute l'obstination, la perfidie, l'ironie de l'inanimé à l'égard de nos basses agitations et de notre fol espoir de durer.

C'est un peu ce que nous disent les Vanités *dont Hélion plus d'une fois se souvient, faisant dialoguer dans l'étonnant* Quatuor *cette citrouille emblématique avec un crâne et un violon. C'est ce que nous dit peut-être Cézanne et ce que nous dit sûrement Picasso, alors que les théières et les pommes de Braque sont des modèles de souplesse diplomatique et d'indulgence dévote, qui nous promettent de bons petits goûters de purgatoire.*

Un homme seul

Braque ou Cézanne (il tient à l'un et à l'autre), Hélion est dans ces années-là, avec ses chrysanthèmes, sa baguette de pain, ses premiers paysages, un homme seul. « Cette année 1949-1950, écrit-il, j'aurai décidément tout perdu. » *Et :* « Abandonné de tous les milieux et de toutes les classes, mes inclinations sont fortement prolétariennes, encore que « le » réalisme au service de » ne soit pas mon fait. Je suis au service d'une vérité difficile à plier au rythme d'une politique. En fait, je suis seul et fort malheureux. »

Ce fut la meilleure solution, la pire ayant pu être celle du réalisme socialiste, par laquelle Hélion était guetté, comme il a pu être tenté par celle du populisme, dont la rigueur des ses intuitions plastiques ne l'a parfois sauvé que de justesse. Champion, à l'égal de Léger, du volume, du bon poids et de la juste mesure, Hélion est aussi un sentimental, un poète un peu villonesque qui aime les marchés, les petites places de faubourg, l'étal du poissonnier, le chapeau du chapelier, la bouteille de l'épicier ou encore ce parapluie tombé sur le trottoir et le mystère de cette chaussure de femme échouée solitaire dans le caniveau et qui a tellement envie de devenir un objet surréaliste.

Tout cela n'est pas loin de Carné, d'Eugène Dabit, des photographes de 1930, des invocations à « Paname » qui reviennent si souvent (et pour notre plus grand plaisir) dans les chansons de l'entre-deux-guerres. Tout cela ne ferait qu'ajouter un rayon au Bazar de l'insolite s'il n'y avait en Hélion cette force, cette concision, cette « rude main magistrale », comme disait Zola à propos de Courbet, qui donnent une telle densité, un tel poids d'évidence au moindre objet distingué par lui, un pot de géraniums, un vieux veston ou l'un de ces petits fagots que l'on achetait encore à l'époque chez le bougnat pour faire ronfler le poêle de l'atelier.

Ce petit fagot, ce vieux veston, il est à peine besoin de souligner qu'ils doivent leur carrure à la discipline abstraite des premières années d'Hélion. Mais si le poêle ronfle aussi fort, c'est qu'à la discipline s'ajoutent l'invention, le coup de dés du vrai peintre qui risque les rapprochements de tons les plus singuliers (dans les Arums, *le* Mannequinerie*) ou déploie une somptueuse tenture rouge derrière l'*Odalisque *à* l'atelier, *son drap froissé et son vieux matelas. Les objets se sont alors imposés à Hélion avec une telle force qu'ils lui ont littéralement sauté au visage, comme ces deux personnages qui, autour du* Nu étoilé *crèvent la toile, annoncent avec la tranquillité des des vainqueurs leur intention de prendre le pouvoir et de le garder.*

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon. Jusqu'au 28 juin.

THÉATRE

« Les Voisines », de Jean-Paul Aron

Le philosophe Jean-Paul Aron (*Le Pénis ou la Démoralisation de l'Occident*, *le Mangeur au dix-neuvième siècle*), esprit aigu et singulier, a écrit une pièce-phénomène, *les Voisines*. Phénomène, c'est-à-dire hors du commun, inclassable, et génératrice de rires francs.

C'est une farce à tout casser. Un charmant jeune homme, Fernand, est accusé (par l'auteur) d'avoir occis dix femmes, qui avaient sans doute l'âge de sa maman.

Détenu, au-delà des temps réguliers semble-t-il, dans le local carcéral d'un commissariat de police, il est en butte aux vexations méchantes et aux (troubles) avances d'un commissaire du genre féroce, d'un second commissaire plus poète et plus doux, et de deux femmes victimes de carence affective.

Employant un dialogue en lame de rasoir et en montagnes russes, Jean-Paul Aron attaque par l'absurde, à l'acide, nos partenaires de tous les jours : la libido, l'autorité, et tous leurs acolytes. C'est du guignol survolté, compétent. Chaque phrase dum-dum met dans le mille.

Au Petit-Odéon, la pièce prend une allure « saccadée dans le vide », à la fois roborative et déroutante, parce que peut-être le metteur en scène et le décorateur, Jean-Louis Thamin et Matias, ont cherché des complications.

On imagine ce dialogue d'enfer (Aron est sûrement un descendant du Diable, il a un air de famille, sec-doux, dandy, souriant, qui ne trompe pas), oui on imagine ce dialogue dit à fleurets non mouchetés et à toute vitesse par des cabotins déchaînés devant une simple toile colorée, peinte par un type du dimanche genre Douanier Rousseau d'aujourd'hui. Or nous avons un décor engoncé, grisâtre, miteux-réaliste, et des acteurs qui se surveillent, sauf Jean-Paul Muel, vrai petit taureau sévillan, une force de la nature.

Alors la pièce perd de son allant, de sa liberté. Comme si le dialogue avait des pannes de courant. On rit beaucoup quand même.

MICHEL COURNOT.

★ Petit-Odéon, 18 h. 30.

UNE SOUSCRIPTION POUR NANTERRE

La Maison de la culture de Nanterre lance une souscription afin d'être en mesure d'accueillir, en octobre, le spectacle en deux soirées du T.N.S., *Vichy-Fictions*. « *Il ne s'agit pas de pallier la carence de l'Etat, mais de démontrer que notre public s'oppose à la fermeture de Nanterre-Amandiers le 30 juin* ».

La Maison de la culture, qui a été obligée de renoncer à équiper la salle Serreau, et de diminuer le nombre de ses activités par suite de la réduction effective de ses subventions et du blocage des sommes prévues pour le deuxième semestre 1980, se trouve cependant en déficit. La souscription pour les deux spectacles est de 50 F. Elle est à retirer à la Maison de la culture, 7, avenue Pablo - Picasso, Nanterre, tél. : 721-18-81.

■ L'Académie française a décerné son grand prix de théâtre, d'un montant de 30 000 F, à Jean Anouilh, pour l'ensemble de son œuvre.

VENTES

Un record

26 MILLIONS DE FRANCS POUR UN TURNER

Vélasquez (5,4 millions de dollars en 1970) a été détrôné le 29 mai chez Sotheby Parke Bernet, à New-York, par Turner, dont le *Juliet and her Nurse* a atteint 6,4 millions de dollars (26 millions de francs), somme la plus considérable payée jusqu'à ce jour pour un objet d'art. Cette œuvre, peinte en 1836 à Venise et qui s'inspire des caractères du *Roméo et Juliette* de Shakespeare, avait suscité un véritable tollé lorsqu'elle avait été présentée à la Royal Academy de Londres en raison du caractère abstrait dont Turner avait traité la lumière : Juliette éclairée et sa nurse, à contre-jour au premier plan en bas à droite de la toile, c'est-à-dire sur une terrasse au fond de la place Saint-Marc, sont en effet le prétexte d'une somptueuse Venise en fête où les lumières du crépuscule rencontrent celles de feux d'artifice.

L'œuvre, la plus célèbre qui restât (et reste ?) dans une collection privée, appartenait à Mme Flora Whitney Miller, présidente honoraire du Whitney Museum de New-York, institution fondée par sa mère il y a cinquante ans et à laquelle doit revenir une partie du produit de cette vente.

Juliet and her Nurse a été acquis par un acheteur anonyme.

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Centre Pompidou (277-12-33) : Woyzeck (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Cité internationale (589-38-69). Galerie : Princesse Brambilla (sam., 20 h. 30).
Théâtre des Deux-Portes (361-24-51) : Tartuffe (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Lucernaire (544-57-34) : Ad astra per aspera (sam., 20 h. 30).
Théâtre Présent (203-02-55) : l'Asile (sam., 20 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : Théâtr' en poudre (dim., 22 h.).
Châtillon, Salle des fêtes (657-22-11) : A l'enterrement de... (sam., 21 h.).
Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43) : Bérénice (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20) : la Mouette (sam., 20 h. 30) ; la Commère ; le Jeu de l'amour et du hasard (dim., 14 h. 30, dernière) ; Port-Royal (dim., 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : Du côté des îles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Petit Odéon (325-70-32) : les Voisines (sam. et dim., 18 h. 30).
T. E. P. (797-96-06) : Odets ; Brecht (sam., 20 h. 30).
Centre Pompidou (277-12-33) : Treize ans de cinéma expérimental français (sam. et dim., 19 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30) ; Danse Buto (dim., 16 h.).
Théâtre de la Ville (724-11-24) : Barbara Hendricks (sam., 18 h. 30) ; Pilobolus Dance Theatre (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Centre culturel du Marais (272-73-52) : Brésil insolite (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : Délire à deux (sam. et dim., 20 h. 30) ; Amelia (sam., 22 h. 15 ; dim., 17 h. et 22 h.).
Antoine (208-77-71) : Ta bouche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Arts-Hébertot (387-23-23) : le Pic du bossu (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Carreau du Temple (624-53-25) : le Cirque de Molière (sam. et dim., 21 h.).
Cartoucherie, Epée-de-Bois (374-20-21) : le Neveu de Rameau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30). — Théâtre de la Tempête (328-36-36) : les Dernières Heures de Babylone (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30). — Force 7 (365-16-27) : Rue Apodaca (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h. 30).
Chapelle Saint-Roch (722-86-91) : l'Annonce faite à Marie (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Cirque d'Hiver (700-12-25) : le Bossu (sam., 20 h. ; dim., 14 h. 30).
Cité internationale (589-38-69). Grand Théâtre : Amphitryon (sam., 20 h. 30). — Resserre : les Enfants de Galilée (sam., 20 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : J'suis bien (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Dunois (584-72-00) : Victor s'en mêle (sam., 20 h. 30, dernière).
Edouard-VII (742-57-49) : le Piège (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Fontaine (874-74-40) : la Staaar (sam., 21 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Le Père Noël est une ordure (sam., 22 h.).
Gymnase (246-79-79) : l'Atelier (sam., 20 h. 30, dernière).
Huchette (326-38-99) : la Leçon ; la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino (322-28-98) : les Dialogues putanesques (sam., 21 h.).
La Bruyère (874-76-99) : Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h., dernière).
Lucernaire (544-57-34). Théâtre rouge : Idée fixe (sam., 18 h. 30) ; les Visages de Lilith (sam., 22 h. 15). — Théâtre noir : les Inentendus (sam., 18 h. 30) ; Juin 40 (sam., 20 h. 30) ; Archéologie (sam., 22 h. 15). — III : Parlons français (sam., 18 h. 15).
Marie-Stuart (508-17-80) : Haute surveillance (sam., 20 h. 30).
Marigny (225-20-74) : l'Azalée (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mathurins (265-90-00) : Grugru, quand le théâtre rencontre le cinéma (sam., 20 h. 45).
Michel (265-35-22) : Duos sur canapé (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-22) : Coup de chapeau (sam. et dim., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse (320-89-90), I : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30). — II : Albert (sam., 22 h.). — III Rosencrantz et Guildenstein sont morts (sam., 20 h. 30).
Nouveautés (770-52-76) : Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Œuvre (874-52-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Péniche (205-40-39) : Festival d'expression non professionnelle (sam. et dim., 20 h. 30).
Plaisance (320-00-06) : la Loi sur les corps (sam., 20 h. 30).
Potinière (261-44-16) : Maison rouge (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Présent (203-02-55) : l'Asile (sam., 20 h. 30).
Ranelagh (288-64-44) : Arsenic et vieilles dentelles (sam., 20 h. 30).
Saint-Georges (878-63-47) : l'Aide-Mémoire (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : Blanchisserie Blanche (sam., 21 h.).
T. A. I. - Théâtre d'Essai (274-11-51) : Trio pour deux canaris (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Théâtre Duncan (326-99-35) : Zéro ou la Pornographie du savoir (en anglais) (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Altair (329-08-76) : le Diable et le Bon Dieu (sam., 19 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Un tramway nommé Désir (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Variétés (233-09-92) : Je veux voir Mioussov (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Samedi 31 mai - Dimanche 1er juin

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : Patricia Lai (sam., 20 h.) ; Pinter and Co. (sam., 21 h.) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 30) ; A. Rivages (sam., 23 h. 45).
Bistrot Beaubourg (277-48-02) : Deux pour le prix d'un (sam. et dim., 20 h. 15) ; Naphtaline (sam. et dim., 21 h. 30).
Blancs-Manteaux (887-16-70) : M. Piolot (sam., 19 h.) ; Areuh = MC 2 (sam., 20 h. 15) ; Raoul, je t'aime (sam., 21 h. 30) ; les Belges (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (320-85-11) : Sœurs siamoises cherchent frères siamois (sam., 20 h. 30) ; les Deux Suisses (sam., 22 h.) ; Coupe-moi le souffle (sam., 23 h. 15). — II : Riou-Pouchain (sam., 22 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : L'avenir est pour demain (sam. et dim., 20 h. 30) ; Quand reviendra le vent du nord (sam., 22 h. 30).
Le Connétable (277-41-40) : P. Dudan, T. Berlanda (sam., 21 h.) ; B. Balp, J. Aveline (sam., 22 h. 30) ; J. Moonens et Presqu'île (sam., 23 h. 30).
Coupe-Chou (272-01-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; Home (sam., 21 h. 30) ; J.-P. Rambal (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : Tchouk Tchouk Nougah (sam., 20 h. 30) ; C. Pereira (sam., 21 h. 30) ; Essayez donc nos pédalos (sam., 22 h. 45).
Croq'Diamants (272-20-06) : Mémoires de deux guitares (sam., 20 h. 30) ; Star Walz (sam., 21 h. 45) ; Hiroshima mon humour (sam., 23 h.).
L'Ecume (542-71-16) : A. Tome (sam., 22 h.).
Espace Marais (271-10-19) : Jonathan Livingstone le goéland (sam., 20 h. 30) ; Angle mort (sam., 22 h. 30).
Fanal (233-91-17) : L'une mange, l'autre boit (sam., 19 h. 45) ; le Président (sam., 21 h. 15).
Fer-Play (707-96-99) : Josy Mass et Agouman (sam. et dim., 21 h.) ; Atlantico (sam. et dim., 23 h.).
Le Marche-Pied (636-72-45) : Génies en impuissance (sam., 20 h. 30).
La Mirandière (229-11-13) : A la rencontre de M. Proust (sam., 21 h.).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Racontez-moi votre enfance (sam., 21 h.) ; Du moment qu'on n'est pas sourd (sam., 22 h. 15) ; Chansonges (sam., 23 h. 30). — II : Ça s'attrape par les pieds (sam., 21 h.) ; Suzanne, ouvre-moi (sam., 22 h.) ; Si la concierge savait (sam., 23 h. 45).
Le Point-Virgule (728-67-03) : Cherche homme pour faucher terrain en pente (sam., 21 h. 30) ; J.-M. Cornille (sam., 22 h. 45).
Sélénite (354-53-14), I : Les lions oui... mais les panthères pas (sam., 21 h.).
Soupap (278-27-54) : 13 515 francs (sam., 20 h. 30) ; Architruc (sam., 21 h. 30).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : E. Rondo (sam., 20 h. 30) ; le Retour de Frankenstein (sam., 21 h. 30) ; Otto Wessely (sam., 22 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69) : le Plus Beau Métier du monde (sam., 20 h. 30) ; Passe-moi l'sel (sam., 21 h. 30) ; Kaminka (sam., 22 h. 30).
Vieille-Grille (707-60-93), I : Une cocaïne allemande (sam., 22 h. 30). — II : Louise (sam., 21 h.) ; Pain d'épices, Morrigane (dim., 17 h. 30).

La danse

Espace Marais (271-10-19) : K. Saporta, M.-C. Gheorghiu (sam., 18 h. 30).
Théâtre Saint-Médard (331-44-84) : Mémoire en blanc (sam., 18 h. 30) ; Compagnie I. Alvarez (sam., 21 h.).
Théâtre Oblique (355-02-94) : Ma, danse rituel (sam. et dim., 18 h. 30 ; Compagnie la Main (sam., 20 h. 30).
Bouffes-du-Nord (239-34-50) : Ensemble chorégraphique de Vitry (sam., 20 h. 30).

Les concerts

Lucernaire : R. Witczak, P. Adam (Mozart, Franck, Dvorak, Grieg) (sam. et dim., 19 h. 30) ; Trio d'anches Ozi (sam., 21 h. ; dim., 18 h.).
Salle Gaveau : Quatuor Loewenguth, R. Salles (Haydn, Françaix, Schubert) (sam., 17 h.).
Sainte-Chapelle : Duo I. Zuzuki, M. Larrieu (Paganini, Bach, Haendel (sam., 21 h.).
American Center : Concert-rencontre L. Foss, I. Xenakis, avec l'Ensemble Musique vivante (sam., 21 h.).
Eglise américaine : M. Sadanowsky (Milan, Dowland, Bach, Martin) (sam., 20 h. 30).
Eglise des Blancs-Manteaux : Ensemble instrumental et vocal G. George (Britten, Caplet, Scarlatti...) (sam., 20 h. 45).
Eglise Saint-Merri : F. Kleenjans (Villa-Lobos) (sam., 21 h.) ; X. Cauhepe (Dowland, Weiss, Bach) (dim., 16 h.) ; R. Dyens (musique sud-américaine) (dim., 21 h.).
Notre-Dame : G. Besançon (dim., 17 h. 30).
Ranelagh : G. Magnan (Chopin, Debussy, Schumann) (dim., 20 h. 15).
Théâtre de la Villa : Ensemble vocal et instrumentel Millepertuis (de la Renaissance à nos jours) (dim., 15 h.).
Eglise des Billettes : N. Lee, C. Ivaldi (Mozart, Debussy...) (dim., 17 h.).
Chapelle de la Salpêtrière : R. Tambyeff, orgue (Bach, Proberger...) (dim., 16 h. 30).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : M.-L. Chasseguet (Telemann, Hindemith) (dim., 17 h. 30).
Conciergerie : J.-L. Feldmann (dim., 17 h. 30).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05) : Dany Doriz Sextet (sam., 22 h.) ; R. Guerin Big Band (dim., 22 h.).
Chapelle des Lombards (326-65-11) : J. Hemphill, B. Carrol, W. Smith, A. Wadoud (sam., 20 h. 30) ; Salsa (sam., 23 h. 45).
Dreher (233-48-44) : E. Louiss Trio (sam. et dim., 21 h.).
Dunois (584-72-00) : Coheimee Ensemble (dim., 20 h. 30).
Gibus (700-78-88) : les Démodés (sam., 22 h.).
Golf Drouot (770-47-25) : Thriller (sam., 22 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Carey Bell (sam., 20 h. 30).
Petit-Opportun (236-01-36) : M. Thomas, P. Galas, P.-Y. Sorin (sam. et dim., 23 h.).
Radio-France, studio 106 : Percussion Trio (sam., 18 h. 30) ; Quartet KI (sam., 20 h. 30).
Riverbop (325-93-71) : Trio A. Holdsworth (sam., 21 h. 30).
Théâtre Noir (797-85-14) : José Di Toux (sam., 20 h. 30) ; Varik (dim., 17 h.).

Dans la région parisienne

Antony, parc Heller : Betrave rock, Malthus, Crysalide, Série noire, Marquis de Sade (sam., 18 h.) ; Quatuor A. Souchon (dim., 18 h.).
Bobigny, M. C. (831-11-45) : Macounaima (sam., 18 h.).
Boulogne, T. B. B. (603-60-44) : Claude Nougaro (sam., 20 h. 30).
Brunoy, Salle J.-Gounot : Chorale A cœur joie, Orchestre des Solistes de Paris (Mozart, Mendelssohn, Carissimi) (sam., 21 h.).
Courbevoie, Maison pour tous (333-63-52) : la Métamorphose (sam., 20 h. 30).
Créteil, Maison des arts (899-94-50) : Orchestre symphonique Pro Arte de Paris (Beethoven).
Enghien, Casino : Lyre amicale d'Eauborme (Mozart, Fauré) (sam., 21 h.).
Elancourt, Maison pour tous (062-82-81) : B. Lubat (sam., 21 h.).
Fontenay-le-Fleury, C. C. P.-Neruda (460-20-65) : Gigogne (sam., 21 h.).
Le Perreux, Centre culturel (365-09-11) : la Fête en plein air (sam., 18 h. et 20 h. 30).
Montreuil, Studio Berthelot (857-38-01) : Nous irons tous à Capella (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Neuilly-Plaisance, M. J. C. B.-Vian : Xandre (sam., 21 h.).
Royaumont, abbaye (035-35-16) : Ensemble vocal et instrumental de la chapelle royale, dir. P. Herreweghe (Bach) (dim., 17 h. 30).
Saint-Maur, Théâtre (883-14-67) : la Vie de l'homme (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Sceaux, les Gémeaux (702-34-52) : Ensemble quatre voix quatre mains (Schubert, Brahms) (sam., 20 h. 30).
Versailles, place E.-Brasseur : Arlequin serviteur de deux maîtres (sam., 21 h.).
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74) : Haute surveillance ; Huis clos (dim., 18 h.). — Petit Théâtre : Chants et paroles du roi Behanzim (sam., 21 h. ; dim., 18 h.).
Vitry, Théâtre J.-Vilar (680-85-20) : Fin del mundo (sam., 21 h.).
Yerres, Studio 209 (948-38-06) : Cora Vaucaire (sam., 21 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

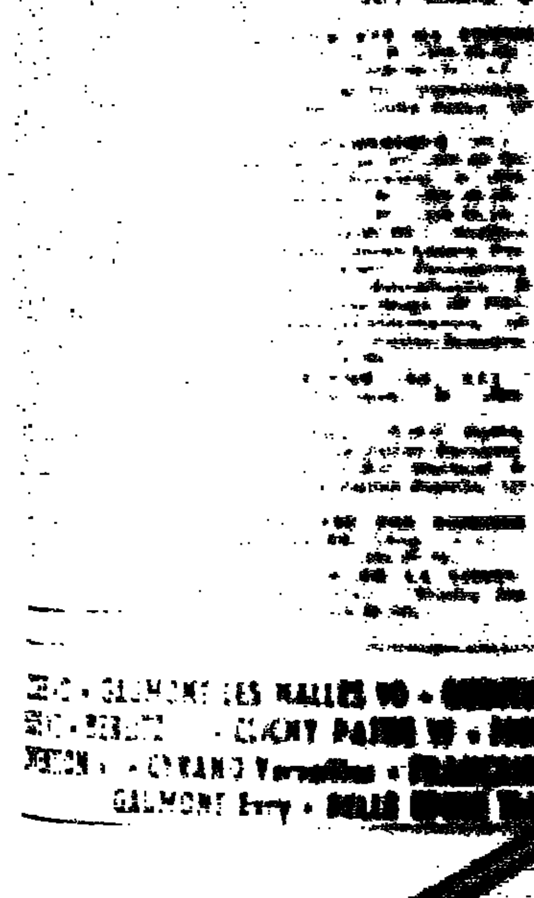
La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), sam., 15 h. : Au bord de la rivière, d'A. Dwan ; 17 h. : Ballade avec Elodie, de N. Angel ; les Derniers Beaux Jours, de J.-Y. Rondière ; La vie, t'en as qu'une, d'A. Segal ; Une approche, de D. Crèvecœur ; 19 h. : Chobizenesse, de J. Yanne ; 21 h. : Un petit coin aux cieux, de V. Minelli. — Dim., 15 h. : les Sœurs Brontë, d'A. Téchiné ; 17 h. : la Dame à la licorne, de D. Crèvecœur ; La chaîne se déchaîne, d'A. Segal ; B. A. ba, d'A. Segal ; 19 h., Hommage à Hitchcock : Sueurs froides ; 21 h., Hommage à J.-M. Straub et D. Huillet : De la nuée à la Résistance (en leur présence).
Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. : Neuf jours d'une année, de M. Romm ; 17 h., Hommage à J.-M. Straub et D. Huillet : Machorka Muff ; Non réconciliés ; le Fiancé, la Comédienne et le Maquereau ; 19 h. : le Bel Age, de P. Kast ; 21 h., Cinéma japonais : Tendre et folle adolescence, de K. Ichikama. — Dim., 15 h. : les Quatre Cents Coups, de F. Truffaut ; 17 h., Hommage à J.-M. Straub et D. Huillet : Toute révolution est un coup de dés ; Leçons d'histoire ; 19 h. : Scarabea, de H. Syberberg ; 21 h., Cinéma japonais : Rivière poème de la colère, de K. Mori.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60).
AU BOULOT JERRY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABCE, 2e (236-55-54).
LA BALLADE DE LA FECONDUCTRICE (Fr.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
LA BANDE DU REX (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
BIENVENUE, Mr. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v. f. : Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).
BUDDY HOLLY STORY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v. f. : Eldorado, 10e (208-18-76).
BLACK JACK (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
C'ETAIT DEMAIN (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE CHAINON MANQUANT (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-31) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA DEROBADE (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., vers. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Clef, 5e (337-90-90).





SPECTACLES

FANTASTICA (Can.-Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (723-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

Les films nouveaux

QUE LE SPECTACLE COMMENCE, film américain de Bob Fosse (v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; (v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

SATURNE III, film américain de Stanley Donen (v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Elysées Cinéma, 8e (225-37-90); (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) : Murat, 16e (651-99-75).

AU-DELA DE LA GLOIRE, film américain de Samuel Fuller (v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (387-50 70) : Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70).

DETECTIVE COMME BOGART, film américain de Robert Day (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).

LE CHAT ET LE CANARI, film américain de Radley Metzger (*) (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

THIRD WORLD PRISONNIER DE LA RUE, film français de Jérôme Laperrousaz : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).

CANNES 1980, perspective du cinéma français (voir festivals) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

FILMING OTHELLO (A., v.o.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74).

FILM COURT DE A A Z (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

GIRLS (Fr.) (*) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-20) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-78-37).

LE GUIGNOLO (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).

INTERDITS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE JOUR DE LA FIN DU MONDE (A., v.o.) : Mercury, 8e (562-45-90) ; v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33); Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

MASSAI (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), H/Sp.

MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (634-13-26) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE MOTEL ROUGE (All., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LA REVOLUTION DE LA CONFITURE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 6e (354-39-19).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Athéna, 12e (343-07-48).

SCUM (Ang., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LE SEXE DES ANGES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE SAUT DANS LE VIDE (Fr.-It., v. it.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

S.O.S. TITANIC (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

TESS (Fr.-Brit., v. ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

TOM HORN (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Broadway, 16e (527-41-16).

UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

UNE FEMME ITALIENNE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Caméo, 9e (246-66-44).

Les séances spéciales

CINE-BOUFFE CANNES 80, Centre culturel de l'Abbaye, 6e (354-30-75), le 29, 21 h.

LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Boul'Mich, 5e (354-48-29), 12 h.

L'EPOPEE DU RAMAYANA (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99), 22 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 15 (sam.).

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

McEnroe et Pecci éliminés

Deux des grands favoris, avec Borg et Vilas, ont été éliminés des Internationaux de France vendredi 30 mai à Roland-Garros : John McEnroe et Victor Pecci.

La défaite de McEnroe intervint tout à la fin de la journée sur le centre. Elle fut l'œuvre de Paul NcNamee (vingt-sept ans), un obscur Australien dont le palmarès est strictement confidentiel. Pendant les quatre heures que dura le match, jamais McEnroe ne rappela le gaucher inspiré qui détient le titre de champion des Etats-Unis depuis sa victoire, à Flushing-Meadow, en 1979. En retard sur la balle, s'élançant dans des inspirations non à contre-pied mais à contretemps, privé de cet art de repousser les répliques à retardement et comme avec un chistera, ou de distiller des volées dans des angles inattendus, surtout totalement abandonné par ce service tourné qui faisait mouche sur des premières balles fusillées à bout portant, l'enfant terrible de Douglaston (vingt et un ans) semble décidément ne pas se faire à la terre battue : ses deux défaites en Coupe Davis, à Buenos-Aires, des mains de Vilas et de Clerc, sa toute récente et réitérée déconvenue devant Vilas, à Monte-Carlo, sont là pour l'attester.

Cela dit, McEnroe, malgré qu'il montrât un visage chagrin tout au long de la partie — il y avait de quoi ! — sombra pavillon haut, accrochant le tie-break à chacun des quatre sets.

Quant à McNamee, il sut parfaitement mener sa partie, l'esprit nullement égaré et par la solennité de ce central plein à craquer, où il n'avait jamais joué en de pareilles circonstances, et précisément par l'exorbitante performance qu'il était en train de réaliser. Apparemment, sa préoccupation constante fut celle de garder la balle dans le court, à la différence de son adversaire. Preuve que les « seconds couteaux » du circuit américain qui se frottent à longueur de tournois aux « épées » en acquièrent une frappe et une cadence où ne se discerne qu'à peine la minuscule étincelle qui dans les assauts fait la différence, étincelle qui, hier, ne faillit jamais de la raquette de McEnroe.

Le deuxième grand vaincu de cette journée est Victor Pecci. Revenu sur le court central de ses exploits, le finaliste des Internationaux de 1979 ne retrouva jamais et ce service et cette volée magnifiques qui avaient fait trembler Borg. Ayant repris son match interrompu la veille devant le Chilien Belus Prajoux, il fut incapable de résoudre les problèmes pourtant pas compliqués que lui posait un adversaire sud-américain extrêmement modeste dont il connaît le jeu par cœur. La vérité c'est que les grands formats au tennis bénéficient d'un court moment de coordination nerveuse et musculaire. Stun Smith, champion de Wimbledon, héros de la Coupe Davis à Bucarest, fut un cas rarissime : mais sa réussite, pour brève qu'elle fût, elle aussi, était due à une condition physique entretenue chaque jour par une volonté de fer.

Hier, Pecci, toute sa technique mise en pièces, complètement dépassé au moral et au physique, traînant lamentablement sa grande carcasse sur le terrain, faisait peine à voir.

Excellente performance pour finir de Yannick Noah aux dépens du jeune Américain Eliot Teltscher, vainqueur de Panatta en ces lieux mêmes l'an dernier. L'ambition de Noah va être d'une tout autre dimension devant son adversaire de dimanche : Connors soi-même, un homme à prendre !

OLIVIER MERLIN.

A LA TELEVISION

Samedi 31 mai : direct sur Antenne 2, de 15 h. 10 à 16 h. 40. Résumé filmé de la journée sur TF 1 à 23 h. 30.

Dimanche 1er juin : direct sur TF 1 de 15 h. 30 à 17 h. 50.

Lundi 2 juin : direct sur TF 1 de 11 h. à 12 h. 30 et de 13 h. 50 à 18 h. 50. Résumé filmé de 23 h. à 23 h. 30.

LES RESULTATS DU 30 MAI

SIMPLE MESSIEURS

(32es de finale). — Premier tableau : Prajoux (Chili) b. Pecci (Par.), 7-5, 6-4, 6-7, 7-6 ; Roger Vasselin (Fr.) b. Smid (Tch.), 3-6, 6-0, 6-4, 3-6, 6-3 ; Taroczy (Hong.) b. Waltke (E.-U.), 6-3, 6-3, 6-3 ; Barazzutti (It.) b. Tom Gullikson (E.-U.), 6-3, 6-2, 6-1 ; Gunthardt (Suisse) b. Amaya (E.-U.), 7-6, 4-6, 6-3, 6-4 ; Vilas (Arg.) b. Koch (Br.), 6-2, 6-2, 6-3.

Deuxième tableau : Gottfried (E.-U.) b. Luna (Esp.), 6-3, 7-5, 6-1 ; Winitsky (E.-U.) b. Casa (Fr.), 4-6, 6-7, 7-5, 6-2, 6-2 ; Solomon (E.-U.) b. Lewis (N.-Z.), 6-3, 6-3, 6-3.

(16e de finale). — Troisième tableau : Noah (Fr.) b. Teltscher (E.-U.), 6-3, 6-0, 7-6 ; Connors (E.-U.) b. Zugarelli (It.), 7-5, 6-4, 7-5 ; Ramirez (Mex.) b. Dibbs (E.-U.), 6-3, 7-5, 6-2 ; Gildemeister (Chili) b. Gehring (R.F.A.), 3-6, 6-1, 6-2, 6-1.

Quatrième tableau : Taygan (E.-U.) b. Naegelen (Fr.), 4-6, 3-6, 6-2, 6-4, 11-9 ; Fibak (Pol.) b. Bertolucci (It.) 6-1, 7-5, 7-5 ; McNamee (Austr.) b. McEnroe (E.-U.), 7-6, 6-7, 7-6, 7-6 ; Gerulaitis (E.-U.) b. Birner (Tch.), 6-1, 4-6, 6-2, 6-1.

SIMPLE DAMES

(32es de finale) : D. Fromholt (Aust.) b. Duvall (E.-U.), 6-2, 6-4.

(16es de finale) : I. Madruga (Arg.) b. C. Stoll (E.-U.), 6-1, 6-2 ; L. Allen (E.-U.) b. P. Smith (E.-U.), 7-6, 6-2 ; P. Delhees (Suisse) b. D. Lee (Cor.), 6-1, 6-1 ; B. Bunge (R.F.A.) b. N. Schutte (P.-B.), 6-1, 6-2 ; V. Wade (G.-B.) b. Budarova (Tch.), 6-2, 6-1 ; C. Evert-Lloyd (E.-U.) b. Teegarden (E.-U.), 6-1, 6-1 ; S. Hanika (R.F.A.) b. B. Stove (P.-B.), 6-4, 6-3 ; H. Mandlikova (Tch.) b. R. Fairbank (Af. Sud), 6-1, 6-2; K. Jordan (E.-U.) b. K. Horvarth (E.-U.), 6-1, 6-2.

AUTOMOBILISME

Crise en formule 1 avant le Grand Prix d'Espagne

Aucune solution n'a pu être trouvée, vendredi 30 mai, à Madrid, où doit avoir lieu le 1er juin le Grand Prix d'Espagne, entre la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et la Formula One Constructor Association (FOCA). Les deux parties sont restées sur leurs positions, et on peut craindre que le championnat du monde ne soit perturbé par cette querelle (*le Monde* du 29 mai).

Tout est parti du boycottage des conférences précédant les grands prix de Belgique (quinze pilotes absents) et le Grand Prix de Monaco (onze absents). Conformément au code sportif international astreignant aux pilotes d'y participer, la FISA a infligé aux contrevenants des amendes de 2 000 dollars ou de 5 000 dollars pour les récidivistes.

Au-delà de cet incident, se profilait un nouvel épisode de la lutte pour la conquête du pouvoir que se livrent, en formule 1, la FISA et la FOCA. L'intransigeance de la FISA sur ce point, qui peut paraître de détail, s'appuie sur le fait que c'est à l'invitation de la FOCA que les pilotes concernés par les amendes se sont mis en situation irrégulière. Les provocations trop évidentes ne pouvaient pas être laissées en l'état par la FISA, qui détient, seule, le pouvoir sportif international, et dont la responsabilité est de faire respecter les règlements.

Vendredi à Madrid, dès la première séance d'essai, la FISA et la FOCA ont pu mesurer leurs forces. Les trois grands constructeurs — Renault, Ferrari (Fiat) et Alfa Romeo, plus Osella, se sont rangés dans le camp de la FISA, tous les autres — Brabham, Ligier, Williams, Laren, Arrows, Fittipaldi, Ensign, A.T.S. sous la bannière de la FOCA. De sorte que les partisans de la FISA, pour éviter de se trouver en situation irrégulière dans une épreuve reconnue par l'autorité sportive internationale, ont décidé de ne pas prendre part aux essais.

Le retrait des grands constructeurs — Renault, Ferrari et Alfa Romeo, — appliquant à la lettre le règlement, compromet irrémédiablement le Grand Prix d'Espagne. Mais, s'il se déroule, dimanche 1er juin, selon l'intention des organisateurs espagnols, qui sont associés financièrement avec la FOCA, il est évident que ces résultats ne pourront compter pour le championnat du monde. Le contraire tendrait à privilégier les écuries qui ont enfreint le code sportif international et à pénaliser celles qui ont choisi, dans une situation difficile, de demeurer dans la légalité définie par la FISA. C'est la plus grave crise que connaisse la formule 1 depuis la création du championnat du monde en 1950.

Piège et boomerang

C'est un premier examen piège habilement monté qu'a tendu à la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et à son président, M. Jean-Marie Balestre, M. Bernie Ecclestone le président de la Formula One Constructor Association (FOCA). Premier acte : c'est la FOCA qui a insisté pour fixer à 2 000 dollars et à 5 000 dollars en cas de récidive, le montant de l'amende frappant les absents aux conférences précédant les grande prix. La FOCA savait que plus l'amende serait forte, moins elle serait acceptée par les pilotes.

Deuxième acte : à Zolder (4 mai) et à Monaco (18 mai) c'est la FOCA qui a fait pression sur les écuries pour que les pilotes refusent de se rendre à ces conférences dont elle avait pourtant défini la tenue trois quarts d'heure avant la course. Le piège s'est refermé sur la FISA.

Troisième acte : étant entendu que le président de la FISA, M. Jean-Marie Balestre est aussi président de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.), en cas de manquement au code sportif, la réglementation sportive internationale prévoit que l'autorité nationale (Automobile club ou fédération) peut interjeter appel avec effet suspensif.

C'est ce qu'ont fait la plupart des autorités nationales mais pas la Fédération française.

M. Balestre, président de la F.F.S.A. ne pouvait désavouer M. Balestre, président de la FISA, qui devient lui, à la requête pourtant légitime des pilotes français, en contravention avec le code. La FOCA ne pouvait l'ignorer. Les pilotes de Renault n'ayant pas suivi les consignes de boycottage, c'était sur les pilotes de Ligier — Laffite et Pironi — et sur Jarier, pilote de Tyrell que se refermait la souricière. Et M. Balestre paraissait bien comme la cible visée.

Quatrième acte : la FOCA avait alors beau jeu de montrer sa solidarité avec Laffite, Pironi, Jarier et quelques autres, prouvant ainsi au président de la FISA et de la F.F.S.A. son souci de défendre les intérêts français mieux qu'avait su le faire M. Balestre.

Reste le cinquième acte : les suites du Grand Prix d'Espagne. Le piège aura bien fonctionné si la FOCA l'emporte. Il aura un effet boomerang si la FISA est assez déterminée et dispose d'assez d'appuis pour faire appliquer sa loi.

FRANÇOIS JANIN.

CYCLISME. — *Le Français Bernard Hinault a gagné, vendredi 30 mai, la quatorzième étape du Tour d'Italie, disputée entre Foggia et Roccaraso, en battant au sprint l'Italien Wladimirio Panizza. Les Italiens Giuseppe Saronni et Gianbattista Baronchelli ont terminé à 42 sec., et Francesco Moser à 1 min., 36 sec. Au classement général, Panizza occupe la première place avec 1 min., 5 sec. d'avance sur Hinault, 1 min., 49 sec. sur l'Espagnol Ruperez et 2 min., 35 sec. sur Baronchelli.*

FOOTBALL

Coupe de France

MONACO ET ORLÉANS GAGNENT MAIS RESTENT SOUS LA MENACE DE MONTPELLIER ET DE PARIS F.C.

Le suspense demeure après les matches « aller » des demi-finales de la Coupe de France de football, disputés vendredi 30 mai. Soutenue par une assistance record de douze mille personnes, nous signale notre correspondant, l'Union sportive d'Orléans a battu le Paris Football-Club par 3 buts à 1. Après avoir ouvert la marque par Albaladejo (vingt-huitième minute), les Orléanais ont été rejoints au score peu après la mi-temps sur but de Vendrely. Accélérant alors le jeu, ils se détachaient grâce à deux buts de Germain (soixante-treizième minute) et de Lemée cinq minutes plus tard.

Mais la résistance la plus étonnante a été le fait de La Paillade Montpellier à Monaco, le dernier représentant de la première division. Après avoir rapidement encaissé deux buts par Petit (dixième minute) et Onnis (dix-huitième minute), les Montpelliérains ont réussi à réduire l'écart par Vergnes (quarante-troisième minute) avant de préserver ce score, qui leur laisse de bonnes chances pour le match « retour » qui sera disputé mardi 3 juin.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 31 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h Visite du pape Jean-Paul II en France.
Messe à la basilique de Saint-Denis.

19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Dunkerque : des sauvetages désespérés.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Numéro un.
Carlos.

21 h 35 Série : Ike.
Deuxième épisode. — Ike prépare les débarquements en Afrique du Nord. Kay fait naufrage mais sera rescapée. Dick, lui, a été tué. En Tunisie, Rommel reprend l'offensive.

23 h 30 Sports : Tennis.
Résumé de la journée à Roland-Garros.

23 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 10 Chorus.
Johnny Guitar Watson ; Dominique Gaumont Energy.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Top club.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Les héritiers.
Bessac.

22 h 10 Variétés : Direct.
Bernard Lavilliers (en direct du Palais des sports).

23 h 10 Document : Les carnets de l'aventure.
Les cascades de la nuit.
Reconstitution d'une aventure réelle : l'expédition périlleuse de deux spéléologues.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Un regard s'arrête ; Raconte quand tu étais petite : le mystère B.M.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales

19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : les Trois Glorieuses.

20 h Les jeux.

20 h 30 Ballet : « la Chauve-Souris ».
Musique de J. Strauss. Par la Compagnie des ballets de Marseille Roland Petit (redif.). Avec Z. Jeanmaire, D. Ganio, L. Bonino.

22 h Journal.

22 h 20 Ciné-regards.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre brouillée », de R. Georgin (« le Manuscrit trouvé à Saragosse »)
20 h., « la Station Champbaudet », d'E. Labiche.
21 h. 18, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

18 h., Ouverture : Présentation de la Semaine du matin des musiciens, par A. Ruiz-Pipo : Georges Bizet.

20 h. 05, Soirée lyrique : « Intermezzo » (Richard Strauss), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Ch. Perick, avec A. Chirner, K. Koeniger, A. Senge.

23 h. 05, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ? Jean-Sébastien Bach, par Arthur Hirsch, musicologue ; 1 h., Le dernier concert : Festival de Saintes 1979, Ensemble polyphonique de France.

Dimanche 1er juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h A Bible ouverte.

9 h 15 Orthodoxie.

9 h 45 Présence protestante.

10 h 15 Visite du pape Jean-Paul II en France.
Messe du peuple de Dieu à l'aéroport du Bourget célébrée par le pape.

13 h Journal.

13 h 20 C'est pas sérieux.

14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.

15 h 30 Sports première.
Tiercé ; Tennis à Roland-Garros ; Grand prix automobile d'Espagne.

17 h 50 TF 1 - TF 1.

18 h 20 Les laboureurs de la mer.
Reportage sur un chalutier.

19 h 25 Les animaux du monde.
Les serpents.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « l'Odyssée du docteur Wassell ».
Film américain de C. B. de Mille (1944). Avec G. Cooper, L. Day, S. Hasso, D. O'Keefe, C. Thurston, C. Esmond, B Britton, E. Reid. (Rediffusion.)
A Java, pendant la deuxième guerre mondiale et lors de l'invasion de l'île par les Japonais, un médecin militaire s'efforce de sauver ses blessés invalides qui n'ont pu être évacués.
Lyrisme et naïveté d'un film d'aventures, inspiré d'une histoire réelle. Une imagerie édifiante selon de Mille, avec Gary Cooper, héros viril et sympathique.

22 h 30 Théâtre musical contemporain : « Interview ».
De J. Komives, mise en scène M. Rabinovsky : les solistes d'Ars Nova.
Plus qu'une retransmission, une récréation pour la télévision par le metteur en scène qui a créé cette œuvre récemment à l'Espace Cardin.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Emissions pédagogiques.

12 h Il était un musicien.
Albeniz.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Colorado.
Le cri des aigles.

14 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.

15 h 30 Dessin animé : Shazzan.

15 h 55 Des animaux et des hommes.
Le retour des mammouths.

16 h 45 Série : Erika Werner.
D'après le roman de H. G. Konsalik, réal. P. Siegrist (rediffusion).
Ronroroni

17 h 45 Majax : Passe-passe.

18 h 15 Dessine-moi un mouton.

19 h Stade 2.

20 h Journal.

20 h 35 Visite du pape Jean-Paul II en France.
En direct du Parc des Princes.

22 h 5 Document : Giacometti.
Réal. J.-M. Drot.

23 h 5 Documentaire : Vidéo U.S.A.
Le monde de Nam June Paik.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.
Images du Portugal.

10 h 30 Mosaïque.
Emission spéciale enregistrée à Istanbul. Réalisation : J.-L. Orabona et A. Tinar. Informations, reportages, chansons.

16 h 40 Prélude à l'après-midi.
Symphonie n° 1 « le Printemps », de R. Schumann, interprétée par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir L. Bernstein

17 h 40 Il n'y a pas qu'à Paris : la photographie.

18 h 40 Série : l'Aventure.
Au pays des hommes : Une histoire d'amour, de F. Rossif.

19 h 40 Spécial DOM-TOM.

20 h Dessin animé : Mister Magoo.

20 h 30 Villes au trésor : Dijon.
Les toits de Dijon, ville de Charles le Téméraire, de Rameau et de Rude, et l'ancien palais des ducs de Bourgogne, et la cathédrale et les vieilles maisons de la Renaissance... et un des plus riches musées de province.

21 h 25 Journal.

21 h 40 L'invité de FR 3 : Irène Papas.

22 h 35 Cinéma de minuit (cycle l'Amérique et son président) : « Wilson ».
Film américain de H. King (1944), avec A. Knox, T. Mitchell, Sir C. Hardwicke, C. Coburn, M. Dallo, G. Fitzgerald, R. Nelson (v.o. sous-titrée).
La carrière politique de Thomas Woodrow Wilson, élu président des Etats-Unis en 1913, son rôle dans la première guerre mondiale. Reconstitution historique d'un grand intérêt. Mœurs politiques américaines et opposition marquée à l' « isolationnisme ».

FRANCE-CULTURE

3 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : Le Grand Orient de France.
10 h., Messe célébrée au Bourget par S.S. le pape Jean-Paul II.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, La musique religieuse indienne : Dossier Kumar Bidhé.
14 h., Sons : Au Cameroun, des femmes allant aux champs.
14 h. 5, « la Boutique de l'orfèvre », de K. Wojtyla, avec A. Cuny, J.-L. Barrault, N. Borgeaud, F Marthouret et E. Riva (rediff.).
16 h. 5, La musique religieuse indienne.
17 h. 30 Escales de l'esprit : « les Vacances » de la comtesse de Ségur.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : Poésie russe.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Enigma » et « Le dit de ceux qui parlent ».
23 h., Musique de chambre.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 03, Musiques pittoresques et légères.
7 h. 40, Les classiques favoris : Rossini, Weber, de Falla.
9 h. 2, Les chants de l'âme. Messe à Taizé.
9 h. 30, Cantate pour le dimanche de la Trinité : BWV 129, de J.-S Bach.
10 h. 15, Les classiques favoris : Mozart, Brahms, Schubert.
12 h., Midi dimanche : « les Préludes », « Concerto n° 1 pour piano et orchestre en mi bémol » (Liszt), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Ferencsik, avec Z. Kocsis, piano
13 h. 05, Tous en scène : Fred Astaire.
13 h. 30, Jeunes solistes : « l'Histoire du soldat » (Stravinski), par l'Ensemble instrumental du Conservatoire de Paris.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : « Beethoven) : extrait de la « Septième symphonie » (Toscanini 1935), extrait de la « Cinquième symphonie » (Furtwaengler 1947) extrait de la « Huitième symphonie » (version Karajan) ; Wagner : « Faust », ouverture (version Boulez), « Tannhauser », extrait (version Klemperer), « Lohengrin », extrait (version Kempe) ; Cherubini : « Anacréon » (version Toscanini).
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « les Saisons » (J. Haydn).
19 h., Jazz vivant : Les orchestres de Stan Getz et Dave Brubeck au Festival de Nice.
20 h. 05, Le concert du dimanche : Présentation.
20 h. 30, Les grands concerts d'archives : Cycle Dimitri Mitropoulos, « Concerto pour hautbois et petit orchestre » (B.A. Zimmermann), « Symphonie n° 6 en la mineur » (Malher), par le Koelner Bundfunk Sinfonie Orchester, dir D. Mitropoulos, avec Lothar Faber.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h 30, Equivalences . Œuvres de Couperin et de Marchand, avec G. Litaize à l'orgue ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 1er JUIN

— *Le Père Henri Madelin*, provincial des jésuites de France, participe à « l'interview événement » de R.T.L., à 13 h. 15.

— *M. Alexandre Sanguinetti*, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'U.D.R., est l'invité du Club de la presse d'Europe 1, à 19 heures.

VU

L'archipel de la résistance

Sur le coup, de voir André Sakharov passer la tête à nos fenêtres, tout pâle, presque cireux, derrière la barre sombre de ses lunettes, on a été un peu estomaqué. Et puis, un rien perplexe : comment la journaliste holandaise à qui le magazine « V 3, Nouveau Vendredi » a demandé de mener cette enquête clandestine auprès des dissidents soviétiques a-t-elle pu aller à Gorki et filmer le prix Nobel en exil, sans le feu vert des autorités ? Ensuite, très intrigué · après avoir approuvé la tentative de libération des otages à Téhéran, Sakharov a ajouté, comme ça, qu'il était important de bien comprendre pourquoi elle avait échoué. A quoi songeait-il au juste ? Enfin, quand il s'est adressé à travers nous à ses enfants, installés aux Etats-Unis... « C'est à vous que je souris... », on s'est senti presque de trop.

Invitée à Paris par Jean-Marie Cavada, la fille des Sakharov, Mme Jankélévitch, a reçu ce message-là, sous nos yeux, au studio. Ce qui la frappait, elle aussi, c'est le courage de ces hommes, c'est leur abnégation.

Chacun avait à cœur de dénoncer les dangers dont les autres étaient menacés sans jamais évoquer sa propre situation. Et tous ensemble ils tissaient à travers l'archipel de la résistance une longue et fragile chaîne de solidarité.

Ainsi Alexandre Lavout, un biologiste au beau visage clair, calme, membre du comité pour la défense des droits de l'homme, a-t-il été arrêté trois semaines après cet entretien. Déjà son téléphone était coupé, sa maison avait été perquisitionnée à plusieurs reprises et il attendait que frappent à sa porte les policiers du K.G.B. Ce n'est pas lui qui nous l'a dit, c'est le fils du biologiste Serge Kovaliev, condamné à sept ans de prison pour avoir aidé Soljenitsyne.

Et c'est de Youri Orlov que nous a entretenu Mme Sofia Kalistratova — avocate de plusieurs membres du groupe d'Helsinki, — d'Orlov, interné dans un camp de travail dans des conditions à la limite du supportable. Et c'est sur Kovaliev, sur Anatole Chtcharanski, que la femme de Youri Orlov, Irina, a attiré l'attention de la communauté scientifique internationale. Sans son intervention immédiate, énergique, ils mourront avant l'expiration de leur peine.

Au-delà de ces noms connus, on en a cité beaucoup d'autres. On nous a signalé avec une émotion pressante le cas de divers dissidents arrêtés ou sur le point de l'être, envoyés à leur tour à la trappe avec tous ceux qui feraient tache dans cette vitrine du « socialisme » ouverte à Moscou à l'occasion des Jeux olympiques.

CLAUDE SARRAUTE.

● *Une nouvelle station pirate, Radio-Lille-80*, s'est installée dans les locaux des Amis de la Terre de la Maison de la nature et de l'environnement de Lille. Cette nouvelle station émettra en modulation de fréquence sur 94 MHZ indique l'ENCLAV (l'Ensemble communautaire lillois de l'audio et du visuel). Le lancement de Radio-Lille-80 — radio *« de la défense et des luttes pour les libertés fondamentales »*, s'effectuera entre le mercredi 18 juin à 18 heures au jeudi 19 juin à 4 heures. Les émissions régulières, qui commenceront le 19 juin, seront diffusées quotidiennement de 18 heures à 22 heures. Radio-Lille-80, qui est présidée par M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, sera financée par des associations, par une carte d'auditeur et par de petites annonces particulières. La nouvelle station, qui, selon l'ENCLAV, travaillera à partir d'un émetteur *« très puissant et non brouillable »*, est membre de la fédération des radios libres.

● *La Société des gens de lettres* a décerné, pour la première fois, le jeudi 29 mai, des prix à des auteurs ou des réalisateurs de radio et de télévision, cela grâce à la Fondation Magdeleine-Cluzel.

Ont été récompensés *« pour l'ensemble de leur œuvre »* le compositeur et historien de la musique Henry Barraud, pour la radio, et, pour la télévision, le scénariste et réalisateur José-Maria Berzosa, qui, d'origine espagnole, travaille à la télévision française depuis 1967.

Ont également reçu des prix, pour des émissions spéciales, *les réalisateurs* de radio Jean Montalbetti et Jacques Carteau (« Dostoïevski à Saint-Pétersbourg » dans la série de France-Culture « Un homme, une ville »), ainsi que Hubert Juin (« George Sand » dans une autre série de cette chaîne). Enfin, côté télévision, Geneviève Bastid a été récompensée pour son émission « Si près, si loin, Montbrison ou l'enfance retrouvée », produite par l'INA, et diffusée sur Antenne 2.

CARNET

Naissances

— Le docteur et Mme Jean-Marie DELABUE, nés Anne Denis, Maelle et Servanne, sont heureux de faire part de la naissance de
Nolwenn,
Sens-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Mlle Marie-José GARBAY,
fille du docteur Bernard Garbay et de Mme,
avec
M. Philippe Jean Marc MEYER,
fils du docteur Alain Jacques Meyer et de Mme.
Cannes.

Mariages

— **M. Pierre-Loïc CHANTEREAU, Mlle le docteur Isabelle GIRARD,** sont heureux de faire part de leur mariage, qui aura lieu le samedi 31 mai 1980, à la mairie de Cuisery (Saône-et-Loire).

— **Alice DUCROS, Michel CIARDI** ont la joie de faire part de leur mariage, qui s'est déroulé dans la plus stricte intimité, le 30 mai 1980.
117, rue de Picpus, 75012 Paris.

— **Jean BELLIVIER et Michèle PERRIER** sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 30 avril 1980.
Ambassade de France,
Doha (Etat de Qatar).
11, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.
81, boulevard Maréchal-Joffre,
92340 Bourg-la-Reine.

Décès

— Mme Edward Baumgarten,
M. et Mme Seifert-Dietmar et leurs enfants,
M. et Mme Charton et leurs enfants,
La direction et le personnel des Etablissements Charton,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Edward BAUMGARTEN,
administrateur de sociétés,
administrateur,
directeur général
des Etablissements G. Charton et Cie S.A.,
survenu brutalement le 29 mai 1980, dans sa cinquante-sixième année.
La levée du corps aura lieu lundi 2 juin 1980, à 13 h. 45, à l'amphithéâtre de l'hôpital Bichat, 24, avenue de la Porte-de-Saint-Ouen, Paris (18e).
La cérémonie religieuse et les condoléances seront reçues à l'entrée principale du cimetière de Pantin, à 14 h. 15.
11, rue Brémontier, 75017 Paris.
151, avenue Jean-Bart,
59190 Hazebrouck.

— M. et Mme Jacques Chaban-Delmas,
M. et Mme André Schmit,
Et leurs enfants,
font part, avec tristesse, du décès, dans sa quatre-vingt-treizième année, de
M. Pierre DELMAS,
survenu le 24 mai 1980.
Les obsèques ont eu lieu à l'église Saint-Louis des Invalides, le 28 mai 1980, dans l'intimité.

— Marseille, Tulle.

Mme Pierre Delpont,
M. et Mme Jean-Pierre Delpont et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre DELPONT,
conservateur des hypothèques honoraire,
survenu à Marseille, le 28 mai 1980, à l'âge de soixante-quinze ans.
Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Château Sec, le Soleil n° 5,
13009 Marseille.
Préfecture de la Corrèze,
19012 Tulle.

— Mme Léon Farnoux, née Milha,
M. et Mme Claude Farnoux et leur fils,
M. et Mme Régis Farnoux, leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Bernard Farnoux et leurs enfants,
M. et Mme Jorge Marco Farnoux et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Léon FARNOUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien consul de France,
survenu le 23 mai, à Beauchamps-sur-Huillard (Loiret).
La cérémonie religieuse et l'incinération ont eu lieu le vendredi 30 mai au cimetière du Père-Lachaise.
15, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

— M. et Mme Jean-Roger Zuber,
M. et Mme Georges Sauret,
M. et Mme Alain Brigodiot,
Jean-Louis, Patrick, Christian et Etienne Zuber,
Martine et Jean Mas,
Anne et Alain Brizard,
Bernard, Jacques et Isabelle Sauret,
Catherine, Marion et Thierry Brigodiot,
Ses parents et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Gabriel IGNAZI,
née Alice Lacourtablaise,
survenu le 29 mai 1980.
La cérémonie religieuse sera célébrée le 2 juin 1980, à 14 h. 15, à l'église réformée du Vésinet, 1, route du Grand-Pont.
« Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »
15, avenue des Courses,
78110 Le Vésinet.
1, place d'Apvril, 38000 Grenoble.
40, rue Camille-Pelletan,
92290 Châtenay-Malabry.

— *Oyonnax* (Ain).

Mme Jean Manducher, son épouse,
M. et Mme Ernest Manducher, ses parents,
Mme Rose Patural, sa belle-mère,
M. et Mme Jean-Paul Dabran et leurs enfants,
M. Jean-Marc Manducher,
M. et Mme Louis Guinard et leurs enfants,
M. et Mme Patrick Manducher et leur fille,
M. Jean-Michel Manducher, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Manducher et leurs enfants,
M. et Mme Georges Piavoux et leurs enfants,
M. et Mme Claude Thepault et leur fils,
Les familles Emin,
Ses parents et alliés,
font part du décès accidentel de
M. Jean MANDUCHER,
survenu le 29 mai 1980, dans sa cinquante-sixième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 3 juin 1980, à 14 h. 30, en l'église Saint-Léger d'Oyonnax (Ain).
Selon la volonté du disparu, ni fleurs ni couronnes, des dons pour la recherche médicale répondront à ses vœux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
13, rue Gabriel-Vicaire,
01100 Oyonnax.

— M. et Mme Alain Mounier,
Mme Thérèse Labbé-Mounier,
Docteur et Mme Dominique Mounier,
Mme Marie-Odile Mounier,
M. Henri Hebras,
ses enfants, ses petits-enfants,
M. et Mme Daniel Mounier, ses frère et belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Marcel MOUNIER,
professeur de lettres,
chevalier des Palmes académiques,
survenu le 21 mai 1980, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 24 mai, en l'église Notre-Dame-des-Grèves, à Saint-Malo, suivie de l'inhumation au cimetière de Rocabey.
Cet avis tient lieu de faire-part.
18, rue Hippolyte-de-la-Morvonnais,
35400 Saint-Malo.

— Aurec-sur-Loire, Saint-Etienne.
M. Charles Terrier, son mari, et leurs enfants,
Françoise, petite sœur de l'Assomption,
Marie-Claire et Joris Van Thoff et leurs enfants, Benoît, Guillaume, Anne,
Anne et Christian Cabrol,
Odile Bernard Janand et leurs enfants Patrick, Damien, Véronique,
Jean et Pascale Le Clercq et leurs enfants Agnès, Vincent, Mathieu et François,
Pascale et Bruno Janand et leurs enfants Emmanuel, Blandine et Frédérique,
Louis et Marie-France Gaudet et leurs enfants Thomas et Perrine,
Bernard et Martine Comte, ses frère et belle-sœur,
Mme Alexandre Mazodier,
Mme Josy Mazodier,
M. et Mme Jean Mazodier, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Mazodier, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Bernard Mazodier, ses enfants et sa petite-fille,
Les familles Mazodier, Rey-Herme, Saignol, Terrier, Defforey,
ont la très grande douleur de faire part du rappel à Dieu de
Mme Charles TERRIER,
née Marie Mazodier,
décédée le 30 mai 1980, à Saint-Martin-d'Hères, à l'âge de soixante-quatorze ans, munie des sacrements de l'Eglise.
Ils invitent à partager dans la prière leur espérance.
La messe de funérailles sera célébrée le lundi 2 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre d'Aurec (Haute-Loire).
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Anna Waddy,
M. et Mme Guy Decrosse et leur fille,
Le docteur et Mme Léon Joinville et leurs enfants,
Me Charles Waddy,
M. et Mme Michel Pernier,
M. et Mme Guy de Rudder,
M. et Mme André Collet,
et leurs enfants,
M. et Mme Roger Roy-Camille et leurs enfants,
Mlle Thérèse Margat,
ont la douleur de faire part de la mort de
Lucette WADDY,
pieusement décédée à Boulogne, le 30 mai 1980, dans sa quarante-neuvième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 2 juin, à 14 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception (63, rue du Dôme, 92100 Boulogne).
L'inhumation aura lieu à 14 h. 45, au cimetière de Boulogne-Billancourt (avenue Pierre-Grenier).
Cet avis tient lieu de faire-part.
70, rue du Point-du-Jour,
92100 Boulogne.
34, rue Archereau, 75019 Paris.

Remerciements

— Mme Jacques Biosse-Duplan, très émue de tant d'amitié et de prières, remercie de tout cœur ceux qui ont partagé sa peine lors du décès de
M. Jacques BIOSSE DUPLAN.

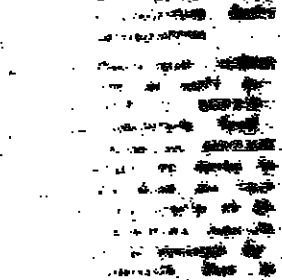
Anniversaires

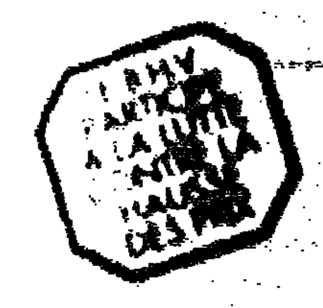
— Le 2 juin 1977, notre cher
Roger KUKAWKA
nous a quittés. Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messe

— La Société des explorateurs et voyageurs français prie d'assister à la messe qui sera célébrée mercredi 4 juin, à 18 heures, en l'église du couvent des Dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, à la mémoire de son président,
Bertrand FLORNOY,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
décédé le 25 avril.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.







Le Monde

équipement

TRANSPORTS

EN DÉPIT D'UN SENSIBLE « REDRESSEMENT » DE LA GESTION

Le déficit de la Compagnie générale maritime et financière a atteint 336 millions de F en 1979

Neuf mois après signé avec l'Etat, en août 1979, un contrat d'entreprise, valable pour deux ans (1979 et 1980), la *situation financière* de la Compagnie générale maritime (née de la fusion entre les anciennes Transat et Messageries maritimes) et de la Compagnie générale *maritime et financière (C.G.M.F.), qui est le* holding public coiffant la C.G.M., demeure très fragile. Les comptes qui seront présentés aux actionnaires, le 30 juin en assemblée générale, sont encore très fortement déficitaires.

Pour la C.G.M.F., qui est donc la société mère, dont le capital est détenu par l'Etat, l'année 1979 se solde par une perte nette de 336,1 *millions de francs*, après constitution d'une provision de 271,6 millions au titre de résultats de la C.G.M., sa filiale. Cette forte perte fait toutefois apparaître une légère « amélioration » puisque, en 1978, le déficit avait *atteint... 468,6 millions.*

On peut espérer que 1980 fera apparaître un nouveau — et *plus* durable — redressement des comptes, car le programme d'investissements engagé par la compagnie maritime nationale depuis 1974 sera quasiment achevé. Il ne reste plus à prendre livraison en 1980 que des navires *Fort-Fleur-d'Epée* et *Ronsard*. *L'ensemble du programme* d'investissements du groupe en matériel naval — non compris les conteneurs eux-mêmes et les paquebots des lignes de la Corse — aura représentée en cinq ans près de 3,3 milliards de francs. Ce dernier chiffre n'inclut pas les navires *Fort-Saint-Charles* et *Fort-Desaix*, qui seront pris par la Compagnie en location à long *terme fin 1980.*

Mais une analyse plus détaillée des comptes montre que la gestion de la compagnie présente encore bien des imperfections. Sans doute faut-il rappeler que les conditions économiques récentes n'ont pas été favorables aux armements (cours déprécié du dollar, forte hausse du prix des carburants). Mais le compte *d'exploitation générale* de la C.G.M.F. en 1979 *fait* apparaître un déficit *de* 188,7 *millions de* francs contre 116,6 fin 1978. Il a fallu aussi que la C.G.M.F. participe au sauvetage financier de la société française Gazocéan, en lui consentant des réductions de loyers pour deux navires, le *Monge* et le *Pascal*.

Autres raisons qui expliquent ces mauvais résultats :

● Le coût de la mise en place *du service de navires réfrigérés* sur la ligne des Antilles (15,6 millions). Le démarrage de ce nouveau service, qui représente un investissement très lourd et des engagements de location importants en navires et en conteneurs, s'est trouvé différé, notamment à cause du cyclone des Antilles et des retards dans les travaux portuaires, d'une part, et *dans la livraison des bateaux par* les chantiers, d'autre part.

● Le *coût de l'arrêt technique* des navires *Cavelier-de-la-Salle* et *Dumont-d'Urville* sur lesquels les dispositifs de sécurité ont été améliorés.

● L'accroissement (de 24,5 millions) des frais financiers, dû notamment aux deux emprunts de 500 millions de francs chacun, *contractés en juin et en décembre* 1979 auprès de la Caisse des dépôts.

● Autre point noir : l'endettement (à long et moyen terme) de la compagnie s'est alourdi puisqu'il passe de 3 milliards fin 1978 à 3,35 milliards fin 1979.

Sept navires vendus

Le rapport qui sera présenté dans un mois aux actionnaires précise que, en application du contrat d'entreprise signé avec l'Etat, la C.G.M. a perçu en 1979 des aides s'élevant à 70,2 millions de francs contre 39,8 en 1978. Cette subvention correspond uniquement au remboursement par l'Etat de charges sociales exceptionnelles (déficit des caisses de retraite du personnel sédentaire relevant des anciens statuts des compagnies aujourd'hui fusionnées, indemnités de licenciement et garanties de ressources du personnel mis en retraite anticipée). Quant au personnel, ce *ne sont ni les marins ni les* officiers qui obèrent les finances de l'entreprise, puisque les dépenses du personnel navigant n'ont augmenté que de 4,9 % (contre 12,7 % pour les agents sédentaires).

Sept navires anciens ont été vendus en 1979. La C.G.M. arme et exploite actuellement *cinquante-huit* navires, et les syndicats ont averti la direction que, si le niveau de la flotte devait être réduit, une grève de quarante-huit heures serait immédiatement déclenchée (on sait que la direction envisage de ramener le nombre des navires à cinquante et un fin 1980 et à quarante-cinq-quarante-sept fin 1981 pour alléger ses dépenses d'exploitation et honorer son contrat avec l'Etat).

Les lignes d'Amérique du Nord et d'Extrême-Orient ont enregistré une progression importante de leur chiffre d'affaires (+ 24,3 %) malheureusement compensée à hauteur de 6,8 % par l'augmentation de dépenses de combustibles, de telle sorte que la progression nette n'est que de 17,5 %.

La division Amérique latine-Caraïbes a vu son chiffre d'affaires baisser de 1,1 %. Le secteur le plus touché a été celui du Brésil - Rio-de-la-Plata, où la réduction du volume du trafic résultant *des difficultés économiques* des pays desservis s'est accompagnée d'une *concurrence* extrêmement vive entre les armateurs.

De son côté, la ligne des Antilles françaises a souffert des conséquences des cyclones dans les *plantations* bananières.

Dans la zone Pacifique - océan *Indien*, les recettes se sont accrues d'environ 20,5 %, notamment dans les secteurs Sud-Asie grâce à la mise en service de navires modernes, et dans le secteur Afrique du Sud du fait du développement du trafic et de l'introduction du premier navire « roulier » français, le second devant *être livré bientôt*. Sur le secteur du Pacifique, l'accroissement n'a été que de 5 % environ.

Enfin, le chiffre d'affaires de l'activité de cabotage a plus que triplé.

La direction générale de la marine marchande et les services de M. Joël Le Theule, ministre des transports, estiment ne pas *avoir encore en main suffisamment* d'éléments pour porter un jugement de valeur sur la façon dont la C.G.M. et son président M. Jacques Friedmann, honorent leur contrat avec l'Etat. L'administration attend notamment *qu'on lui fournisse une comptabilité analytique*, ligne maritime par ligne maritime et secteur géographique par secteur géographique. Ces renseignements ne seront pas disponibles avant septembre, c'est-à-dire au moment *où l'on connaîtra* les perspectives budgétaires de l'Etat pour 1981. Et personne n'ignore que, pour la C.G.M. comme pour les autres entreprises publiques, l'année 1981 sera plus que jamais placée sous le triple signe des économies, *de la compétitivité* et de la rigueur.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

URBANISME

M. D'ORNANO EN VISITE AUX ÉTATS-UNIS

Il faut que les H.L.M. acquièrent l'esprit commercial

New-York. — *Invité à un séminaire sur l'économie française organisé à Washington par l'American Enterprise Institute et le German Marshall Sund, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a séjourné aux Etats-Unis du 22 au 30 mai. Il a prononcé un discours sur la situation économique de la France au séminaire de Washington où M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur P.R. des Hauts-de-Seine, était également invité.*

De notre envoyée spéciale

Le ministre a rencontré à Washington son homologue américain M. Moon Landrieu, responsable du logement et de l'urbanisme, et le ministre a participé à une réunion de travail sur le financement du logement.

M. d'Ornano a été reçu également à Chicago et à Baltimore où il a visité les quartiers en cours de rénovation dans le centre de la ville. A Baltimore, les maisons abandonnées sont données par la ville pour 1 dollar à celui qui s'engage à les rénover et à les habiter pendant cinq ans au moins. « *Le système est l'inverse du système français*, nous a indiqué M. d'Ornano. *Les opérations d'urbanisme et de construction sont généralement privées, et l'Etat fédéral donne seulement un coup de pouce en intervenant au coup par coup. Il y a une forte pression parlementaire pour obtenir des programmes et des subventions. C'est possible ici parce qu'il y a une vraie décentralisation : les Etats et les villes sont immenses et ont tous des budgets importants.* »

« *Notre système est meilleur du point de vue de la justice*, estime M. d'Ornano. *L'intervention de l'Etat profite à tous, quelles que soient les pressions politiques. Mais notre système est monolithique et peu compétitif. Pensez par exemple au temps qu'il aura fallu pour que les H.L.M. prennent le tournant ; leurs responsables avaient l'habitude qu'on vienne les chercher pour construire ; il faudra maintenant qu'ils aillent vers le client, qu'ils apprennent à commercialiser leur production. Aux Etats-Unis, en revanche, les banques sont un facteur d'innovation et d'entreprise beaucoup plus que dans notre pays. En bref, il y a aux Etats-Unis beaucoup à prendre mais jamais à copier. La construction suit ici complètement les règles de l'économie générale. On va d'ailleurs construire seulement 1,2 million de logements cette année au lieu de 2 millions, car la forte hausse des taux d'intérêt bloque les achats et l'Etat n'a apparemment pas le souci d'intervenir outre mesure. On attend simplement que les taux baissent.* »

Le ministre de l'environnement a en outre rencontré « *à titre strictement personnel* » plusieurs personnalités politiques et les responsables des campagnes électorales de MM. Jimmy Carter et Ronald Reagan. Enfin, le ministre a accompagné Mme d'Ornano, maire de Deauville, à Philadelphie où doit être organisé un festival du film français.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

● *Love-Canal : la pollution était ancienne.* — La contamination chimique du *Love-Canal*, à Niagara-Falls, aurait déjà débuté pendant la seconde guerre mondiale, indique une enquête du Parlement d'Etat de New-York. Selon des documents découverts, des détachements militaires avaient déversé des produits hautement toxiques, sur les ordres du gouvernement fédéral, juste avant l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1941. — *(A.F.P.)*

Le Monde

économie

L'ACCORD DES « NEUF » A BRUXELLES

L'examen du compromis européen sur le budget communautaire

Londres devrait annoncer sa décision lundi

Mme Thatcher a convoqué pour lundi 2 juin un conseil des ministres extraordinaire qui sera consacré à l'examen du compromis budgétaire adopté par les ministres des affaires étrangères des Neuf, vendredi 30. La Grande-Bretagne pourrait annoncer alors si elle ratifie ou non cet accord ; mais il est possible que Mme Thatcher préfère attendre le prochain sommet de Venise, les 15 et 16 juin, pour se décider.

Les gouvernements belge et danois ont, pour leur part, approuvé dès vendredi le texte du compromis, le gouvernement français ayant annoncé de son côté qu'il était disposé à donner son accord si les propositions communautaires étaient intégralement acceptées par les partenaires de la C.E.E. L'Allemagne fédérale devrait annoncer sa décision mercredi. Le porte-parole adjoint du gouvernement fédéral a fait observer que l'imputation de charges nouvelles au budget ne serait pas chose aisée. D'autre part, M. Muldoon, le premier ministre néo-zélandais, s'entretient ce samedi avec Mme Thatcher des conséquences pour l'économie de son pays de l'accord sur le mouton.

En France, les réactions sont unanimes pour reconnaître que le court terme a été sauvegardé, mais que l'avenir de l'Europe n'est pas assuré. Après la réaction officielle du R.P.R., M. Debré a déclaré : *« L'avenir a été une nouvelle fois sacrifié au présent dans de déplorables conditions. Le succès obtenu par le gouvernement anglais et les concessions immenses consenties par notre gouvernement coûtent cher aux contribuables français, sans assurer, en aucune façon, l'avenir de l'Europe agricole, encore moins celui de l'Europe politique. »* M. Sarre, membre de l'Assemblée européenne et du comité directeur du P.S., estime que *« l'accord évite de justesse l'éclatement de l'Europe verte, mais qu'aucun des problèmes de fond n'a été résolu »*.

M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., a déclaré que *« les agriculteurs français étaient las de ces atermoiements »*. *« La crise actuelle,* a-t-il poursuivi, *a démontré la mauvaise foi de la Grande-Bretagne, et je suis convaincu que, dans l'avenir, il faudra trouver un régime particulier pour ce pays, non seulement pour le système monétaire européen mais aussi pou rla politique agricole commune »*. Le Centre des jeunes agriculteurs remarque de son côté que *« lobtention de cet accord à nepf pose néanmoins des problèmes à moyen terme (...), surtout si dans les années qui viennent une renégociation des principes communautaires devait intervenir, d'autant qu'il est spécifié que les ressources propres à la C.E.E. devront rester plafonnées dan sles limites actuelles »*.

La relance de la politique agricole française

Le compromis du 30 mai, s'il est ratifié par la Grande-Bretagne, devrait permettre à la politique agricole française de se redéployer. Il libère en effet M. Giscard d'Estaing, toujours très sensible à l'opinion paysanne, d'une crainte pour son avenir électoral. Avec l'adoption, définitive enfin, de la loi d'orientation agricole prévue pour le 5 juin, il pourra annoncer le même jour, lors de la Journée nationale des chambres d'agriculture, à laquelle il assistera, que son contrat a été rempli : l'essentiel de la politique agricole commune a été maintenu et la loi d'orientation promise en décembre 1977 sera adoptée.

Libéré de l'hypothèque européenne, M. Méhaignerie met les bouchées doubles pour boucler l'ensemble du dispositif agricole. D'ici deux à trois semaines, il promet d'étudier avec les professionnels les mesures rétroactives permettant de compenser le retard apporté à la fixation des prix. En septembre ou octobre, il sera procédé à un examen du revenu de l'année en cours pour, éventuellement, décider des mesures de soutien. Car, en dépit d'une hausse variable — de 9 à 11,5 % selon les produits — en France, le pouvoir d'achat des paysans risque de ne pas être maintenu en 1980.

Dans le courant de juin, M. Barre discutera avec les professionnels inquiets de l'avenir du Crédit agricole. Le gouvernement pourra, sur ce thème, satisfaire à bon compte, c'est-à-dire gratuitement, les syndicalistes de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. qui tiennent à ce que le caractère professionnel, voire corporatiste, de la « banque verte » soit réaffirmé.

Enfin vendredi 30 mai, M. Méhaignerie a présenté à la presse le plan pluri-annuel de l'élevage ainsi que la directive sur la formation, la recherche et le développement, plan et directive dont l'élaboration avait été convenue lors de la conférence annuelle tenue en novembre dernier.

La sortie du plan pluri-annuel de l'élevage était subordonnée au compromis européen, puisque plusieurs mesures importantes sont en fait du ressort communautaire. C'est le cas de la revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne (mesure déjà annoncée), de la prime aux troupeaux allaitant pour le développement de la production de viande bovine (230 F par tête jusqu'à quarante bovins, financée pour moitié par la France et pour moitié par la communauté) et de l'adéquation aux besoins des éleveurs du niveau des prix des céréales fourragères nécessaires à l'alimentation du bétail que M. Méhaignerie s'efforcera d'obtenir à Bruxelles.

Sur le plan national, les actions d'amélioration sanitaire, génétique et fourragère représenteront une dépense de 200 millions de francs ; le système de financement sera amélioré par, notamment, l'allongement de la durée des prêts. Enfin, des aides sont prévues en faveur de trois catégories d'agriculteurs en difficulté : les jeunes d'abord, qui bénéficieront d'une prise en charge d'une partie des intérêts des prêts d'installation ou de modernisation (plafonnée à 8 000 francs pour un coût global de 180 millions de francs) ; les producteurs de bovins et de fruits et légumes ensuite, à propos desquels les caisses régionales de Crédit agricole sont invitées « *à faire preuve de la plus large compréhension* », des dispositions particulières pouvant être prises pour deux mille cinq cents exploitants de chacune de ces deux catégories.

La directive sur la filière du progrès (recherche, formation, développement) prévoit outre la réforme du statut de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), dont l'examen se poursuit au Conseil d'Etat, la fusion entre le Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole et le Centre technique du génie rural des eaux et forêts, la transformation du système de formation actuelle en un système « *de véritable formation permanente* », la réforme du développement (vulgarisation) agricole. Pour faire bonne mesure, ajoutons que le comité d'études chargé de proposer une adaptation de la fiscalité directe à l'agriculture pour une meilleure transparence fiscale a été mis en place le 9 mai dernier.

Ainsi la Rue de Varenne tente-t-elle de faire front sur tous les terrains, du court terme (aide aux exploitants en difficulté) au long terme (réforme fiscale du développement). Mais la tentation est grande souvent de présenter des objectifs en guise de moyens, lesquels, il est vrai, ne dépendent pas du seul ministère de l'agriculture.

JACQUES GRALL.

Discrète satisfaction à Londres

Le gouvernement britannique acceptera à peu près certainement l'accord provisoire intervenu à Bruxelles. Après s'être entretenu longuement à sa résidence de Chequers avec lord Carrington et son adjoint, Sir Ian Gilmour, Mme Thatcher a décidé de tenir une réunion spéciale du cabinet lundi matin 2 juin, à l'issue de laquelle la décision sera officiellement annoncée. Dans l'après-midi le gouvernement fera une déclaration aux Communes, où l'opposition travailliste s'apprête à critiquer le premier ministre, lui reprochant notamment d'avoir fait une trop grande concession sur les prix agricoles, dont l'augmentation, selon M. Peter Shore, ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme, est « *énorme* » et ajoutera lourdement au fardeau financier de la Grande-Bretagne.

« *Il est clair,* a-t-il dit, *que nous n'obtenons pas la solution durable que Mme Thatcher avait promis.* » A cet égard, les milieux officiels soulignent que la nécessité d'un réexamen des structures du budget communautaire, accepté à Bruxelles, implique la reconnaissance du principe qu'aucune solution intérimaire ne sera suffisante pour régler les problème fondamentaux de la Communauté.

Compte tenu de ces réactions négatives, les dirigeants s'abstiennent de pavoiser et le Foreign Office s'est limité à dire que l'accord intervenu représentait « *un progrès substantiel* ». Néanmoins, derrière cette réserve de façade, les milieux officiels ne cachent pas leur satisfaction. Certes, le premier ministre n'a obtenu que « *les deux-tiers de la miche de pain* », selon sa propre expression. Mais on note que la réduction de la contribution britannique au budget communautaire dépassera d'environ 50 millions de livres celles que les partenaires européens de la Grande-Bretagne lui avait offert à Luxembourg pour cette année et pour 1981. Surtout on est très satisfait que Mme Thatcher ait obtenu gain de cause sur le point qui lui tenait le plus à cœur, à savoir la garantie d'un plafond à la contribution britannique pour 1982. Le sommet de Luxembourg avait échoué, rappelle-t-on, essentiellement sur ce problème de la durée. Enfin les officiels ne manquent pas de souligner que Mme Thatcher a résisté avec succès à l'insistance des Français qui voulaient obtenir l'engagement des Britanniques qu'ils n'opposeraient pas leur veto à une nouvelle augmentation des prix agricoles en 1981.

Au sujet du mouton, M. Walker, ministre de l'agriculture, a déclaré que la Grande-Bretagne avait remporté « *un succès important* » par un règlement favorable non seulement aux intérêts des producteurs et consommateurs britanniques, mais aussi néo-zélandais. Mme Thatcher devait s'entretenir dès samedi avec M. Robert Muldoon, le premier ministre néo-zélandais, des effets de l'accord sur les exportations de mouton. Enfin, au sujet des pêches, on note avec satisfaction que le gouvernement n'a pratiquement rien cédé sur les points de principe, concernant notamment la conservation et les préférences accordées aux pêcheurs britanniques.

Ainsi l'accord de Bruxelles, malgré certaines incertitudes, est dans l'ensemble considéré comme le meilleur que la Grande-Bretagne pouvait obtenir dans les circonstances. D'autre part, au-delà des intérêts britanniques immédiats, on estime que la formule est satisfaisante dans la mesure où elle doit mettre fin à ce que lord Carrington a appelé les « *querelles de famille* » en Europe. On pense que désormais les Européens pourront parler d'une voix plus forte et plus unanime sur la scène mondiale.

Plusieurs journaux se font l'écho de la satisfaction officielle, tout en exprimant certaines réserves. Ainsi, le *Times* n'hésite pas à qualifier l'accord de « *grand succès* » pour Mme Thatcher, mais il craint qu'on n'en tire la conclusion à Londres que la meilleure façon de traiter l'Europe est d'employer la méthode dure. A son avis, « *Mme Thatcher a pris un pari qu'elle a gagné, mais ce sont les continentaux qui méritent d'être félicités pour avoir placé leurs intérêts nationaux et electoraux derrière ceux de la Communauté. Ce sont eux qui ont protégé la cohésion de la Communauté et tiré Mme Thatcher d'une situation qui aurait pu être très difficile* ».

Le *Guardian* estime également que Mme Thatcher et lord Carrington peuvent être « *raisonnablement fiers de la solution intervenue* ». Mais, ajoute-t-il, « *le compromis de lord Carrington est un succès mais pas encore une solution : il ne s'attaque pas aux inégalités fondamentales de la structure communautaire, mais le gouvernement a gagné du temps pour continuer ses efforts pour réconcilier la Grande-Bretagne avec l'Europe, dont nous partageons les intérêts essentiels* ».

Le *Daily Telegraph* note avec satisfaction que « *la retraite des continentaux est allée plus loin que la nôtre* ». Sans doute, ajoute-t-il, « *c'est injuste que la Grande-Bretagne ait à payer plus que la France pour le privilège d'être membre de la Communauté, mais nous sommes entrés tard dans l'organisation et il faut en payer le prix* ». A son avis, « *le succès de Mme Thatcher souligne la puissance du veto sur les prix agricoles* ».

Quant au nationaliste *Daily Express*, il considère que la formule de Bruxelles est « *totalement inacceptable* », ajoutant : « *Mme Thatcher doit dire franchement à Venise que le problème de notre contribution doit être réglé sans marchandages sur d'autres problèmes. Le général de Gaulle a ainsi agi pour la France et a gagné. Mme Thatcher ne peut faire moins pour la Grande-Bretagne.* »

HENRI PIERRE.



(Dessin de KONK.)

EN 1979, LA C.E.E. A ABSORBÉ LES DEUX TIERS DES EXPORTATIONS AGRICOLES FRANÇAISES

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les statistiques sur les exportations agricoles de la France vers ses partenaires de la C.E.E. peuvent expliquer à elles seules l'esprit de conciliation dont a fait preuve la délégation française au cours de la réunion des Neuf du 29 mai à Bruxelles pour préserver l'Europe verte. Selon les chiffres établis par la Commission européenne, les ventes françaises aux autres Etats membres représentent les deux tiers des exportations agricoles. Elles ont atteint en 1979 42 milliards de francs, dont 80 % sont couverts par la politique agricole communautaire. C'est-à-dire que les négociants français ont bénéficié de prix plus élevés d'une façon générale que ceux pratiqués sur le marché mondial.

C'est ainsi que, l'année dernière, les exportateurs français ont vendu à des prix dépassant les cours mondiaux de 36 % pour le blé, de 37 % pour le sucre, de plus de 300 % pour le beurre et de 250 % pour la poudre de lait.

Bien évidemment, ces avantages qu'apporte aux agriculteurs français la politique agricole commune n'apparaissent pas dans la comptabilité économique. Seules les exportations vers les pays tiers bénéficient de restitutions de la part du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA). Ces subventions, qui couvrent la différence entre les cours mondiaux et les prix garantis par les Neuf sont inscrites, elles, dans le budget de la Communauté. En 1979, les exportateurs français ont vendu sur les marchés extérieurs pour 21 milliards de francs de produits agricoles, dont 80 % environ ont reçu les aides du FEOGA. — M. S.

CONJONCTURE

LES COMMERÇANTS PESSIMISTES POUR LES PROCHAINS MOIS

Les commerçants sont pessimistes sur l'évolution à court terme des affaires, indique l'INSEE dans son enquête de mai sur le commerce de détail. « *Les ventes du commerce spécialisé en biens de consommation non alimentaires, très soutenues de novembre à février, ont baissé en mars-avril, revenant à un niveau jugé par les commerçants inférieur à la moyenne de 1979.*

» *Le volume des livraisons reçues a également diminué, mais moins sensiblement que les ventes : les stocks sont redevenus lourds début mai. Aussi les situations de trésorerie se dégradent-elles, d'autant plus que les commerçants rencontrent d'importantes difficultés d'obtention de crédits bancaires.* »

L'INSEE note, en conséquence, que « *le climat s'est sensiblement dégradé dans la profession* » et que l'« *opinion formulée par les commerçants sur l'évolution probable des affaires est la plus pessimiste enregistrée depuis la création de l'enquête* ».

● *L'activité des travaux publics* est restée globalement stable au cours du premier trimestre 1980, mais le volume des commandes aurait tendance à baisser, estime la Fédération nationale des travaux publics dans son enquête trimestrielle de conjoncture. Les entrepreneurs prévoient un second trimestre au moins aussi stable que le premier. Au cours des trois premiers mois de 1980, l'activité, selon les professionnels, a augmenté de 2 % malgré un certain fléchissement des travaux destinés à l'Etat et aux collectivités locales (— 6 %).

« L'HUMANITÉ » : capitulation en rase campagne

Jacques Coubard écrit, dans *l'Humanité* du samedi 31 mai : « *M. Giscard d'Estaing vient de capituler, en rase campagne, devant les exigences de Mme Thatcher. Il avait fait proclamer, il y a un mois à Luxembourg, que les « limites de la » générosité » avaient été atteintes. Il faut croire qu'aux yeux de Giscard les mérites de l'intégration ne connaissent pas de bornes, puisqu'il s'est incliné.* »

● *M. André Lajoinie,* membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, vendredi 30 mai, que le P.C.F. « *exige du gouvernement qu'il prenne des mesure complémentaires immédiate, pour porter la majoration des prix agricoles en France à 13 %, accompagnées de dispositions en faveur des paysans les plus en difficulté, financées par une retenue sur la contribution française au Fonds européen* ».

● *L'Inde va livrer 500 000 tonnes de riz de qualité supérieure à l'U.R.S.S.* en échange de la fourniture de pétrole, indique le *Financial Times* du 30 mai. La signature de cet accord de troc n'a pas encore été annoncée. New-Delhi a pris récemment la décision d'exporter des quantités limitées de céréales de qualité supérieure, car les capacités de stockage de ses réserves se révèlent insuffisantes.

ÉTRANGER

SEPT ÉTATS DU GOLFE CHERCHENT À CONSTITUER UN MINI-MARCHÉ COMMUN

Les ministres de l'industrie de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahreïn, de Qatar, des Emirats arabes unis, d'Oman et du Yémen du Nord ont examiné il y a quelques jours, à Doha, un plan en cinq points devant servir de base à une *« intégration économique dans la région »*.

Pour le ministre bahreini de l'industrie et du développement, M. Youssef Al Chirawi, il s'agira dans l'immédiat, pour ces sept pays, de *« mettre en commun leurs capacités industrielles dans le domaine de la pétrochimie, de l'aluminium, de l'acier et du ciment, en partageant notamment leur technologie ainsi que leurs matières importées ou exportées »*.

Les « sept » envisagent également de monter une industrie alimentaire locale, afin de diminuer leur dépendance à l'égard des importations, *« en construisant notamment des silos, en créant des réserves de produits surgelés et surtout en développant l'agriculture et l'irrigation des terres fertilisables »*.

Afin de pallier le manque de main-d'œuvre et de personnel qualifié, le plan prévoit l'informatisation rapide des pays concernés, qui mettront en outre en commun leurs moyens de transport et de communication. *« D'ici cinq ans, un mini-Marché commun des Etats du Golfe pourra ainsi voir le jour dans le monde*, estime le ministre bahreini. *Les liens unissant les Etats de cette région et leurs besoins étant à même de mener à bien une telle entreprise. »* — *(A.F.P.)*

Aux États-Unis

L'indice de l'activité économique a baissé de 4,8 % en avril

Washington *(A.F.P.)*. — L'indice composite, qui est censé indiquer l'évolution prochaine de l'activité économique américaine, a enregistré une baisse de 4,8 % en avril, la plus importante depuis son établissement en 1948. Cette chute confirme, selon les experts, que les Etats-Unis sont entrés dans une récession plus marquée que prévue.

Le précédent record de baisse de cet indice, soit 3 %, avait été établi en septembre 1974, c'est-à-dire au début de la dernière récession américaine. L'indice composite avait déjà fléchi de 2,1 % en mars et de 0,4 % en février, après avoir été stable en janvier et décembre. Il s'est inscrit à 126,3 en avril (base 100 en 1967), soit 12 % de moins que son niveau record (143,6) atteint en octobre 1978.

Du coup, M. Carter s'est montré inquiet de la rapidité avec laquelle les Etats-Unis ont glissé dans la récession. Dans un communiqué publié le 30 mai, la Maison Blanche a déclaré que le déclin de l'économie avait été *« plus accentué que ce presque tout le monde imaginait »*. Cependant, a-t-elle ajouté, la baisse des taux d'intérêt à un rythme jamais vu aux Etats-Unis et le récent ralentissement de l'inflation pourront contribuer à modérer l'importance de la récession qui devrait être corrigée d'ici l'automne.

De son côté, M. Courtenay Slater, économiste en chef du département et du commerce, a déclaré que la baisse record de l'indice composite *« indiquait une diminution abrupte de la production industrielle et du produit national brut au cours du second trimestre »*. Toutefois il a ajouté qu'elle *« ne donnait guère d'indications en ce qui concerne l'avenir proche »*.

L'économie est, en tout cas, riche en surprises : les achats de biens d'équipement effectués par les mille plus importantes sociétés dans l'industrie de transformation ont progressé de 10,5 % en valeur au cours du premier trimestre 1980, indique une étude publiée le 30 mai par le Conference Board, organisme de recherche du monde des affaires. En outre, selon cette étude, les mille firmes ont, au cours de la même période, augmenté de 30 % par rapport au trimestre précédent le montant des fonds débloqués pour la réalisation de leurs programmes d'investissements.

Cependant, le déficit de la balance commerciale s'est à nouveau réduit très sensiblement en avril, en raison d'une baisse de plus de 1 milliard de dollars des achats pétroliers (6,15 milliards). Les importations CAF (1) se sont élevées à 20,33 milliards de dollars, soit 6,2 % de moins que le mois précédent. De leur côté, les exportations FOB (2) se sont élevées à 20,33 milliards de dollars, soit 6,2 % de moins se sont chiffrées à 18,46 milliards de dollars, soit 0,4 % de moins qu'en mars. Le déficit ressort ainsi à 1,87 milliard de dollars contre 3,15 milliards en mars.

Pour les quatre premiers mois de 1980, les importations (CAF) ont atteint 280,8 milliards de dollars (+ 19 % par rapport à la même période de 1979) et les exportations (FOB), 214,7 milliards (+ 18 %).

En réalité, le déficit commercial d'avril est moindre du fait du mode de comptabilisation des services des douanes qui comptent les exportations FOB et les importations CAF. Selon des estimations provisoires, les importations FOB auraient atteint 19,2 milliards de dollars, ce qui ferait ressortir un déficit « réel » de l'ordre de 0,8 milliard de dollars seulement contre 2,07 milliards réels en mars (chiffre officiel).

(1) C'est-à-dire tenant compte des coûts d'assurance et du frêt.

(2) C'est-à-dire sans tenir compte de la valeur des assurances et du frêt.

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN R.F.A. A ÉTÉ DE 0,5 % EN AVRIL ET DE 6,1 % EN UN AN

La hausse des prix a atteint 0,5 % en R.F.A. en mai par rapport à avril. En un an, la hausse des prix atteint 6,1 % (mai 1980 comparé à mai 1979). C'est la première fois depuis 1975 que la barre des 6 % est dépassée.

En avril, la hausse mensuelle avait été de 0, 6 % faisant apparaître une augmentation annuelle de 5,8 %.

L'inflation ouest-allemande *« a atteint un sommet et devrait se ralentir d'ici à la fin de l'année, pour représenter environ 5,5 % sur l'ensemble de l'année »*, a estimé le ministre fédéral des finances, M. Hans Matthoefer, à Berlin-Ouest, le 30 mai. Il a souligné que la hausse des prix était essentiellement imputable au coût du pétrole importé, qui semble devoir se stabiliser. L'inflation « interne » s'élève, selon lui, à seulement 2,5 %, alors que la nouvelle appréciation du mark par rapport au dollar devrait contribuer à freiner l'augmentation du coût de la vie. — *(A.F.P.)*

Selon Bonn

CINQ CENTS ESPIONS EST-ALLEMANDS TRAVAILLENT DANS LES ENTREPRISES DE LA R.F.A.

Bonn (R. F. A.). — Quatre cents à cinq cents espions au service de la R.D.A. sont employés dans des entreprises ouest-allemandes, révèle un rapport de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, publié, le 30 mai, dans la capitale fédérale. Selon cette étude, qui a été réalisée en collaboration avec l'ex-lieutenant des services secrets est-allemands Werner Stiller, passé en R.F.A. l'an dernier, la R.D.A., en dépensant annuellement 5 millions de marks pour la collecte d'informations industrielles, s'épargne des recherches qui lui auraient coûté 300 millions de marks.

Le rapport souligne que les espions s'intéressent essentiellement aux techniques énergétiques et particulièrement à celles concernant le nucléaire et les énergies alternatives. L'industrie chimique, la microélectronique, l'informatique, sont également des secteurs de choix des espions.

SOCIAL

LES CHEMINOTS ET LES ÉLECTRICIENS C.G.T. ET C.F.D.T. FERONT GRÈVE LE 5 JUIN

Les cheminots et les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé, à leur tour, de faire grève le 5 juin, journée de protestation contre la nouvelle convention médicale. A la S.N.C.F., le préavis va du mercredi 4 juin, 20 heures, au vendredi 6 juin, 7 heures. Un certain nombre de trains rouleront cependant, estime-t-on à la direction des chemins de fer. A l'E.D.F., des coupures de courant sont à prévoir, le jeudi 5, entre 9 h. 30 et 11 h. 30.

La plupart des journaux, on le sait, ne paraîtront pas en raison de la grève des ouvriers du Livre C. G. T.

Des appels à vingt-quatre heures de grève sont enregistrés dans soixante départements par la C.G.T., dont sept en commun avec la C. F. D. T. De nombreuses organisations cégétistes, dont l'U. G. I. C. T. (cadres et techniciens) lancent des consignes identiques.

En revanche, la Chambre syndicale des médecins de Paris « tient à rappeler le soutien total qu'elle apporte à la Fédération des médecins de France », signataire de la nouvelle convention. Elle demande aux praticiens parisiens de ne pas participer à la grève du 5 juin.

M. ANDRÉ BERGERON ESTIME QUE LE PROJET DE CONVENTION MÉDICALE ÉVITE LE PIRE

« Un rassemblement hétéroclite s'évertue depuis des semaines à dénaturer le sens du projet de convention médicale, a déclaré M. André Bergeron (F.O.) à Bombannes (Gironde), le vendredi 30 mai. *Le danger est de voir imposer un régime minima qui ferait qu'on ne garantirait plus les assurés qu'à un niveau très bas. Pour le surplus, on les inviterait à souscrire des assurances personnelles. Il s'agirait alors vraiment d'une médecine de riches et d'une médecine de pauvres. Ce serait le démantèlement de la Sécurité sociale. »*

● *Le trafic ferroviaire devait redevenir normal sur les lignes de banlieue parisiennes*, samedi 31 mai, en début d'après-midi. La grève des cheminots C.G.T. durant la matinée était encore sensible aux gares de Lyon (trois trains sur quatre) et du Nord).

Le service entre Paris et Saint-Denis et Le Bourget est normalement assuré, dit-on à la S.N.C.F.

AFFAIRES

Les promoteurs-constructeurs demandent un désencadrement partiel des prêts au logement

De notre correspondant

Strasbourg. — La morosité qui règne dans les milieux de la promotion immobilière n'est pas passagère. Bien au contraire, elle risque de durer, de s'étendre. Elle n'est pas seulement française, mais européenne, puisque le nombre de logements construits dans la C.E.E. est tombé de 1,8 million en 1974 à 1,4 million en 1979 (— 22 %). Ce recul de la construction neuve est directement lié à la crise économique : *« Il a débuté avec elle, il se poursuit avec elle, il s'aggrave avec elle. »* Telle est l'une des principales conclusions du congrès de la Fédération nationale des promoteurs-constructeurs qui vient de se tenir à Strasbourg et qui avait pour thème : « La construction privée en Europe, face à la crise économique. »

A côté de ce déclin de la construction lié à la crise économique, les promoteurs - constructeurs constatent, à travers l'Europe, un désengagement des gouvernements. *« Le logement n'est plus la priorité des priorités. »* On comptait 800 000 logements aidés en 1974... et 600 000 seulement en 1979. Le développement des transactions sur l'habitat ancien, qui tend à se généraliser, ne compense pas, loin de là, les pertes d'activité sur le « neuf ». Les pays les plus touchés sont la Grande-Bretagne et la France.

Face à cette crise, les promoteurs recommandent la mise en place d'une stratégie à partir de trois grandes idées : faciliter la fluidité foncière ; accroître l'épargne financière ; aménager la fiscalité immobilière. Mais les solutions à mettre en œuvre dans ces trois domaines ne peuvent relever, pour le moment, que des cadres nationaux, les situations réglementaires restant par trop différentes selon les pays. On a cependant proposé au congrès de Strasbourg l'élaboration d'un statut européen du constructeur et la création d'une banque européenne de la construction, qui permettraient de rassembler en permanence les moyens financiers nécessaires à la demande. On a cité à ce propos l'exemple des « caisses d'épargne-construction » *(Bausparkassen)* allemandes. Finançant 60 % des logements et drainant 40 % de l'épargne, elles constituent un élément dynamique d'incitation à l'investissement pour le logement.

Avec la venue, vendredi 30 mai, du secrétaire d'Etat au logement, M. Marcel Cavaillé, pour la clôture des travaux, les préoccupations nationales de la profession ont, lors de la dernière journée, largement pris le pas sur l'objectif européen. Le président de la Fédération, M. Bernard Duban, a évoqué avec pessimisme les perspectives qui s'offrent à la construction, accusant principalement le système d'encadrement de crédit mis en place au début de l'année. Il a demandé avec force une modification du système en vigueur, en particulier le désencadrement total de tous les prêts relevant de l'aide personnalisée au logement, l'allégement de l'encadrement à 50 % des prêts conventionnés. Si tel n'est pas le cas, a souligné M. Duban, l'objectif gouvernemental — 400 000 logements à construire en 1980 — ne pourra pas être atteint.

Pour M. Cavaillé, le *« défaitisme »* n'est pas de mise. L'année 1979 a constitué un tournant. Dans un sens favorable ! *« Les 429 000 logements mis en chantier en 1979 marquent l'arrêt de la décroissance continue observée depuis 1974. »* Le début de l'année a vu une nette reprise des ventes, accompagnée d'une demande accrue des crédits (+ 17 %), qui a rendu nécessaire leur encadrement. Enfin, M. Cavaillé a précisé que les mesures foncières visant à dégeler l'offre de terrains à bâtir et à créer de nouvelles surfaces constructibles réclamées par la profession allaient être mises en place.

JEAN-CLAUDE HAHN.


La joie du sport,
beaucoup de Franç
l'ont éprouvée pour
la première fois au Cl

LA REVUE DES VALEURS

LE MARCHÉ DES CHANGES

Repli du dollar – Fermeté du franc

Le DOLLAR a été victime d'un léger accès de faiblesse cette semaine, avec toutefois un certain raffermissement à la veille du week-end, tandis que le FRANC FRANÇAIS se distinguait par sa fermeté au sein du système monétaire européen et que la LIRE italienne continuait à glisser lentement. Quant à l'OR, son prix a manifesté quelques velléités de hausse au-dessus des 500 dollars, considérés depuis quelque temps comme son cours-plancher.

Dès le début de la semaine, le DOLLAR, très vivement éprouvé précédemment, s'orientait à nouveau à la baisse, en liaison avec le fléchissement continu du taux d'intérêt américain. Il tombait à 1,77 deutschemark à Francfort, à 4,11 francs à Paris et à moins de 223 yens à Tokyo, sans que les banques centrales interviennent vraiment, sauf au Japon.

Puis, l'annonce d'une très vive contraction du déficit du commerce extérieur des Etats-Unis en avril et, ensuite, un léger relèvement (1/2 point) du taux d'intérêt sur le marché de l'EURODOLLAR, contribuaient au raffermissement de la monnaie américaine, qui, en fin de semaine, s'inscrivait un peu au-dessous de ses niveaux précédents. Apparemment, cet accès de faiblesse n'a guère préoccupé les autorités américaines, qui, pour soutenir leur monnaie, comptent davantage sur la diminution de l'inflation aux Etats-Unis. Peut-être n'ont-elles pas tort, surtout si les taux d'intérêt se stabilisent outre-Atlantique ou, tout au moins, sur l'eurodollar.

Ailleurs, le FRANC FRANÇAIS s'est montré très ferme en dépit du mauvais indice du prix d'avril, demeurant derechef en tête du S.M.E., à la grande satisfaction des pouvoirs publics, pour qui la défense du franc reste prioritaire. Des entrées de capitaux étrangers ont été relevées, contribuant à améliorer notre balance des paiements.

La LIRE italienne en revanche a continué de glisser par rapport aux monnaies du S.M.E. tandis qu'elle se maintenait par rapport au dollar. Le maintien, on le sait, est une politique traditionnelle de la Banque d'Italie, mais la lente érosion des positions de la lire au sein du S.M.E. risque de poser des problèmes à moyenne échéance.

Dans la péninsule, on a été très frappé de voir le franc passer, pour la première fois ces dernières semaines, à plus de 200 lires. Les industriels italiens, dont les coûts de production sont continuellement augmentés par une inflation galopante, réclament de plus en plus une dévaluation afin de rétablir une compétitivité fortement entamée. La balance commerciale se dégrade et l'excédent de la balance des paiements constitué pour une bonne part par l'endettement en devises des banques italiennes, diminue. Certes, assure-t-on, les petites et moyennes entreprises de l' « economia sommersa » (l'économie souterraine ou immergée, au choix), dont les structures et les méthodes sont plus souples et plus rentables, seraient moins encline à réclamer une dévaluation susceptible de relancer l'inflaton et de majorer le coût des matières premières importées.

Mais la pression des grandes industries va être de plus en plus forte. Sans doute, aucune véritable tension n'est enregistrée sur le marché des changes, d'autant que la saison touristique s'avère très prospère en Italie et que les devises commencent à affluer de ce fait. Mais le problème des parités de la lire se posera dès le début de l'hiver prochain, à moin que, d'ici là, le gouvernement ne puisse obtenir un sursaut national et des moyens efficaces de lutte contre l'inflation. Ce qui semble bien douteux

Sur le marché de l'OR, à signaler des velléités de reprise aux alentours de 520/535 dollars l'once. A New-York, où les positions spéculatives ont été passablement assainies, on commence à reprendre des engagements sur le métal, d'autant que les troubles sociaux en Afrique du Sud sont considérés comme peu rassurants.

F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	2,3335	9,6607	3,8666	4,1548	66,5514	4,5727	1956,64
	—	2,3390	9,7162	3,8768	4,1692	66,7784	4,5844	1958,91
New-York.	2,3335	—	24,1546	60,3500	56,1640	3,5063	51,1245	0,1193
	2,3390	—	24,0731	60,3318	56,1009	3,5026	51,0204	0,1194
Paris.....	9,6607	4,1400	—	249,85	232,52	14,5161	211,65	4,9373
	9,7162	4,1540	—	250,61	233,04	14,5499	211,93	4,9690
Zurich....	3,8666	165,70	40,0242	—	93,0637	5,8100	84,7137	1,9761
	3,8768	165,25	39,9012	—	92,9873	5,8056	84,5663	1,9791
Francfort.	4,1548	178,05	43,0072	107,4532	—	6,2430	91,0275	2,1234
	4,1692	178,25	42,9104	107,5414	—	6,2434	90,9438	2,1283
Bruxelles.	66,5514	28,52	6,8889	17,2118	16,0180	—	14,5808	3,4013
	66,7784	28,55	6,8728	17,2247	16,0168	—	14,5663	3,4089
Amsterdam	4,5727	195,60	47,2464	118,0447	109,8568	6,8583	—	2,3327
	4,5844	196,00	47,1834	118,2598	109,9579	6,8651	—	2,3402
Milan.....	1956,64	838,50	202,5362	506,0350	470,9351	29,4004	428,68	—
	1958,91	837,50	201,6129	505,2790	469,8457	29,3345	427,29	—

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 27 MAI AU 30 MAI

Accès de morosité

POUR la première fois depuis la mi-avril, la Bourse de Paris a fléchi cette semaine. Oh, pas de façon excessive. Les cours se sont en moyenne repliés de 1 %, et la plus forte baisse, enregistrée durant la séance de mercredi, n'a pas excédé 0,5 %. Mais le fait mérite néanmoins d'être noté, dans la mesure où l'on commençait à se demander combien de temps le marché serait encore capable de *faire front dans un environnement aussi menaçant.*

Le mouvement ne s'est pas amorcé immédiatement. Mardi, première journée de cette courte semaine après le chômage traditionnel du lundi de Pentecôte, le marché, *malgré la maigreur des échanges*, avait encore *manifesté* d'assez bonnes dispositions, et les cours avaient progressé de 0,3 %. Pourtant, dès mercredi, les choses commencèrent à se gâter et, malgré une assez forte résistance, la glissade des cours se poursuivit le lendemain et encore un peu à la veille du week-end.

Les opérateurs ont-ils craint que leur audace ne les mène un peu trop loin ? Après cinq semaines de hausse, qui, sans raison particulière, avaient conduit la Bourse à 6 % au-dessus de ses niveaux du début avril, il n'est pas impossible que beaucoup se soient posé la question. Ce d'autant, que les dernières *informations* économiques n'étaient pas particulièrement de nature à susciter l'optimisme *dans leur rang.*

A l'évidence, et bien qu'anticipée, la nouvelle et forte hausse des prix en avril (+ 1,2 %) a surpris. *C'est* le moins que l'on puisse dire et, de l'avis général, la Bourse l'a *mal digérée. A peine remise,* elle a *eu connaissance* du « désagréable » diagnostic économique établi par l'INSEE à la lumière des enquêtes réalisées par ses experts, tant auprès des chefs d'entreprise, que dans le commerce de détail.

Et pour couronner le tout, Wall Street, dont la surprenante vigueur depuis un mois fortifiait les esprits, rechutait brutalement sur la rumeur confirmée quelques heures plus tard, d'une très sensible baisse du principal indicateur économique en avril, la plus forte enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'on ne saurait dans ces conditions s'étonner vraiment du climat de morosité, qui a régné cette semaine autour de la corbeille. Cependant, le plus surprenant sans doute est la relative sérénité avec laquelle ces nouvelles ont été accueillies. Certes, elles ont fait mauvaise impression. Mais à aucun moment la Bourse n'a perdu son sang-froid.

En d'autres temps, la volte-face de Wall Street, devant la montée du péril récessionniste, aurait été durement ressentie. Beaucoup du reste s'attendaient à voir le marché frémir. Le plongeon de New-York ne lui a pas même donné de frissons. Un friselis tout au plus a parcouru les travées.

Les prévisions du Cheikh Yamani, ministre saoudien de l'énergie, sur un possible effondrement des cours du pétrole l'an prochain, auraient-elles rassuré les opérateurs ? Possible, mais nullement certain. Force est de constater une fois de plus un phénomène que nul ne parvient véritablement à s'expliquer. La Bourse a parfois ses raisons que la raison ignore.

ANDRÉ DESSOT.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	26 mai	27 mai	28 mai	29 mai	30 mai
Terme ...	—	131 614 270	155 120 950	137 832 261	137 461 873
Compt. ...					
R. et obl.	—	203 866 250	212 189 710	318 571 201	311 826 687
Actions.	—	77 655 725	78 707 434	70 911 738	66 170 738
Total	—	413 136 245	446 018 094	527 315 200	515 469 298
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1979)					
Franç. ...	—	108,1	107,6	107,3	106,6
Etrang. ..	—	105,2	105,9	106,4	105,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)					
Tendance.	—	107,1	106,3	106	105,9
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén...	—	110,2	109,9	109,8	109

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Une baisse plus lente

La baisse des taux a continué cette *semaine aux Etats-Unis sur* le taux de base des banques, bien sûr, mais aussi — mesure très attendue — sur le taux d'escompte officiel. En Europe, la Grande-Bretagne maintient certes ses taux élevés, tandis que l'Allemagne fédérale fait de même, à un niveau inférieur de moitié, mais, en France, une détente prudente a pu être observée cette semaine, à long terme comme à court terme.

Le taux de base (prime rate) des banques américaines a donc continué à décroître, passant de 15 % à 14 %, un établissement moyen allant même jusqu'à 13 %. Il est vrai que le coût des ressources des banques est tombé très rapidement : les certificats de dépôts (100 000 dollars au moins) sont rémunérés maintenant à 8 %, contre 16 % à 18 % il y a deux mois. Les mauvaises langues prétendent que, dans ces conditions, ledit taux de base ne devrait pas être supérieur à 11 %...

Conséquence logique de la désescalade actuelle, le conseil d'administration de la Réserve fédérale des Etats-Unis a ramené mercredi 28 mai son taux d'escompte de 13 % à 12 %. Ce dernier avait été porté de 11 % à 12 % le 6 octobre 1979 et de 12 % à 13 % le 15 février, une « surtaxe » exceptionnelle ayant même été appliquée le 14 mars. La mesure qui vient d'être prise par le FED ne revêt guère qu'une signification formelle : les banques, depuis six semaines, n'ont plus besoin d'aller frapper au guichet de l'escompte fédérale, le coût de leurs ressources normales étant revenu au-dessous dudit taux d'escompte. A cette occasion, de bons esprits continuent à s'interroger sur la tactique suivie par les autorités monétaires depuis le début de l'année : durcissement extrêmement brutal suivi d'un démantèlement accéléré qui ressemble presque à de la panique devant la récession la plus forte peut-être depuis la guerre. Y a-t-il eu erreur d'appréciation ? En tout cas, la masse monétaire continue à décroître sensiblement, de même que la demande de crédit.

En France, une détente assez nette a pu être observée sur le front des taux. Le court terme, en repli de 1/4 %, a touché toutes les échéances : 12 1/4 % à 12 3/8 % à un mois, 12 3/8 % à 12 1/2 % à trois mois et six mois, tandis qu'au jour le jour, on est revenu à 12 1/4 %. Dans un marché *calme et assez abondamment* pourvu, des apports de capitaux étrangers ont eu lieu. Les autorités monétaires ne sont pas *opposées* au *mouvement* de baisse, qu'elles se contentent de contrôler et de limiter. Il est vrai que la tenue du franc, toujours excellente, ne leur cause guère d'inquiétude.

Sur le marché à long terme, qui, cette semaine, est resté dominé par le lancement de l'emprunt d'Etat, une baisse assez sensible a été relevée dans le secteur des obligations du secteur public, dont le rendement actuariel brut est revenu de 13,66 % à 13,48 % (indices Paribas), ce qui correspondrait, à l'émission, à 14,20 % environ contre les 14,40 % du dernier emprunt (Francetel).

Certes, de plus faibles variations ont été enregistrées sur les *emprunts d'Etat (12,91 % contre* 12,93 %) et ceux du secteur privé (14,40 % contre 14,49 %), mais on a cru déceler dans l'ensemble de ces mouvements une tendance du Trésor à « distiller » la baisse, sans précipitation, en tenant compte de l'environnement international. Le contexte national, il est vrai, avec les taux d'inflation annoncés, ne pousse guère à la détente. Rue de Rivoli, en outre, on n'est pas prêt de rééditer l'erreur de *1978*, qui consista à ramener les taux à 10 % et au-dessous pour les faire remonter très brutalement par la suite...

Des esprits perfides — il y en a — ont cru voir dans cette baisse une manœuvre pour rendre plus attrayant le deuxième *emprunt* d'Etat de l'année.

C'est prêter un peu trop de *machiavélisme* aux tuteurs du marché, le taux « historique » dudit emprunt (13,5 %) apparaissant suffisant pour séduire les prêteurs. Parmi ceux-ci, les caisses de retraite, puis les compagnies d'assurances ont manifesté un intérêt certain. Quant au public, il ne s'est pas rué, comme au début de l'année : aucune publicité extraordinaire n'a été donnée à l'émission, et peut-être conserve-t-il un *souvenir mitigé* du 12 % de janvier, tombé rapidement au-dessous du pair. Ajoutons que l'épargne du particulier a été très fortement sollicitée depuis le début de l'année, avec 55 milliards de francs d'émissions en six mois contre 30 milliards de francs pour la même période de 1979. Il n'en reste pas moins que, *après un démarrage* assez lent, le placement de l'emprunt s'est accéléré nettement. Dans ce secteur comme dans d'autres, des apports de capitaux étrangers sont notés, *sur* le marché primaire comme sur le marché secondaire : à l'extérieur de nos frontières, on achète du franc.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DU SUCRE ET DE L'ARGENT

METAUX. — Reprise des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Plusieurs facteurs ont stimulé le marché : majoration de 4 cents par livre du prix du métal raffiné aux Etats-Unis porté par les principaux producteurs américains à 96 cents, diminution des stocks en Grande-Bretagne revenus à 115.850 tonnes (— 2.450 tonnes) et à 406.800 tonnes dans les autres pays à fin mars, exception faite des Etats-Unis, enfin craintes relatives à une grève aux Etats-Unis lors du renouvellement des contrats de travail à la fin du mois de juin.

Avance sensible des cours de l'argent à Londres dans l'espoir d'un règlement de l'affaire des frères Hunt.

Repli des cours du zinc à Londres. Les stocks atteignent en Grande-Bretagne leur niveau le plus élevé depuis juillet dernier. A fin mars, ils s'étaient encore gonflés chez les producteurs atteignant 381.000 tonnes en augmentation de 14.000 tonnes en l'espace d'un an.

Légère baisse des cours du plomb à Londres malgré les prévisions pessimistes formulées sur l'évolution statistique de ce métal par un important producteur allemand.

A la fin du premier trimestre les stocks de métal raffiné chez les producteurs s'élevaient à 197.000 t. contre 153.000 tonnes. La production de métal du premier trimestre a dépassé 1 million de tonnes à 1.027.000 tonnes supérieure de 31.000 tonnes à celle du trimestre correspondant de 1979.

Hausse des cours de l'étain sur les places commerciales. La crainte d'une raréfaction des disponibilités a entraîné des achats de couverture de la part des utilisateurs. Pourtant, malgré les liquidations progressives attendues de métal excédentaire provenant des stocks stratégiques américains, certains spécialistes prévoient un excédent de l'offre de 4.000 tonnes pour l'année en cours.

Raffermissement des cours de l'aluminium à Londres, en corrélation avec l'échec des négociations salariales chez Alcoa principal producteur. La position statistique de ce métal est encore tendue avec des stocks peu élevés dans la plupart des pays producteurs. Toutefois, les perspectives s'annoncent moins favorables pour les prochains mois notamment aux Etats-Unis où l'on s'attend à un fléchissement de la demande.

DENREES. — Après avoir atteint leur niveau le plus élevé depuis cinq ans et demi, les cours du sucre ont ensuite fléchi sur les différents marchés. Le Brésil se disposerait, pour profiter des prix actuels rémunérateurs, à mettre sur le marché mondial une partie de ses stocks. Une firme privée britannique évalue la production mondiale 1979-1980 à 84,6 millions de tonnes seulement, inférieure de près de 8 millions de tonnes à la consommation. L'Afrique du Sud pourrait importer 200.000 tonnes de sucre et de mauvaises conditions climatiques forceront l'U.R.S.S. à intervenir plus activement comme acheteur sur le marché mondial.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en capit. (F)
4 1/2 % 1973..	21 800	43 760 900
ELF-Aquitaine	22 100	30 906 800
C.F.P.	87 075	21 938 658
C.N.E. 3 % ..	4 805	20 439 535 (1)
Carrefour	9 070	16 727 320 (1)
Matra	1 270	11 893 000 (1)
C.M.-Industr..	23 675	11 373 275
East Rand....	90 100	11 224 590
Norsk Hydro..	18 775	9 990 050 (1)

(1) Trois séances seulement.

Les avatars de l'emprunt Young

On sait (« le Monde » du 20 mai 1980) que la République d'Allemagne fédérale vient de gagner la très longue « bataille de l'emprunt Young ». En vertu du plan qui porte ce nom, et qui devait assurer le règlement des dettes de guerre du grand vaincu du conflit de 1914-1918, un emprunt international avait été émis en 1930 par la République allemande, avec des clauses spéciales assurant un meilleur remboursement (clause-or, et garantie de change en cas de dévaluation). L'accord de Londres de 1953 avait accordé à la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.), l'abandon de la clause-or, ce qui réduisait notablement sa dette, mais avait maintenu la garantie de change.

Après suspension du service de l'emprunt par les nazis, la R.F.A. le reprit en 1952 avec les atténuations que l'on sait. Mais, par la suite, les gouvernements américain, belge, français, britannique et suisse avaient demandé qu'il en soit tenu compte, au titre de la réévaluation du deutschemark, ce qu'avait refusé la R.F.A. Cette dernière estimait que la garantie devait préserver les prêteurs contre la dévaluation et non contre les réévaluations du deutschemark. Le litige avait été porté en 1971 devant un tribunal arbitral, qui a donné raison à la R.F.A. le 16 mai dernier, la voix du président finlandais l'emportant dans un scrutin serré (3 voix ouest-allemandes pour, 3 voix alliées contre).

Mais la Banque des Règlements internationaux (B.R.I.) en sa qualité de « Trustee » (conservateur responsable) des obligations de conversion et de consolidation de l'emprunt Young, a estimé, dans un communiqué, que la sentence arbitrale en faveur de la R.F.A. ne concernait que les réévaluations officielles du deutschemark de 1961 et de 1969.

La B.R.I. souligne, par ailleurs, dans ce texte, que le tribunal n'a pas été saisi de la question concernant l'interprétation de la garantie de change résultant du flottement des monnaies (le taux du deutschemark a commencé à flotter en mai 1971).

La Bundesschuldenverwaltung (administration fédérale allemande de la dette publique) a fait application de la garantie de change à partir du 1er juin 1978, à la suite de l'abolition des parités officielles, précise la B.R.I. Mais, ajoute la banque, aucun ajustement n'a été effectué de 1971 à 1978, période où les taux de change flottaient « de facto ». « Dans ces circonstances », indique le communiqué, le « trustee » a fait savoir à l'administration allemande que, jusqu'à règlement des problèmes en suspens, les réserves qu'il avait formulées précédemment quant aux droits éventuels des porteurs à des paiements complémentaires, demeureraient valables, indépendamment de la présentation éventuelle au paiement lors de l'échéance finale du 1er juin 1980 ou, postérieurement, des obligations et de leur dernier coupon. »

Bourses étrangères

NEW-YORK

Très irrégulier

Quatre séances seulement cette semaine à Wall Street, fermée lundi 26 mai pour la commémoration du « Memorial Day ». Mais quatre séances très contrastées dont on a pu craindre un instant qu'elles ne tournent à la déroute. De fait, après avoir maintenu tant bien que mal le flot montant des ventes bénéficiaires deux jours durant, le marché avait brutalement plongé jeudi, enregistrant son plus vif repli (— 14,07 points) depuis deux mois. Les opérateurs avaient, en effet, appris par des indiscrétions, confirmées quelques heures plus tard, que le principal indicateur économique avait baissé de 4,8 % en avril, ce qui ne s'était jamais produit depuis la fin de la seconde guerre mondiale et augurait une très sévère récession. Les nerfs de Wall Street allaient-ils craquer ? Singulièrement, alors que le sentiment était franchement mauvais, une reprise s'amorça à la veille du week-end sur d'assez gros achats d'investisseurs institutionnels, désireux, disait-on, de réaliser de bonnes affaires en prévision d'un refroidissement économique dont beaucoup prétendent qu'il sera brutal mais de courte durée.

Quelles que soient les motivations qui aient pu les pousser à agir ainsi, leur intervention a été salutaire et d'un vendredi à l'autre, le « Dow » n'a finalement baissé que de 3,24 points à 850,85.

L'activité hebdomadaire a porté sur *150,21 millions* de titres *contre* 184,43 millions.

	Cours 23 mai	Cours 30 mai
Alcoa	60 3/4	50 5/8
A.T.T.	53 1/4	53 3/8
Boeing	34 1/4	34 3/8
Chase Man. Bank	42 5/8	42 1/2
Du P. de Nemours	41 1/8	39 3/8
Eastman Kodak..	54 1/8	53 1/8
Exxon	64 1/4	63 5/8
Ford	25 1/4	24 1/2
General Electric.	48 5/8	49 5/8
General Foods ..	29 3/8	28 1/4
General Motors ..	46 3/8	44 3/4
Goodyear	12 1/4	12 3/4
I.B.M.	54 3/4	55 3/8
I.T.T.	29	28
Kennecott	27 5/8	28 3/8
Mobil Oil	69	73
Pfizer	42	41 1/8
Schlumberger ...	110 7/8	110 1/4
Texaco	34 5/8	35 5/8
U.A.L. Inc.	17	17 1/8
Union Carbide ..	42 1/4	43
U.S. Steel........	19	18 5/8
Westinghouse	24	23 5/8
Xerox Corp.	56 3/4	57 1/2

LONDRES

Nouveau repli

Déprimé par les prévisions conjoncturelles assez pessimistes, le marché a poursuivi son repli pour tomber à son niveau le plus bas depuis la mi-janvier.

Les industrielles ont baissé par à-coups avant de se redresser légèrement, sans parvenir, il s'en est fallu de loin, à effacer toutes leurs pertes initiales.

Déjà anticipé, le relèvement des prix du pétrole de mer du Nord n'a eu aucun effet sur les valeurs intéressées dont les cours ont suivi la tendance générale.

Quant aux fonds d'Etat, après avoir accentué leur avance sur des achats étrangers, ils ont eux aussi fléchi dans le sillage de la livre, la rumeur d'une possible réduction du taux de l'escompte accentuant encore le phénomène de dépression.

Seules les mines d'or ont monté, stimulées en cela par la rapide remontée du métal jaune.

Indices « F.T. » du 30 mai : industrielles, 415,9 (contre 423,3) ; mines d'or, 332,8 (contre 310,1) ; fonds d'Etat, 67,70 (contre 68,09).

	Cours 23 mai	Cours 30 mai
Bowater	167	163
Brit. Petroleum ...	336	334
Charter	144	144
Courtaulds	69	72
De Beers*	9,03	0,28
Free States Geduld*	52 1/2	58
Gt Univ. Stores ...	394	386
Imp. Chemical	356	352
Shell	378	380
Vickers	111	106 1/2
War Loan	33	32 3/8

(*) En dollars.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23/5	Cours 30/5
Or fin (kilo en barre).	72800	73650 ..
— (kilo en lingot)	[illegible]	73700
Pièce française (20 fr.).	665 20	664 30
Pièce française (10 fr.).	389 80	387 ..
Pièce suisse (20 fr.)...	525 10	535 ..
Union latine (20 fr.)...	516 ..	510 10
• Pièce tunis. (20 fr.).	463 ..	455 ..
Souverain	641 50	630 .
• Souverain Elizabeth II	776 ..	775 20
• Demi-souverain	441	419 ..
Pièce de 20 dollars ...	2695 60	2700 ..
— 10 dollars ...	1280 ..	1336 40
— 5 dollars ...	780 ..	788 ..
— 50 pesos	2965 ..	2978 ..
• — 20 marks	605 ..	610 ..
— 10 florins	528 50	520 50
• — 5 roubles ..	362 ..	365 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE PAPE EN FRANCE

Jean-Paul II a eu un tête-à-tête avec le président de la République

La deuxième journée de Jean-Paul II, samedi 31 mai, a débuté à la nonciature par un petit déjeuner avec un groupe d'intellectuels : MM. Christian Chabanis, Pierre Chaunu, Jean Duchène, Jean Fourastier, André Frossard, Mme Geneviève de Gaulle Anthionaz, M. René Girard, Mme Agnès Kalinowska, filleule du pape, MM. Jérome Lejeune, Emmanuel Levinas, Jean-Luc Marion et Mme, M. Joseph Rigaud, Mme Germaine Tillon.

La composition de ce groupe a pu surprendre. La plupart des invités appartiennent à une tendance conservatrice. Si la revue *Communio* était largement représentée, *Concilium* ne semblait dience internationale, pas plus que le Centre catholique des intellectuels français.

D'autre part, cette réunion n'était pas portée au programme de la visite du pape, ce qui laisse supposer que l'épiscopat n'a pas eu à s'occuper de ce choix.

Ensuite, Jean-Paul II a rencontré des représentants des confessions chrétiennes non catholiques (luthériens, réformés, anglicans, orthodoxes, vieux-catholiques, *etc.*).

Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun, président de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens, a présenté au pape les participants. Mgr le métropolite Meletios, archevêque de l'Eglise orthodoxe grecque en France, a pris la parole ainsi que M. Max-Alain Chevallier, vice-président du Conseil national de l'Eglise réformée de France.

Ce dernier a notamment déclaré : « *Si modeste que soit cette rencontre, nous savons, nous et vous, qu'elle est à la fois une grâce et un péril.*

» *Elle est périlleuse parce qu'elle peut être mal comprise par ceux qui, catholiques ou protestants, craignent que la vérité doctrinale à laquelle ils sont attachés ne soit obscurcie sinon trahie dans de telles conversations. Elle l'est aussi parce qu'on peut y voir seulement l'aboutissement d'une évolution générale et superficielle des comportements dans le sens de la tolérance ; l'adjectif œcuménique est maintenant si galvaudé !*

» *Mais elle est aussi une grâce assez extraordinaire du Seigneur.* »

M. Chevallier aborde alors la question fondamentale du partage eucharistique : « *Est-il légitime de refuser l'accès à la table du Seigneur à ceux qui n'en partagent pas totalement les définitions doctrinales ? Il ne faut certes pas minimiser la doctrine, mais il convient de lui assigner sa juste place. La séparation des chrétiens, lorsqu'il s'agit de recevoir humblement le don du Christ, apparaît incompréhensible et insupportable à des fidèles toujours plus nombreux, en particulier aux jeunes générations. Comment pouvons-nous arrêter la générosité de Dieu aux limites de nos interprétations ? L'enjeu n'est pas seulement l'unité des croyants, il est aussi le témoignage que nous rendons au-dehors : est-ce la démarche rédemptrice du Seigneur qui fonde le salut des hommes ou bien l'intelligence que nous en avons ?* »

Enfin, ce sont les modalités du voyage papal qui sont examinées sans complaisance : « *Il ne faudrait pas que votre visite, avec les mouvements de foules et les manifestations publiques qui l'entourent, trompe une opinion française où quelques-uns rêvent encore de la puissance passée de l'Eglise et où d'autres, protestants compris, en gardent de mauvais souvenirs ; nous croyons que l'Evangile y perdrait, cet Evangile qui nous situe toujours en priorité du côté des sans-pouvoir, des opprimés, des pauvres C'est pourquoi nous espérons que votre intention pastorale sera pour tous plus évidente que les interprétations politiques.* »

Jean-Paul II a déclaré à l'intention des membres du protestantisme français :

« *Il faut purifier notre mémoire personnelle et communautaire de tous les heurts, les injustices, les haines du passé. Cette purification s'opère par le pardon réciproque du fond du cœur, condition de l'épanouissement d'une vraie charité fraternelle, d'une charité qui n'entretient pas de rancune et qui excuse tout.* »

Le pape s'est ensuite rendu au palais de l'Elysée.

Vers 10 heures, il s'est entretenu en tête à tête avec M. Valéry Giscard d'Estaing pendant plus de quarante-cinq minutes dans la salle des cartes du palais de l'Elysée. Le président de la République a ensuite présenté au pape sa famille. Puis le pape a pris contact, dans le salon où elles étaient regroupées, avec les très nombreuses personnalités politiques de premier plan de la majorité et de l'opposition présentes : MM. Georges Marchais, François Mitterrand Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Charles Hernu, Jacques Chirac, Jacques Blanc, Michel Debré, Edgar Faure, Jean Lecanuet, Maurice Couve de Murville...

Dans un autre salon, le pape a été présenté au corps diplomatique, après avoir salué les cardinaux. Dans la salle des fêtes s'entassaient la plupart des cinq mille invités, des critères d'invitation très divers avaient été retenus.

Les maires des villes à vocation religieuse (Marseille, Chartres, Lisieux, Lourdes, Issoudun, Ars, etc.). Etaient aussi représentées les organisations de groupements à vocation humanitaire, religieux ou non (Secours catholique, Tiers-monde, Un bateau pour le Vietnam, Ligue des droits de l'homme...). On notait la présence d'un certain nombre d'architectes d'églises, de musiciens religieux. Des communautés d'immigrés des pays chrétiens, la Pologne au premier chef, étaient aussi invitées aux côtés de représentants du monde rural et du travail, du bureau de la C.F.T.C...

La réception s'est déroulée dans une certaine confusion, le mauvais temps ayant contraint d'abandonner les jardins de l'Elysée. Chacun était frappé de l'infinie patience avec laquelle le pape s'est frayé un chemin au milieu de la foule compacte, attentif à s'entretenir quelques instants avec chacun. Auprès de M. Mauroy, il s'est enquis des conditions du séjour que fit jadis en France, comme mineur, M. Edouard Gierek. « *Je me présente à vous comme un homme de bonne volonté* », lui a simplement dit M. Maurice Genevois, lorsqu'il a été mis en présence du pape.

La présentation au gros de la foule aura finalement été collective. Le pape s'est excusé de ne pouvoir serrer toutes les mains, il a lancé un appel à la paix et à la bonne volonté qui « *nous donne la possibilité de la défendre* ». Le président de la République a lui-même invité les personnes présentes à former une sorte de haie d'honneur pour permettre au pape de s'en aller.

J.-M. C. et H. F.

L'ENTRETIEN

Selon le président de la République, son entretien avec le pape a porté notamment sur les problèmes du Proche-Orient du continent africain, sur les relations Est-Ouest et sur la question des inégalités.

Le pape, a affirmé le président de la République, a aussi manifesté de la compréhension à l'égard du voyage récent à Varsovie dont il a approuvé l'esprit. Jean-Paul II partagerait l'analyse du chef de l'Etat sur les tensions dans le monde et sur la nécessité de tout faire pour préserver la paix.

Au sujet de l'Afrique, le pape se serait montré frappé par l'importance de l'attitude de la France et de l'aide qu'elle apporte à ce continent.

Comme il l'avait fait en tête à tête avec M. Giscard d'Estaing, le pape a abordé ensuite avec Mme Monique Pelletier la question des inégalités. Mais ni dans un cas ni dans un autre, les problèmes relatifs à l'évolution des mœurs ne semblent avoir été examinés.

Le mauvais temps a tout bousculé

Le protocole en a pris un coup. Ainsi, les quatre mille invités de M. Giscard d'Estaing ont-ils dû faire le pied de grue depuis 10 heures du matin sous un sombre moutonnement de parapluies dans les jardins de l'Elysée, avant que ne s'ouvre la salle des fêtes où étaient déjà réunis les membres du corps diplomatique. Nous, bien au sec devant nos postes, on attendait l'arrivée du pape côté cour en regardant ces malheureux patauger côté parc. Arrivée de la voiture pontificale. Le président de la République va au-devant du Saint-Père. Pas de musique, mais le ron-ron du commentaire évoquant les propos et les déplacements de la veille, sans oublier l'historique obligé des rapports entre la France et la papauté.

Photo traditionnelle des deux chefs d'Etat sur un canapé bleu et or. Et puis plus rien. Ils se sont retirés pour converser en tête à tête. Il y en a pour plus de quarante-cinq minutes, occupées à l'écran par une rétrospective, en images cette fois, de la journée du vendredi. Avec, de temps en temps, le tableau tristounet du gros du troupeau trempé attendant toujours de pouvoir entrer. En revanche, les privilégiés se font déposer en voiture, à l'exemple du pape, dans la cour d'honneur.

Vue sur les salons ! M. et Mme Marchais et M. Mitterrand à la tête des délégations du P.C. et du P.S. se regardent en chiens de faïence. C'est une grande première : jamais au cours de la Ve République les représentants des partis de la majorité et de l'opposition n'avaient été ainsi réunis au « château ». Il est 10 h. 55, l'entretien traîne en longueur.

Commentaire toujours aussi saoulant : tout y passe. On en est réduit à nous montrer les fenêtres du bureau du secrétaire général adjoint de l'Elysée. 10 h. 58, le président présente sa famille dans un salon interdit aux médias. Pas de chance, c'est justement pour voir ça qu'on est resté planté là. Les caméras traînent leur ennui et le nôtre en se braquant tantôt sur la voiture du pape, tantôt sur les fenêtres du palais.

On y rentre enfin. M. Barre et Sa Sainteté parlent paraît-il du temps qu'il fait ; ce dernier s'attardera ensuite devant chacun des ministres alignés en rang d'oignon, sur fond de considérations variées sans aucun rapport avec les propos échangés au cours de ces présentations. C'est au tour de M. Mitterrand. On nous rappelle pour meubler le silence qu'il est maire de Château-Chinon ; M. Lecanuet, sénateur, maire de Rouen... M. Pflimlin, M. Chirac, euphorique... Mme... M. Georges Marchais, également souriant : double poignée de main historique, nous dit-on... Mme Marchais, elle, ne fait pas la révérence. Avec les cardinaux, cela va aller nettement plus vite. On ne pourra malheureusement pas pénétrer dans la salle des fêtes, bourrée à craquer. Pour nous, c'est fini.

CLAUDE SARRAUTE.

Le triple meurtre de Béziers

J.T. RECCO ET SES AVOCATS PRIS A PARTIE PAR LA FOULE A LA SORTIE DU PALAIS DE JUSTICE

(*De notre correspondant.*)

Montpellier. — L'émotion populaire, et même la haine née à Béziers après le triple meurtre du supermarché Mammouth, à la veille de Noël, l'an dernier (*le Monde* des 25 et 26 décembre 1979), n'a rien perdu de sa vigueur au fil des semaines. Le vendredi 30 mai, après son interrogatoire par le juge d'instruction M. Yves Chevalier, le meurtrier présumé, Joseph-Thomas Recco, a été pris à partie à sa sortie du palais de justice de Béziers et ses avocats molestés par une foule surexcitée qui ne fut contenue qu'à grand-peine. Déjà, l'avant-veille, Recco avait été accueilli aux cris d'« *assassin* », tandis que M. Guy Maurel, vingt-six ans, le mari de l'une des victimes l'avait apostrophé : « *Regarde-moi Recco, regarde-moi !* »

Les incidents du 30 mai ont été plus graves. La petite foule qui stationnait, depuis le matin, devant le palais de justice, et qui comptait dans ses rangs des parents et des amis des trois victimes, s'est d'abord précipitée sur le fourgon cellulaire en criant : « *Assassin, ordure, à mort !* »

Le véhicule put néanmoins se dégager, mais, quelques instants plus tard, les manifestants allaient s'en prendre aux trois avocats de l'accusé au moment où ceux-ci regagnaient leur voiture. Me Paul Lombard était notamment frappé à coups de poing et de pied, avant que le service d'ordre ait le temps d'intervenir. « *Tant que j'aurai un souffle*, déclarait-il après l'agression, *je ferai respecter les droits de la défense.* » Pour éviter de nouveaux incidents, les trois avocats étaient conduits à leur hôtel à bord d'une voiture de police banalisée.

Tous trois ont reconnu que l'interrogatoire avait été dur et éprouvant. « *Nous comprenons l'indignation des parents et des amis des victimes*, déclaraient Mes Monneret et Lhote, *mais il est intolérable que nous ne puissions exercer notre métier dans un pays démocratique.* »

Au cours de l'interrogatoire, Joseph-Thomas Recco a nié être l'auteur du triple meurtre. « *Le 22 décembre, je me trouvais à Marseille* », a-t-il dit. Mais il a été reconnu par trois témoins, notamment par M. Raymond Maffre, âgé de soixante-quinze ans, demeurant à Béziers, et par l'une des caissières du magasin, Mme Jacqueline Carrière qui affirme avoir remarqué ses allées et venues. — R. B.

TROIS MALFAITEURS SONT ARRÊTÉS APRÈS UN HOLD-UP MEURTRIER A PARIS

Un hold-up manqué et meurtrier a eu lieu vendredi 30 mai (nos dernières éditions) vers 11 h. 20, dans une agence de la B.N.P., 42, rue La Fayette, à Paris (9e). Les cinq malfaiteurs, dont une jeune femme, ont, sous la menace de leurs armes, obligé les clients et les employés de la banque à se coucher par terre et se sont emparés de liasses de billets quand un car de police-secours est arrivé. Les policiers se lancèrent alors à la poursuite des malfaiteurs qui déclenchèrent une fusillade pour protéger leur fuite. Trois personnes ont été arrêtées. Le quatrième malfaiteur, grièvement blessé, est décédé durant son transfert à l'hôpital. Un policier, ainsi qu'un employé de la banque, M. Jean-Pierre Barre, ont été légèrement blessés.

L'identité des malfaiteurs est actuellement connue, il s'agit de : Mme Brigitte Volle, vingt-quatre ans, MM. Antoine Hibou, vingt-cinq ans, Pierre Mounier, vingt-deux ans. L'homme qui a été tué est Lionel Lemare, il était âgé de vingt-trois ans. Il semblerait qu'un complice ait réussi à s'enfuir.

● *Les prix japonais à la consommation* ont augmenté de 1,7 % en avril. Pour la période de douze mois se terminant fin avril, la hausse ressort à 8,4 %, soit le plus fort taux enregistré sur un an depuis avril 1977. — (*A.F.P.*)

POUR SES BESOINS DE DÉTECTION A BASSE ALTITUDE

L'armée de l'air expérimente à Mont-de-Marsan un avion-radar Grumman E 2-C de la marine américaine

La marine de guerre américaine mettra à la disposition de l'armée de l'air française, pendant quelques semaines de juin, un avion Grumman E 2-C de détection aérienne avancée appartenant à la VIe flotte de la Méditerranée, pour évaluer ses performances dans le cadre de la défense aérienne française. Cette expérimentation, en vraie grandeur, de l'appareil aura lieu à partir de la base de Mont-de-Marsan (Landes), à l'occasion d'une dizaine de vols, dont certaines missions opérationnelles au service de grands commandements.

Dans un souci d'indépendance du dispositif militaire français vis-à-vis de l'organisation intégrée de l'alliance atlantique, le gouvernement avait renoncé, en décembre 1978, à participer à l'achat en commun, par les pays membres de l'OTAN, de dix-huit avions AWACS (Airborne Warning and Control System) conçus par Boeing. Il s'agit d'un quadriréacteur intercontinental Boeing-707 transformé pour porter un radar qui détecte les attaques aériennes à basse altitude.

L'intérêt de ce système est, par sa mobilité, d'offrir une relative permanence de la surveillance aérienne du champ de bataille et de ses approches contre toutes les agressions d'appareils à très basse altitude (quelques dizaines de mètres) ou contre les vols de missiles adverses qui échappent normalement aux radars fixes. Mais l'AWACS, abondamment pourvu de moyens d'informatique et de transmissions, est aussi un avion de commandement qui peut suppléer les P.C. à terre si ceux-ci venaient à être détruits.

C'est la raison pour laquelle la France a renoncé à participer ou, même, à s'abonner à ce système d'alerte aérienne avancée, ne voulant pas, par son acceptation, risquer de replacer ses forces nationales sous un commandement étranger relevant de l'OTAN.

Pour autant, le besoin se fait aussi sentir en France d'un système aéroporté capable de détecter suffisamment à l'avance l'approche de « vecteurs » offensifs à basse altitude. En décembre 1978, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, avait expliqué, à Bruxelles, que l'intention du gouvernement était de retenir une solution nationale sur la nature de laquelle, à l'époque, il n'avait été donné aucune précision officielle.

Les techniciens se sont d'abord intéressés à la possibilité d'aménager des avions Transall ou Breguet-Atlantic pour de telles missions. La Grande-Bretagne et l'Union soviétique, par exemple, ont choisi des solutions de ce genre en adaptant des appareils existants, comme le Comet-Nimrod, pour le premier de ces pays, et le Tupolev-126-Moss pour le second. Mais les besoins de l'armée de l'air française — trois à quatre exemplaires seulement — ne sont pas tels qu'ils puissent justifier le lancement d'un programme national qui serait financièrement insupportable.

Depuis, l'armée de l'air a conçu le projet d'acquérir éventuellement des avions Grumman E 2-C Hawkeye (œil de faucon) que leur constructeur américain a mis au point pour l'aéronavale des Etats-Unis. Le Grumman est moins ambitieux technologiquement que le Boeing et, du même coup, il est moins cher. Il est déjà en service en Israël et au Japon, ainsi que sur des porte-avions américains.

Deux pays étrangers autres que la France envisagent d'adopter le Grumman E 2-C. Il s'agit de l'Australie et de la Grèce.

Selon l'accord conclu entre le Pentagone et la délégation générale pour l'armement, l'expérimentation qui sera entreprise depuis la base aérienne de Mont-de-Marsan consistera à mettre à l'épreuve le comportement opérationnel du Grumman Hawkeye dans des conditions d'emploi pour lesquelles il n'a pas été conçu à l'origine.

Les techniciens français vont s'efforcer notamment de discerner les transformations qu'il faudrait faire subir à l'avion pour lui permettre d'être utilisé au-dessus de la Terre aux fins de surveillance du sol national. En effet, l'E 2-C a d'abord une vocation de surveillance de l'espace aérien en zone maritime, et cette mission est différente. Les techniciens français, de surcroît, vont essayer d'observer comment l'appareil de la VIe flotte américaine peut s'insérer dans un système de défense aérienne autonome et être compatible avec le réseau national STRIDA (système de traitement et de représentation des informations de défense aérienne), chargé de la surveillance de l'espace aérien français, de l'évaluation de la menace et de la diffusion de l'alerte.

Disposant en propre de ses avions, la France pourrait les déployer en Europe, aux côtés de ses alliés, mais aussi dans le bassin méditerranéen ou en Afrique, en appui de forces d'intervention qu'ils seraient chargés d'informer de la situation aérienne. — J. I.

Le numéro du « Monde » daté 31 mai 1980 a été tiré à 556 048 exemplaires.

La « pompe » de la petite à la grande école PAGE IV

Les sojas de la nouvelle cuisine PAGE XIV

Les héritiers de Freud PAGE XVI

SUPPLEMENT AU NUMERO 10991, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT — DIMANCHE 1er JUIN 1980

Le Monde

DIMANCHE

C'EST une colline à demi pelée, une colline-sentinelle plantée à trois lieues de la mer, au beau milieu des champs de Galilée. Un tas de rocaille grise et rugueuse que coiffent les ruines encore fières d'une vieille citadelle. Un peu de vent, du soleil et un ciel sans tache. Va pour le cliché : mais oui, un « paysage biblique »...

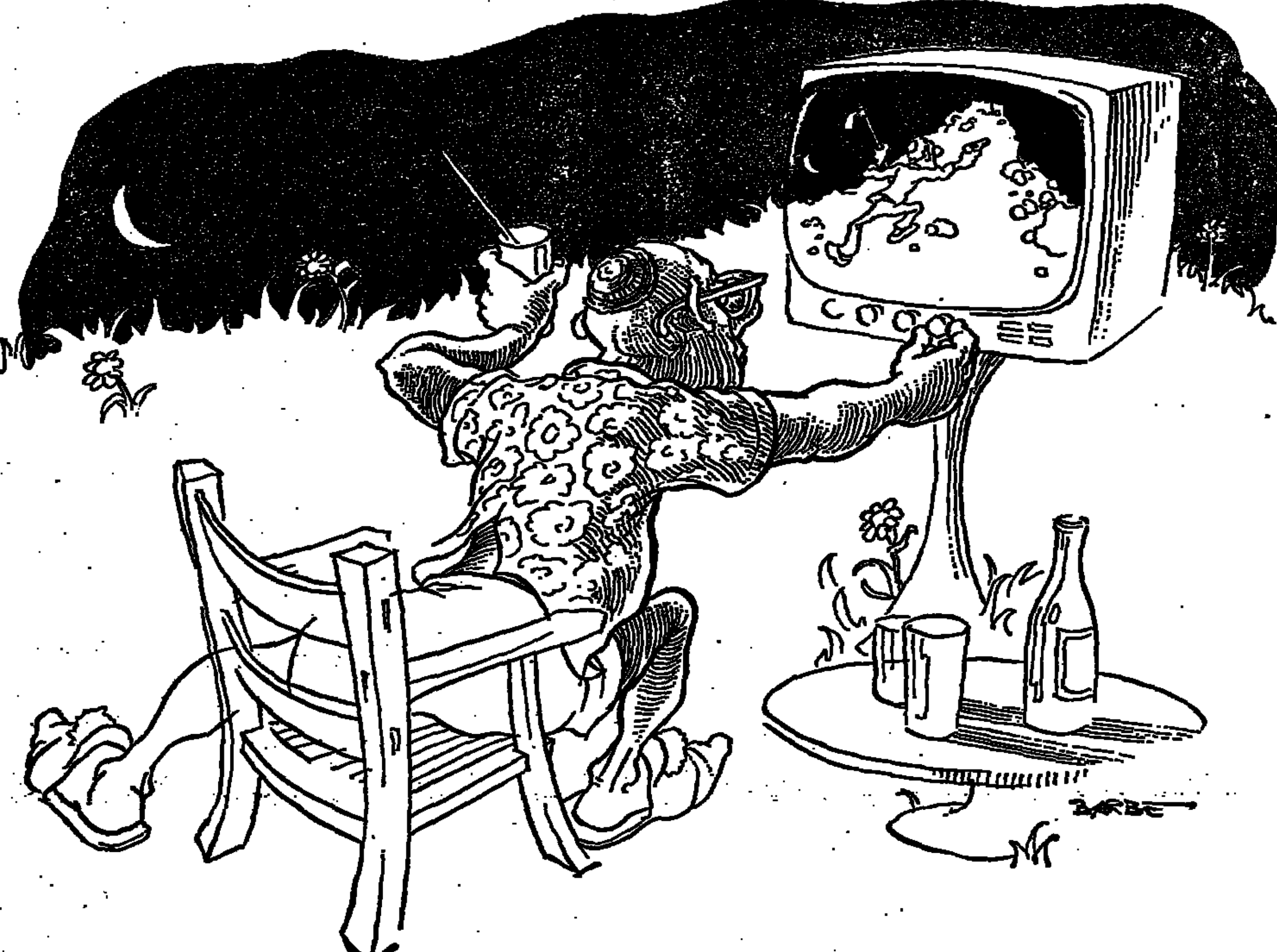
Tous sont venus, détruisant les murailles pour les reconstruire : preux seigneurs de la sainte croisade, Saladin lancé dans le *djihad*, chevaliers Teutoniques, Mamelouks et Ottomans... Les Arabes l'appelaient Qualat Djeddine. On l'appelle aujourd'hui Yehiam, un kibboutz d'Israël.

Ils sont cinq cents au flanc de la colline. La forteresse les protégeait hier d'un alentour hostile ; elle n'est plus là que pour mémoire, leur mémoire.

Le passé à Yehiam n'appartient vraiment qu'à ceux qui l'ont connu, et ils n'en parlent guère, pas même les vétérans, ridés et grisonnants, qui marmonnent en yiddish, le soir, au foyer à l'heure du café. Nina, la vieille Hongroise, s'est plongée dans le dernier magazine arrivé ce matin de Budapest. Trente-quatre ans déjà...

Leur *Exodus* a accosté à Haïfa, un soir d'été. C'était en 1946. Et l'aventure, banale et anonyme, commence dans un immeuble de banlieue : quelques appartements abritent la « commune » naissante. Ils sont alors une vingtaine de Hongrois, bientôt rejoints par autant de jeunes militants de l'Hachomer Hatzaïr (mouvement sioniste socialiste) : le kibboutz existe, il ne lui manque que sa terre !

En attendant, ils courent les « petits boulots », au port, à l'hôpital, dans les bistrots de la ville ; ils regroupent les salaires et dépensent en commun. Ils songent bien à s'aménager, construire une buanderie, une salle à manger, mais l'Agence juive, qui distribue les fonds aux immigrants, préfère vider ses caisses pour coloniser les hauteurs de Galilée. Leur tour viendra. De fait, l'hiver suivant, la « commune » hérite de 300 hectares : sur la rocaille de Yehiam, c'est le temps des pionniers. Suite d'images à l'eau-forte : le premier camp dans les ruines du fortin, les corvées avant l'aube, à dos d'âne, jusqu'à la route qui passe au loin, bientôt le typhus et puis la guerre. L'ONU a partagé la Palestine, et les Arabes ont pris les armes. Yehiam est attaqué, une fois, deux fois avant d'être assiégé, coupé du monde. Mais la colline tiendra...



ANDRÉ BARBE.

Quand le kibboutz prend du ventre

Le kibboutz demeure le modèle d'un type de socialisme communautaire, vécu dans l'austérité et le combat. Mais, comme toute institution, il a pris de l'âge. Certains estiment qu'il a mal vieilli, pris ses aises et pas mal d'embonpoint.

DOMINIQUE POUCHIN

Une réserve nationale

Voilà pour l'épopée. Chaque kibboutz à la sienne, taillée dans le roc, virile et romantique, peuplée de héros simples, rustiques, pressés de reconstruire un monde souillé par l'holocauste. Leur monde à eux serait égalitaire et révolutionnaire : ils façonnaient le « grand soir » en labourant leur terre. Le fond de l'air était rouge...

Il ne l'est plus. Et le kibboutz est passé de mode. L'Israël de M. Begin le lorgne d'un œil lointain mais se garde d'y toucher : « *La droite ne nous aime pas mais nous conserve comme une réserve nationale* », plaisante, un peu amer, un vieux kibboutznik. Bref ! Une façon comme une autre de préserver l'image de marque, un brin de décor historique. Simple affaire de label : du « *made in Israël* » à vendre au visiteur épaté ?

Encore un peu, voilà la « saga des pionniers » reléguée au musée et le kibboutz marqué d'un « trois étoiles » flatteur sur le parcours fléché des « quinze-jours-forfait », entre le chemin de croix *in situ* et la baignade en mer Morte ! Suivez le guide vers cet « *enfant chéri du sionisme et du socialisme aux couleurs éternellement bleues de la terre d'Israël* », ce « *fruit de la révolte d'adolescents (...) venus construire et se reconstruire* », « *faire revivre un pays désolé, appauvri par l'incurie des féodaux arabes et l'ignorance des fellahs* ». Pourquoi donc mégoter sur l'image d'Epinal ? Grandes orgues : oui, « *les meilleurs enfants du nouvel Israël voulaient de leurs mains pâles et faibles non plus feuilleter les vieux in-folio du Talmud, mais en faire resurgir les héros bibliques, les guerriers de Massada, les laboureurs de la plaine du Sharon, les bergers des monts de Judée...* » Maudits soient les sceptiques, rétifs à l'histoire embaumée ! Bon nombre oublieraient un peu vite qu'eux aussi « *y ont cru* »...

Est-il si loin déjà le temps où, le « petit père des peuples » s'étant empressé de reconnaître l'Etat juif avant tout le monde, une gauche prompte aux enthousiasmes vantait les *mille* et un mérites du socialisme qui fleurit au kibboutz ? Las ! Depuis, la « révolution » a changé de bord et, derrière elle, ceux qui la font... par procuration ont eu vite fait de troquer la *kipa* pour le *keffieh*. Le flambeau de la « *juste lutte* » est du côté des fedayin, et le kibboutz n'est plus, au mieux, qu'un résidu étrange de boy-scouts attardés, au pis, qu'une place forte de paysans-soldats, à la solde du sionisme et de l'impérialisme. La couleur a changé, pas la caricature.

Reste à chercher, sous le fatras des mythes et des sentences, l'image heureusement plus contrastée d'une expérience déjà longue, lasse des enthousiasmes de son grand matin et revenue des illusions du grand soir. Le kibboutz, avec l'âge, a pris ses aises et pas mal d'embonpoint. Et on lui pardonne mal.

Ecoutez-les persifler ces « anciens », attablés chez le vieux juif de Damas qui vous sert à Jérusalem des mezzés à la beysoukine : « *On est peut-être mal venus de leur reprocher le confort*, dit l'un, *coincé comme on est entre la télé et la bagnole. Mais, au moins, qu'ils ne nous rebattent plus les oreilles avec leur rusticité. C'est du bluff ou de l'hypocrisie.* » Le vieux Roumain, « *de son temps* », jouait les cow-boys dix heures par jour pour garder quatre cents vaches : « *Maintenant, ils sortent en jeep..., ils ont pris de la bedaine.* » Et de railler en chœur les « bureaucrates » qui passent la semaine à Tel-Aviv dans les bureaux climatisés et « *retournent faire la plonge le samedi soir pour donner le change...* » Foi d'ancien, rien ne va plus, « ils » sont embourgeoisés.

Arraham et Ouri sourient. Ils connaissent le refrain, les « intellos » de Yehiam. Ils sont là, tous deux, depuis plus de dix ans. Chacun une thèse, soutenue à Paris : *Continuité et/ou discontinuité dans les attitudes de la deuxième génération au kibboutz* pour Arraham, *les Conditions politiques de l'autogestion et l'expérience du kibboutz israélien* pour Ouri. Le premier enseigne la sociologie à Haïfa, le second fait du saucisson huit heures par jour à Yehiam.

Embourgeoisés ? C'est vrai, la colline a bien changé depuis que les vieux Hongrois y ont planté leurs tentes. En haut, près de la forteresse, on remplit la piscine pour l'été. A mi-pente, la salle à manger fait très restaurant d'entreprise : plateaux bien garnis, machines dernier cri. Et tout en bas, les bungalows les plus récents (deux pièces, cuisine, frigo, télé) feraient pâlir d'envie les habitués de Merlin-Plage et les gentils membres de M. Trigano...

Et alors ? Les caleçons collectifs d'autrefois, c'était seulement l'« *égalité des pauvres* ». Est-ce donc un crime de ne plus l'être ? Depuis quand le socialisme a-t-il fait vœu de misère ? Les répliques fusent, rodées. « *Notre bien-être est le fruit de notre seul travail, la meilleure preuve de la supériorité de notre système. Le kibboutz n'est pas seulement plus juste, il est aussi plus rentable...* » C.Q.F.D. Nulle honte, nul complexe pour la prospérité acquise : elle fait l'orgueil du kibboutznik.

Du modèle au système

« *Que nous reproche-t-on ?* insiste Arraham, *de nous amollir ? de trahir l'idéal pionnier ? Mais lequel des grands principes avons-nous donc transgressé ? Nous produisons collectivement, comme hier, sans gain personnel, sans contrainte ni prime. Nous consommons collectivement sans que la part de chacun dépende en quoi que ce soit de son travail ; le directeur de l'usine reste l'égal de la lingère. (...) Notre seul tort serait-il donc d'avoir su relever le défi économique ?* »

Le volontarisme tient souvent lieu de dogme au kibboutz et chaque étape, chaque objectif est bien ressenti comme un défi. Les pionniers, explique-t-on, ont relevé le leur : un défi national. A la seconde génération revenait, sans rien sacrifier d'essentiel, de faire du système un modèle. Et un modèle efficace. A s'en tenir aux chiffres, le succès est incontestable : 90 % des kibboutzim sont aujourd'hui rentables. Leurs vaches atteignent des records mondiaux, leurs industries exportent et le rendement de leurs ouvriers est d'un tiers supérieur à celui des entreprises publiques ou privées du pays...

Restent les ombres. Elles planent comme un malaise, imprécises, insaisissables peut-être, mais bien réelles. L'élan productiviste a laissé des traces, encore bien marquées : les visionnaires d'hier ont pris des habitudes de gestionnaires et, la routine aidant, on est doucement revenu, çà et là, au chacun pour *soi*, au moins... au chacun chez soi. Les bouts de jardin, autour des cases — devenues maisonnettes, — ont vu fleurir les parterres de cactus et de petits moulins de céramique. La Terre promise prend quelquefois de faux airs de banlieue pavillonnaire... Est-ce donc simple ironie si de mauvaises langues moquent ces jardiniers du sabbat en les traitant de « *koulaks* » ?

D'évidence, la vie est en train de changer sous la pression d'aspirations nouvelles que les institutions du kibboutz « digèrent » bon gré mal gré. La base, de plus en plus, renâcle à un collectif bien étouffant et revendique de mille manières qu'on élargisse la sphère privée en lui donnant, puisqu'ils existent, les moyens de son autonomie. En dix ans, la part de la consommation globale dans le budget kibboutzique a doublé alors que les dépenses de nourriture diminuaient, elles, presque de moitié ! Vêtements, meubles, voyages, argent de poche, mais aussi études supérieures, ont mangé le reste. Le nombre d'étudiants a quadruplé dans le même temps sans que l'on cherche désormais à imposer des spécialisations jugées *a priori* « utiles » à la communauté.

(Lire la suite page VI.)

Le mouton-boomerang

Il existe en France, entre Loire et Cher, à Pontlevoy, un village de mille huit cents habitants qui a possédé au Moyen Age une petite université faisant pendant à celle de Cambridge en Grande-Bretagne.

Puis Louis XV transforma les bâtiments abandonnés en une magnifique bâtisse où il installa l'Ecole de cavalerie, avant que celle-ci ne soit transférée à Saumur.

Mais s'il y a eu à Pontlevoy, au Moyen Age, des échanges entre Cambridge et l'université locale, il y a eu au dix-neuvième siècle une action franco-britannique dans le domaine de l'élevage qu'il convient de signaler.

Sur une place de Pontlevoy, a été élevé un monument avec un buste en l'honneur d'Edouard Malingier, mort vers le milieu du dix-neuvième siècle, après avoir créé une nouvelle race de moutons, qu'il baptisa du nom de sa propriété, qui existe toujours, la *Charmoise*.

Cette race de moutons, croisement d'une race locale tourangelle avec une race du Suffolk anglais, donna une espèce d'une qualité exceptionnelle, beaucoup plus corpulente que les précédentes.

Cela ne plut pas du tout en France, et ce pauvre M. Malingier vendit ses moutons de la Charmoise aux Anglais, et surtout en Nouvelle-Zélande.

Et ce sont les moutons de la Charmoise qui maintenant inondent le marché français.

Comme quoi nul n'est prophète en son pays.

JACQUES BRUNEAU
(Paris)

Sous-bois

J'estime de mon devoir de vous adresser une mise au point après la parution, dans *le Monde Dimanche* du 20 avril 1980, d'un article intitulé « La croisade de Jean Pain ». (...)

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de faire disparaitre le sous-bois « *si dangereux* » qui constitue la strate arbustive de la forêt, *un de ses étages essentiels*. Il faut savoir que toutes les forêts sont divisées en strates superposées dans une ordonnance harmonieuse acquise au cours des âges ; mais cet équilibre reste fragile. Qu'on vienne à supprimer brusquement un des éléments de l'ensemble et l'équilibre est rompu.

Certes, la strate arbustive de la forêt provençale actuelle est particulièrement développée, en raison de son stade de dégradation, et riche en essences pyrophiles. Mais il n'y a pas de « *végétation parasite* » qui gêne le développement des arbres. Au contraire, un processus naturel d'évolution progressive tend à long terme, au retour à la forêt primitive, caractérisé par l'épanouissement de la végétation arborescente accompagné d'un éclaircissement du sous-bois. A condition, bien entendu, que le feu ou une intervention humaine contraire ne viennent pas à nouveau tout remettre en question.

La *solution* au problème des incendies ne passe pas par le débrouissaillement, peut-être « *coûteux* », mais sûrement pas « *indispensable* » et encore moins « *insuffisant* » (...).

On croit avoir trouvé « le » responsable de tout le mal et on voudrait maintenant profiter de cette situation pour lancer une industrie dangereuse pour l'avenir de la forêt, après avoir entrepris, depuis quelques années, de grands débroussaillements tels que celui des bords de routes, qui s'avère inefficace puisqu'il est prouvé que 65 % des incendies partent du bord des routes selon une étude du Centre national de la recherche forestière (1), et 90 % selon une étude plus récente des professeurs R. et R. Molinier effectuée pour le compte de l'Atelier de recherches contemporaines et l'Atelier d'urbanisme du Var. (...)

Examinons plutôt les immenses mérites du sous-bois. En premier lieu il protège le sol de l'érosion et maintient un certain degré d'humidité. Supprimer le sous-bois, particulièrement dans les peuplements clairsemés que nous continuons à appeler forêts, c'est exposer le sol aux effets conjugués de l'eau et du vent dont la force d'impact n'est plus absorbée, aggraver la sécheresse et ouvrir ainsi la voie au mécanisme implacable de l'érosion qui transforme le couvert végétal en désert avec une rapidité directement liée à la pente du terrain.

Si les pays arabes sont acheteurs de compost pour reconstituer les sols de leurs forêts de jadis, c'est précisément parce qu'ils ont laissé détruire les sous-bois, non pas par le débrousaillement, mais sous la dent des chèvres, ce qui revient au même. On pourrait dire, à l'heure actuelle, que l'incendie qui se répète, le pacage qui menace et le débroussaillement en cours vont devenir les trois fléaux des forêts de Provence.

Supprimer le sous-bois, c'est encore compromettre l'alimentation de la nappe phréatique et celle des sources qui, un beau jour, sont taries à jamais. C'est *priver la biosphère d'une production importante d'oxygène*, rôle primordial bien oublié de la végétation. C'est influer sur le climat dans un sens négatif. C'est également porter atteinte à l'esthétique de la forêt, réduite à des arbres dispersés, chose non négligeable pour l'homme d'aujourd'hui à la recherche frénétique d'un éventail de verdure qui lui devient de plus en plus indispensable.

Et que dire lorque le débroussaillement est pratiqué à l'aide d'engins mécaniques chenillés, lourds et encombrants, qui labourent les sols, écrasent les jeunes plants et blessent les arbres, ou de produits chimiques qui empoisonnent la terre ? Quand on sait que de telles machines sont capables de se déplacer sur des pentes de 45 degrés, on ne peut que crier à son tour : « *Pitié pour la forêt.* »

Mais ce n'est pas tout. Le sous-bois constitue le refuge d'une faune sauvage particulière inféodée à ce milieu. Elle y trouve un gite de reproduction irremplaçable, un abri contre les intempéries et les prédateurs et le ravitaillement nécessaire à sa survie. Le sous-bois de la forêt provençale, tout au moins dans le Var, que je connais bien en tant que naturaliste, ne recèle pas moins de sept espèces de mammifères, huit espèces de reptiles, dont la tortue d'Hermann, que l'on ne trouve que dans le Var et dans une seule autre région : la Corse, et vingt espèces d'oiseaux, dont la majorité est insectivore, donc utile à l'agriculture et... à la forêt. De plus, il accueille quantité d'animaux de passage et une foule d'insectes dont certains rares et précieux, mais tous pollinisateurs. Enfin, il est le nid et le parc des espèces végétales les plus rares, celles dont la disparition entraîne lentement l'appauvrissement de la vie et l'arrêt de l'évolution, comme l'éradication d'une espèce animale provoque un vide dangereux pour l'équilibre du milieu.

A. RAFANEL,

(1) *Le Monde* du 28 août 1969.

OLYMPISME. — Dans le questionnaire sur les Jeux olympiques, publié dans « le Monde Dimanche » du 25 mai, un « mastic » à la sixième ligne de la première question a substitué le mot « puissance internationale » au mot « discrimination ». La phrase correcte se terminait par : « Dans le refus de toute discrimination. »

P A R T I P R I S

Juin

LE 6 juin 1944, le patron avait décidé d'« échardonner » dès l'aube, c'est-à-dire d'extirper de son champ les jeunes chardons. La veille au soir, un cycliste était venu prévenir : les messages étaient passés à la radio. Les seuls que nous connaissions : « Les dés sont sur la table » et « Il fait chaud à Suez ». Pas d'ordres encore. Toute la nuit, le tonnerre avait grondé à cent kilomètres au nord, du côté de Caen. Les chardons ne pourraient pas attendre, et d'autres occupations ne manqueraient pas dans les prochains jours.

Sous le ciel gris surgirent deux avions. Depuis tant de jours qu'il en passait, ils étaient faciles à reconnaître : des chasseurs-bombardiers, avec de larges bandes peintes sur les ailes.

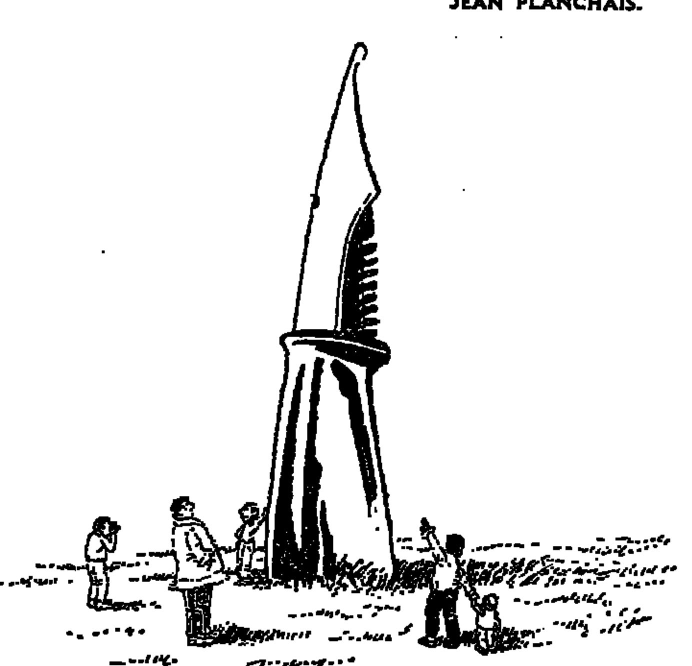
Ils piquèrent sur le bourg proche. Une explosion, une seconde, puis l'apocalypse : un train d'explosifs et de munitions sauta dans la petite gare. Des roues de locomotives et de wagons défonçaient les toits. Des caisses de cartouches s'enfonçaient dans les carrés de salades. Dans la ferme voisine, le souffle avait poignardé d'éclats de vitres les rideaux des fenêtres sur le mur d'en face.

Au creux d'un chemin où hommes et femmes s'étaient abrités, sans lâcher leurs binettes, on se regardait. L'attente était terminée.

C'est comme ça que ça a commencé. La réflexion, la peur, l'horreur vinrent après.

Un anniversaire.

JEAN PLANCHAIS.



PATRICE ROY

Enfants

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Mme France Quéré, mais je sais par expérience qu'il est souvent risqué d'utiliser l'argument *ex silentio*, et d'écrire par exemple qu'avant le treizième siècle « *l'enfant est absent de toute la littérature, qui ne s'intéresse qu'à l'homme fait* ». Ainsi, on trouve dans les *Nuits attiques* d'Aulu-Gelle (livre XII, chapitre premier) le résumé d'un discours par lequel le philosophe Favorinus d'Arles engageait, quelque seize siècles avant Rousseau, une jeune mère à allaiter elle-même son enfant.

D'autre part, un examen même sommaire des nombreuses épitaphes *tant grecques que latines* qui nous ont été conservées montre que souvent existait bel et bien vis-à-vis de l'enfant une sensibilité qui n'est pas très différente au fond de celle d'un Hugo évoquant le souvenir de sa fille.

Il y a aussi le petit Astyanax de *l'Iliade* et les vers de Sapho :

J'ai une jolie petite fille,
Belle comme les fleurs d'or,
Ma Cléis chérie...

Plus près de nous — et sans oublier Rabelais, — un d'Aubigné s'apitoie sur les nouveau-nés morts de faim au berceau (*Misères*, vv. 353 à 360) :

Ou bien, quand du soldat la diette alouvie
Tiroit au lieu de pain de son hoste la vie,
Vengé mais non saoulé, pere et mere meutris
Laissoyent dans les berceaux des enfants si petits
Qu'en serrez de cimois prisonniers dans leur couche,
Ils mouroyent par la faim ; de l'innocente bouche
L'âme plaintive alloit en un plus heureux lieu
Esclatter sa clameur au grand throne de Dieu...

On pourrait aussi parler du théâtre classique, de la petite Louison du *Malade imaginaire*, et d'Andromaque, et du petit Eliacin... Les textes ne sont donc pas aussi « *silencieux* » *que vous voulez* bien le dire.

Cela étant, la conclusion de votre article ne me semble, hélas, que trop juste. On peut d'ailleurs trouver dans les autrances d'un Lautréamont l'aveu le plus direct de cette haine refoulée de l'enfant :

Oh ! comme il est doux d'arracher brutalement de son lit un enfant qui n'a rien encore sur la lèvre supérieure... Puis, tout à coup, au moment où il s'y attend le moins, d'enfoncer les ongles longs dans sa poitrine molle... Ensuite, on boit le sang en léchant les blessures... ».

On ne saurait être plus clair.

ANDRÉ BOUVET,
(Paris).

Tribunal

Le 22 avril dernier, j'étais convoquée devant le tribunal de police de Montluçon pour une infraction au code de la route que je contestais, tout en étant sans illusions sur le poids que pourrait avoir ma parole en face de celle d'un agent assermenté.

Mais c'est à d'autres réflexions que m'a amenée la découverte que j'ai faite ce jour-là du tribunal où j'entrais pour la première fois :

Pourquoi convoquer trente ou quarante personnes à 14 heures et leur faire perdre ainsi des heures, voire leur après-midi entier ?

Pourquoi ne leur offrir qu'une quinzaine de places assises, et donc laisser debout un temps parfois assez long des hommes et des femmes d'un certain âge ?

Si nous avions commis des crimes affreux, je trouverais déjà que ce ne serait pas une raison pour nous recevoir de cette manière. Mais nous ne méritions en rien le mépris dans lequel on semblait nous tenir.

Nous avons tous été traités fort poliment en paroles, et je ne mets pas en cause la correction du tribunal. Mais nous sentions bien, tout au moins ceux qui n'avaient pas confié leur défense à un avocat, que nous n'étions que des « minus ». Non contents de faire fi du code de la route et de contester parfois nos infractions, nous ne connaissions rien aux règlements et au vocabulaire juridiques. A un certain moment, comme j'employais par inadvertance un mot pour un autre, il aurait fallu voir les hochements de tête et les yeux levés au ciel de la présidente du tribunal !

J'étais donc bien naïve !

Et maintenant, je me pose cette question : « Si l'on traite ainsi des délinquants aussi mineurs, quelle peut être l'attitude du corps judiciaire vis-à-vis des autres ? Ou alors, serions-nous tous des suspects ? »

MONIQUE BAUDOT,
(Néris-les-Bains).

Prophètes

Toute société actuelle quelle qu'elle soit a besoin de vrais prophètes. Prophètes qui sachent analyser, *détruire pour rebâtir*. Analyser, c'est-à-dire prendre du recul, voir les besoins, les désirs, les aspirations du monde aujourd'hui. Puis, dans un temps de réflexion, le prophète doit peser la part de réalisme, d'utopie, d'idéologie, de vérité, de constructif. Par intuition calme, *lucide et sereine, le prophète* décèlera l'idéal à fixer, le but à atteindre. Ensuite, il devra parler dans un langage franc, direct et concret pour exposer la théorie de la pratique qu'il propose. C'est le moment crucial ; le moment décisif, qui doit se vivre dans un climat de constat, de critique, et non de jugement négatif *a priori* ou d'occasion sans motif. Ce discours doit être l'exposé d'une conviction et non d'une doctrine. Après ce temps, durant lequel le prophète a dû se faire des adeptes, mais aussi des adversaires, il doit mettre la main à la pâte pour la soulever avec d'autres. Il doit susciter un même désir qui était latent chez beaucoup d'autres. Ensuite, il s'agit de détruire ; détruire, et non anéantir ou annihiler. S'il y a erreur, s'il y a échec... Il ne faut pas oublier que cela est toujours plausible. Détruire non pas pour détruire par plaisir de tout casser, mais détruire pour libérer, pour faire émerger des idées nouvelles, concrètes, contribuant à la réalisation de ce projet. Détruire en gardant certaines bases solides et utiles, voire même indispensables, en vue d'une édification cohérente et solide.

A quand le prophète original qui saura se démarquer utilement de cette sclérose qui nous paralyse pour nous libérer de cette peur qui se traduit par une apathie et un fatalisme forcenés ? Il est là, ils sont là, ils veulent nous révéler une vérité, nous communiquer une nouvelle. Ils frappent, ils s'essoufflent, saurons-nous leur ouvrir et les aider ? Ouvrons nos yeux, nos oreilles et nos portes ; prenons la réalité à bras-le-corps et construisons un monde plus humain à notre taille.

ERIC ARDIET,
(Dijon).

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Un pouvoir immense et tutélaire

« Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils remplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

» Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril, mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur : mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? »

Après avoir visité les Etats-Unis en 1831 et 1832, un magistrat quitte son poste pour se consacrer à la relation de ce qu'il a observé, et à la peinture des « traits généraux des sociétés démocratiques dont aucun complet modèle n'existe encore ». La première partie de son ouvrage paraît en 1835, la seconde en 1840. *C'est De la démocratie en Amérique,* d'Alexis de Tocqueville.

JEAN GUICHARD-MEILI.

VOUS ET MOI

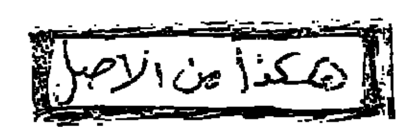
Attente

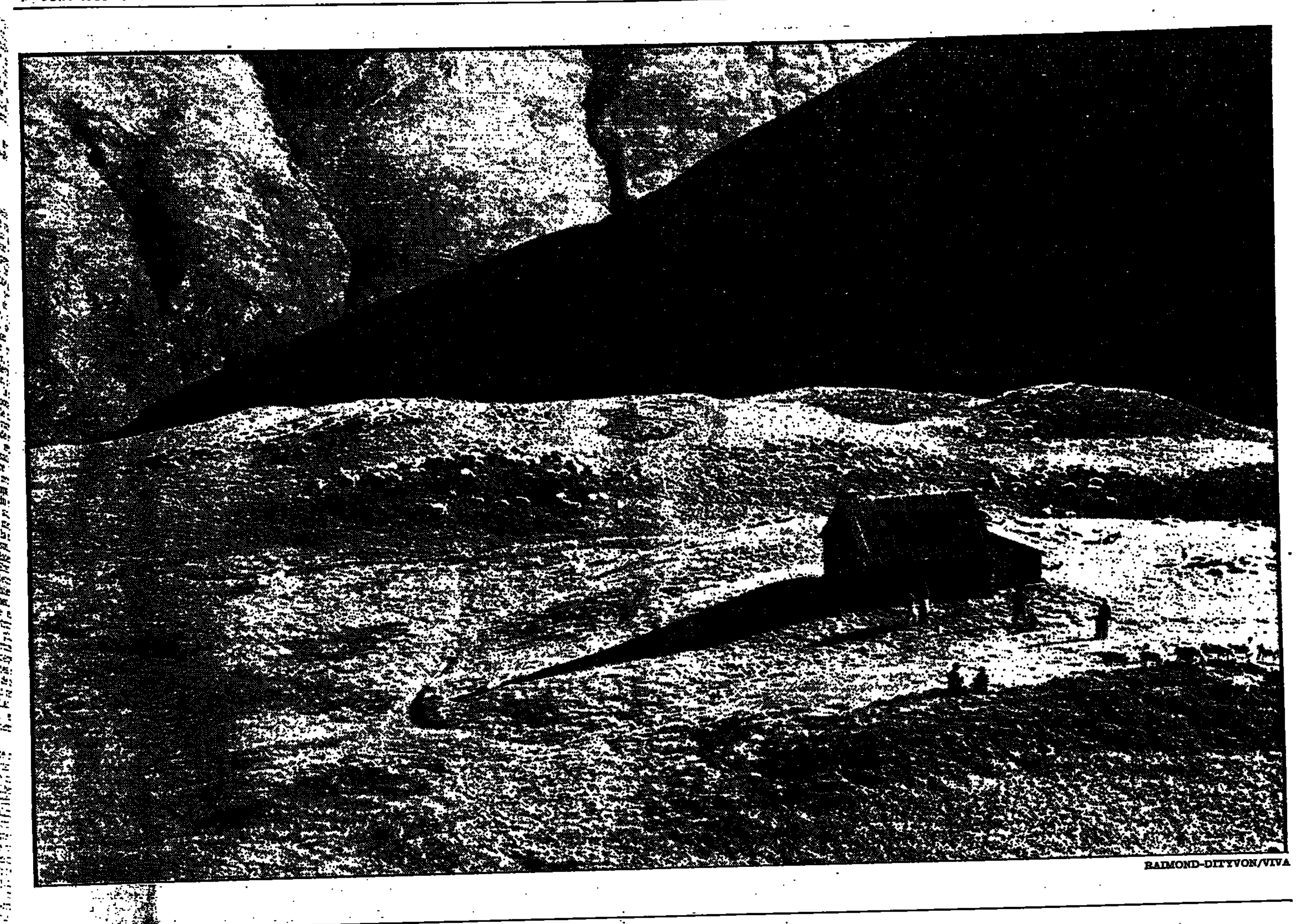
Ça y est, le pire est arrivé, la catastrophe est à la porte. L'examen clinique, dans quel*ques jours*, confirmera sûrement nos craintes et transformera en certitude scientifique le doute qui nous mine. Ma mère dit que, avec sa conduite dévergondée, ça devait arriver et que c'est déjà un miracle que, six mois auparavant, avec ce jeune homme, ça se soit terminé sans dommage... Je lui laissais trop de liberté pour son âge, c'est encore un bébé, etc. La licence des mœurs est responsable de tout : elle prenait la pilule. J'ai oublié de lui donner la dernière série et le résultat est là. Ses formes s'arrondissent, elle a déjà adopté, bien qu'elle n'en soit encore qu'au début, des allures de femme enceinte ; sa démarche s'est subtilement alourdie, elle a cessé depuis quelques jours de sauter et de courir, ralentie par la jeune vie qui pousse dans ses flancs. Elle qui sortait tous les soirs et ne rentrait souvent qu'à l'aube, pour dormir jusqu'à midi, *écrasée de sommeil* et de débauche (ma mère m'a assez répété que les jeunes filles, autrefois...) ; se couche vers neuf heures du soir à présent et n'ouvre pas l'œil avant le petit déjeuner. Elle s'allonge en travers de mon lit, la tête sur ma couette bien moelleuse, et ses jambes fourrées sous mon oreiller, pour avoir plus chaud. Hier j'ai dû dormir sur le canapé du living, afin de ne pas la déranger...

Elle mange deux ou trois fois sa ration habituelle, et puis elle a des fantaisies alimentaires que la grossesse seule peut expliquer : du bœuf bourguignon cru à quatre heures de l'après-midi en guise de goûter, une boîte entière de sauce tomate à la viande alors que nous en sommes au café du matin. Elle réclame des quantités impressionnantes de sucre dans ses petits suisses, et il faut lui réchauffer son lait qu'elle adorait bien froid il y a encore si peu de temps...

Psychologiquement, son état semble l'avoir rapproché de moi, complicité féminine sans doute, contre laquelle toutes les théories modernistes ne pourront rien. Elle me suit pas à pas comme un petit chien, elle si indépendante ! Je veux me laver les dents... je la trouve dans le lavabo ; je prends mon bain... elle s'asseoit sur le rebord de la baignoire pour bavarder ; j'attrape un livre... elle vient lire par-dessus mon épaule ; j'ouvre ma machine à écrire... elle pose délicatement sa petite tête ravissante sur le clavier. Elle court après mon crayon qui crisse sur le papier. J'ouvre la porte du réfrigérateur... elle s'y engouffre et ressort en éternuant... Pourvu qu'elle ne s'enrhume pas ! Le fauteuil Louis XVI hérité de tante Mélanie que nous avons fait recouvrir exprès pour elle (elle le sait bien, c'est son fauteuil préféré), eh bien, il a fallu lui mettre un coussin bien douillet, elle trouve le siège trop dur. Elle y passe des heures, l'air obstiné d'une poule qui couve, ses immenses yeux verts tout plissés, tout fermés de plaisir, enroulée sur elle-même, la fourrure gonflée, ses oreilles pointues enfouies dans ses pattes, sa queue remuant faiblement de temps en temps quand elle sent nos regards affectueux posés sur elle. Elle sait que nous aimons déjà ses enfants comme les nôtres... La chatte attend des petits.

LILIANE DELWASSE





RAIMOND-DITYVON/VIVA

VIES

Le fondateur

Ancien curé de campagne, il a fondé, pour sauver les hommes et la terre de Haute-Provence, une association qui ne cesse d'accroître ses activités. Rude, mais ouvert, comme son pays.

JEAN RAMBAUD

D'UN abord un peu abrupt, rugueux, cet ancien curé de campagne — depuis marié et père de trois garçons — vous tend bientôt les deux mains pour peu que vous veniez « pour quelque chose ». Naguère encore, dans l'entrée de son bureau, un écriteau avertissait : « *On est prié d'apporter ses sujets de conversation.* » C'est que, dans la paix de ce grenier, ouvert sur les plateaux de Haute-Provence — entre l'observatoire de Saint-Michel et le rocher de Mane, — Pierre Martel, fondateur du mouvement Alpes de lumière (1) se bat contre son emploi du temps autant qu'un P.-D.G des quartiers parisiens d'affaires, embouteillages en moins, convivialité en plus. Entre les épreuves du dernier numéro de sa revue ou celles de son bulletin, entre une recherche archéologique et la création d'un « musée vivant », entre deux rendez-vous, trois coups de téléphone et l'organisation du prochain stage ou du nouveau chantier, le voilà tout de suite « dans le sujet », volubilement bref. Pas trace de cette onction qu'on dit ecclésiastique, ni de cette faconde qu'on dit méridionale. Fonceur comme un bélier de Banon, il attaque de front un dossier après l'autre, des régiments de classeurs.

Etrange mélange qui fait cet homme à la fois infiniment civil et escarpé ? Non pas. Au vrai, tenter son portrait c'est déjà raconter le pays qui l'a « produit » : Alpes et lumière, pierre et soleil, eaux et vent, qui font ensemble la vie et les gens de ce pays. Quand il en parle, quand il en écrit, sait-il qu'il brosse en même temps son propre portrait ? « *Effectivement,* a-t-il dit, *ce n'est pas un pays comme les autres. Il ne se livre pas facilement. Comme ses hommes. Il ne communique pas aisément avec n'importe qui. C'est pourquoi on dit d'eux, et de lui, qu'ils sont « sauvages ». Quelle erreur ! Aucun pays n'est si largement ouvert. En nul lieu les hommes ne sont si hospitaliers et si aptes au dialogue. Du maire au cantonnier, du médecin au dernier berger de la montagne, tous ont un tas de connaissances sur leur pays, l'histoire et la préhistoire, les bêtes, les gens et les choses, et tous sont prêts à vous les faire partager, à la condition que vous n'arriviez pas vers eux en pédants ou en conquérants. Ils deviennent alors de précieux guides et bientôt des amis. Non contents de vous dire les choses, ils vous font sentir le pays, ils vous plantent en lui : ils l'ont au ventre.* »

Ainsi, qu'il soit parlé de Pierre Martel ou de son épouse — chargée de recherches ethnologiques et linguistiques pour le C.N.R.S. — d'Alpes de lumière ou de tel de ses militants, c'est tout un. Il s'agit toujours de ce pays.

Beaucoup en ont parlé, en ont chanté, depuis le premier troubadour Rimbaud de Vacqueyras jusqu'à Giono de Lure et Bosco du Luberon ou, marchant vers l'Ouest, jusqu'à Pétrarque de la fontaine de Vaucluse et René Char de la Sorgue — lequel n'entend pas être « régionaliste » mais s'écrie : « *Ma toute terre, comme un oiseau changé en fruit dans un arbre éternel, je suis à toi.* »

« Faire »

Qu'elle produise la poésie comme elle respire n'empêche pas, hélas ! que pleuvent sur elle les clichés, les idées reçues, les malentendus. C'est aussi d'une insurrection contre tant d'images fausses que naquit, en 1953, à Simiane-la-Rotonde, le mouvement Alpes de lumière. Mais d'autres propos ne lui manquaient pas. Dès l'origine, l'inventaire de la poignée de pionniers dit ses intentions, depuis lors maintenues et étendues : un historien, deux archéologues, un sociologue, un prêtre (Martel, à l'époque), deux instituteurs, un maire, un secrétaire de mairie, un président de syndicat d'initiative et deux représentants d'associations d'éducation populaire. Des « idées » ? Bien plus. Mais plus encore un état d'esprit : « faire », et non pas « causer ». D'entrée, chacun dépose dans le panier commun les fruits d'une action personnelle sur le terrain. On va grouper des gens qui veulent agir pour le pays en partant de la connaissance de ses réalités : recherche, étude, avec publications et conférences, mais aussi stages, chantiers, intervention dans le quotidien et dans l'aveni... Le tout en suscitant des vocations d'animateurs parmi les jeunes, et en élargissant sans cesse un cercle ouvert. L'essor du pays ne peut se fonder que sur sa connaissance profonde — culturelle, au plus large sens — en rendant chacun « complice » des réformes nécessaires.

C'est l'époque — en 1953 — où dans le même esprit surgissent en Bretagne le CELIB et Font-vive dans les Cévennes. Alors qu'on ne confonde pas avec le Contadour de Giono — « *il y aurait tant à dire !* » — ni avec un folklore pour touristes, et moins encore avec de nouveaux venus tapageurs.

Dès 1953, Alpes de lumière rencontre les bonnes volontés — les volontés — qui n'attendaient que cette occasion de manifester la vitalité profonde d'un pays qu'on disait mort (80 000 habitants en 1954, 115 000 aujourd'hui.) Les gens collent à cette culture, la leur, qui s'étiolait en cénacles. Géologie, géographie, botanique, zoologie, redeviennent la nature dans laquelle on vit. L'archéologie raconte les pierres qu'ont dressées les vigoureux anciens « cabanons pointus », cousins des *trulli* calabrais, pigeonniers aériens mille fois réinventés, ou pont roman de Mane — ce petit miracle d'élégance et d'esprit. On marche en excursions par classes entières — de la maternelle aux universitaires, — en dressant des fiches, en balisant des sentiers qui vont des hellébores aux rochers torturés des Mourres ou de fontaines en « grangeons ». Les objets usuels de jadis ou naguère, voilà qu'ils ne sont plus seulement « un département de l'ethnologie » mais des témoins de la vie inventive. On les collecte, on les rassemble (6 000 objets !) en des « musées vivants » décentralisés, en même temps que se monte la grande opération du prieuré Salgon de Mane, qui sera « *conservatoire interdépartemental du patrimoine ethnologique* ». Dès maintenant, Alpes de lumière accumule 40 000 photos, 3 000 dossiers d'inventaires et, parmi les fiches : 11 000 bibliographiques, 7 000 archéologiques, 1 000 ethnologiques, etc. La récolte est riche. Et le regard sur la moisson n'est pas distrait. Soixante-sept numéros de la revue ont déjà fouillé un « sujet » après l'autre : géologique, botanique, historique, archéologique... Minuties de chercheurs où la poésie vient s'installer comme chez elle quand il s'agit de dire l'art populaire du *Seigle et de la Ronce* (2) ou bien se teinter d'humour vengeur quand on raconte *la Femme à la fontaine et au lavoir, au cours des âges.*

Les gavots

Bon... On ne va pas détailler les deux mille conférences en milieu rural données par le seul Pierre Martel, ni les centaines d'expositions qui ont montré le pays « *de la charrette à l'ordinateur* » en passant par le vrai carnaval retrouvé et, demain, « *la société de gaspillage* ». En 1979, elles ont reçu quatre-vingt-dix-neuf mille visiteurs. « *Et le plus important,* disent maintenant les animateurs, *c'est moins d'apporter ici et là une fête, une exposition, un spectacle, que d'implanter dans chaque bourg et village un collectif permanent.* » Car voilà l'autre aspect : le mouvement n'est pas jaloux de son action ni sectaire. Tout comme les guides publiés ouvrent à l'étranger attentif — pas au touriste hâtif ! — des itinéraires intimes, il s'ouvre lui-même aux autres associations d'études et de sauvegarde, qui prolifèrent. Il les encourage; il les suscite. Il veut la grande concertation pour que chacun soit présent dans les décisions et les luttes : « *Non à n'importe quel aéroport* (3), *oui à un certain parc du Luberon, oui au maintien du petit train Digne-Nice (4)* » Il ne se ferme pas non plus sur les seules Alpes-de-Haute-Provence. Il convoque tous les gavots (Hauts-Provençaux) depuis le nord du Var et les Alpes-Maritimes jusqu'au sud de la Drôme en passant par le Vaucluse des collines et des plateaux.

Quelles structures pour ce « vaste programme » ? Un comité directeur, mille cent adhérents-militants, un budget (668 088 francs l'an dernier) aux « dépenses et recettes » étalées sur table, et trois permanents en tout et pour tout... dont le fondateur qu'on finissait par oublier tant il ne fait qu'un avec le tout. De parole libre et de coudées franches; ce contestataire de naissance refuse le refus systématique. A la grande concertation, il associe aussi bien les élus à tous les niveaux et le conseil régional que les grands services (DATAR, D.D.A., D.D.E., environnement, éducation, culture, etc.) et le préfet lui-même. Lui qui a quitté (dans les règles) l'état ecclésiastique en 1960, il n'en est pas moins conseiller technique de l'évêque de Digne à la commission d'art sacré, entre autres choses. Contradiction ? Inconséquence ? Nullement. Sa foi n'est pas en cause. Il a seulement secoué le poids de trop lourdes structures, celles de toutes les Eglises, de tous les systèmes. (Ce qui lui suppose quelques adversaires...) Ayant alors repris sa liberté, il s'est senti « *plus près de lui, plus près des gens* ». Et le bon travail se fait au maquis. « *Jésus travaillait au maquis.*

— *Mais, à la longue, la « structure d'Alpes de lumière ?* »

Certes, elle est légère, souple, ouverte, capable de s'interroger à chaque instant sur « *les besoins du pays qui changent chaque année* »... mais, précisément, après vingt-sept années à la tête du mouvement, Pierre Martel ne veut pas qu'Alpes de lumière devienne une « *entreprise Pierre Martel* ». Il a déjà fixé depuis cinq ans la date de son départ. « *Encore trois, et place à la relève.* » Elle est prête « sur le terrain ». ■

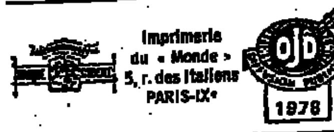
(1) Alpes de lumière, rue Saunerie, 04300 Saint-Michel-l'Observatoire.

(2) *Le Monde* du 8 novembre 1978.

(3) *Le Monde* des 20 et 21 février 1977.

(4) *Le Monde* du 11 août 1976.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°
1978

Commission paritaire n° 57 437.

EFFICACITÉ

La « pompe » de la petite à la grande école

La « pompe », sous toutes ses formes, s'est généralisée à tous les niveaux de l'enseignement. Le copiage en est toujours la base traditionnelle. Mais l'ingéniosité des tricheurs est sans limite.

M. COLAS, B. SPITZ ET A. WICKHAM

« J*E n'avais pas vu le professeur arriver, et toutes mes antisèches étaient étalées sur la table. Je n'avais plus qu'une solution : j'ai tout flanqué par terre, copie, trousse, brouillon... Heureusement, il ne m'a pas aidé à ramasser !* » Dix ans après, il en rit encore... et il n'est pas le seul. Tout le monde se souvient d'une bonne histoire de « pompe » au cours de sa scolarité. Pour frauder — car c'est bien de cela qu'il s'agit, — les potaches ont déployé de tout temps des trésors d'ingéniosité. Les anecdotes savoureuses — vraies ou fausses — ne manquent pas : ainsi ce lycée corse sous les fenêtres duquel, un jour de baccalauréat, un chanteur est venu interpréter une curieuse sérénade dont les paroles rappelaient étrangement la traduction de la version latine ! Ou, toujours au baccalauréat, ce candidat dont les bandages dissimulaient en fait un petit émetteur-récepteur lui permettant de dialoguer avec un ami installé à proximité avec les documents.

La pompe ne date pas d'aujourd'hui : dès 1901, le législateur de la IIIe République prévoyait des sanctions frappant les fraudeurs aux examens et concours publics : de 360 à 60 000 francs d'amende et un mois à trois ans de prison ! Pour M. Jean Saunel, directeur des lycées au ministère de l'éducation : « *Il y a toujours eu des tricheurs et il y en aura toujours. Mon impression, d'après les dossiers qui remontent jusqu'à moi, est qu'il n'y en a pas tellement plus qu'avant.* »

Et, pourtant, même si les témoignages sont parfois « romancés », il suffit d'interroger n'importe quel élève ou étudiant pour le constater : la pompe, sous toutes ses formes, est devenue un procédé utilisé par tous, qui s'est généralisé à tous les niveaux de l'enseignement, depuis les premières classes jusqu'à la fin des études supérieures.

Réduire le phénomène à quelques exploits spectaculaires mais marginaux ne donnerait donc qu'une image très partielle de la réalité : la pompe, c'est avant tout une grande diversité de techniques, d'attitudes, que l'on peut résumer par la définition qu'en donne M. Pierre Toussenel, professeur de physique-chimie au lycée Turgot : « *Le fraudeur, c'est quelqu'un qui a décidé de trouver la solution ailleurs que dans sa tête.* »

Le coup d'œil sur la copie voisine est la technique la plus répandue, car la moins risquée : « *Très rares sont les cas où le professeur est sûr de vous avoir vu*, explique un habitué. *Le plus souvent, s'il n'a pas de preuves, il aura tendance à laisser tomber.* » Peu justifiée dans les métiers littéraires, cette méthode peut se révéler décisive dans les concours scientifiques. Pour réussir, toujours les vieilles recettes : la main devant les yeux pour élargir le champ de vision latéral ou le mouvement naturel (ramasser une gomme, chercher quelque chose dans la poche) ouvrant un angle inexploré sur la copie du voisin...

Beaucoup de pompeurs, même confirmés, se contentent d'utiliser ce procédé de base. D'autres, en fonction des circonstances et de leur propre personnalité, aggravent leur cas en introduisant dans les méthodes employées une dimension nouvelle : la préméditation, sur laquelle l'existence de pièces à conviction ne peut laisser planer aucun doute. Précieux supports de l'information, les anti-sèches sont préparées avec une patience souvent infinie. Les antisèches simples prennent la forme de petits papiers : certaines qui résument par exemple tout le Moyen Age sur quelques centimètres carrés, constituent de véritables exploits de la part de leur auteur... dans la mesure où il parvient à se relire ! Pour les cacher, l'imagination déployée est sans limite : au fond d'une trousse, dans l'emballage d'un chewing-gum, à l'intérieur d'un stylo, au revers des vestes ou des soutiens-gorge...

L'antisèche est souvent intégrée dans l'environnement naturel du pompeur. Sont ainsi annotées les tables, les murs, mais aussi les documents autorisés que les candidats peuvent utiliser le jour de l'examen et qui, après quelques ajouts, ne sont plus réglementaires du tout ! En effet, à quoi bon apprendre les formules de trigonométrie ou de logarithmes quand on peut les écrire sur les tables correspondantes, ou même la jurisprudence qui manque si cruellement au code civil et au code du travail ?

Cependant, la complication croissante des programmes et des connaissances montrent nettement les limites de ces procédés traditionnels et obligent le pompeur à envisager d'autres techniques plus élaborées : le vol des sujets peut intervenir soit directement dans la serviette du professeur, soit à l'occasion d'excursions nocturnes dont les centres de documentation de quelques grands lycées parisiens sont parfois le théâtre ; soit encore en jouant sur le fait que certains professeurs maintiennent les mêmes dates et les mêmes sujets pour les contrôles dans les différentes classes : il suffit alors d'envoyer un coursier les récupérer dès la sortie de la classe précédente.

A H.E.C., il existe même des réseaux informels de transmission des cas de gestion d'une année à l'autre qui sont maintenant devenus une véritable institution ! Quant aux facultés dentaires, on y emploie des procédés dignes de romans d'espionnage, comme le confirme Jean-Noël, élève de quatrième année à Paris : « *Depuis trois ans, certains connaissent près de la moitié des sujets donnés aux examens. La méthode ? Quelques filles font jouer leurs charmes au bon moment auprès de certains professeurs et assistants... et elles en font profiter les copains. Le seul problème c'est que les délais de livraison sont incertains et nous obligent parfois à passer une nuit blanche la veille de l'examen...* »

Crédulité

Mais lorsqu'il ne dispose pas de moyens aussi persuasifs, le pompeur est amené à franchir un nouveau pas : l'improvisation pendant l'épreuve. En raison de l'individualisme forcené des élèves, la formule solitaire est pratiquement le seul recours à Sciences-Po. Au prix d'une remarque plaintive sur la dureté des temps et le montant élevé des contraventions, cet ancien étudiant de la section « service public » obtenait parfois des surveillants la permission d'aller changer le disque de stationnement de sa voiture, transformée pour l'occasion en véritable bibliothèque ! Un de ses camarades raconte : « *J'avais à rédiger les conclusions d'un arrêt du Conseil d'Etat sur lequel je n'avais aucune idée. Sorti de la salle pour aller aux toilettes, je suis allé directement en bibliothèque consulter le recueil Lebon, où sont rassemblés tous les arrêts !* » Pourtant, le plus souvent, l'improvisation fait apparaître un nouveau personnage en la personne du « pompé ». Pour communiquer avec lui, l'échange non matériel consiste à dialoguer discrètement avec son voisin, la main devant la bouche, ou à organiser des échanges de vues dans le cadre des toilettes soit entre candidats, soit avec des compères extérieurs : ainsi ce professeur de français doit son succès au concours de l'Ecole normale à une miraculeuse voix qui récitait dans ce cadre inattendu des vers de Corneille... Mais la crédulité de certains personnels de surveillance rend parfois ces précautions complètement inutiles : il n'est pas difficile, par exemple, de dépasser l'imagination des militaires chargés de la surveillance au concours de l'X. : un candidat n'avait-il pas, il y a quelques années, lors d'une épreuve de mathématiques, demandé très fort à son voisin un mythique « *compas de 47° 5* », révélant ainsi la mesure de l'angle qu'il fallait trouver !

L'échange matériel consiste principalement à échanger des papiers, des brouillons ou les copies elles-mêmes sans commettre l'erreur de cette étudiante en kinésithérapie, attendant à un examen le meilleur moment pour passer un message et qui vit brusquement un surveillant se précipiter sur elle : « *Je me suis longtemps demandé comment il s'était aperçu que j'avais quelque chose dans la main. En fait, je me suis rendue compte que lorsqu'on écrit, on n'a jamais le poing de l'autre main fermé.* » S'il veut utiliser sans risques ces techniques de communication, le pompeur devra en outre savoir bien réagir en cas de danger : le réflexe naturel de s'immobiliser est à prohiber absolument, comme le confirme cet étudiant d'une école scientifique : « *Toute la ruse est de prolonger son geste en lui donnant une autre finalité* ». Tel mouvement de la tête vers son voisin se transformera en un tic nerveux, tel geste vers une copie se terminera par la prise d'un stylo...

Mais entre recopier la copie du voisin et mettre carrément son nom dessus, il n'y a qu'un pas... que l'élève n'hésite pas à franchir, atteignant ainsi le stade ultime de la pompe : faire faire sa copie par un autre. L'interversion des copies conduit parfois à des dilemmes tragiques : ainsi cet ancien étudiant de sciences économiques se sachant « condamné » s'est sacrifié pour un de ses amis : « *Mon copain a écrit de sa main une copie que j'ai rendu à mon nom au bout d'une heure. Rentré chez moi précipitamment en moto, j'ai eu le temps de faire, avec l'aide de mes cours, « sa » copie. Je suis alors revenu à la fac et j'ai eu juste le temps de la lui rendre discrètement dans les toilettes.* »

L'introduction d'éléments étrangers est fréquente à Nanterre : « *J'ai pu rester une heure et demie sans être inquiété* », raconte ce docteur en droit venu prêter main-forte à une amie de première année lors d'un partiel ; « *juste avant le contrôle d'identité, j'ai fait semblant de m'être trompé de salle et je suis sorti, non sans avoir donné ma copie à qui de droit* ».

Ted Kennedy

Mais le fin du fin en matière de pompe reste la substitution de personne, dont usa dans sa jeunesse Edward Kennedy lors d'un examen d'espagnol à Harvard ; peu pratiquée d'après les dossiers disciplinaires connus (sauf par les jumeaux...), elle est néanmoins facilitée par les graves lacunes des contrôles d'identité dans de nombreux examens et concours.

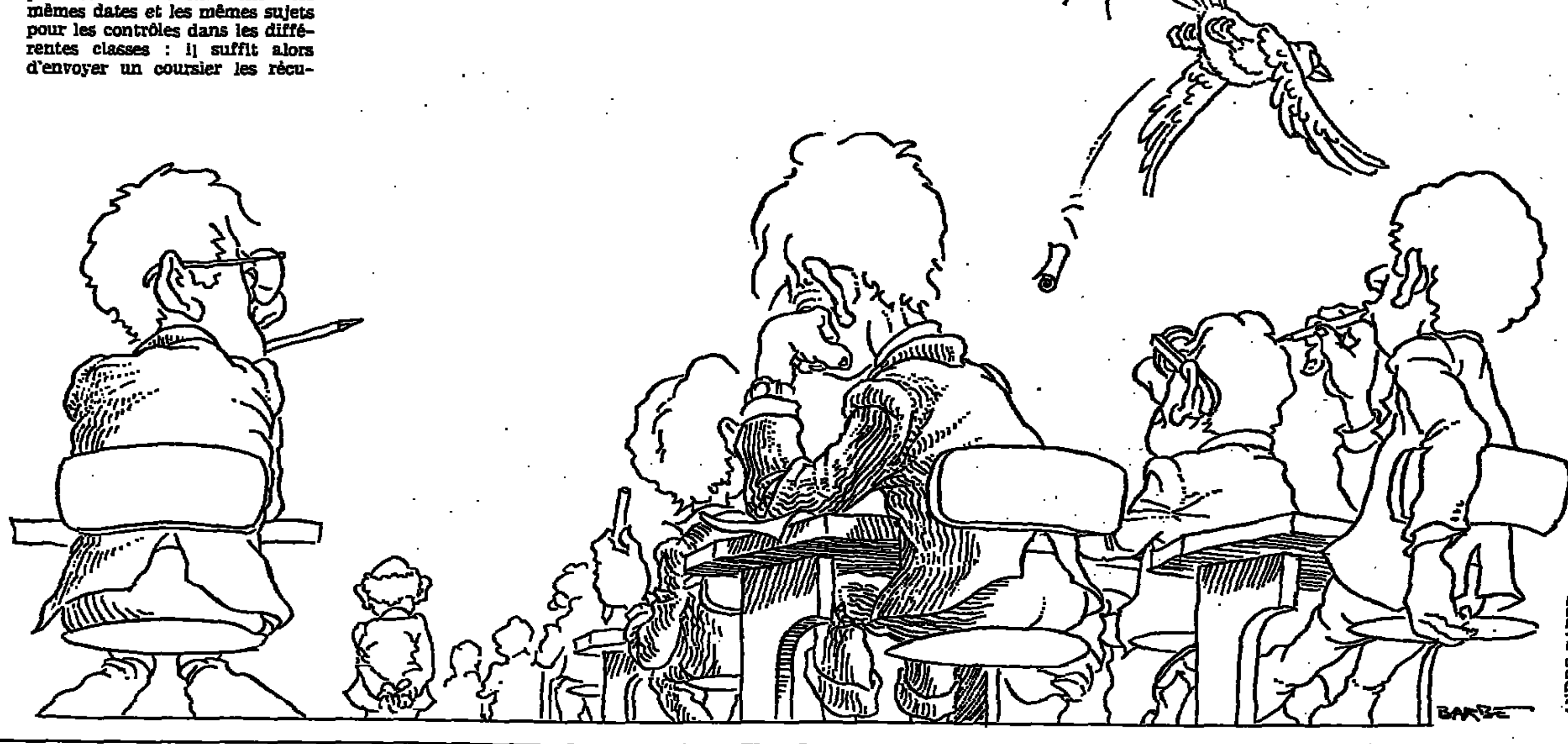
L'éventail des méthodes de pompe est donc très large : chacun peut adapter les siennes en fonction des opportunités, de son expérience, de ses qualités propres (audace, sang-froid...), mais aussi de l'enjeu : a-t-on véritablement intérêt à prendre le risque de pomper ? une question essentielle, que l'on néglige souvent.

C'est à l'école des arts et métiers que l'on trouve un des exemples les plus frappants d'une utilisation rationnelle de ces différentes méthodes. Il y a quelques années, un noyau d'« élèves serruriers » de troisième année disposant d'un double des clés de la salle des photocopies étaient parvenus à mettre la main sur les sujets. Après avoir « planché » pendant plusieurs jours dessus, ils organisèrent la veille de l'examen une séance nocturne durant laquelle le problème fut traité devant toute la promotion. Mais le plus étonnant, c'est que, pour éviter d'éveiller les soupçons, les élèves avaient rédigé des copies correspondant approximativement à leur niveau présumé ! Véritable « cas d'école », cette histoire est exemplaire à plusieurs titres : la préméditation, l'organisation, la recherche des sujets à la source, l'efficacité, mais surtout la manifestation d'une certaine solidarité entre les élèves à travers une pompe « communautaire ».

M. Alain Masson, professeur de français en classe préparatoire, sans nier son aspect frauduleux, y voit précisément « *une compensation plutôt positive à l'individualisme excessif encouragé par l'enseignement français* »...

Diverse dans les méthodes employées, la pompe l'est aussi dans l'état d'esprit de ceux qui s'y adonnent. La fréquence de ces pratiques est à cet égard significative. Pour le pompeur « occasionnel », qu'il ait ou non mauvaise conscience, la fraude vient conforter le travail personnel, qui reste la vraie valeur ; l'attitude des « systématiques » procède par contre du postulat selon lequel ils s'estiment, par nature, paresseux ou nuls. La pompe apparaît alors comme une sorte de jeu, de défi aux normes établies, ce qui explique le prestige dont jouit dans la mythologie scolaire le « professionnel ». Mais ce statut est difficile à acquérir et à maintenir, car, lorsqu'on ne travaille pas en solitaire avec des antisèches, on doit tenir compte des réactions très variables des « pompés ».

Le « militant », inscrivant son action dans la condamnation globale de tout système de sélection, n'hésite pas à faire profiter son entourage de ses connaissances souvent étendues ; au point que, à la fin de certaines épreuves, il lui arrive parfois de ne même plus savoir « chez qui » est sa copie... Le « récalcitrant », plus répandu, justifie volontiers ses refus prudents (« *Attends, j'ai pas fini* », « *Oh, tu sais, cette question-là, de toute manière je l'ai ratée* »...) par les risques encourus. Effectivement, le contact avec certaines espèces de pompeurs n'est pas sans danger. Ainsi, le « paniqueur », qui cherche dès le début de l'épreuve à accumuler un grand nombre de données dans le plus grand désordre, se fait remarquer très rapidement par ses gesticulations et ses supplications bruyantes. Le « patient », qui sait attendre son heure, inspire plus confiance mais n'en est pas moins redoutable : pris par le temps ou incapable de faire la synthèse des informations qu'il reçoit, il est souvent amené à recopier fidèlement la copie du voisin. Peu appréciés des pompés, qui en évitent le voisinage, ces deux espèces préparent parfois psychologiquement le terrain avant l'épreuve. Ils jouent alors la carte de la pitié — « *Je ne sais rien.* » — ou celle de l'intoxication — « *On se met à côté et je m'occupe de la géométrie.* ». L'un des deux découvre alors trop tard qu'il a fait un marché de dupes. Mais ces pratiques inélégantes ne sont de toute manière guère payantes, car les réputations sont vite connues. En réalité, une véritable coopération n'est possible que si les deux partenaires présentent des



Une analyse économique

Depuis la parution de l'article de G. Becker « Crime and punishment : an economic approach » (1), de nombreux économistes se sont penchés sur les problèmes de la criminalité. Parmi eux Frédéric Jenny, professeur d'économie à l'ESSEC et auteur d'une brillante synthèse sur le sujet (2), n'hésite pas à inclure la pompe dans la définition générale du crime, le concept recouvrant toutes les transgressions possibles des lois quelle que soit leur gravité. « *Pour l'économiste*, explique-t-il, *le point de départ de l'analyse est le comportement en termes de goût du risque du criminel : l'individu ne transgresse la loi que si la satisfaction qu'il espère retirer est supérieure à la satisfaction certaine qu'il obtiendrait en consacrant un temps et des ressources comparables à des activités légales. C'est ce qu'on appelle « maximiser son espérance de profit ». Pour maintenir l'ordre, la collectivité adopte alors un système combinant la dissuasion et la répression.* »

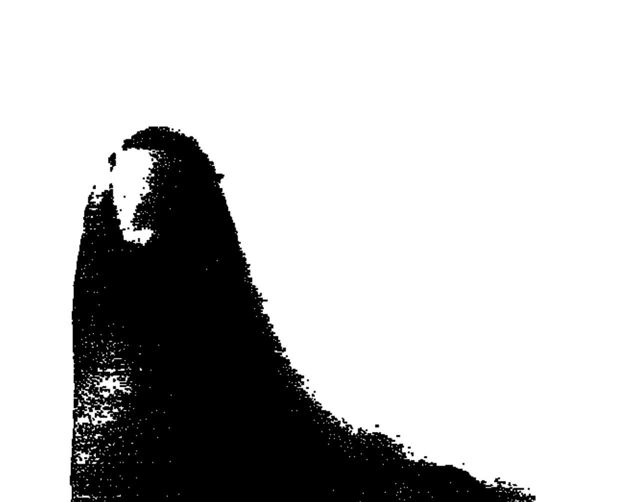
De ces considérations générales F. Jenny a tiré des conclusions pratiques quant à l'attitude à avoir en tant que professeur pour décourager la pompe. Il distingue trois points essentiels : « *Tout d'abord les règles du jeu doivent être claires : tout élève sait que s'il est pris à pomper ou à aider un pompeur, il aura zéro avec une probabilité de 100 %. Ensuite les conditions dans lesquelles se passent les épreuves (distance entre élèves, surveillance, etc.) doivent rendre nulles les possibilités de détection. Enfin les peines doivent être adaptées : une peine exagérée, la décapitation du coupable par exemple, serait finalement aussi peu dissuasive qu'une sanction trop douce.* » Ce système, appliqué depuis quelques années dans son cours, lui donne désormais satisfaction. Ainsi cette année sur quatre cent quatre-vingts copies il n'y a eu que six cas de pompes, tous sanctionnés par un zéro. « *Ce qui ne veut pas dire*, ajoute-t-il, *qu'il n'y a eu que six pompeurs en tout et pour tout.* »

Au contraire d'un pays comme les Etats-Unis où toute une culture favorise la compétition sociale et l'effort individuel, en France l'obtention d'un diplôme passe souvent pour certains étudiants avant l'acquisition des connaissances. La demande de pompe est donc inévitable. Mais, comme l'explique F. Jenny, « *elle ne peut s'exprimer que s'il y a une offre. Le seul moyen efficace de briser le système est donc de considérer pompeur et pompé de manière équivalente.* »

« *De toute façon*, dit-il, *apprendre aux gens qu'il y a une sanction individuelle dans l'existence, cela aussi fait partie de l'apport pédagogique...* »

(1) G. S. Becker dans le *Journal of Political Economy* de mars-avril 1968.

(2) F. Jenny, « La théorie économique du crime : une revue de la littérature », dans *Vie et Sciences économiques*, avril 1977. Boîte postale 364-08 Paris Cédex 08.



niveaux de connaissances assez similaires.

Une division du travail fructueuse et équitable peut alors s'instaurer pendant les épreuves : soit que l'un « sous-traite » certains calculs, soit encore que le contenu de l'épreuve elle-même fasse l'objet d'une répartition, l'un traitant par exemple les questions de cours, l'autre le problème. Comme le souligne François, élève de seconde C, « *la pompe, c'est une façon de travailler* ».

Face à cette recherche de l'efficacité, les considérations d'ordre moral ne pèsent pas lourd : pour M. Pierre Bour, proviseur du lycée Janson-de-Sailly à Paris, « *Les élèves ne croient plus aujourd'hui au système d'éducation, alors que les parents continuent à être très sensibles à la réussite scolaire. Il est donc logique que la fraude se développe. Il n'y a plus de sens de la moralité, il n'y a plus que celui de l'efficacité.* »

Le coup du journal

Mais ne faut-il pas voir dans cette analyse le comportement de certaines couches sociales favorisées, où l'autorité morale des enseignants et les sanctions qu'ils pourraient infliger sont considérées avec un œil critique par les enfants dès leur plus jeune âge ? Même si tous les enseignants ne sont pas de cet avis, nombreux sont ceux qui constatent que les réticences aux diverses formes de fraudes sont nettement plus fortes chez les élèves issus de milieux modestes que pour les autres. Mais plus encore que la baisse du sens moral, le principal facteur de développement de la « pompe » réside sans doute dans l'attitude souvent ambiguë de ceux qui sont précisément chargés de la combattre. Les enseignants tout d'abord : certains, il est vrai, pratiquent des parades efficaces, par ailleurs faciles à trouver. Il ne faut surtout pas jouer au « *lampadaire* » en restant derrière son bureau : les élèves le savent et ils en profitent, « *surtout ceux qui sont juste devant le bureau, qui peuvent parfaitement cacher un livre contre l'estrade*, confie ce professeur d'anglais d'un lycée parisien ; *moi, je me place toujours à l'arrière de la salle : c'est radical !* » D'autres pratiquent, comme ce professeur de mathématiques, le « *coup du journal* » : « *Pendant l'épreuve, je lis mon journal et, tout à coup, je l'abaisse : ceux qui ont les yeux brillants et qui se figent dans leur position, je suis sûr qu'ils trichent.* »

Mais en adoptant à l'égard des « pompeurs » une attitude indifférente, voire complaisante, de nombreux enseignants obéissent en fait à des motivations très diverses : les uns, surtout dans les grandes classes, cherchent à mettre leurs élèves devant leurs responsabilités ; les autres, tout en condamnant la fraude, estiment que la répression ne correspond pas à leur vocation ; d'autres enfin subissent sans mot dire le diktat de leurs élèves par faiblesse, lâcheté ou peur du « qu'en dira-t-on » : il ne faut pas que « cela se sache » dans l'établissement... Une attitude qui les conduit parfois à d'humiliantes situations : ainsi dans certaines universités, les contrôles ne commencent souvent qu'à l'issue d'une longue négociation entre les professeurs et les élèves, débouchant sur un compromis du type : « *Vous pouvez vous mettre deux par table, mais vous n'avez pas droit aux documents...* » Ou l'inverse. Une forme de marchandage que connaissent aussi certaines écoles de commerce, en province comme à Paris.

Salles « anti-pompe »

On retrouve la même ambiguïté dans le comportement de l'administration. Bien sûr, des mesures ont été prises à tous les niveaux : un nombre croissant d'établissements, surtout en médecine, incapables d'assurer un déroulement régulier des contrôles, recourent aux services de la maison des examens d'Arcueil, où la surveillance est, dans l'ensemble, assez efficace. En outre, quelques vieux lycées ont installé des salles spéciales « anti-pompe » dont les professeurs peuvent disposer pour leurs interrogations. Locaux plus vastes, bien éclairés, où les candidats travaillent sur des tables individuelles espacées, avec des couloirs pour le passage des surveillants. Par ailleurs, l'administration centrale produit de nombreuses circulaires à l'intention des surveillants pour les inciter à se méfier de l'ingéniosité de certains candidats indélicats... Mais, comble du paradoxe, à côté de ces efforts parfois dérisoires, l'administration prend une mesure qui risque d'avoir des conséquences redoutables : l'autorisation des calculatrices au prochain bac, au moment même où les Japonais les ont bannies de tous leurs examens ! Il est vrai qu'ils sont bien placés pour savoir que la micro-électronique permet maintenant de réaliser une « calculatrice émettrice-réceptrice » qui, sous une apparence anodine, permettrait, par l'intermédiaire de l'affichage digital, un véritable dialogue avec l'extérieur. Un danger confirmé par de nombreux spécialistes, mais dont l'administration ne semble pas avoir pris conscience.

Mais en définitive ce qui manque peut-être le plus aux autorités responsables dans leur lutte contre la « pompe » c'est... la volonté. Il est inconcevable en France qu'une promotion entière d'une grande école puisse connaître le sort de celle de West Point, la fameuse académie militaire américaine, qui, il y a quelques années, fut dissoute pour fraude aux examens. Pourtant, dans de nombreux établissements, les motifs ne manquent pas... En France, l'administration préfère transiger : à quelques épreuves du concours de l'inspecteur du travail, c'est bien à force de « pomper » pendant des années que les candidats ont maintenant pratiquement réussi à « officialiser » le travail en groupe auprès de l'administration !

Malgré l'ampleur prise aujourd'hui par le phénomène, enseignants, syndicats et administration persistent à se réfugier dans un silence hypocrite jusqu'à en nier même l'existence. « *En dix ans de vie syndicale je n'ai jamais vu ce problème abordé* », confie ce professeur syndiqué au S.N.E.S. « *Ce n'est que très récemment, pour la première fois, que j'en ai entendu parler à un conseil de classe* », fait remarquer cet autre enseignant de sciences naturelles. Quand la « pompe » devient vraiment trop évidente, les responsabilités sont difficiles à déterminer : « *On n'est pas là pour faire un boulot de flic* », estime une enseignante de physique-chimie. « *C'est un problème qui regarde chaque établissement, chaque professeur* », rétorque Jean Saurel.

Bref, de beaux jours en perspective pour les « pompeurs »... Certes la fraude favorise chez certains de ses adeptes une mentalité d'assisté et des réflexes de solidarité qui sont rarement des garanties de succès dans l'activité professionnelle. Cependant, par les qualités qu'elle développe — sang-froid, organisation du travail, esprit de synthèse, facultés d'improvisation — la « pompe » n'est peut-être pas une si mauvaise initiation à la vie adulte telle qu'elle est. Sinon telle qu'elle devrait être. ■

INITIATIVES

Renault et ses filleules

Quel salarié ne rêve de devenir patron ? Une vingtaine d'employés de Renault-Véhicules industriels ont tenté l'aventure. Avec l'aide de leur ancienne entreprise.

MURIEL RAY

« *CREER ma boîte. J'en avais envie depuis longtemps. Quand j'ai appris que ma société offrait d'aider les salariés qui accepteraient de se faire licencier à fonder leur propre entreprise, j'ai foncé.* » Jusqu'à l'an dernier, Alain Ravet était dessinateur industriel chez Berliet. Rivé à sa planche huit heures par jour pour faire un travail d'exécution : rien d'enthousiasmant quand on a trente ans, de l'imagination, les dents longues, et une carrière bloquée faute de diplôme d'ingénieur. Il est maintenant patron d'une petite entreprise de chaudronnerie, dans l'Ardèche, qui compte cinq salariés. Plusieurs de ses collègues ont, comme lui, fondé leur entreprise.

Les difficultés de Renault-Véhicules industriels auront au moins fait quelques heureux... A l'origine, la délicate fusion de Berliet et de Saviem. La nouvelle société, R.V.I., voit le jour sur un marché déprimé, qui se situe au même niveau qu'en 1966. Résultats financiers médiocres ; effectifs et stocks surabondants. Les quelque deux mille départs en préretraite qui avaient été obtenus entre 1975 et 1978 dans les deux sociétés sont jugés insuffisants. Afin de réaliser de nouvelles compressions d'effectifs, un « plan de sauvegarde de l'emploi » — doux euphémisme ! — est mis en place début 1979. Quatre mille salariés ont ainsi quitté l'entreprise en un an.

Son principe : pas de mesures autoritaires de licenciement. On favorise les départs volontaires par l'attribution d'une allocation exceptionnelle, majorée en cas de départ rapide. Chaque départ est assimilé à un licenciement individuel pour motif économique. En outre, on cherche à faciliter la réinsertion professionnelle des salariés.

Dans ce but, une association régie par la loi de 1901 est créée : Reorca (Association pour la réorganisation et la réinsertion des cadres). Orientée essentiellement vers les cadres, elle a une quadruple mission : mettre les personnes licenciées en contact avec les organismes intervenant sur le marché du travail ; les conseiller en matière de formation ; faire des actions de préparation à la retraite ; et, enfin, aider à la création d'entreprises. Quatre volets d'une politique d'origine américaine, dite d'« outplacement », qui a pour fonction de minimiser l'impact négatif des licenciements et de préserver l'image de l'entreprise auprès des pouvoirs publics, des syndicats et de l'ensemble du personnel.

Quitter le cocon

Structure légère, Reorca a su apporter aux futurs entrepreneurs les conseils et informations dont ils avaient besoin. Mais aussi, grâce à l'enthousiasme de son animateur, Jean-Claude Bonnuit, elle les a accompagnés et encouragés. « *Quitter sa société, c'est toujours une rupture*, explique Jean-Claude Bonnuit. *Elle est masquée, dans le cas de la création d'entreprise, par le dynamisme de la démarche. Mais c'est quand même une drôle d'aventure que de quitter le cocon d'une bureaucratie géante pour se lancer dans l'entreprise individuelle !* »

La première fonction de Reorca est de sensibiliser les personnes intéressées aux problèmes liés à la création d'entreprise : « *Quand je suis venu voir Reorca avec mon projet*, déclare Patrice Castejon, ancien informaticien devenu patron d'une société de conseil en organisation, *nous l'avons examiné ensemble. J'ai assisté à des réunions d'explications sur les précautions juridiques, fiscales, et financières indispensables. Cela m'a permis de débroussailler le terrain.* »

Dès que le projet se précise, Reorca met à la disposition du futur créateur d'entreprise un expert-comptable. C'est là un atout majeur pour la réussite de l'expérience. « *Trop de gens s'imaginent qu'ils peuvent créer leur petite boîte comme ça, et qu'ils réfléchiront après aux choix d'une structure juridique*, explique l'expert-comptable de Reorca. *Ils ne se rendent pas compte que les implications fiscales sont différentes selon qu'on choisit la forme société ou l'entreprise individuelle, par exemple. Une erreur d'aiguillage à ce moment-là est difficilement rattrapable, et elle peut compromettre la survie de l'entreprise.* » Le rôle préventif de l'expert-comptable ne s'arrête pas là : il peut se transformer en chasseur de primes et aider l'entrepreneur à s'y retrouver dans le maquis des aides gouvernementales. Un appui qui n'a rien de superflu si l'on songe que l'on peut par exemple décompter, pour la seule région Rhône-Alpes, la bagatelle de quarante-neuf aides publiques au développement des entreprises. Lourde tâche que de dénicher la bonne, si elle existe !

Concrètement, l'expert-comptable favorise également le démarrage de la société en aidant à monter la comptabilité. Et, *last but not least*, l'expert-comptable, en obligeant l'entrepreneur à établir un plan prévisionnel sur trois ans, le pousse à faire un véritable scénario de sa future entreprise. Une action pédagogique dont l'utilité n'est pas à démontrer.

En matière financière, le rôle de Reorca est plus discret. L'association peut servir d'intermédiaire auprès des organismes de financement, mais elle n'apporte pas d'aide financière directe et ne fournit pas non plus sa caution. Une politique prudente, qui a l'avantage de ne pas compromettre l'autonomie des entrepreneurs, mais qui les condamne à compter sur leurs propres forces. Un cadre qui voulait fonder une entreprise de surgelés a dû renoncer, faute d'une banque acceptant de lui prêter les sommes indispensables au fond de roulement. Les autres ont dû se financer sur leur prime exceptionnelle et leurs indemnités de licenciement. En dépit des conseils du premier ministre, ce n'est pas si simple de créer son entreprise lorsqu'on est chômeur.

Malgré les difficultés rencontrées, aucun entrepreneur ne souhaiterait revenir au statut de salarié. Ce qu'ils ont gagné, c'est d'abord le sentiment d'autonomie. La liberté, qu'ils évoquent sans cesse, non sans une pointe d'ironie : « *Ce que j'ai trouvé*, dit Patrice Castejon, *c'est la liberté... de travailler trois fois plus...* » Ils ont aussi gagné la possibilité de se livrer au travail qui leur plaît. Hubert Pedrini, ancien dessinateur industriel, avait été déçu par le manque de créativité de son emploi ; depuis huit ans, il compensait cette frustration dans le cinéma d'amateur. Maintenant, son hobby est devenu son métier. Il réalise des films pour des associations, des entreprises ou des municipalités, et envisage déjà le recrutement d'un assistant. « *J'ai connu les vaches maigres, mais je le referais, sans hésiter*, déclare-t-il. *Je risque de me planter s'il y a un problème de fond de roulement, mais j'ai un métier qui me plaît, un autre style de vie, plus de hiérarchie au-dessus de moi.* »

Ceux qui ont poursuivi dans leur spécialité trouvent un élargissement de leur gamme d'activités par l'intégration des multiples tâches de gestion. Et, pour tous, c'est l'espoir de la promotion sociale qui leur fait accepter plusieurs années de revenus faibles ou incertains, et surtout le risque.

La voltige

Le risque. Y pensent-ils ? Réalisent-ils qu'il meurt plus d'entreprises qu'il ne s'en crée ? Que la conjoncture est difficile ? Qu'ils risquent de tomber dans les pièges de la sous-traitance ? Lorsqu'ils l'envisagent, c'est du bout des lèvres. Bien sûr, ils prennent des précautions. Tous font attention à diversifier leur clientèle, même si, comme Alain Ravet, ils se sont implantés au pied d'une centrale nucléaire pour bénéficier des retombées... économiques. Mais ils foncent. Ils ont appris la voltige. Savoir démarrer sous forme d'association loi 1901 pour continuer à toucher pendant un an les indispensables 90 %, pendant qu'on établit les premiers contacts commerciaux. Savoir vendre à perte pour se « positionner » par rapport à la concurrence déjà bien implantée. Savoir vendre ce qu'on n'a encore jamais fait, alors qu'on ne dispose d'aucun matériel pour le fabriquer...

Derrière les diversités apparentes, ils ont pour point commun le brin de folie qui fonde leur réussite. Mentalité d'entrepreneur pas morte ! La plupart d'entre eux n'avaient d'ailleurs pas attendu de fonder leur entreprise pour faire preuve d'esprit d'initiative : ce sont souvent d'anciens militants, animateurs de M.J.C. ou syndicalistes. Hubert Pedrini, par exemple, était membre du comité central d'entreprise de Berliet, et spécialiste des études économiques dans les instances locales de la C.F.D.T. Une expérience qui est loin de lui être inutile : lorsqu'il réalise un film sur un thème économique, comme celui qu'il tourne actuellement pour présenter la ville du Puy aux milieux industriels, il est en mesure d'effectuer lui-même les études économiques préalables. Les clients ne sont pas indifférents à une telle gamme de compétences !

Une vingtaine de salariés de Renault-Véhicules industriels ont ainsi fondé leur entreprise. Difficile de connaître le taux de réussite : quand ça marche, ils n'ont plus besoin de faire appel aux services de Reorca, prennent leur autonomie, et ne donnent plus signe de vie. Trois échecs seulement sont connus. La réussite la plus éclatante est sans doute celle de Patrice Castejon et d'Alain Jourdan, dont la société de conseil en organisation comptera à la fin de l'année quinze à vingt employés. A se demander si R.V.I. n'a pas laissé partir ainsi les meilleurs et les plus dynamiques de ses collaborateurs... La prochaine création d'entreprise sera-t-elle le lancement par les animateurs de Reorca de leur propre cabinet d'« outplacement » ? ■

DIEU

Un temple chez les marchands

Porte Maillot, au cœur du luxe et des affaires, une petite boutique où ce que l'on y cherche est gratuit : Dieu.

CAROLINE HELFTER

A CHAQUE époque ses idoles. Celles que l'on présente à l'adoration des foules d'aujourd'hui ont nom Cacharel, Féraud, Lapidus ou Jourdan. Qui possèdent des lieux de culte bien à elles, les échoppes de nos modernes centres commerciaux, où se prêche quotidiennement la grand-messe de la consommation. Alors, puisque c'est ainsi que les hommes vivent, l'Eglise a décidé d'occuper place parmi eux, au milieu d'eux. En ouvrant boutique dans ce temple qu'est le centre du Palais des congrès de la porte Maillot.

Au premier sous-sol, avec pour vis-à-vis Lanvin, Balmain et Torrente — les « must », — une porte ouverte, une enseigne discrète : Centre religieux international. Dieu tiendrait-il pignon sur rue ? « *Formule de journalistes* », rétorque promptement Bernard Violle, cinquante-deux ans, prêtre catholique chargé, en 1974, par l'archevêché de Paris, d'ouvrir ce lieu et qui l'anime depuis sa création. « *Bien sûr, notre implantation dans une galerie marchande peut paraître, de prime abord, étonnante. Elle procède tout simplement d'une réflexion sur l'urbanisme actuel. Avant, dans les anciens bourgs, vous aviez, le long de la route principale, la place du marché avec la mairie, le café du commerce et l'église. Carrefour de la vie, du passage et de la réflexion. Aujourd'hui, les cités se sont considérablement développées, et les églises, où les trouve-t-on ? Pour la plupart, dans des rues calmes et tranquilles, en dehors des grandes voies de circulation. Terminal d'Air France, hôtels, magasins, congrès de toute nature, manifestations culturelles, variées, ici, porte Maillot, on a tout.* »

Sobre et modeste au milieu du clinquant et du tape-à-l'œil, gratuite parmi les chères, la boutique du Centre religieux international est ouverte sept jours sur sept. Un local de 85 mètres carrés comprend le bureau d'accueil, un coin lecture, où sont proposés des livres d'inspirations confessionnelles diverses, une pièce réservée aux conversations personnelles et un petit oratoire où peuvent venir se recueillir quelle que soit leur religion — ou leur absence de religion, — les passants désireux de s'arrêter un moment.

Oasis de silence et de calme qui tranche sur la trépidation environnante. Au mur, des présentations d'œuvres artistiques nées de la foi : originaux du *Miserere* de Rouault, sculptures africaines employées à titre religieux, ou, tout dernièrement, reproductions d'icônes russes. Messages visuels qui, outre leur intérêt propre, permettent souvent d'établir le contact avec ceux qui franchissent le seuil.

Leur nombre est très variable : de dix à mille par jour, et, s'il est, bien sûr, fonction de la quantité globale de visiteurs du Palais des congrès — les congrès importants, les mois d'intense frénésie commerciale, comme ceux qui précèdent les fêtes, amènent ainsi beaucoup de monde, — il est impossible d'affiner plus la statistique. « *Il n'y a pas de règle*, constate Bernard Violle, *et aucun critère ne permet de dire au début d'une journée s'il y aura beaucoup ou peu de passage.* »

Curieux

Ceux qui entrent, de toutes races, nationalités et confessions, sont d'abord des curieux. En gros, moitié de chrétiens, moitié de non-chrétiens (juifs, musulmans et bouddhistes) et athées. Intrigués par cette boutique sans vitrine, ils veulent voir de quoi il s'agit. Certains, comme dit la comptine, font trois petits tours et puis s'en vont. D'autres s'attardent un peu devant le panneau d'affichage qui indique les différents lieux de culte, font le tour de l'exposition et, toujours silencieux, ressortent sans avoir posé de question. Mais nombreux sont ceux qui ont quelque chose à demander : du simple renseignement, pour connaître une adresse et pouvoir s'orienter vers sa communauté, au questionnement plus profond, les demandes sont de toute nature. « *Beaucoup de non-chrétiens*, explique le Père Violle, *et, d'une manière plus large, de non-Occidentaux, bouddhistes et musulmans notamment, frappés par la persistance de la chrétienté à travers l'histoire, s'interrogent sur leurs propres relations avec la culture et la civilisation actuelles. Des chrétiens, pour leur part, sont désarçonnés par un certain nombre de questions qu'ils ont avec nous l'occasion, de manière tout à fait anonyme et sans engagement, d'aborder très ouvertement.* »

Questions d'ordre moral ou questions plus proprement religieuses, questions aussi nourries par l'actualité et, en particulier, l'actualité de l'Islam ces derniers temps, de toute interrogation peut naître la discussion. Le Père Violle et les deux personnes qui travaillent avec lui à l'accueil n'ont évidemment ni réponses toutes faites ni recettes à fournir. Ils en ont d'autant moins que toutes les religions n'offrent pas le même éclairage sur les problèmes qui viennent à être évoqués. Ils situent donc leur point de vue de catholiques et s'efforcent, avec le passant, d'entamer une réflexion. Que celui-ci aura le loisir de poursuivre seul par la suite (il est exceptionnel que les gens reviennent) ou avec le représentant d'un autre culte avec qui on peut le mettre en contact.

Le seul fait d'être entré peut avoir chez certains individus un profond retentissement. Il est exceptionnel de le savoir, mais quelques cas sont revenus aux oreilles du Père Violle, tel celui, extrême, de ce Parisien qui a regardé l'exposition « Noël à travers les âges », feuilleté le livret qui y était consacré avant de repartir sans un mot. Un an et demi après, il s'est présenté dans un catéchumat pour demander le baptême adulte.

L'important est d'avoir été là, d'être là, disponible. Savoir donner sans rien attendre. Car, en définitive, conclut le Père Violle, « *nous ne savons pas ce que nous faisons. Dieu seul le sait* ». ■

CROQUIS

Arbres vagabonds

La rue est nouvelle, la rue est changée. On ne s'y reconnaît plus ! Les ménagères posent leurs cabas et regardent les arbres qui ont poussé en une nuit dans des bacs gigantesques.

Les personnes âgées descendent du sixième, pour voir, les enfants font rouler leur ballon d'un trottoir à l'autre, les chiens traversent en liberté, les chats assis derrière les volets, la queue bouclée autour des pattes, guettent la maîtresse du logis qui s'attarde, poings aux hanches, bras croisés, elle prend possession de sa rue comme les autres.

La rue est aux piétons, on l'a meublée de bancs, de corbeilles de fleurs et d'arbres.

« *Ils sont vraiment beaux ces arbres*, s'exclame une petite dame, *mais leurs pots sont trop gros, je veux dire, par rapport à la rue.*

— *Vous avez raison*, répond une personne de goût dont l'écharpe bleue balance sur une veste bien coupée, *ils sont disproportionnés.*

— *Cela ne fait rien*, répond une autre, *on va peut-être les changer.*

— *Vous voulez dire les arbres ou les pots ?*

— *Les arbres. Il paraît qu'ils sont provisoires.*

— *Ah oui, comme les chrysanthèmes, vous savez, ceux dont ils avaient fait des corbeilles il y a quelque temps. Ils ont décidé que ça n'allait plus, ils en ont déterré, on pouvait se servir avec ceux qui restaient, j'avais un dîner de famille, j'ai tout ramassé.* »

La rue est aux piétons. Un grand panneau neuf a prévenu : « *Interdit, sauf aux riverains.* »

Les commerçants guettent. Quelques voitures passent empruntant pour le voyage un cœur léger de riverain, les autres boudent et font le détour, elles emmènent ailleurs les acheteurs éventuels des boutiques de la rue. « *C'est bien connu*, dit un marchand de prêt-à-porter, *c'est en roulant doucement au volant d'une voiture qu'on a les meilleures tentations en face des magasins... Alors maintenant, vous comprenez...* »

Devant le panneau barré de rouge, les commerçants voient s'envoler leur clientèle assise, ils commencent à moins bien respirer, ouvrent leur porte, cherchent nez au vent d'où leur vient cette odeur nouvelle, incommodante, ils regardent du côté des arbres qui, toutes branches tendues, expirent innocemment leur oxyde de carbone.

Les arbres sont partis quelque temps plus tard, la nuit ou le matin de bonne heure. Je ne suis pas arrivée à temps pour les suivre. Il paraît qu'ils circulent quelque part dans la ville avec leurs camarades envoyés par la mairie. Ils cherchent des endroits sans boutiques, ils se promènent à l'essai dans de nouvelles rues piétonnières, à l'essai, elles aussi. Ils tournent. On les a vu repasser, paraît-il, quelques semaines plus tard en camion derrière des quantités de voitures dans la rue de la dame à l'écharpe bleue. Ils ont enfilé la rue sans histoires. Depuis quelques jours, elle n'est plus aux piétons.

GUYETTE LYR.

Écrans

« *Eh ben, moi, je le dirai à Zorro.*

— *Tu le connais même pas, alors...*

— *Eh ben, moi, j'irai dans la télé, par une petite porte, et j'irai tout lui dire...* »

Nicolas, trois ans, menace ainsi sa grande sœur, qui pouffe de rire. Il va falloir qu'il apprenne ce qu'est un écran. Il prendra vite l'habitude.

Le matin, on jette un coup d'œil à la fenêtre pour deviner le temps qu'il fait de l'autre côté de nos 19 degrés autorisés. Puis, après s'être vérifié dans le cadre d'un miroir, on s'engouffre dans une voiture, un bus ou un métro à température chambrée. Les rues, les gens défilent derrière les carreaux poussiéreux. A un feu rouge, on regarde une vitrine : là, c'est le double vitrage. Les autres ne regardent jamais à l'intérieur des véhicules, ils respectent une sorte d'intimité ; eux sont à l'extérieur, en état d'infériorité.

Arrive l'heure où des milliers de portes vitrées se referment sur des salariés au travail. Regardez une banque depuis la rue, et pensez à ces expositions de fourmilières sous plaques : les employés, comme les insectes, ne voient pas la transparence. Ils se comportent exactement comme derrière un mur de béton.

Ailleurs, des surveillants observent de petits écrans bleuâtres, des journalistes déchiffrent des textes fluorescents sous la visière d'un poste, des aiguilleurs du ciel sont branchés sur plusieurs carrés d'azur artificiel à la fois. On se demande si, le soir, ils peuvent encore ingurgiter leurs deux heures de télé quotidiennes...

Le week-end, heureusement, on part à la campagne. Dans la voiture, seul le chauffeur semble voir les détails au-delà du pare-brise. C'est souvent lui qui indique : « *Vous avez vu le château, là-bas ?* » — « *Où ça ?* » demandent les passagers bercés par les vagues des kilomètres engloutis. Derrière les vitres, le regard devient paresseux. Le paysage ne vient plus à vous, il faudrait lutter contre la vitesse avec laquelle il se déroule. Au péage de l'autoroute, des cabines se rencontrent : deux bras se tendent dans l'air frais, le temps du relais. On remonte frileusement la glace. Pourtant, un pâle soleil, multiplié par l'effet de serre, commence à rendre l'air irrespirable. On met ses lunettes de soleil, et on pense : « *Est-ce que j'ai pris ma crème "écran total" ?* »

Nos regards se déplacent suivant la nage des poissons en aquarium. Ils se heurtent aux écrans rectangulaires ou aux cubes, dans un mouvement de va-et-vient monotone. Nous nous sommes habitués à ne regarder que le plaqué, la vraie profondeur d'un horizon nous trouble la vue. Sommes-nous encore capables d'apprécier les nuances d'un vaste panorama, par très beau temps et très grand vent, sans lunettes ? Vous me direz : et après ? Il y a de très bons films là-dessus. La couleur est tout à fait au point, et on y voit bien mieux que si l'on y était.

Il fut un temps où l'on s'apitoyait sur les œillères des chevaux...

CLAUDE ROLLET.

Conte froid de JACQUES STERNBERG.

L'âge

Elle était née d'un père qui aurait pu être son grand-père. Son premier amant avait largement l'âge d'être son père. Elle épousa un homme assez âgé pour être son arrière-grand-père. Elle en arriva à avoir un enfant qui pouvait être sa mère.

Quand le kibboutz prend du ventre

(Suite de la première page.)

Signe des temps encore, le kibboutz a vite fait de désigner ses privilégiés : pas le moindre responsable ou bureaucrate en cause — ils seraient plutôt l'objet d'une tendre commisération ; non, simplement les « *motorisés* » et les « *remboursés* », ceux que leur fonction appelle dehors, qui roulent en voiture et marchent sur notes de frais ! Quelques heures de bagnole et de pleine autonomie : beau rêve de kibboutznik... à faire frémir les vieux pionniers.

Course au bien-être et quête d'indépendance sont étroitement liées au retour en force de la famille, qui les suscite et les justifie. C'est l'enjeu du moment, nouveau défi qui pourrait, un *jour* prochain, bouleverser la physionomie du kibboutz. La tendance, en tout cas, est quasi générale, que l'institution résiste ou non. Objet premier des polémiques : faut-il donc renvoyer les enfants, jusque-là logés séparément, au foyer de leurs parents ? La question peut sembler futile : elle cache en fait d'autres choix et ouvre droit la porte aux querelles plus ou moins feutrées sur les grands principes.

Le retour au bercail

C'est que les « anciens » l'avaient bel et bien cassée, cette famille qui se reforme et revendique un peu — beaucoup — d'espace. Simple commodité, affirment les uns : les pionniers devaient répondre aux exigences des temps de pénurie, employer toute la force de travail disponible et regrouper les enfants pour libérer des bras. A quoi bon, dès lors, ériger en principe une contingence dépassée ? Non point, rétorquent d'autres : il s'agissait, et il s'agit toujours, de lever un obstacle, celui que la famille classique oppose d'instinct au collectif. Bref ! gare aux trahisons...

Yehiam n'a pas encore choisi. Les gosses y sont encore groupés. Pour l'instant. Car les pressions ne manquent pas. « *Il est parfois difficile, c'est vrai, d'aller rendre les enfants aux éducatrices avant le dîner, après trois ou quatre heures passées à jouer ou à parler ensemble* », admet Ouri, fils et fille sur les genoux. « *Il y a conflit, chacun le sent bien. Les retards s'accumulent à la maison d'enfants et personne ne fait trop d'efforts pour remettre un peu d'ordre. On joue le laisser-aller pour imposer, à petits pas, le retour au bercail...* » Pourquoi une telle tendance ? Ouri soupire. Voilà trois jours qu'il mitonne un rapport sur le sujet. Pas si simple. « *Le kibboutz a grossi*, explique-t-il, *et la famille sert maintenant de refuge affectif, de lieu de sincérité et d'intimité. La vie sociale est très institutionnalisée, tout le monde se connaît, se côtoie à tout moment. La seule sanction ici, c'est celle de « l'opinion publique ». On est tellement « à découvert » que cela crée des mécanismes de défense : on se refrène face au groupe et l'on a besoin de la famille pour se relâcher...* »

Ainsi, à la troisième génération, le kibboutz voit se resserrer, autour de l'éternelle « mamma juive », les liens intimes et complices de la « *kamoula* » (la famille élargie), qui étend insensiblement ses prérogatives et va parfois jouer les *lobbies* s'il faut, à l'assemblée générale hebdomadaire, imposer une mesure favorable à l'un de ses fils... Les femmes sont à la pointe du mouvement, et plus encore celles qui sont nées au kibboutz. C'est que le système, tout en prêchant haut et fort l'égalité des sexes, en est resté à une distribution fort traditionnelle des rôles : la production est assurée à 80 % par les hommes, les « services » et l'éducation, dans la même proportion, par les femmes.

Des années de course au rendement pour relever le défi économique n'ont rien arrangé. Le travail à l'usine ou aux champs est vite devenu l'activité noble par excellence. « *Les femmes ont elles-mêmes intégré cette pensée dominante* », reprend Ouri. Annat, son épouse, écoute d'une oreille faussement distraite mais ne dit mot. « *Finalement, elles se jugent elles-mêmes selon les mêmes critères et perçoivent leur propre image comme dévalorisante. Elles se sentent en marge, et le seul lieu qui réponde vraiment à leurs critères — qualitatifs ceux-là, — c'est la famille, un domaine où elles se retrouvent valorisées à la mesure de leurs aspirations et de leurs attentes...* »

Le foyer, dernier refuge contre une société mâle ? Le « papa-maman », très nid douillet, pour libérer la femme ? De quoi indigner la plus timide des féministes... « *Pas du tout*, rétorque encore Ouri, *la famille ici n'est pas si réactionnaire. Elle ne recouvre pas le partage traditionnel des rôles et des pouvoirs — monsieur apporte le fric, madame fait la popote — puisqu'elle n'existe pas comme cellule économique.* » Annat a disparu de la pièce, toujours muette...

Certains, pourtant, se montrent plus inquiets. Elie, de retour au kibboutz après six ans d'absence, paraît même effaré. « *Aujourd'hui*, maugrée-t-il, *loin de chercher à réaliser la liberté de l'homme — c'est tout de même notre raison d'être, — voilà que l'on quémande les « droits du citoyen », ça pour Untel, ça pour l'autre... Quand je rappelle que la famille n'est pas une valeur en soi, je crie dans le désert ! Combien d'enfants quittent maintenant le kibboutz ? Pas par la grande porte, non, par la petite : celle de la famille...* »

Enrichie, assagie, amollie peut-être, la « cité des égaux » est-elle donc, doucement, en train de couper ses racines et de renier ses pères ? On ne s'émeut guère, au kibboutz, des semonces péremptoires : ceux qui crient à la trahison ou donnent, pleins de bienveillance, des leçons de fidélité aux grands principes ne sont-ils pas, souvent, confortablement installés en ville ? Pas d'alarme : le système a subi d'autres secousses, relevé d'autres défis et montré, à chaque fois, qu'il savait, selon les cas, réagir ou s'adapter.

Sans schéma au départ

Mais les questions, les inquiétudes, n'en sont pas moins réelles. A preuve : l'on ressent, çà et là, un tel besoin de parler que l'on se donne, à tour de rôle, et en groupes restreints, quarante-huit heures pour tout « déballer ». Un mélange d'examen de conscience et de « cent fleurs » à la Mao... Une quête nouvelle d'identité entre le retour aux sources et une réalité bouleversée.

« *Les jeunes viennent me voir et me demandent : « Qui est le » prophète ? Où est sa bible ? »*, raconte Amos Oz, l'écrivain kibboutznik que la gloire littéraire n'a pu enlever à sa vieille chambre de Hulda. « *Comme si nous ne pouvions vivre sans un Marcuse ou un Guevara, avec théorie, programme et mode d'emploi... Heureusement, nous n'avons rien de tout cela. Les fondateurs n'avaient aucun schéma, seulement une vague combinaison d'idées marxistes et tolstoïennes assaisonnées d'idéaux bibliques...* »

Ni Talmud ni maître penseur peut-être, mais une longue histoire. Celle d'un mouvement qui, situé à l'avant-garde d'une société naissante, n'imaginait de la voir grandir qu'à sa propre image : égalitaire, volontariste, sans classes ni privilèges, bref... socialiste. Las ! l'histoire n'a pas suivi, elle a trahi. L'Etat, sitôt installé, a renvoyé les pionniers à leurs vaches et à leurs orangers. Israël a vite boudé le paradis que ses « prophètes rouges » lui promettaient, et s'est laissé aller aux séductions de la « *grande bouffe* » made in U.S.A. Et voilà finalement cette société que l'on prétendait modeler qui, perfide et insidieuse, inocule et répand ses « fausses valeurs » à l'intérieur même du kibboutz.

« *Nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire, nous ne sommes pas au couvent, et nous devons supporter la compétition que nous impose, sur tous les plans, la société qui nous entoure, un petit monde à l'américaine, plutôt raté...* »

Le pari n'était pas sans risque : la fuite en avant productiviste, à coups d'industrialisation intensive, a fait vivre le kibboutz en osmose parfaite avec l'économie du pays. Mais la promiscuité a son revers : difficile d'être meilleur que le meilleur des capitalistes en continuant de construire la cité idéale d'un printemps socialiste.

Préserver une « mentalité insulaire »

Les esprits ont bel et bien changé : profit et rentabilité, fort éloignés des généreuses intentions de l'époque pionnière, sont aujourd'hui aux meilleures places dans l'échelle des valeurs admises. Un sondage très approfondi sur la « deuxième génération au kibboutz » fait ainsi apparaître que 45 % des fondateurs, mais surtout 59 % de leurs cadets sont prêts à restreindre la démocratie interne pour favoriser le développement et la croissance.

Les kibboutzim les plus « militants » ont, depuis quelques années, senti le danger. Pour eux, l'expérience ne peut se prolonger *ad aeternam* en préservant la coexistence pacifique avec l'environnement hostile. Le kibboutz, assurent-ils, doit incarner une contre-société, maintenir une « *mentalité insulaire* » et fabriquer ainsi les anticorps nécessaires pour résister au virus de l'extérieur. Mais comment s'y prendre ? « *Nous étions juifs, sionistes et socialistes*, explique Arieh, l'historien d'Ein Dor — autre kibboutz de la Galilée, — *mais nos fils ne sont plus rien de tout cela. Juifs ? Ils n'ont jamais vécu, au milieu de non-juifs, l'exclusion ou la persécution. Ils sont Israéliens. Sionistes ? Ils n'ont jamais connu qu'Israël. Socialistes ? Ce qu'ils savent de l'exploitation, ils l'ont appris dans les livres : ils sont nés dans une société qui, justement, s'efforce d'écarter tout conflit. Ça ne fabrique guère de révolutionnaires...* »

Symptôme patent d'une dérive que bien peu contestent : le kibboutz, qui se voulait « *avant-garde de combat* », s'est presque naturellement — voire logiquement — dépolitisé. Il est loin, très loin, le temps du « *collectivisme idéologique* », où le parti et son discours cimentaient la communauté, où les tribulations de la gauche israélienne, les querelles entre travaillistes semaient la discorde dans les familles, où les grands et petits schismes de congrès poussaient certains kibboutzim jusqu'à la scission. Aujourd'hui, à Yehiam comme ailleurs, la politique ne fait plus recette. Pour beaucoup, elle sent trop le marécage, une affaire de professionnels appointés que l'on regarde de loin, sans passion.

Que de désillusions, il est vrai ! Les pionniers avaient deux patries : Israël et la révolution d'Octobre. Leurs odes à Staline étaient aussi vibrantes qu'ailleurs, et Tito, dans la presse du Mapam — la gauche de la gauche — n'était qu'un « hitléro-trotskiste »... Fâcheux boomerang : la seconde patrie est passée à l'ennemi, du côté des Arabes, et, avec elle, nombre d'amis d'hier qui, à travers le monde, ont découvert sur le tard que la « bonne cause » était palestinienne. Amplement de quoi ébranler la foi et les vieilles certitudes ! Et trente années de travaillisme au pouvoir n'ont guère redoré le blason d'une gauche bientôt usée et privée de ses mythes nourriciers.

La victoire de M. Begin a créé un choc salutaire et réveillé des énergies plus qu'assoupies. La visite de M. Sadate, la paix signée avec l'Egypte, ont levé un vent d'espoir. Les enfants des kibboutz sont aujourd'hui à la pointe du mouvement pacifiste, même s'ils continuent — comme hier — de fournir à Tsahal (l'armée nationale) ses meilleurs officiers et ses commandos d'élite. Le sursaut est incontestable, mais est-il suffisant ?

« *Le vrai problème*, assure Elie, *c'est que nous n'avons pas su réinventer la politique. On a un parti d'opposition qui va, de temps en temps, bouffer avec les autres au râtelier, rien de plus. En se soumettant à la politique traditionnelle, on s'est coupé de notre projet. Or, la politique reste le seul garde-fou pour contrebalancer les glissements inévitables d'une expérience qui a joué volontairement l'institutionnalisation, qui a accepté de se salir les pattes...* »

On ne s'angoisse pas tant à Hanita, un kibboutz bien tranquille, tassé le long des barbelés de la « bonne frontière » avec le Liban. En fait de « *collectivisme idéologique* », on y trouve aujourd'hui autant de jeunes gauchistes que de sympathisants actifs du Goush Emounim (droite religieuse). Et personne ne semble en faire grand cas.

« *C'est vrai*, admet David, journaliste et écrivain venu tard à Hanita, *on est devenu réformiste. Après tout, le kibboutz, c'est d'abord un îlot de qualité de vie : on y travaille huit heures, on dort huit heures, et il reste autant pour vivre vraiment, libéré de toutes les contingences. Ni marché, ni cuisine, ni lessive... Des loisirs. Le kibboutz n'a plus besoin d'être révolutionnaire. « Sa » révolution, il l'a faite. « La » révolution, non. Mais qui l'a faite ?* »

Simple oubli ? David n'ajoutera pas que Hanita vit bien, d'une usine plus que prospère, qui emploie... 90 % de salariés extérieurs à la communauté ! Il est là, peut-être, le vrai cancer, fruit d'une logique implacable, presque partout reproduite, même si — avec 90 % — Hanita fait figure d'exception. Lancé dans l'aventure industrielle, le kibboutz a bientôt manqué de bras pour ses outils. Rentabilité oblige : il a embauché. Cette fois, on écornait les grands principes, au cœur même du système. Pardi ! voilà le kibboutz patron... Et pas de n'importe quels ouvriers : des Arabes évidemment, mais aussi beaucoup de juifs. Les « autres » juifs, ces séphara des venus du Sud ou de l'Orient, qui constituent désormais la majorité des Israéliens, « *plus émigrants qu'immigrants*, dit Arieh, *mais davantage par la misère que par les aspirations sionistes* ».

L'avant-garde socialiste a bien trouvé ses prolétaires. Hélas ! ils n'ont guère l'âme au collectivisme. Le kibboutz ? Ils vont seulement y chercher de quoi vivre, un gagne-pain... Et, comble de tout, ils forment les meilleurs bataillons de l'électorat de M. Begin ! Ainsi, le recours au travail salarié, outre qu'il trahit l'esprit même du système kibboutzique, coupe le mouvement d'une réalité sociale qui, peu à peu, lui échappe.

Mais la menace, cette fois, est prise au sérieux : de tous côtés, on s'efforce désormais de résorber sans drame cette main-d'œuvre supplétive. Révision déchirante parfois : Hanita, suivant les conseils pressants de sa « fédération », a décidé de vendre sa belle usine. « L'oasis du bien-être » en pâtira sans doute, qu'importe. Devenu « ghetto de riches », le kibboutz pourrait-il donc rester ce qu'il prétend être : un « *non-échec remarquable* » ? ■

DOMINIQUE POUCHIN.

112 613 personnes

On compte aujourd'hui 244 kibboutzim en Israël. Ils regroupent 112 613 personnes (3 % de la population israélienne), mais seulement 60 855 membres adultes, le reste comprenant les enfants (34 285), les parents âgés vivant chez des kibboutznikim (2 253), des volontaires temporaires (4 377) et des jeunes « cas sociaux » éduqués au kibboutz (4 342).

Les kibboutzim sont centralisés en grandes fédérations, liées chacune à un parti politique israélien :

— La fédération Ihoud (89 kibboutzim), fondée en 1951, est associée au parti travailliste et suit une ligne jugée « modérée » ;

— La fédération Haméouhad (62 kibboutzim), fondée en 1927, est liée à une fraction de gauche du bloc travailliste ;

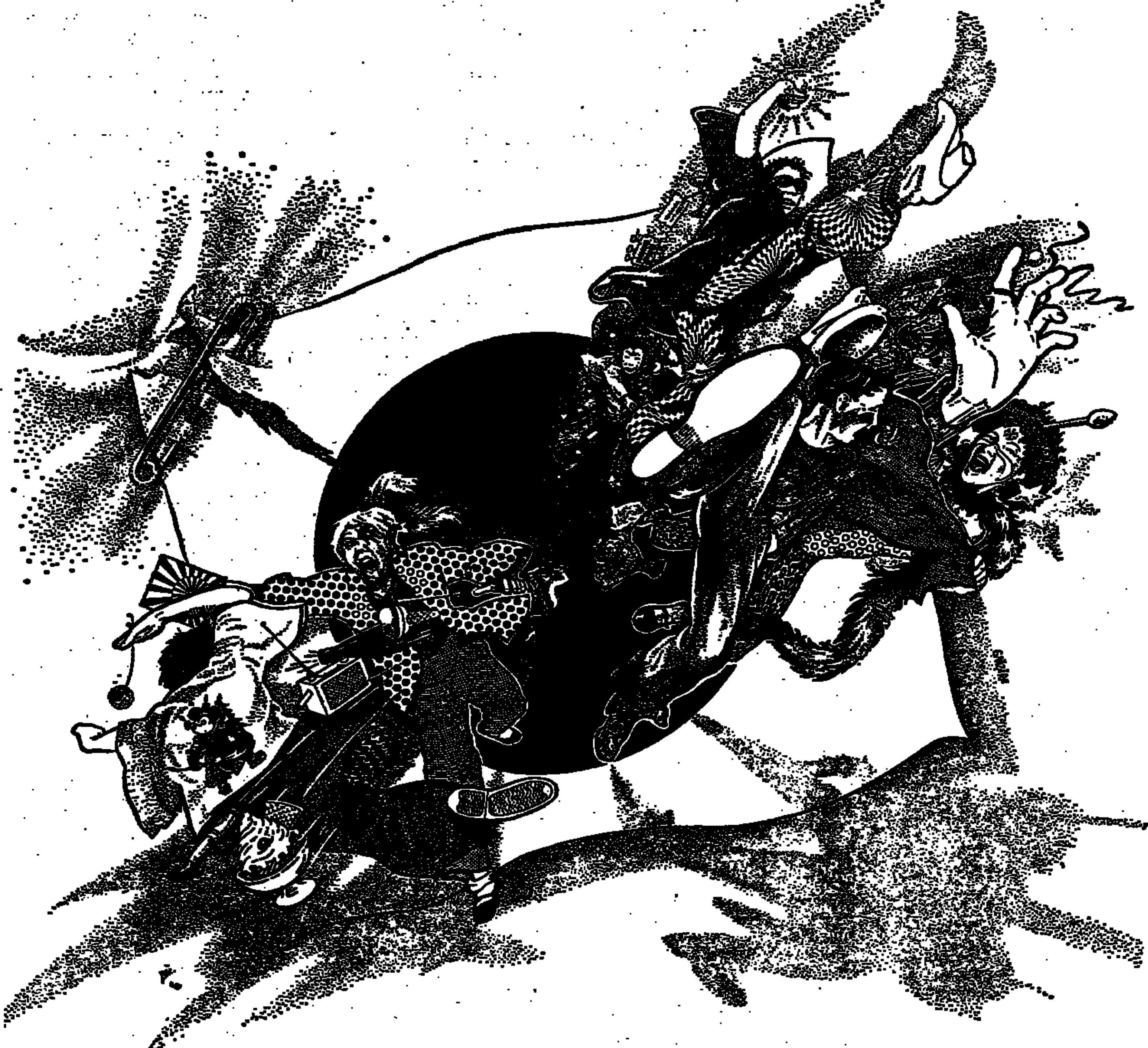
— La fédération Artzi (76 kibboutzim), également fondée en 1927, est la plus « engagée » politiquement. Elle est étroitement associée au MAPAM, qui représente l'aile gauche du sionisme socialiste.

Chargées de coordonner l'activité des kibboutzim et d'éviter, par une péréquation de certains revenus, de trop grandes distorsions entre riches et pauvres, ces fédérations sont regroupées — ainsi que deux autres, moins importantes et liées aux partis religieux — dans une « Union générale » qui coiffe l'ensemble du mouvement.

ERRATUM. — Dans l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz sur la presse intégriste du Caire (*le Monde Dimanche* du 18 mai 1980) il fallait lire que le titre du livre de Tewfik El-Hakim était *Journal d'un substitut de campagne en Egypte* (et non pas en France). D'autre part la plus haute autorité sunnite est le cheikh d'Al-Azhar (et non pas Balazar...).







JEAN-PIERRE GAUZERE

JAPON

Les « pousses de bambou »

Les « pousses de bambou » (takenoko), ce sont des garçons et des filles de douze à seize ans qui, affublés de tout ce qui leur tombe sous la main, dansent dans les espaces piétonniers de Tokyo.

PHILIPPE PONS

OUTRAGEUSEMENT maquillés, le visage pailleté de petites étoiles collées sur les joues, avec pour certains une coiffure « afro », pour d'autres les cheveux décolorés virant au rouge ou au jaune, revêtus de vêtements extravagants aux couleurs agressives, ils sont un millier de garçons et de filles, par groupe d'une quinzaine, dansant autour d'un transistor à cassettes déversant des volées de musique disco dans un de ces « paradis » dominicaux pour piétons, près du parc Yoyogi à Tokyo.

Ceux que l'on appelle désormais takenoko (les pousses de bambou) sont pour la plupart des lycéens qui ont entre douze et seize ans. Le phénomène takenoko, qui était apparu en octobre dernier, est reparti de plus belle et gagne aujourd'hui d'autres espaces piétonniers de Tokyo.

Les takenoko ont un petit côté punk — la crasse et l'agressivité en moins. Ils s'affublent de n'importe quoi : pinces à linge, chapeau de vendeur d'hamburgers, énormes épingles plantées dans les cheveux, animaux en peluche ou plaques indiquant les toilettes à la ceinture, masque de Mickey, etc. Enrubannée, portant boa et sautoirs de bimbeloterie, une fille d'une quinzaine d'années, une joue bleue et l'autre jaune, sort de sa bouche un hochet pour nous répondre en riant : *« Pourquoi tout ça ? Pour se faire remarquer, danser, s'éclater »*, et elle reprend son déhanchement sur une musique du groupe Abba, rythmée par les coups de sifflet de ses camarades. Les takenoko viennent de milieux sociaux divers. Avec ou non l'accord de leurs parents, ils se retrouvent chaque dimanche et jour de fête près du parc Yoyogi. Chaque groupe a son nom et ses membres portent souvent un badge. Le chef du « Sexy Group », vêtu d'une sorte de toge noire et jaune, également lycéen, raconte qu'il vient chaque dimanche avec sa petite amie Yoko : *« Les groupes se sont formés sur place. Au début on allait dans les discothèques, mais en raison de notre âge et de nos vêtements, on ne nous accepte plus. La police venait souvent pour rechercher des fugueurs, c'est pour ça surtout que les discos nous ont chassés. Maintenant on se retrouve dans la rue. »*

Les takenoko doivent leur nom à une petite boutique du quartier voisin de Harajuku, lieu de rendez-vous des adolescents. Dans les petites ruelles, derrière la grande avenue qui, le dimanche, est un espace pour piétons, se bouscule une foule très jeune, plus ou moins excentrique dans son habillement. Là se succèdent des petites boutiques de vêtements : du jean usé à la jupe Bécassine, on trouve tout, en général pour moins de 10 000 yens (environ 180 francs). Parmi ces boutiques, Takenoko fait désormais fortune avec le style qu'a lancé son jeune propriétaire, M. Otake. *« On parle de la mode de Paris ou de New-York. Moi, j'ai voulu créer un style inspiré de la tradition orientale »*, dit-il. Ses créations sont un mélange de la robe chinoise brodée d'un dragon, destinée dans toute l'Asie aux touristes américains, du pantalon bouffant des paysannes japonaises en passant par les tenues des judoka.

Pendant que nous sommes dans le magasin entrent trois étudiantes en uniforme de lycéennes, col marin, jupe plissée bleue et socquettes blanches. Elles font leur choix en pouffant ou riant nerveusement puis vont dans la boutique voisine acheter les petits chaussons chinois de couleurs diverses, qu'affectionnent les takenoko. Elles sont prêtes pour aller rejoindre leurs camarades.

Près de chaque groupe de takenoko, il y a généralement un amas de sacs en papier : c'est qu'ils arrivent à Yoyogi en vêtements de petits Japonais bien sages, comme on aime à se les représenter. Dans le sac, ils ont leurs maquillages et leurs costumes et se changent dans les bosquets voisins. Récemment s'est produit un incident avec les voyeurs du parc. L'un d'entre eux, surpris en train d'observer des filles se déshabiller, a été roué de coups par leurs camarades : il a dû être hospitalisé.

Malades ou étrangers ?

Bien qu'ils soient très jeunes et que les filles soient plus nombreuses que les garçons, les takenoko, explique le président de l'« association Takenoko », dix-sept ans, serveur dans un restaurant, viennent en général par couple. Leurs flirts dans les fourrés du parc sont une « aubaine » pour les voyeurs, écrit l'hebdomadaire *Shukan Asahi*.

Parmi les takenoko, il y a un groupe, un peu plus âgé, de travestis. Ces « gay », vêtus de collants et de minijupes, s'« éclatent » aussi en dansant au soleil sous les yeux de la foule des badauds du dimanche, qui font cercle autour des groupes, ou les regardent du haut des passerelles pour piétons qui chevauchent la rue. *« Ils sont malades »* disent certains. *« Pourquoi pas ? »*, nous dit pour sa part un vieux monsieur qui passait par là, par hasard, et qui en voyant leurs accoutrements a cru qu'il s'agissait d'*« étrangers »* ! Les takenoko ne sont pas les premiers à danser dans les rues. Le parc de Yoyogi était déjà, depuis dix ans, le rendez-vous des *rockers*. On les appelle *« amagra »*, contraction du titre du film *American graffiti*. Plus âgés, coiffure « banane » gominée, chaussures effilées dont l'extrémité se relève, complets aux épaules tombantes ou jeans et blouson de cuir, ils dansent sur des airs de Presley et de Bill Haley, avec leurs compagnes, jupes larges et rubans dans les cheveux, très « années 50 ». La plupart des *« amagra »* sont des jeunes ouvriers. Lorsqu'ils sont fatigués, ils s'allongent sur le macadam et regardent passer les badauds et les filles, quelque peu provocantes, en jupes noires fendues et bas à résille, ou les patineuses en short avec, au dos, un petit sac avec leurs vêtements. A 18 heures, la rue sera rendue à la circulation et tout le monde rentrera chez soi, la foule — anonyme — comme ces filles et ces garçons qui ne cadrent pas tout à fait avec l'image que l'on a, à l'Occident, de la « jeune fille » ou de l'employé japonais modèle. ■

REFLETS DU MONDE

LE SOIR

Les sourires de Varsovie

Les commentateurs diplomatiques s'étaient beaucoup interrogés sur les raisons profondes du récent voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie et de la complaisance qu'il avait ainsi manifestée à l'égard de M. Brejnev. Faut-il y trouver une réponse dans cet entrefilet du quotidien belge *le Soir* ?

« La confrérie de l'« Ordre du Sourire » a tenu sa première session internationale à Varsovie, écrit-il. *Cet « ordre » consiste en un jury d'enfants qui accordent une distinction à des personnalités qui se sont distinguées par leurs activités en faveur des jeunes.*

» Uniquement polonais à l'origne, il vient de s'ouvrir aux étrangers, et parmi les premiers lauréats étrangers l'on retrouve : Sergei Mikhalov d'U.R.S.S. et Peter Ustinov de Grande-Bretagne, qui ont été choisis comme vice-présidents de la confrérie, Niki Goulandris de Grèce, Helen Pantaleoni des Etats-Unis, etc. » Aucun « Prix du sourire », n'a en tout cas, semble-t-il, été décerné à M. Gromyko.

Newsweek

Pour chasser le moustique au fusil

La guerre contre les insectes nuisibles vient d'enregistrer un nouveau progrès dans la course aux armements, si l'on en croit l'hebdomadaire américain *Newsweek*. Celui-ci raconte :

« Les moustiques, les taons et autres insectes ennuyeux font partie de l'été, au même titre que les pique-niques sur la plage — et la bonne vieille tapette à mouches est au mieux une solution aléatoire au problème. La société Martin Paul, de Hayward, dans le Visconsin, a mis au point une arme plus moderne pour combattre ces pestes de l'été. Le « Tire-mouches » est un fusil en plastique, mû par ressort, qui utilise comme munition un disque rond retenu par une ficelle. Au lieu de pourchasser l'insecte en tentant de lui assener un coup de tapette, l'utilisateur n'a qu'à viser, et tirer le disque — qui tue l'insecte sous l'impact. Le procédé peut être utilisé à l'intérieur ou à l'extérieur, mais il est présenté comme particulièrement efficace pour éliminer les insectes qui se sont posés dans des coins difficiles à atteindre ou sur de hauts plafonds. Ce fusil est assez petit pour tenir dans un panier de pique-nique. »

L'hebdomadaire ne précise pas s'il est nécessaire, comme pour les grands fauves, de viser l'animal entre les deux yeux.

L'EUROPEO

Enquête sur le porno

Soixante films pornographiques sont présentés en Italie dans un circuit de salles spécialisées. L'hebdomadaire *l'Europeo* consacre au sujet une grande enquête dont les photographies restent toutefois très en deçà du *hard core*. Une enquête scientifique due au docteur Ferrau démontre que *« l'Italien moyen s'est libéré du tabou du sexe et que, du moins au cinéma, il lui manifeste un intérêt décroissant »*. Ce n'est pas, toutefois, ce qui ressort de l'augmentation de la production, qui représente 18,2 % du marché, étant entendu que 47 des 60 films n'ont eu que moins de 50 000 spectateurs. *L'Europeo*, délimitant avec rigueur son sujet, rappelle qu'*« il y a pornographie uniquement dans le cas où la copulation est explicite et visible et que, donc, si les parties génitales en action ne sont pas à l'écran, le film n'est pas porno »*.

L'hebdomadaire précise que *« le cinéma de cette catégorie le plus prisé en Italie est français. Nos voisins font les choses de façon plus subtile »*. Néanmoins, selon un responsable de l'industrie cinématographique, *« le porno est en crise parce que l'on voit toujours la même chose et que les films sont laids »*. Un producteur qui a distribué en Italie *l'Héritière porno* (ce qui, manifestement, est une référence pour l'auteur de l'article) expose pour sa part que le public *« est mûr et fait la réclame de bouche à oreille au bar ou chez le coiffeur »*, mais que *« la libéralisation est fictive »* et dissimule, par le biais des ghettos spécialisés et des taxes, une répression sournoise.

Le Centre Beaubourg

Beaubourg, trois ans après. La querelle esthétique sur l'« architecture des tuyaux » n'est plus de mise. Le Centre Georges-Pompidou a répondu concrètement à un immense besoin de consommation culturelle. Il accueille en moyenne vingt mille visiteurs par jour. Une des raisons de son succès : la diversité des activités rassemblées dans un même édifice.

Une machine culturelle

JACQUES MICHEL

PENDANT près d'un demi-siècle, un arpent de terre à Paris était laissé en jachère. Et durant toutes ces années les Parisiens avaient fini par intégrer ce morceau de non construit de la capitale, à son paysage ordinaire. Aujourd'hui, le plateau Beaubourg est occupé par cette grande architecture-machine, qui place 100 000 m2 culturels au cœur de Paris. Ce cœur de fer, qui semblait si agressif dans un environnement de vieilles pierres, on ne l'imaginerait pas autrement aujourd'hui. Il s'est accordé à l'environnement vaille que vaille. L'intrus de naguère est aujourd'hui nécessaire, indispensable.

Il répondait à un besoin. Et en a même créé de nouveaux, dans la consommation culturelle en France. Inauguré en janvier 1977, trois ans après la mort de son initiateur, Georges Pompidou, le Centre a depuis, jour après jour, accueilli une moyenne de vingt mille visiteurs quotidiens. Environ la moitié pour la bibliothèque de lecture et l'autre pour le musée, les expositions, le bâtiment lui-même. Ni la Bibliothèque nationale ni les musées d'art moderne, n'avaient jamais vu autant de monde. Ordinairement, les salles du Palais de Tokyo étaient quasi vides et celles de la Bibliothèque nationale réservées aux chercheurs.

Le public existait donc potentiellement, et il semble bien qu'il tend à se développer encore plus ; il ne lui manquait, comme on dit, qu'une « structure d'accueil » qui soit assez excitante et nouvelle pour changer les règles du jeu de la consommation culturelle. Plus que d'un musée et d'une bibliothèque, c'est peut-être le concept de centre culturel pluridisciplinaire qui est ici nouveau. Jusqu'à présent, partout dans le monde, on construit ici des musées, là des bibliothèques, et ailleurs des salles d'activité théâtrale ou poétique. Jamais les mots de la civilisation de Gutenberg n'ont cohabité avec les images de l'imaginaire et de la sensibilité picturale, à vrai dire indéfinissable. C'est la nécessité qui a créé le rapprochement et finalement le choc, et, par un effet de synergie, la fièvre de consommation culturelle sous différents aspects à l'intérieur d'une même nef.

Depuis des années, des services distincts de l'administration parisienne, avaient, d'un côté, programmé la construction d'une bibliothèque de lecture publique et, de l'autre, un nouveau Musée national d'art moderne, pour lequel, au demeurant, Le Corbusier avait fait un avant-projet d'architecture. Entre-temps, un président de la République, amateur d'art et d'art moderne, rêvait « passionnément », selon son expression, que Paris possède un centre culturel qui soit à la fois musée et lieu de création.

Il fallait donc une bibliothèque et un musée. Mais il ne restait qu'un seul et unique lopin de terre au cœur de Paris. L'idée de les réunir, une idée d'abord de pure nécessité, s'est imposée. Puis elle fut enrichie par un concept volontaire de pluridisciplinarité. Les limites de l'emplacement ont donc déterminé le destin du Centre Beaubourg, d'abord dans la conception de son programme, où on a tenté de couvrir le plus large spectre de l'activité culturelle, avec un musée, des salles d'expositions temporaires, un centre de création industrielle, une bibliothèque de lecture publique, une cinémathèque et, enfin, un centre de recherche acoustique : l'IRCAM, blockhaus enterré entre le Centre Beaubourg et l'église Saint-Merri.

Pourquoi le jury a-t-il choisi le projet des deux architectes italiens — Piano et Rogers — parmi les quelque huit cent cinquante concurrents qui avaient participé au concours international ? Entre autres raisons, parce que sa conception offrait le meilleur rapport de surfaces utiles et surfaces construites. Et ce « rapport », les deux lauréats l'avaient obtenu par un subterfuge architectural, en rejetant vers l'extérieur les grandes circulations verticales, subterfuge qui a accru de quelque 20 % les 100 000 mètres carrés de culture. Critère fonctionnel donc, à un moment de crise de modèle architectural et aussi de modèle d'architecture culturelle. En donnant à voir les viscères mécaniques de l'édifice, on a fait de son architecture, animée par ses propres mouvements, un spectacle permanent. Aux années 20, Le Corbusier parlait à propos du logement de *« machines à habiter »*, voici qu'aux années 70, en vue d'une société du temps libre à venir ces deux architectes inventent la *« machine culturelle »*.

On savait qu'un musée ne devait plus ressembler à un palais monumental, mais on ne savait pas encore — et guère davantage aujourd'hui — à quoi un tel édifice devait positivement ressembler.

Une si grande machine ! C'est un ogre culturel, dont il fallait — si on voulait justifier les dépenses d'équipement et de fonctionnement — assouvir l'appétit par des milliers de visiteurs. Au début, sept mille était le chiffre espéré. Puis dix mille. Mais il n'existait pas de tradition d'une telle affluence dans les lieux culturels modernes. Dès les premiers jours, il fallait bien se rendre à l'évidence, que les prévisions ne correspondaient pas à la réalité, une réalité qui était, jusqu'à présent, restée invisible, encore qu'un peu partout à travers le monde on envisageait de mettre en place les instruments culturels de la société « post-industrielle » ou, comme l'appelle Alain Touraine, « programmée ».

Des « images pieuses »

Existait-il de larges besoins culturels non mesurés, ou bien l'instrument Beaubourg lui-même en a-t-il suscité de nouveaux, encore moins mesurés et mesurables ? Le fonctionnement du Centre a changé le climat dans lequel se déroulait jusqu'à présent le cérémonial de la consommation culturelle dans le silence de temple des anciens palais-musées et dans le chuchotement des salles de lecture. Dans l'esprit de ses concepteurs, Beaubourg est un musée pour tous, un musée populaire qu'il importait d'ouvrir physiquement et mentalement. C'est d'abord l'ouverture physique — jusqu'à 22 heures — qui est un progrès. Car il serait vain de vouloir faire un musée pour tous si, comme dans tous les musées traditionnels fondés sur une conception élitaire, il fermait à 17 heures, précisément au moment où chacun sort de son lieu de travail.

On y a abattu également les invisibles barrières psychologiques. Plus d'entrée monumentale, mais un grand hall qui a, hélas ! la banalité et connait le va-et-vient fourmillant d'un hall de gare. L'escalier mécanique extérieur, accroché sur la façade, qui irrigue les étages d'une foule ininterrompue, fait faire du tourisme sur le paysage urbain parisien vu de plus en plus à mesure de l'escalade et crée une atmosphère décontractée qui favorise les comportements spontanés.

L'« ouverture » du musée y a donc amené la foule. Mais la foule à Beaubourg, comme au Louvre et au Metropolitan Museum de New-York, commence à être perçue par les gens de musée comme un danger physique potentiel pour les œuvres d'art. De plus, elle introduit un changement dans la qualité de l'expérience muséale. Un mouvement trop élevé de visiteurs à l'intérieur des salles est moins propice à la « découverte » et au dialogue silencieux et recueilli avec les œuvres. L'espace architectural intérieur, ses plantes vertes et la lumière trop crue venant des façades de verre incitent à la promenade. On est tenté de marcher, de regarder des images en passant, comme on ferait du lèche-vitrine, plutôt que de pénétrer de la peinture. Souvent le mouvement de la foule vous pousse à aller de l'avant. Si bien que, lorsque la fréquentation est trop élevée, la direction est contrainte de fermer l'accès aux salles des collections permanentes, comme à celles des manifestations temporaires.

Les architectes avaient conçu ces espaces mobiles et transparents comme un grand atelier de culture populaire. Mais, peu à peu, ses utilisateurs tendent, dans une certaine mesure, à l'adapter aux conceptions muséales un peu plus traditionnelles. Après tout, il faut montrer des œuvres d'art qui demandent un certain climat de calme et de silence pour être vraiment « vues », sinon « découvertes ». Car le Centre Beaubourg conserve les collections du Musée national d'art moderne, ensemble encyclopédique de 4 348 peintures, 5 620 dessins, 1 902 sculptures, 789 objets, 997 estampes et 835 photographies.

Importantes en nombre, elles comportent néanmoins des lacunes, notamment dans les écoles étrangères. Mais, dès sa création, le Centre a procédé à une politique systématique d'acquisition, soutenue par des crédits importants, ce qui contribue à accroître la grogne et la rogne des autres musées de France moins favorisés. Et, de plus, le Centre a bénéficié d'un certain nombre de donations de collectionneurs et d'artistes. Le tout a contribué à combler, en partie, les « trous » de cet ensemble qui reste, avec ses chefs-d'œuvre cubistes, fauves et, d'une manière générale, de peintures de l'école de Paris, un des plus importants du monde.

La conception muséale de Beaubourg, comme entreprise de consommation culturelle, est le terme d'une évolution commencée dès le lendemain de la guerre, dans des expériences de moindre envergure, au Stedelijk d'Amsterdam, dans les musées scandinaves et aux États-Unis. Elle tend à désacraliser l'art et à banaliser le musée, pour l'ouvrir à tous. Premier grand musée de masse, Beaubourg est un musée ouvert dans une société supposée ouverte. Mais, contradictoirement, c'est une machine à institutionnaliser les valeurs irrationnelles et d'esthétique, même transgressive, dans la société moderne industrielle. Ses « images pieuses » en quelque sorte, qu'elle consent à payer au plus haut prix.

Le département qui, à Beaubourg, a charge d'illustrer le plus directement l'intégration d'un certain aspect de ces valeurs esthétiques dans la société de production contemporaine est le C.C.I., Centre de création industrielle. L'esthétique de la machine dans la vie quotidienne...

Ses ambitions sont grandes. Il devrait, en principe, être un centre de réflexion, d'information et d'action culturelle sur la création industrielle, depuis l'objet d'usage produit en série à l'architecture et à l'environnement urbain. Mais, à part quelques expositions bien réalisées, le C.C.I. ne semble pas avoir trouvé son équilibre entre une nécessaire réflexion critique et l'exploration significative du quotidien.

Beaubourg tend à être une machine à montrer des choses culturelles, plus qu'un instrument d'animation et de création. Pour remplir plus complètement sa mission, il devrait faire participer davantage les créateurs et moins les conservateurs. Mais, dans l'esprit du pouvoir — de tout pouvoir, — l'encouragement au remuement culturel peut se révéler un exutoire imprévisible des tensions sociales ! ■

Cycles d'activités

- Tous les jours, à 18 h. 30, conversation - rencontre à la salle d'actualité, sur un thème lié à la production éditoriale.
- Une heure par mois, à 18 h. 30, un débat sur la musique.
- Tous les mercredis, à 18 heures, cinéma-document à la salle Jean-Renoir.
- Tous les vendredis, à 18 heures, vidéo-information sur écran vidéo.
- Festival du Cinéma du réel (le dernier a eu lieu en avril 1980 ; le quatrième aura lieu en avril 1981).
- Cycles de films (le prochain en octobre 1980 sur le documentaire suisse)

★ Le Centre Georges-Pompidou est ouvert tous les jours de 12 heures à 22 heures, et de 10 heures à 22 heures les samedi, dimanche et jours fériés. *Fermé le mardi.*

Livres en liberté

NICOLE ZAND

Seule enclave d'immobilité, de silence, de calme relatif au milieu de la fête foraine de Beaubourg, les trois niveaux de la Bibliothèque publique d'information (B.P.I.), qui, du deuxième au quatrième étage, laisse apercevoir derrière ses murs de vitres des milliers de lecteurs studieusement égaillés sur 15 000 mètres carrés couleur vert prairie. C'est le cœur du bâtiment.

Dès l'ouverture de la « Bibliothèque de Beaubourg », les visiteurs n'ont pas tardé à affluer. Des curieux, des promeneurs, bien sûr, mais aussi des lecteurs, puisque la moyenne d'occupation a été dès les premiers mois de une heure quarante. Prévue à l'origine pour 4 000 entrées par jour, la B.P.I. en reçoit actuellement 12 000 en moyenne, plus de 14 000 pour les week-ends, avec des pointes à 18 000 (pour 1 300 places !).

Elle est complétée par la salle d'actualité (850 m2), avec les nouveautés — livres, disques et périodiques français et étrangers, — par la trop petite bibliothèque pour enfants (250 m2, 20 à 60 places), ainsi que par les centres de documentation plus spécialisés du C.C.I. et du Musée d'art moderne... Ajoutons que la « médiathèque de langues », laboratoire audio-visuel qui offre gratuitement 60 cabines (au lieu de 40 au début), avec des documents sonores de quelque 70 langues et dialectes, refuse sans cesse du monde et qu'il faut depuis longtemps retenir son tour deux semaines à l'avance !

Relevant à la fois du ministère de la culture et de l'environnement (direction du livre) et du ministère de l'éducation, la B.P.I. a un type de fonctionnement tout à fait nouveau en France, puisque tous les ouvrages périodiques et documents, sont accessibles au public, selon le système d'organisation mis sur pied par M. Jean-Pierre Seguin, qui fut le premier directeur de la Bibliothèque et à qui a succédé, en août 1977, M. René Fillet, venu de la bibliothèque municipale de Tours. Incontestablement, ce « libre - service », qui existe dans les bibliothèques de quartier de nombreux pays, a été un facteur de succès, puisqu'il répondait à la fringale de lecture et d'information du grand public. Malgré les mauvais augures qui s'alarmèrent de la détérioration des livres et des vols, chaque lecteur se sent seul, sans attendre, sans être obligé de remplir une fiche par livre, et le système est une réussite.

Bibliothèque publique, à vocation d'information générale et de formation permanente, la B.P.I. est donc ouverte à tous, sans formalité, pour un accès direct à toutes ses collections encyclopédiques, sur tous les supports, et pour une consultation sur place; elle ne pratique pas le prêt. Elle offre également la possibilité de travaux collectifs, de réunions, de débats, de projections et d'expositions. Elle étend ses services à un public extérieur, et une vingtaine de documentalistes (ils étaient trois au début) répondent par téléphone aux questions très diverses posées par des correspondants.

Le budget total, de quelque 30 millions de francs, n'a pour ainsi dire pas varié depuis l'ouverture, ce qui pose déjà des problèmes aigus, si l'on considère que le budget « Personnel » représente plus de la moitié avec 18,2 millions. Un personnel de plus en plus spécialisé de quelque deux cent cinquante personnes (cinquante-cinq conservateurs, bibliothécaires, magasiniers) dont la moyenne d'âge est de trente-deux ans.

Les rayonnages de la B.P.I. avaient été prévus pour pouvoir contenir un million de volumes. Par souci de mieux valoriser le fonds, ce chiffre ne sera sans doute jamais atteint. On compte environ quatre cent mille ouvrages et, déjà, le principal travail consiste à éliminer.

D'après une enquête, 38 % des utilisateurs réclament un document dans un but scolaire ou universitaire, 11 % dans un but professionnel, 51 % pour un besoin pratique ou pour leur intérêt personnel. Le pourcentage de lecteurs du « troisième âge » et d'autodidactes est assez important. Cependant, 76 % des visiteurs sont âgés de moins de trente ans.

Université sans murs, sans programme et sans enseignants, la Bibliothèque publique d'information a fêté son troisième anniversaire. De nombreux sondages ont déjà fait connaître ses « manques » et ses défauts. En premier lieu, le bruit, dû à l'absence de cloisons dans la bibliothèque ; et aussi le classement difficilement lisible ou insuffisamment expliqué, l'attente à l'entrée, la fermeture du mardi, le manque de livres spécialisés, le manque de chaises, la fermeture du matin, la présence de nombreux enfants, le contrôle à l'entrée, l'impossibilité d'emprunter, etc.

Pour le prêt, il faudra encore attendre pour que soit réalisée cette grande centrale de prêt de la Ville de Paris, qui devait se construire dans les Halles, à proximité de la B.P.I., et qui permettrait un ensemble cohérent offrant un lieu où le livre serait toujours à sa place et un second où l'on pourrait venir l'emprunter... ■

Des sons captifs

GÉRARD CONDÉ

Le 7 mars 1976, en annonçant la création de l'Institut de recherche et de coordination acoustique - musique (dont il allait prendre la direction), Pierre Boulez le présentait comme un « lieu de retraite », un « cloître » dans lequel des chercheurs, des musiciens et des acousticiens étudieraient les lois propres de tout ce qui — instruments traditionnels ou extra-européens, ordinateurs, matériel électro-acoustique — est susceptible de servir au compositeur, à l'interprète et au musicologue, afin de mettre un terme à une période de tâtonnements et d'empirisme. Cette conception monacale de la recherche à l'abri des fracas du siècle, semble avoir prévalu jusqu'ici car l'IRCAM fait peu de bruit, ses travaux restent patients et confidentiels et, si beaucoup de gens ignorent où il se trouve, c'est qu'à l'image du Nibelheim il est enfoui dans les entrailles de la terre.

En effet, par un souci de préservation des sites, le bâtiment a été enterré au pied de l'église Saint-Merri, à deux pas du centre Georges-Pompidou ; on y accède par un escalier plongeant dans le sol ; arrivé en bas, on est tout étonné que la lumière du jour y pénètre suffisamment pour éclairer le hall et nourrir une abondante végétation. Bureaux, studios, cabines techniques, se succèdent sur plusieurs niveaux ; les pianos y font bon ménage avec les synthétiseurs, les magnétophones avec l'ordinateur. Mais l'endroit le plus original pour le visiteur reste celui qu'on appelle, assez mystérieusement, l'espace de projection : une salle dont les murs composés de panneaux tournants à trois faces permettent d'obtenir un temps de réverbération qui peut aller de 0,8 seconde à 4,5 secondes.

Pour la première fois, les caractéristiques acoustiques d'un lieu peuvent être modifiées du tout au tout par de simples commandes électriques. Le plafond en trois parties peut s'abaisser jusqu'au sol, *« pas pour les concerts, bien sûr,»* précisait Pierre Boulez, en le présentant le jour de l'inauguration, *mais pour des expériences acoustiques, car ce lieu est à la fois un laboratoire et un espace public »*. C'est dans l'espace de projection qu'ont lieu certains concerts de l'Ensemble intercontemporain et qu'a été, entre autres, réalisé l'enregistrement de *Lulu*, dirigé par Pierre Boulez avec les musiciens de l'Opéra.

Plusieurs fois par an, l'IRCAM organise des sessions de formation pour les compositeurs désirant se familiariser avec la pratique musicale sur ordinateur. D'autre part, des brochures, un livre (*Musique en projet*, chez Gallimard), des cassettes enregistrées lors du séminaire sur le temps musical, témoignent, à l'extérieur, des recherches qui se poursuivent à l'IRCAM.

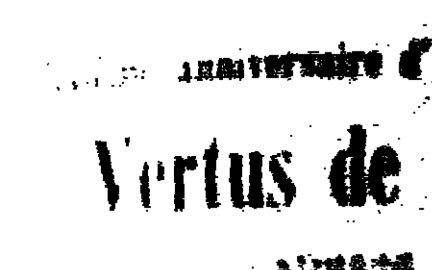
L'organisation de l'IRCAM est en pleine mutation ; divisé primitivement en cinq départements — instrument et voix (responsable Vinko Globokar), électro - acoustique (Luciano Berio), ordinateur (Jean-Claude Risset), diagonal (Gerald Bennet et pédagogie (Michel Decoust), — il est à la recherche d'une organisation plus souple et qui corresponde mieux à la réalité de ses objectifs. Cette remise en question est d'ailleurs une nécessité vitale, faute de quoi l'IRCAM risque de devenir, à brève échéance, l'équivalent d'un Opéra ou d'un Conservatoire, c'est-à-dire une institution de plus mais qui, paradoxalement, serait figée dans la recherche. ■

La cinémathèque française

Au Centre Georges-Pompidou, la Cinémathèque française est locataire d'une salle de cinéma (cent quatre-vingt-dix places) située au cinquième étage. Elle y assure une programmation semblable à celle de Chaillot : films classiques, films d'auteurs ou inédits, hommages à des réalisateurs anciens ou contemporains, festivals et rétrospectives de cinématographies étrangères. Poursuivant là son activité traditionnelle, elle entretient la découverte historique et l'esprit cinéphilique.

Le Centre Georges-Pompidou s'est réservé, dans cette salle, trois cent soixante-dix heures de programmes par an. Il y présente des rétrospectives organisées par son conseiller cinéma, Jean-Loup Passek, et généralement liées à des expositions : vingt ans de cinéma allemand 1913-1933, le cinéma hongrois des origines à nos jours, le cinéma danois des origines à nos jours et, dernière en date (1er mars au 4 avril 1980) le cinéma russe et soviétique des origines à nos jours.

Si la Cinémathèque française conserve à Chaillot ses habitués, ses fidèles, ce double effort a fait de la salle de Beaubourg un lieu (plus central) attirant un nouveau public, beaucoup de jeunes en particulier. L'animation permanente du Centre (qui dispose, également, d'une petite salle de projection au premier sous-sol) profite évidemment aux programmes de la Cinémathèque et aux diverses manifestations suivies autant par des curieux que par des cinéphiles avertis.







Le dixième anniversaire d' « Aujourd'hui madame »

Vertus de la parole

CATHERINE HUMBLOT

DU 19 au 23 mai, « Aujourd'hui madame » a fêté son dixième anniversaire à Deauville. Une occasion de regarder d'un peu plus plus près cette émission « *par, pour, avec les femmes* ». Créée par Armand Jammot le 19 mai 1970 (c'était la première fois alors qu'on avait un programme l'après-midi à la télévision), l'émission quotidienne est passée de trente minutes à quarante-cinq minutes en 1973, puis à une heure en 1975 ; dirigée actuellement par Jacques Garat, elle compte entre un million cinq cent mille et deux millions de téléspectateurs (des téléspectatrices surtout, femmes au foyer la plupart du temps, d'une moyenne d'âge de cinquante ans), elle fonctionne avec une équipe de quatorze journalistes (dont neuf femmes), de huit réalisateurs films (dont deux femmes), de trois réalisateurs vidéo (dont une femme), de deux scripts et trois assistants. Et bien sûr avec l'aide des centaines, des milliers de femmes qui répondent depuis dix ans aux appels lancés par « Aujourd'hui madame ».

Un livre, un film ? La peine de mort ? La prostitution des mineurs ? La solitude ? Cent vingt lettres par jour, parfois deux cents. Deux cent mille lettres en dix ans.

Elles étaient là, un peu comme des pots de fleurs, un peu guindées (comment ne pas l'être ?) sur des chaises alignées dans un salon d'un des plus grands hôtels de Deauville. Le lendemain, on les voyait « à l'air », toujours alignées, cette fois sur des chaises de jardin, s'échauffant tout de même, parlant et s'affrontant avec la franchise et la simplicité de verbe qui caractérisent l'émission, et qui ne cadraient pas avec le cadre, justement ! C'était bizarre et gênant à la fin, ce décor de palace, ces gazons de golf, ces nappes d'hôtel, glacées, glaciales, si loin de la vie de ces femmes pleines de vie, qui étaient venues du Gers où elles faisaient de l'élevage, du Poitou, où elles fabriquaient du fromage, des Vosges, où elles travaillaient comme O.S. dans le textile, de Longwy, de Grenoble, de Lyon... Sans parler d'une caméra décidément sans amour ni imagination; qui se contentait d'enregistrer comme ça (un gros plan, un plan moyen, un petit tour d'horizon sur le paysage, on recommence...), de la même façon, les débats sur le présent, le passé, l'avenir des femmes.

La grande nouveauté d' « Aujourd'hui madame » a été d'avoir donné la parole à tout le monde, sans censure ni barrière. Aux commerçantes, aux femmes au foyer, aux ouvrières, aux paysannes, aux intellectuelles, aux progressistes, aux réactionnaires, aux toutes jeunes, aux grand-mères... Différentes, elles le sont, elles l'étalent à Deauville ! Mme Marec, une Bretonne, une des toutes premières à participer à « Aujourd'hui madame », avait réalisé, il y a dix ans, un reportage à l'île Maurice, elle ne s'en croyait pas capable, elle l'a été : un acquis définitif pour elle. Mme Bourit, qui habite Sainte-Foy-lès-Lyon, était venue aussi pour la première fois il y a dix ans, elle avait écrit quand on avait parlé de l'orientation scolaire, depuis elle vient régulièrement parler de livres, de films. « *On est très libre de dire ce qu'on pense*, expliquait-elle dans le train qui nous emmenait à Deauville, *la seule chose qu'on nous demande, c'est de ne pas couper la parole aux autres. Si ça m'a changée ? Oui, ça m'a changée, le fait de parler à la télévision, le fait de PARLER, d'être en contact avec des choses que je n'aurais pas abordées de moi-même.* » Mme Tardif, une femme forte, qui ne mâche pas ses mots (elle appelle un chat un chat, elle dérange toujours), a parlé aussi du long chemin qu'elle a fait avec et grâce à « Aujourd'hui madame ». D'ouvrière anonyme, elle est devenue conseillère municipale et conseillère juridique pour le troisième âge (pour l'émission).

Il faudrait parler des autres, celle-ci qui cultive des artichauts, celle-là qui est passionnée par l'éducation, celle-ci encore qui avait écrit de Longwy parce qu'elle en avait gros sur le cœur avec l'annonce des licenciements (« *Je n'aurais jamais eu l'idée d'écrire ailleurs qu'à « Aujourd'hui madame »*), cette très jeune fille qui veut devenir « *flic ou militaire* », elle l'a dit brutalement comme ça au cours du débat pour les moins de vingt ans, « *pour échapper au chômage et gagner mon bifteck* ».

Toutes parlent. Ce ne sont pas des spécialistes. Justement ! Il faut voir comment elles bousculent les invités, comment elles leur disent leur quatre vérités, qu'ils soient professeurs, écrivains, cinéastes. De véritables leçons de critique parfois pour les journalistes. « Aujourd'hui madame » a réussi à prouver que l'expérience humaine pouvait remplacer largement l'expérience intellectuelle sur les sujets les plus difficiles, et que, à force de parler, on « débloquait » les réticences, les fermetures, les tabous. Il y a six ans, par exemple, quand l'équipe d' « Aujourd'hui madame » avait essayé de lancer un débat sur la ménopause, elle n'avait reçu que quelques lettres — toutes anonymes — et avait été obligée de réaliser son émission avec des médecins, sans aucune téléspectatrice ; en relançant le même débat récemment, elle a reçu cette fois près de quatre cents lettres, toutes signées. Ce sont des différences, des signes.

On a vu les défauts aussi. En quelques jours, « Aujourd'hui madame » les a tous montrés. Débats parfois menés au pas de course, débats confus (celui du 19 mai) par excès d'invités et inégalité des langages, émissions démagogiques (celle du 21 mai, « Vingt ans hier et aujourd'hui »), ces défauts menacent « Aujourd'hui madame », beaucoup plus gravement que l'agressivité dont se plaignait Armand Jammot après une émission jugée par lui trop féministe. « *Ce qui m'inquiète*, disait-il, *après dix ans, c'est qu' « Aujourd'hui madame » retourne au syndicat, j'ai peur qu'elle ne devienne une tribune plus qu'un lieu de rencontre* ».

« *La boucle est-elle bouclée ?* », a demandé Armand Jammot aux femmes qui étaient rassemblées à Deauville. Elles ont répondu non.



GERARD MATHIEU

Mille regrets

CLAUDE SARRAUTE

IL s'agirait de s'entendre : voilà des années qu'on le clame à tous les vents, le chômage, c'est un drame abominable. Vivre sans travailler, vivre en assisté, en restant chez soi, ce n'est pas vivre, c'est vivoter, c'est tourner en rond, c'est dépendre du conjoint, de l'Etat, c'est perdre ses copains, bref, c'est très moche. Pour un homme, ça va de soi. Parce que pour une femme, on trouve ça tout à fait normal. Curieuse contradiction. A « Aujourd'hui, madame », on prend des gants, on fait attention à ne pas vexer la clientèle, celle des femmes au foyer. Elles sont, paraît-il, très susceptibles, très chatouilleuses sur ce chapitre. Elles prétendent travailler tout autant et tout aussi utilement que les ouvrières, les employées et les autres. Moi, je veux bien, encore que les autres soient astreintes, elles, à la double journée. Justement, objectera-t-on, rien ne devrait les y obliger, elles doivent pouvoir choisir. Choisir, c'est le mot-clé de la situation. Mille regrets. Tant que les hommes ne l'auront pas, ce choix relève de la discrimination.

Sur le chapitre du travail, qu'on le veuille ou non, tout au long de leur histoire, les hommes et les femmes ont été à égalité au champ, à la boutique, à l'usine. Ils ont toujours œuvré au coude à coude. Et les cours des princes étaient peuplées de désœuvrés des deux sexes. C'est au siècle dernier que le fait de pouvoir entretenir une femme, sa femme, est devenu signe de réussite pour l'Occidental. Les mentalités sont en train de changer. D'accord, et dans les très jeunes couples, les garçons parfois, pas souvent, ont compris que l'égalité totale était de règle. Il ne s'agit pas d'aider, il s'agit de partager les tâches ménagères et il arrive même que dans l'administration, le congé parental soit demandé par le père.

Ici se pose, on en revient toujours là, l'éternelle question de l'égalité des salaires. Le fait, totalement injustifié, qu'à travail égal, et au mépris de la loi, les femmes gagnent moins que les hommes relève du pur scandale. On se félicite souvent de la place prise par les femmes dans l'enseignement et la magistrature, sans insister sur le fait que, à l'exemple des beaux quartiers, rendus infréquentables par l'arrivée des gens de couleur, la présence des femmes discrédite certains secteurs. Incroyable mais vrai. Si on veut les faire bouger, autant regarder les choses en face.

Un colloque de la Ligue de l'enseignement

La vieille dame et les médias

PIERRE RIVAL

LA télévision, la radio, servent-elles à étouffer les paroles collectives, sont-elles le véhicule d'une « idéologie dominante » qui masque les conflits, étouffe les différences, impose des modèles, suggère des comportements ? Sur ce thème, la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente a organisé un deuxième colloque qui, du jeudi 15 au dimanche 18 mai 1980, a réuni, à Bayonne, une cinquantaine d'enseignants, de mutualistes, de parents d'élèves, de syndicalistes. En face d'eux il y avait, bien sûr, des représentants des partis politiques, des collectivités locales, du ministère de l'éducation nationale, mais aussi, pour la première fois dans ce type de rencontre, des professionnels des médias, des responsables de chaînes, des journalistes, qu'ils soient d'Antenne 2, de FR3 ou de Radio-Adour !

On a pu faire l'étalage des frustrations. Le temps d'antenne, toujours chichement mesuré — avec, corollaire dérisoire, les « tribunes libres de FR3 », — l'emprise du pouvoir sur des journalistes sans cesse suspectés d'attendre un coup de fil de l'Elysée, tout y est passé : la radio, la télévision, ont été, sans effort, condamnées par des « *comptables haineux* », comme devait s'écrier, dans la discussion, Serge Moati, réalisateur de télévision et délégué national du parti socialiste à l'audio-visuel.

Quelle mouche a donc pu piquer la Ligue de l'enseignement, cette « vieille dame », au dire même de son secrétaire général, M. Georges Davezac, pour qu'elle se mette soudain à parler de « *valorisation des contenus de la radiotélévision* », et du respect à avoir pour ceux qui la font comme pour ceux qui la consomment ? Cette invite à écouter la radio, à regarder la télévision et à « en jouir » a laissé perplexes bien des partenaires de la Ligue... Les missions régionales mises en place l'année dernière par la Ligue pour analyser le phénomène radio-télévision et tâcher de dégager des alternatives n'y sont sans doute pas pour rien (*le Monde* du 20 mai 1979). En Alsace, à partir de la confection d'un contre-journal télévisé consacré à la culture populaire, les militants de la Ligue ont pu mesurer les contraintes qu'impose un outil dont la spécificité leur échappait jusque-là ; il ne suffit pas de donner la parole aux gens pour qu'ils s'expriment, il ne suffit pas qu'ils s'expriment pour que leur message soit audible. En Champagne-Ardenne, d'autres avaient pour mission de tenter d'établir des relations permanentes avec la rédaction régionale de FR3 : la collaboration n'a pas été probante (l'information dans les bureaux régionaux privilégie le sensationnel, et, on le sait, les structures de FR3 sont plutôt centralisées). Mais il y avait également des pesanteurs du côté de la Ligue. Après cette année d'expérience, celles-ci ont été circonscrites, analysées : la « *langue de bois* », ce cancer de la parole militante, l'incapacité de prendre en compte les contraintes de l'information, et une fuite qui en dit long devant les responsabilités au moment où FR3 a proposé aux militants de la Ligue de se transformer en producteurs !

Cependant, en Aquitaine, on est allé plus loin : à partir d'une recherche sur la consommation télévisée du jeune public, on a étudié l'aspect « culturel » d'émissions aussi diverses que « Goldorak » et « 1, rue Sésame », en tenant compte du « plaisir » que prennent enfants et adultes à regarder ce genre d'émissions, puis à se servir dans leurs conversations des codes qui les sous-tendent, références communes. M. Marcel Desvergnes, responsable du groupe télévision à la Ligue de l'enseignement, a insisté sur la nécessité de changer d'attitude. « *Nous refusons*, a-t-il dit, *de fermer l'écran, de fuir la réalité des médias, d'agir en ignorant les effets de la télévision. Ce moyen d'expression majeur doit, lui aussi, acquérir ses lettres de noblesse.* »

Pour la Ligue de l'enseignement, la formation dans ce domaine, et particulièrement la formation des éducateurs, passe par un développement de l'écoute et de l'analyse collective, en liaison avec des institutions comme l'INA, mais aussi par la mise en place de centres de production vidéo qui démystifient l'outil, le rendent plus familier. Plus généralement, la Ligue de l'enseignement — qui lancera en octobre prochain un magazine mensuel, *Antennes* — entend devenir, non un lobby d'utilisateurs, mais un partenaire des chaînes.

Se faire reconnaître passe par la reconnaissance de l'autre, semble dire la vieille dame à des partenaires qui s'en indignent parfois encore.

les films de la semaine

Les notes de JACQUES SICLIER

★ A VOIR. ★★ GRAND FILM

Violette et François

DE JACQUES ROUFFIO
Lundi 2 juin
FR3, 20 h 30

★ *Les amours buissonnières et les jeux dérisoires de deux « enfants du siècle » paumés, errant à l'aveuglette dans un monde auquel ils sont incapables de s'adapter. Récit mélancolique et souvent languissant parce que le réalisateur ne dépasse pas le constat impressionniste. On aime beaucoup Jacques Dutronc, grand adolescent en perpétuel déséquilibre, et Isabelle Adjani, frémissante et blessée.*

L'Ile du docteur Moreau

DE DON TAYLOR
Lundi 2 juin
TF1, 20 h 35

★ *Ce n'est pas — quel dommage ! — le film fantastique (maudit) tourné en 1932 par Erle C. Kenton, avec Charles Laughton en savant fou et Kathleen Burke en femme-panthère. Ici, Burt Lancaster, qui a des allures d'ancien chef nazi, se livre à des manipulations génétiques dans une île concentrationnaire. Réadaptation « moderne » d'une histoire dont le bestiaire aberrant ne provoque pas vraiment la terreur. La mise en scène spectaculaire, les masques des « humanimaux », les effets spéciaux, rappellent les films de jungle façon « Tarzan » de la grande époque.*

Le Défi de Lassie

DE RICHARD THORPE
Mardi 3 juin
FR3, 20 h 30

★ *On connaît déjà pas mal d'aventures de la « fidèle Lassie », mais celle-ci est très surprenante : en 1860, la chienne est traduite devant un tribunal écossais. A voir par curiosité : ce film est resté inédit en France.*

Une bible et un fusil

DE STUART MILLAR
Jeudi 5 juin
FR3, 20 h 30

John Wayne et Katharine Hepburn, tous deux presque septuagénaires, sont réunis pour jouer, dans l'Arkansas de 1880, l'équipée d'un vieux baroudeur alcoolique et d'une bigote énergique rappelant « African Queen » de John Huston. Hélas ! Stuart Millar n'a aucun sens de l'humour et il a raté presque toutes les scènes d'action. John Wayne cabotine obstinément et il y a de la nostalgie dans les yeux de Katharine Hepburn. Pensait-elle à Bogart et à Huston ?

Le Petit Baigneur

DE ROBERT DHERY
Jeudi 5 juin
A2, 20 h 35

★ *Colette Brosset et Robert Dhéry appartiennent à une famille de rouquins ayant maille à partir avec Louis de Funès à cause d'un modèle de bateau baptisé « le Petit Baigneur ». De Funès pousse jusqu'à la parodie son personnage vociférant, grimacier, partagé entre l'hypocrisie mielleuse et les déchaînements d'un tempérament atrabilaire. L'équipe des « Branquignols » n'en revient pas ! Sans être d'une originalité folle, cette comédie burlesque fait bien rire.*

Le Testament d'Orphée

DE JEAN COCTEAU
Vendredi 6 juin
A2, 23 h 5

★ *Dernière reprise de la mythologie, des thèmes, des obsessions du « Sang d'un poète » et d' « Orphée ». En 1960, Cocteau, qui a soixante-dix ans, voulant s'affirmer comme père de la « nouvelle vague » aux yeux de l'actualité, légua « ce dernier poème visuel » à tous les jeunes qui « lui avaient fait confiance ». Méditant sur le rôle du poète, de l'artiste complet, sur la mort et l'immortalité, il ne résista pas au désir de poser lui-même pour la postérité en jouant dans ce film un numéro narcissique, en prenant la démarche dansante d'un « enfant terrible » qui n'aurait pas vieilli. L'ultime portrait qu'il a laissé de lui a des aspects bien irritants. Mais c'est, d'une certaine manière, un document, et ce film d'auteur en liberté n'a pas manqué d'admirateurs.*

Vincent, François, Paul et les autres

DE CLAUDE SAUTET
Dimanche 8 juin
TF1, 20 h 35

★ *L'amitié virile, les hommes de cinquante ans en crise, la chronique des bourgeois de la « nouvelle société », la peinture psychologique : on retrouve cela dans un film à l'autre chez Claude Sautet. C'est une tradition « réaliste » du cinéma français qui lui réussit bien. Le scénario et les dialogues de Jean-Loup Dabadie, la mise en scène, le prestige des comédiens, s'accordent parfaitement. Du travail solide, à défaut d'être exaltant.*

Tempête à Washington

D'OTTO PREMINGER
Dimanche 8 juin
FR3, 22 h 35

★★ *Intrigues politiques, manœuvres d'ambition et de haine après le choix, par le président des Etats-Unis malade, d'un secrétaire d'Etat qui a été communiste. Sujet passionnant que Preminger (c'est une de ses grandes œuvres) a traité en moraliste soucieux de faire comprendre les motivations de chaque personnage et les rouages des événements. Le cinéaste n'a pas instruit le procès des hommes voués au jeu politique ni celui des institutions américaines. En s'intéressant de très près à la nature humaine, il nous dévoile une vérité profonde. Il ne faut pas manquer ce film qui réunit une distribution exceptionnelle, des acteurs superbement dirigés.*

A VOIR

La Famille Célavie

PLEINS FEJX SUR LA CONSOMMATION
Lundi 2 juin
A 2, 20 h 30
du 2 juin au 13 juin
A 2, 18 h 30

Cette année, Antenne 2 propose aux associations du cadre de vie des locataires, des familles, des consommateurs, une collaboration régulière. La consommation est particulièrement à l'ordre du jour, du 2 au 13 juin, avec un magazine « Question de temps » le 2, et deux semaines de reportages dans « C'est la vie », notamment de ceux qui sont diffusés par les télévisions européennes.

L'équipe de « C'est la vie » propose pour la série du 2 juin un film de fiction intitulé *la Famille Célavie,* avec des enquêtes sur la publicité, les postes et télécommunications, les crèches, la nourriture pour chiens, les pistes cyclables, les voitures d'occasion qui prennent place à l'intérieur de l'histoire, interprétée par des journalistes de l'émission.

Le génie génétique

L'AVENIR DU FUTUR
Lundi 2 juin
TF 1, 22 heures

Généralement, parler de gènes ou de biologie moléculaire paraît suspect, parce que l'on pense tout de suite à de maléfiques manipulations génétiques. Or, si ces craintes sont réelles, il n'en reste pas moins que les découvertes faites dans ce domaine vont induire des progrès importants dans les domaines de la médecine (nouveaux médicaments et vaccins, diagnostics infaillibles prénataux, notamment), de l'industrie et de l'agriculture. M. Jean Rosa, directeur du laboratoire de biochimie de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, parle de ces conséquences.

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », l'avertissement de Rabelais reste valable aujourd'hui. Cette nouvelle science, qui n'est pas sans danger, mérite de la vigilance même si elle est réglementée depuis 1975, même si les animateurs de cette émission disent que *« le temps des faveurs est passé »*.

Contre M. Jean Rosa, les professeurs François Gros, directeur de l'Institut Pasteur, Pierre Chambon, directeur du laboratoire de recherche de la faculté de médecine de Strasbourg, Bernard Mach, directeur du département de microbiologie de l'université de Genève, participent à l'émission.



Qui commande ?

LA ROUE DE LA VIE : « L'INSTANT DU POUVOIR »
Mardi 3 juin
TF 1, 22 h 40

Ils sont sept, venus de pays, de civilisations fort éloignées. Ils sont parvenus, expliquent Jacotte Chollet et André Voisin, les responsables de cette émission, « à l'instant privilégié et incertain de la maturité ». Celui où « le temps de tous les apprentissages est passé ». « Temps plate-forme » en quelque sorte. Période où l'homme serait en pleine possession de ses moyens, apte à la « sérénité » et donc susceptible de mieux comprendre la nature du pouvoir ou des contre-pouvoirs.

Curieusement, parmi les protagonistes appelés à s'exprimer, sur l'idée de pouvoir, à travers leur expérience, deux femmes seulement sont présentes. Souci de refléter la réalité de la condition de la femme ? Les propos de ces deux invitées devront, à tout le moins, être attentivement suivis. L'une, Laura Nader, est anthropologue. Elle dénonce, sans mâcher ses mots, l'« imposture » que représente, de nos jours, l'autorité, lorsqu'on la dissocie de la notion de responsabilité. La seconde, Joan Brann, est américaine et noire. Elle occupe, aujourd'hui, à San-Francisco un poste officiel très en vue et envié. Ici elle décortique sa difficile ascension, les multiples entraves qu'elle a dû surmonter.

Parmi les cinq autres personnages figurent Vladimir Boukowski, le dissident soviétique. Cet homme qui dit « non » à un pouvoir écrasant.

Emilie, leur amour

CINEMA 16 :
NOTRE BIEN CHERE DISPARUE
Mercredi 4 juin
FR 3, 20 h 30

Deux sexagénaires, Albert et Charles qui avaient, successivement, eu la même femme, Emilie, se retrouvent, à la mort de cette dernière frappés du même chagrin. Le premier, maintenant à la retraite, se rapproche du second, le comédien, qui lui avait été préféré. Et les voilà, évoquant sans cesse le souvenir de la disparue, de la chère disparue. Tandis qu'ils dînent au restaurant, entre une jeune fille en mauvaise posture — non seulement désargentée mais enceinte — et qui répond au prénom... d'Emilie. On devine la suite : Charles, le premier, l'invite à s'installer chez lui. Emilie d'accepter, à condition qu'Albert aussi participe à la cohabitation. On devine la suite : tous deux tombent gentiment amoureux de celle qu'ils ont, tacitement, convenu de surnommer Milly ; ils la cajolent, la chouchoutent, lui font une bonne vie : elle prépare son bac au lycée et les deux messieurs de soixante ans attendent fébrilement — et non sans quelque jalousie réciproque — l'enfant à naître. On devine la suite : Milly n'a pas soixante ans... et rencontre un copain de son âge. Brocanteur à ses heures et peintre à ses dires, Steff « emporte le morceau ». On devine la suite. Heureusement que Christian Watton, l'auteur des dialogues de ce mélodrame parfait, et Alain Bondet, le réalisateur, ont pris le parti de la rigolade et qu'ils ont su convaincre Maurice Biraud, Maurice Baquet et la jeune Béatrice Avoine de prendre les choses de la même façon, c'est-à-dire du bon côté. Il y a des sourires, des clins d'œil, des connivences dans ce déballage des sentiments tristes et des douces inclinaisons. — M.L.B.

Lundi 2 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Tennis : Internationaux de France.
En direct de Roland-Garros (et à 13 h. 50, 17 h. 30, à 23 h. résumé).
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
15 h 30 Visite du pape Jean-Paul II en France.
Messe sur le parvis de la basilique de Lisieux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les chantiers internationaux.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Face à face : Weygand - de Gaulle.
20 h 30 Cinéma : « l'île du docteur Moreau ».
Film américain de D. Taylor (1977), avec B. Lancaster, M. York, N. Davenport, B. Carrera, R. Basehart, N. Cravat.
Un naufragé aborde une île du Pacifique sud où il devient l'hôte d'un savant installé dans la jungle. Il découvre que celui-ci transforme des animaux en créatures humaines.
22 h Débat : Biologie du futur : Le génie génétique.
(Lire notre sélection.)
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Visite du pape Jean-Paul II.
En direct de l'UNESCO, discours du pape.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Les grandes voyageuses.
15 h Série : La dynastie des Forsyte.
La poursuite du bonheur.
15 h 55 Libre parcours... Sculpture.
Henry Moore.
16 h 30 Sports : Cyclisme.
Critérium du *Dauphiné libéré.*
17 h Visite du pape Jean-Paul II.
Résumé de la visite du pape à Lisieux.
17 h 20 Fenêtre sur... La médecine.
La mal-bouffe, manger : science ou plaisir.
17 h 50 Récré A 2.
Emilie ; Mia-Mia O ; Le livre de la semaine ; Albator.
18 h 30 C'est la vie.
La télévision et les consommateurs.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
La famille Celavie : la consommation.
(Lire notre sélection.)
21 h 40 Document : Des hommes.
Opérations Saint-Michel.
Manœuvres militaires à Montauban.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo-jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Les Amis de la terre.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : le roi-citoyen.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Violette et François ».
Film français de J. Rouffio (1976), avec I. Adjani, J. Dutronc, S. Reggiani, L. Massari, F. Arnoul, S. Daumier.
Une jeune fille, qui a rompu avec sa famille bourgeoise, mène une existence marginale — vol dans les magasins, projets chimériques — avec un bohème dont elle a eu un bébé et qui refuse de devenir adulte.
22 h 5 Journal.

Mardi 3 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Tennis : Internationaux de France.
En direct de Roland-Garros (et à 13 h. 45, à 22 h. 55 résumé).
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
18 h 55 Les inconnus de 18 h 55.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Paris est bombardé.
20 h Journal.
20 h. 30 Débat entre les représentants des groupes parlementaires sur le projet « sécurité et liberté ».
21 h 10 Variétés : Starlettes en herbe.
Comédie musicale de W. Forgency, avec M. Drucker, S. Adamo, A. Lear...
22 h 40 La roue de la vie : L'instant du pouvoir.
(Lire notre sélection.)
0 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Le nouveau divorce.
15 h Série : La dynastie des Forsyte.
Un dîner de famille.
16 h Libre parcours... La préhistoire.
Les tombeaux des géants.
17 h 20 Fenêtre sur... Point 2000.
Les nuages.
17 h 50 Récré A 2.
Emilie ; Papivole ; Discopuce ; Les quat'z'amis ; Mes mains ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
La télévision et les consommateurs.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Victoire sur le silence ».
Téléfilm de L. Antonio, avec K. O'Neil, D. Hambleton.
La véritable histoire de Kitty O'Neil, jeune fille sourde devenue une grande cascadeuse. Elle participe ensuite, en personne, au débat.
22 h Débat : Les sourds et les malentendants.
Avec Mlle K. O'Neil, le docteur L. Vergnon, M. Portman, directeur du Centre de phono-audiologie à l'université de Bordeaux.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Le Front national.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la Seconde République.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « le Défi de Lassie ».
Film américain de R. Thorpe (1949), avec E. Gwenn, D. Crisp, P. Brooks, R. Owen, A. Webb, R. Ford, H. Stephenson.
A Edimbourg, en 1860, un chien, qui retourne obstinément sur la tombe de l'homme qui l'a élevé, est arrêté par la police et passe en jugement.
21 h 45 Journal.

Mercredi 4 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
De C. Izard.
Spécial dessins animés. Scoubidou ; 14 h., la pieuvre ; 14 h., 10 parade des dessins animés.
14 h 35 Tennis : Internationaux de France.
En direct de Roland-Garros.
18 h 55 Les inconnus de 18 h 55.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Vacances d'été.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Les Allemands à Dunkerque.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : L'inspecteur mène l'enquête.
Réalisation de L. Godevais, avec S. Bento, J. Bouchaud, B. Broca, J.-F. Chariet.
22 h 35 La rage de lire.
De G. Suffert.
Voyages en tous genres : *Chemins d'eau,* de J. Robin ; *Bleu Caraïbe et citrons verts,* de J. Raspail ; *l'Ecosse,* de K. White ; *Money,* de P.-L. Sulitzer ; *Carnet de croûte,* de J. Ferniot.
23 h 5 Tennis : Internationaux de France.
Résumé de la journée.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h Série : Au cœur du temps.
La dernière patrouille.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie ; Maraboud'ficelle ; Wattoo-wattoo ; La panthère rose ; Zeltron ; Dino-boy ; Sport : tennis ; Candy.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
La télévision et les consommateurs.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Mi-fugue, mi-raison.
Où va la musique ?
Avec notamment J. Laperrousaz, J. Clerc, B. Lavilliers, P. Townsend, M. Faithfull, le groupe Pretenders et Al Jarreau.
22 h 40 Magazine médical : Les jours de notre vie.
Par P. Desgraupes.
La chamade et la syncope : les troubles du rythme cardiaque.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : jeu ; Les moteurs à jouet : le moteur à vapeur.
18 h 55 Tribune libre.
La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : le prince-président.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : « Notre bien chère disparue ».
Scénario et dialogues : C. Watton ; réal. : A. Boudet, avec M. Biraud, M. Baquet, B. Avoine, P. David, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h Journal.

Jeudi 5 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

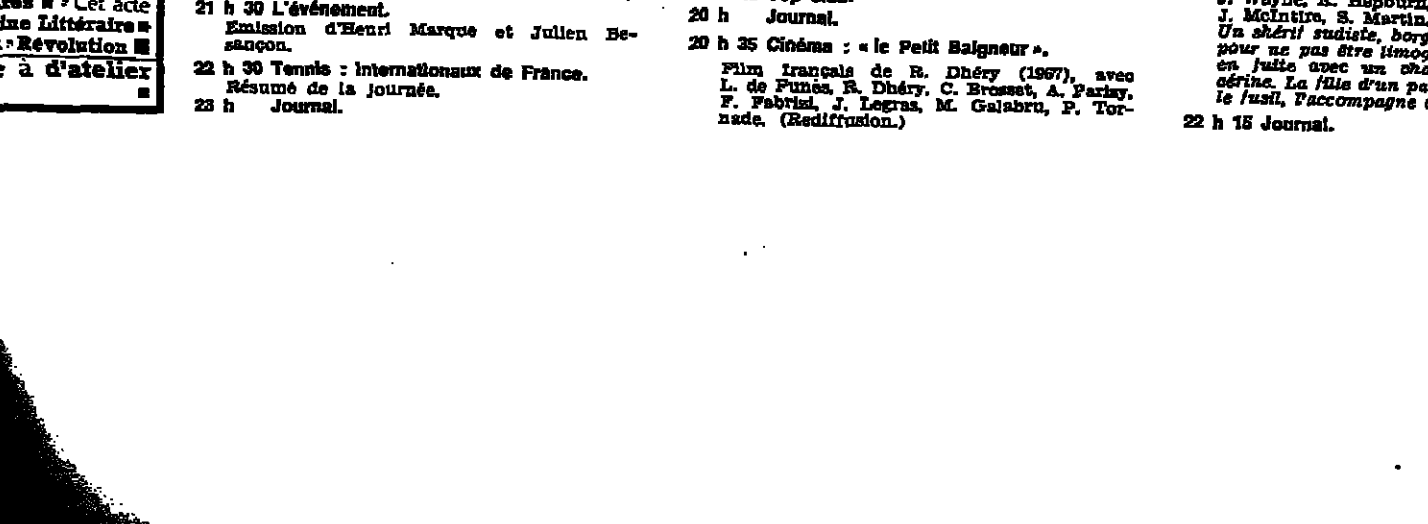
12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
Après l'infarctus.
14 h Tennis : Internationaux de France.
En direct de Roland-Garros.
18 h 55 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Plus d'un million de prisonniers.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Envolez-vous avec sérénité.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Formations politiques.
R.P.R. - U.D.F.
20 h Journal.
20 h 30 Série : Kick (Raoul, la moto, les jeunes et les autres).
Réalisation de M. Simenon, avec E. Dandry, P. Préboist, M. Chevit, C. Le Prince, C. Wallor...
21 h 30 L'événement.
Emission d'Henri Marque et Julien Besançon.
22 h 30 Tennis : Internationaux de France.
Résumé de la journée.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La croix dans le cœur.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Familles américaines.
15 h Série : La dynastie des Forsyte.
Le propriétaire.
16 h L'invité du jeudi.
Jacques Thyraud, président de la commission sénatoriale Informatique et liberté.
17 h 20 Fenêtre sur... Cinémania.
Les Festivals de Lille et de Chamrousse.
17 h 50 Récré A 2.
Emilie ; Mes mains ont la parole ; Ces sacrés parents (le flirt) ; Sido Rémi.
18 h 30 C'est la vie.
La télévision et les consommateurs.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « le Petit Baigneur ».
Film français de R. Dhéry (1967), avec L. de Funès, R. Dhéry, C. Brosset, A. Parisy, F. Fabrizi, J. Legras, M. Galabru, P. Tornade. (Rediffusion.)
Le patron irascible d'un chantier naval cherche à retrouver un ingénieur qu'il a chassé dans un coup de colère et qui peut, seul, lui refaire les plans d'un prototype de bateau susceptible de l'enrichir.
22 h 5 Documentaire : Vidéo U.S.A.
Des artistes et des ordinateurs.
22 h 35 Courte échelle pour grand écran.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Molécules : la boîte de petits pois ; Flash : la nuit porte conseil.
18 h 55 Tribune libre.
Le parti communiste français.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la fête impériale.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle John Wayne) : « Une Bible et un fusil ».
Film américain de S. Millar (1975), avec J. Wayne, K. Hepburn, A. Zerbe, R. Jordan, J. McIntire, S. Martin, P. Koslo.
Un shérif sudiste, borgne et alcoolique, doit, pour ne pas être limogé, capturer un bandit en fuite avec un chargement de nitroglycérine. La fille d'un pasteur, habile à manier le fusil, l'accompagne dans son équipée.
22 h 15 Journal.



Vendredi 6 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h *Journal.*
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Tennis** : *Internationaux de France.*
En direct de Roland-Garros.
18 h 55 **Les inconnus de 18 h 55.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Le pain, une habitude ou une nécessité ?
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.**
Bataille sur la Somme.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Au théâtre ce soir : « le Sexe et le Néant ».**
Pièce de T. Maulnier, mise en scène de J. Ardouin, réal. de P. Sabbagh, avec J. Destoop, M. Manesse, G. Fontanel, M. Damien, A. Boudard, J. Ardouin...
Comment, de son vivant, acquérir une gloire posthume ?
22 h 20 **Tennis : Internationaux de France.**
Résumé de la journée.
23 h 15 **Journal et cinq jours en Bourse.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : La croix dans le cœur.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Premières chances : demi-finale.
15 h **Série : La dynastie des Forsyte.**
Décisions.
16 h **Quatre saisons.**
Magazine des loisirs.
17 h **Sports : Cyclisme.**
Tour d'Italie.
17 h 20 **Fenêtre sur...**
Symphonie pour un cheval.
17 h 50 **Récré A 2.**
Emilie ; Sophie la sorcière ; Candy.
18 h 30 **C'est la vie.**
La télévision et les consommateurs.
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Sam et Sally.**
Les collectionneurs.
21 h 35 **Apostrophes.**
La liberté des esprits.
Avec MM. P. Ariès (*Un historien du dimanche*) ; P. Jardin (*la Bête à bon Dieu*) ; S. July (*Dis, maman, c'est quoi l'avant-guerre ?*) ; E. Ollivier (*Le temps me dure un peu*) ; Wolinski (*Dans l'Huma* ; *A bas l'amour copain*).
22 h 55 **Journal.**
23 h 5 **Ciné-club (cycle Jean Cocteau) : le Testament d'Orphée ».**
Film français de J. Cocteau (1960), avec J. Cocteau, M. Casarès, F. Périer, E. Dermit, H. Crémieux, J.-P. Léaud, C. Oger, J. Marais, P. Christophe. (N. Rediffusion.)
Un poète égaré dans le temps réussit à revenir dans le monde moderne et vit une série d'expériences et d'épreuves sur le chemin de l'immortalité.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Douze pour l'aventure : le raid moto Caracas-Rio ; *Des livres pour nous* ; Bricolopédie : la maison de poupées.
18 h 55 **Tribune libre.**
Le Conseil national du patronat français.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 *Emissions régionales.*
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : le Second Empire.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **V 3 - Le nouveau vendredi : Grand témoin, Ronald Reagan.**
Jean-Marie Cavada et Jean-Claude Paris ont rencontré à Los Angeles le candidat à l'investiture du parti républicain pour les prochaines élections présidentielles américaines.
21 h 30 **Dramatique : Gueule d'atmosphère.**
Scénario et dialogues : J.-P. Hubert ; réal. : M. Chateau, avec B. Freyd, H. Pierre, C. Bouchery, M. Poucher, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h 25 **Journal.**
22 h 45 **Magazine : Thalassa.**

Samedi 7 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 **Emissions régionales.**
12 h 30 **Cultivons notre jardin.**
12 h 45 **Jeune pratique.**
Soyez dynamiques.
13 h **Journal.**
13 h 30 **Le monde de l'accordéon.**
13 h 50 **Au plaisir du samedi.**
Un nom en or (et à 14 h. 45, 15 h. 40 et 17 h. 23) ; 13 h. 55, Chapeau melon et bottes de cuir ; 14 h. 50, Plume d'élan ; 14 h. 55, Découvertes ; 15 h. 10, Maya l'abeille ; 15 h. 30, Avec des idées, que savez-vous faire ? 15 h. 45, Les années d'illusion ; 16 h. 40, Temps X ; 17 h. 25, Holmes et Yoyo (n° 7).
17 h 55 **Trente millions d'amis.**
18 h 30 **Magazine auto-moto.**
18 h 45 **Les inconnus.**
19 h *Six minutes pour vous défendre.*
19 h 5 **Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.**
Le grand exode.
19 h 20 **Journal.**
19 h 55 **Football : Finale de la Coupe de France.**
En direct du parc des Princes.
21 h 50 **Série : Ike.**
N° 3. Réalisation : B. Sagal, avec R. Duval, L. Remick, D. Andrews, J.D. Cannon...
Démêlés avec Churchill, visite de Roosevelt au Maroc, et puis des ragots sur les relations d'Ike et Kay...
22 h 30 **Tennis : Internationaux de France.**
Résumé de la journée.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 **Journal des sourds et des malentendants.**
12 h **La vérité est au fond de la marmite.**
Poulet farci en croûte.
12 h 30 **Samedi et demi.**
13 h 35 **Monsieur Cinéma.**
14 h 25 **Les jeux du stade.**
17 h 20 **Les moins d'vingt et les autres.**
18 h 10 **Chorus.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Histoire de voyous.**
Le concierge revient de suite.
22 h 10 **Variétés : Thierry le Luron.**
23 h 5 **Document : Les carnets de l'aventure.**
Le conquérant de l'inutile.
23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Un regard s'arrête : les gens du voyage ; Raconte quand tu étais petite : le Millas de Maria.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Histoire de France : la guerre de 1870.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Grâce à la musique : Vivaldi.**
Par F. Reichenbach.
22 h 30 **Journal.**
22 h 50 **Ciné-regards.**

Dimanche 8 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **La source de vie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
11 h **Messe.**
Célébrée dans la chapelle du collège Fénelon, à Paris (8e).
Prédicateur : Père Stan Rougier.
12 h **La séquence du spectateur.**
12 h 30 **TF 1 - TF 1.**
13 h **Journal.**
13 h 30 *C'est pas sérieux.*
14 h **Tennis : Internationaux de France.**
Finale en direct de Roland-Garros.
19 h 25 **Les animaux du monde.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Cinéma : « Vincent, François, Paul et les autres ».**
Film français de C. Sautet (1973), avec Y. Montand, M. Piccoli, S. Reggiani, G. Depardieu, S. Audran, L. Mikael, M. Dubois, A. Lualdi, C. Allégret, U. Orsini. (Rediffusion.)
La crise de la cinquantaine de trois amis, un industriel, un médecin et un écrivain, qui ont des problèmes de vie professionnelle et privée.
22 h 25 **Concert.**
Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur de Mozart, par l'Orchestre de Paris sous la direction de D. Barenboïm.
23 h **Tennis : Internationaux de France.**
Résumé de la journée.
23 h 30 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h **Emissions pédagogiques.**
12 h **Il était un musicien.**
Monsieur Saint-Saëns.
12 h 30 **Série : La croix dans le cœur.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Série : Colorado.**
Le cri des aigles.
14 h 55 **Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.**
15 h 35 **Dessin animé : Shazzan.**
15 h 55 **Des animaux et des hommes.**
16 h 45 **Série : Erika Werner.**
17 h 40 **Majax : Passe-passe.**
18 h 15 **Dessine-moi un mouton.**
19 h **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : Hunter.**
Le revenant.
21 h 40 **Document : Jeu d'échecs avec Marcel Duchamp.**
(Lire notre sélection.)
22 h 25 **Document : Vidéo U.S.A.**
Les enfants de Magritte.
(Lire notre sélection.)
22 h 50 **Document de création : Les enthousiastes.**
Louis XIV à Versailles
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h **Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés.**
10 h. 30 **Images du Maroc : mosaïque.**
Emission préparée par T. Fares et J.-L. Orabona. Reportage : l'immigration.
15 h **Cinéma 16 : « le Voyage de Selim ».**
Scénario et mise en scène : R. Martial ; dialogues : J.-L. Comolli et R. Martial, avec D. Beghoura, E. Didi, etc. (Redif.)
16 h 40 **Prélude à l'après-midi.**
The Dance Theatre of Harlem.
17 h 40 **Jeu : Tous contre trois.**
Baccarat.
18 h 40 *L'aventure : La vallée du Puma.*
19 h 40 **Spécial DOM-TOM.**
20 h *Dessin animé : Mister Magoo.*
20 h 30 **Document : La chambre du Roy.**
Par C.-N. Hocquard et L. Laupies.
(Lire notre sélection.)
21 h 25 **Journal.**
21 h 40 **L'invité de FR 3 : Colette.**
22 h 35 **Cinéma de minuit (cycle l'Amérique et son président) : « Tempête à Washington ».**
Film américain d'O. Preminger (1961), avec H. Fonda, C. Laughton, D. Murray, W. Pidgeon, P. Lawford, G. Tierney, F. Tone, L. Ayres, B. Meredith. (N. Rediffusion.)
Le président des États-Unis, gravement malade, désigne comme secrétaire d'État un homme soupçonné d'avoir appartenu au parti communiste et contre lequel se déchaîne une opposition haineuse.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 2 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Sam et Sally ; 21 h., *Ça fait tilt*, film d'A. Hunebelle.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, *Série* : L'homme de l'Atlantide ; 21 h. 5, *les Voraces*, film de S. Gobbi.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Mère Thérésa, prix Nobel de la paix ; 20 h. 40, *la Vérité sur Bébé Donge* (cycle Jean Gabin), film de H. Decoin ; 22 h. 20, Vidéographie : France tour détour deux enfants (onzième mouvement) de J.-L. Godard.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Destins : Bernard Cornfeld ; 21 h. 40, Anatole : Surprise Guests.

MARDI 3 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La brigade du Tigre ; 21 h., *la Petite Hutte*, film de M. Robson.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, *Série* : Les Robinson suisses ; 21 h. 5, *Sir Gauvain et le chevalier vert*, film de St. Weeks.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Feuilleton : Histoires insolites ; 21 h., *Une seule terre*, film réalisé par Terre des hommes ; 22 h. 10, Entrée libre.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Tell Quel : Magazine d'information ; 21 h., *Queimada*, film de G. Pontecorvo.

MERCREDI 4 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-parade ; 21 h., *les Pionniers*, film de B. Kulik.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Les éclaireurs du ciel ; 21 h. 5, *Juste la Seine à traverser*, film de J. Bunuel.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Les sentiers du monde : « *De l'Okoumé au pétrole* », avec Claude Pavard, cinéaste-conférencier ; 21 h. 15, TV Magazine : Les mutilations sexuelles des *femmes d'Afrique et du Moyen-Orient.*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, *Patton*, film de F. Schaffner ; 23 h. Football.

JEUDI 5 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les années d'illusion ; 21 h., *Café Europa en uniforme*, film de N. Taurog.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Drôles de dames ; 21 h. 5, *les Combinards*, film de J.-C. Roy.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *Le fauve est lâché*, film de M. Labro ; 21 h. 55, Le carrousel aux images et le monde du cinéma.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Temps présent : *Ces OVNI qui nous échappent* ; 21 h. 10, Série : Winnetou ; 22 h. 5, L'antenne est à vous : Journée mondiale de la santé 1980.

VENDREDI 6 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Dossiers danger immédiat ; 21 h., *le Seigneur de la guerre*, film de F. Schaffner.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : *Histoire du chevalier des Grieux et de Manon Lescaut* ; 21 h. 5, *le Mercenaire de minuit*, film de R. Nelson.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 30, L'œil des autres (grand reportage) ; 21 h. 30, *le Dossier 51*, film de M. Deville.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, *Collision*, film de L. Woodhead ; 21 h. 30, *Edwardo del Pueyo ou la Volonté d'être pianiste*, film documentaire d'A. Keresztessy.

SAMEDI 7 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *les Espions en hélicoptère*, film de B. Sagal ; 21 h. 35, Ciné-sélection ; 22 h. 5, *Morroco*, film de J. von Sternberg.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Kung-Fu ; 21 h., *Leur compte sera réglé*, film de P. Foucaud.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 25, *Tu seras un homme, mon fils*, film de G. Sidney ; 22 h. 25, Concert.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE . 20 h. 30, Série : Mon ami Gaylord ; 21 h. 25, Chansons à la carte ; 22 h. 55, Football.

DIMANCHE 8 JUIN

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La petite maison dans la prairie ; 21 h., *Ne pleure pas*, film de J. Ertaud.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, *Série* : La grande vallée ; 21 h. 10, *le Pirate des sept mers*, film de S. Salkow.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Variétés : Chantez français, suivi d'un téléfilm de P. Badel : *les Rebelles.*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., *Vos gueules les mouettes*, film de R. Dhéry ; 21 h. 15, Chefs-d'œuvre de la littérature de toujours : Voyage chez Léon Tolstoï ; 22 h. 20, Vespérales.

A VOIR

Espoir vert-de-gris

DRAMATIQUE : GUEULE D'ATMOSPHERE

Vendredi 6 juin
FR 3, 21 h 30

Dans la cité, où il est interdit de vieillir, où la vie agonise lentement, des hordes de réfugiés traqués par des patrouilleurs tentant de franchir le fleuve, leur *dernier salut pour s'arracher* au paysage suicidaire de la zone. Deux hommes, un père et un fils, échappent au « tri humain », déjouent les surveil*lances de gardiens* moitié-pantins, moitié-robots. Mais à quelles fins chercher une issue qui menace de déboucher sur une impasse à double sens unique ? Cette fiction de Maurice Château est une sorte de fresque *dessinée à la mine* de plomb : l'anticipation d'un futur évoqué pour qu'il n'arrive *pas*. Toute une atmosphère contaminée par une poésie sournoise et désespérée comme une lèpre mortelle annonce, dénonce un futur couleur vert-de-gris, couleur d'espoir oxydé.



Petit lever de rideau

DOCUMENTAIRE : LA CHAMBRE DU ROY

Dimanche 8 juin
FR 3, 20 h 30

Versailles : Mansart et son neveu, Lebrun, Lenôtre, mais aussi un nombre considérable de maçons, d'artisans et d'artistes. Versailles, jadis habitation-symbole de la monarchie absolue, la plus absolue, et, au *sein de ce temple*, le *saint des* saints, la chambre du roi. Versailles devenu symbole du *patri*moine français mais laissé exsangue, mutilé par faits de Révolution, de guerre et de pillage... Pour faire renaître le phénix de ses cendres, il a fallu, notamment, la patiente passion d'un Gérard van der *Kempf*, conservateur en chef honoraire du château, *devenu, à son tour, un sym*bole : le porte-parole en France et au-delà des frontières de ce chef-d'œuvre lourd et fragile. Il interviendra naturellement durant l'émission, comme Pierre Lemoine, conservateur en chef du même château, et Jean Dumont, architecte en *chef* des *monuments historiques.*

Mais c'est surtout l'aventure qu'a *représentée la restauration* de la chambre du roi, aux recherches faites d'après les textes, en l'absence de tout document ou dessin utilisable et le travail de reconstitution des artisans (peintres, tapissiers, menuisiers-ébénistes, doreurs, *ferronniers d'art*, tisseurs, bronziers, miroitiers, *brodeurs, passementiers*) qui *ont* retenu la caméra de Claude-Nicole Hocquard et Lydie Laupies, spécialistes depuis plusieurs années du court métrage sur les métiers d'art. Il y aura naturellement pour accompagner l'émis*sion* l'Ensemble de la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, *dirigé par Jean-Claude Malgoire.* Le 9 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing, *président de la Répu*blique, fera enfin son entrée dans la chambre. Pour l'inaugurer.

Le jeu du leurre

***DOCUMENT : JEU D'ECHECS* AVEC MARCEL DUCHAMP**

Dimanche 8 juin
A 2, 21 h 40

Longtemps méconnu des Français, Marcel Duchamp, tout à *la fois peintre, sculpteur, archi*tecte, joueur d'échecs, a eu l'audace de renoncer à la peinture et de *« faire de sa propre vie sa véritable œuvre d'art ».* Continuellement tourné vers la nouveauté, par refus de la répétition qu'il apparente à la mort, Marcel Duchamp s'échappe sans cesse, *s'attache au jeu des* formes inédites. Dadaïste avant la lettre, il prend le contre-pied de l'art académique en proposant ses *ready - made*. Tel, cet urinoir qu'il envoie à une expo*sition pour provoquer le « bon goût ».* Et s'il s'intéresse au langage, c'est pour mieux s'en moquer.

Jean-Marie Drot nous en donne un exemple, dans ce *film-document qu'il consacre à* Marcel Duchamp, avec ce *ready-made* dont le titre, *Pourquoi n'éternuez-vous pas ?* ne prépare guère à voir surgir, enfermés ensemble dans une cage, des morceaux de sucre en marbre et un thermomètre. Il était temps de montrer Marcel Du*champ, ce Français d'Amérique,* son humour, ses facéties, ses extravagances et son insolence, son talent aussi. Bref de faire connaissance avec une certaine philosophie de la vie.

La vie œuvre d'art

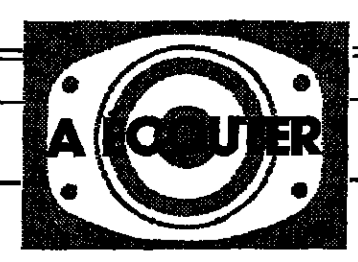
VIDEO U.S.A. : LES ENFANTS DE MAGRITTE
Dimanche 8 juin
A 2, 22 h 25



Quand Magritte peint des nuages dans un œil ou de la musique dans une pipe, il fait — sans le savoir — ce qu'on appelle en vidéo une incrustation. Quand des artistes vidéo font une incrustation (découpe d'une image dans une autre), ils n'ignorent pas qu'ils font du Magritte. Quelquefois même ils lui rendent ouvertement hommage : ils prennent comme point de départ un objet fétiche du peintre — une pomme, un chapeau — et l'animent électroniquement. Et parce que l'électro*nique démultiplie tous les effets,* ils parviennent à pousser plus loin le jeu de Magritte. Abolir les frontières du cadre, perturber la confusion du fond et de la forme, du support et du sujet, disposer des leurres dans des leurres. C'est à quoi s'amusent, avec beaucoup d'ingéniosité, Steina Vasulka, Peter Campus, John Sanborn et Kit Fitzgerald. Ces *deux* derniers allant même, tels des magiciens, jusqu'à faire *semblant de livrer aux caméras* de Catherine Ikam et Adrian *Maben quelques-uns de leurs* secrets. Pour mieux nous embrouiller. Et nous séduire.

J.-P. F.





L'esprit de Mozart

LA CLEMENCE DE TITUS
Jeudi 5 juin
France-Culture, 20 h 55

Commandé à Mozart de Prague pour célébrer le couronnement de l'empereur Léopold II de Bavière sacré roi de Bohême, en 1791, *la Clémence de Titus* voudrait être une glorification du despotisme éclairé. Malheureusement, le livret, plus compliqué que réellement dramatique, adapté par Mazzola d'une pièce déjà ancienne de Metastasio, fait apparaître l'intrigue et l'idée qui la sous-tend sous un jour cruellement artificiel : Vitellia, amoureuse de l'empereur Titus, qui doit faire un mariage politique, charge Sextus, son amant, d'un complot. L'attentat dévoilé à Titus par Publius, le chef de la garde prétorienne, échoue. Sextus est arrêté, jugé et condamné à mort. Vitellia vient alors se dénoncer. Estimant que l'un et l'autre ont été guidés par l'amour, Titus pardonne. Le peuple et le Sénat assemblés célèbrent sa clémence.

Après un accueil mitigé, l'ouvrage devait connaître un succès considérable pendant vingt ans, non seulement en Allemagne, mais également en Angleterre et en France. On le tenait alors pour une des œuvres les plus accomplies de Mozart. Oubliée pendant plus d'un siècle, c'est seulement depuis trente ans que *la Clémence de Titus* est réapparue sur les scènes lyriques, divisant les admirateurs inconditionnels et ceux qui en tiennent encore pour l'opinion selon laquelle cet opéra aurait été écrit à contre-cœur, en toute hâte, et pour de simples raisons d'opportunité.

Sans doute n'y retrouve-t-on ni la puissance dramatique d'*Idoménée* ni l'inspiration exceptionnellement soutenue de *Don Juan* ou des *Noces de Figaro* ; mais l'ouverture, les chœurs et plusieurs airs de la partition témoignent hautement que l'esprit souffle où il veut et que, de gré ou de force, Mozart y a mis une partie de son génie. — G. C.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) ; 4 h 30, Bon pied, bon œil ; 6 h 30, P. Douglas ; 7 h. 15, Chronique politique d'A. Joanes ; 7 h. 25, Bloc-notes économique de B. Harteman ; 7 h. 40, L'humeur du jour, de P. Poivre d'Arvor ; 7 h. 50, Parlons clair, de J. Paletou ; 8 h. 25, La chronique d'E. Sablier ; 8 h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 10 h 5, Information des consommateurs, par R. Pujol ; 11 h., G. Klein et R. Hulot ; 12 h., Le Luron de midi ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F.

13 h. 30, Les histoires de France, par P. Miquel et M. Desbarbat ; 14 h. 5, Vous avez souri, de D. Mermet et J. Morzadec ; 15 h., E. Macias et C. Chebel ; 16 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie : le Père Plater (lundi), Claude Girardet (mardi), Lino Ventura (mercredi), Jean Borotra (jeudi), Francis Perrin (vendredi) ; 18 h., Le magazine de P. Bouteiller ; 19 h. 10, Le téléphone sonne (le mercredi : Face au public : Mgr Marty (le 28).

20 h. 5, Loup-Garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h. 5, Feed back, de B. Lenoir ; 22 h. 10, Y'a de la chanson dans l'air, de J.-L. Foulquier et C. Fither ; 23 h. 5, José Artur et Muriel Hees ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● EUROPE 1 (informations toutes les heures) ; 5 h., O. Barbier ; 6 h., P. Gildas et Maryse ; 6 h 45, Bonjour la France, de P. Bonte ; 8 h 30, I. Leval ; 8 h. 45, A vos souhaits, avec S. Collaro et Brigitte (la guerre des mouton...) ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h., Europe midi, avec A. Arnaud.

13 h 30, Interpol, de P. Bellemare ; 14 h., Histoire d'un jour, de P. Alfonsi ; 15 h., Show-Time, de J. Martin ; 16 h 30, Bon appétit, la France ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Journal.

19 h 30, Boom Hollywood, de Y. Hegann ; 20 h 30, Chlorophylle, de M. Abraham ; 22 h 40, Un livre, un succès, de F. Kramer ; 23 h 10, Service de nuit, avec J.-C. Laval ; 1 h., La ligne ouverte.

● R.T.L. (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M. Favières ; de 5 h. 45 à 8 h 15 (toutes des demi-heures), Léon Zitrone ; 8 h. 10, A. Frossard ; 8 h 35, Anne-Marie Peysson ; 11 h., La grande parade, de M. Drucker ; 13 h., Journal de P. Labro.

13 h 30, Joyeux anniversaire, d'E. Pagès ; 14 h 30, Ménie Grégoire ; 15 h., Le temps d'une chanson ; 16 h 30, Les grosses têtes, de P. Bouvard ; 18 h., Journal de J. Chapus ; 18 h. 20, J. Perniot.

18 h 30, Hit-Parade ; ... h 30 et 22 h. 30, Relax Max, avec M. Meynier ; 22 h., Le journal d'E. Pellet et ... Leade... ; 0 h., Les nocturnes, avec G. Lang ; 3 h., Variétés.

● R.M.C. (informations toutes les heures) ; 5 h., Informations et jeux ; 8 h. 40, J.-P. Foucault et Léon ; 11 h., Le million, avec M. Denisot ; 12 h., Starmidi ; 13 h. 30, Quitte ou double ; 14 h. 30, Vie privée ; 15 h. 15, Enquête sur une vedette ; 15 h. 45, Toute la vérité ; 17 h., Croque-musiques, avec P. Roy ; 19 h., Capsule, avec M. Toesca et C. Borde ; 21 h., Demain 2000 ; 22 h., Magazine littéraire.

LE WEEK-END
SAMEDI

● FRANCE-INTER : 5 h., L. Bozon ; 8 h 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de M. Droit ; 9 h. 10, La Clef verte ; 10 h. 30, Avec tambour et trompette, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu, de M. Tauriac ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine, d'Y. Mourousi ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; 19 h., Journal ; 20 h. 10, La tribune de l'histoire, par A. Castelot et A. Decaux : Colbert (le 24) ; Mai 40 (le 31) ; 18 juin 1940 (le 7) ; 21 h. 15, La musique est à vous, par J. Fontaine ; 22 h. 10, Les tréteaux de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde, de M. Godard ; 0 h., J. Artur et M. Hees ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● EUROPE 1 : 5 h., Y. Hégann ; 6 h., A. Dumas ; 9 h., Le journal de P. Lescure ; 9 h 15, A vos souhaits ; 12 h., La Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 14 h., Pierre qui roule, de P. Lescure ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h 30, Football ; 20 h., Hit-Parade des clubs, de F. Diwo ; 22 h 30, Europe panorama ; 22 h. 45, Concerto pour transistor, d'E. Lipmann ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit, avec P. Diwo.

● R.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h 20, Stop ou encore, avec P. Sabatier ; 13 h., Le journal inattendu ; 14 h., W.R.T.L., Country Lang, avec G. Lang ; 18 h. 30, W.R.T.L., avec B. Scau ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live, de D. Farran.

● R.M.C. : 8 h. 15, L'événement de la semaine, avec M. Ullmann ; 9 h., La grille musicale ; 11 h., Chouette-club ; 12 h., Télé-match ; 13 h. 30, La discothèque d'une personnalité ; 15 h., Hit-parade, avec P. Sulak ; 17 h., Cent ans de music-hall ; 18 h. 30, Le journal de P. Zehr ; 19 h. 15, J. Paoli ; 20 h. 30, Musique classique.

DIMANCHE

● FRANCE-INTER : 5 h., L. Bozon ; 9 h 30 (et à 14 h 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine, avec Y. Mourousi ; 18 h., Spectacle Inter, de A. Blanc et C. Chebel ; 20 h. 15, Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jamparade, d'A. Francis ; 23 h. 5, Mirages, de J. Pradel ; 0 h. 5, Inter-danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● EUROPE 1 : 6 h., Julie ; 8 h 35, C'est dimanche, de Christian Morin et Maryse ; 12 h. 30, Europe midi dimanche ; 13 h. 30, Les années 50, de R. Willar ; 14 h., Dr Jingle et Mr Yann, de Y. Hégann ; 16 h., Hit-parade ; 18 h 30, Europe-soir ; 19 h., Le « Club de la presse » : Alexandre Sanguinetti (le 1er) ; 20 h., Journal auto-moto ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane ; 1 h., Service de nuit.

● R.T.L. : 6 h., J.-P. Imbach ; 9 h 20, Stop ou encore ; 13 h. 15, L'interview-événement ; 13 h. 30, Poste restante, de J.-B. Hébey ; 18 h. 30, Hit-parade, avec A. Torrent ; 21 h., Grand orchestre de P. Petit ; 22 h. 15, W.R.T.L. Hit-parade des clubs avec B. Schu.

● R.M.C. : 9 h. 30, J. Amadou ; 10 h., Banco, avec P. Sulak ; 11 h., La Chouette-club avec C. Chabrier ; 12 h. 50, Le hit-parade des 45 tours avec J. Meledo ; 15 h., De la musique et du sport, avec B. Spindler et P. Sulak ; 19 h., Le hit-parade des 33 tours ; 20 h. 30, Musique classique ; 22 h., Magazine littéraire, de P. Saint-Germain.

Lundi 2 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants (choisir la contemplation) ; à 8 h. 32, Autre flamme pour Panaït Istrati : le flux du désir.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « La création littéraire chez Dostoïevski », de J. Catteau.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Talleyrand », avec A. Castelot.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Agora : « Trois ans en Asie », de Gobineau, avec G. Anquetil.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche vocale.
14 h., Sons : Le cirque... comme un feuilleton
14 h. 5, Un livre, des voix : « Parlez-moi de Louise », de K. Berriot.
14 h. 47, Bureau de contact.
15 h., Centre de gravité : Exposition « Le monde des cartes, les cartes du monde », au Centre G.-Pompidou.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'une restauratrice de porcelaines.
16 h. 50, Actualité : Intégrale du discours prononcé par S.S. le pape Jean-Paul II à l'UNESCO.
17 h. 32, Libre parcours jazz : Jonk Minor.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après Prosper Mérimée.
19 h. 30, Présence des arts : Le VIIIe Festival international de films d'art, en direct d'Asolo (Italie).
20 h., Vingt et un jours de couvée, de M. Jansin.
20 h. 26, A la deli delo, d'Y. Letreulle.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Le Christ romantique (Lamartine, Vigny, Nerval).
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien Musique ; 8 h. 30, Kiosque...
9 h., Le Matin des musiciens, toute la semaine : Georges Bizet, par Antonio Ruiz-Pipo.
12 h., Musique de table : Œuvres de Dukas, Vuillermoz et Chabrier ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h. 30, France et Musique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (le violon dans les musiques traditionnelles) ; 14 h. 30, Musica Danica : les origines du national romantisme ; 15 h. 55, Opéra : « Turandot », de Puccini, par l'orchestre de l'Opéra de Rome, dir. Francesco Molinari-Pradelli, avec B. Nilsson, F. Corelli, R. Scotto.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et Musique ; 20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Musique à découvrir : Rimski-Korsakov, « Six variations sur le nom de Bach », « Quatre romances », « Quatre romances Printemps », « Trio », par le Trio de France (J.-R. Gravoin, C. Maindive, R. Alessandrini), avec M. Sartova, soprano, et C. Debrus, piano.
22 h. 30, Ouvert la nuit : INA-G.R.M. (Schaeffer, Chion, Zanesi) ; 23 h. 5, Les solistes français : Maurice Gendron, violoncelliste ; œuvres de Mozart, Brahms, Debussy.

Mardi 3 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants (comment les moines votent) ; à 8. h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati (vagabondages) ; à 8 h. 50, Les héros de papier.
9 h. 7, La matinée des autres : Les danses du soleil.
10 h. 45, Stranger, mon ami.
11 h. 2, L'INA-G.R.M. présente : La musique et la main.
12 h. 5, Agora : « Lettres d'un curé de base à un élève ordinaire », avec C. Brichoux.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Le repas des lionnes.
14 h. 5, Un livre, des voix : « le Vicaire du Christ », de W. Murphy.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualité : Les incendies de forêts.
17 h. 32, Libre parcours jazz : Le groupe Energy.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Sciences : Réparer et consolider les meubles anciens.
20 h., Dialogues franco-suédois : « Liberté individuelle et discipline sociale », avec J. Israël et J. Attali.
21 h. 15, Musiques de notre temps : P. Vandenbogaerde.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : Georges Bizet, œuvres de Mendelssohn, Grieg, Bizet, Gounod.
12 h., Musique de table : Les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les métiers de la musique ; 13 h. 30, France et Musique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (le violon dans les musiques traditionnelles) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Piano : « Concord Sonata », sonate n° 2 pour le piano (Ch. Ives) ; 16 h., « Fancy pour flûte et huit instruments » (A. Bon) ; 16 h. 15, Les cercles musicaux : Mozart, ses amis.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30 (en direct de Radio-France) : cycle des sonates de Beethoven, avec Noël Lee : « Sonate n° 30 » ; 19 h. 30, France et Musique.
20 h., XXXe Festival Beethoven, en direct de la Beethovenhalle de Bonn : « Gesänge der Frühe » (chants de l'aube), cinq pièces, opus 133, « Fantaisie pour piano en ut majeur », opus 17 (Schumann), « Nuages gris », « Etoile du malheur », « la Lugubre Gondole », « Venezia e Napoli » (Liszt), « Sofferto onde serene » (L. Nono), avec M. Pollini, piano.
22 h., Ouvert la nuit : Domaines de la musique française, Cordes et Vieilles Dentelles, œuvres de G. Boehm, A. de Cabezon, Haendel, Vivaldi ; 23 h., Filiations de cordes, par M. André : œuvres de Schubert, Haydn, Tchaïkovski, Ravel ; 1 h., Douces musiques : « Lys de madrigaux pour voix de femmes, percussion, cithare, piano et orgue » (Maurice Ohana), avec les Chœurs de Radio-France, dir. G. Reibel ; « Conductus » (R. Depraz), avec l'Ensemble de chambre, dir. J. Doussard.

Mercredi 4 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants (l'informatique entre dans les couvents) ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati : la rumeur meurtrière.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : Au Festival international du livre ; « Naufragé volontaire », avec A. Bombard.
11 h. 2, L'INA-G.R.M. présente : La musique et la main.
12 h. 5, Agora : « Radio et histoire », avec P. Alfonsi.
12 h. 45, Panorama : Israël et les juifs.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Rodéo.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Cerfs-volants », de R. Gary.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Re-sourcement de l'individu.
15 h. 2, Point d'interrogation : Les civilisations précolombiennes (les Incas).
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... de C. Imbert,
16 h. 50, Actualité : L'archéologie aérienne.
17 h. 32, Libre parcours jazz : Xavier Breteau (Répercussion).
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, La science en marche : Les interactions fondamentales.
20 h., « l'Ile des chèvres », d'Ugo Betti, adaptation B. Clavel, lu par A. Cuny.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien Musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le Matin des musiciens : Georges Bizet : « Ivan IV », extrait, « Jeux d'enfants » (piano), « Jeux d'enfants » (version orchestrale), « les Pêcheurs de perles ».
12 h., Musique de table (en direct de Dijon), avec un quatuor vocal et un trio d'élèves ; 12 h. 35, Jazz classique.
14 h., Musiques : Musiques d'aujourd'hui, par J. de Solliers : « Sonate pour alto et piano » (J. Casterede), avec M.-Th. Chailley, alto, et J. Casterede, piano « Tremblement de terre très doux » (François Bayle), INA-G.R.M. ; 15 h., Sopranos garçons : œuvres de Cererols, Buxtehude, Franck, Boeddecker, M.-A. Charpentier, Campra, Fauré, J. Samson, Moralès ; 16 h., Autour de la clarinette contemporaine : œuvres de Bruynel, Stockhausen, Jolivet, Haba et Loevendie ; 16 h. 55, Pierres blanches : « Orphée », tragédie musicale (E. Fomine), par l'Orchestre de la radio-télévision soviétique, dir. V. Yesipov, les Chœurs académiques d'U.R.S.S., direct. A. Yourlov, avec V. Konyaev et N. Drobisheva, récitants.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et Musique ; 20 h., Présentation du concert.
20 h. 30, Concert (en direct de l'église Saint-Michel, à Dijon) : « les Vêpres de la Vierge », de Monteverdi, par l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir. Michel Corboz.
23 h., Ouvert la nuit : La voix, le lied schubertien : 23 h. 30, Opéras à découvrir : opéras polonais, œuvres de J. Elsner, Moniusko, Nowowiejski, Paderewski, Szeligowski et Rudzinski ; 1 h. 30, Les grandes voix : Vanni-Marcoux.

Jeudi 5 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants (le peuple de la Bible) ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati : R. Rolland et Istrati ; à 8 h. 50, Les héros de papier.
9 h. 7, Matinée de la littérature.
10 h. 45, Questions en zigzag : « Vide ta bière dans ta tombe », avec C.-M. Cluny.
11 h. 2, L'INA-G.R.M. présente : La musique et la main.
12 h. 5, Agora : « le Cinéma américain », avec R. Bellour.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France.
14 h., Sons : Le cirque (entre l'angoisse et les rires).
14 h. 5, Un livre, des voix : « Adelaïde de Kergoust », de M. Haedrich.
14 h. 47, Départementale : à Dole (la liaison Rhin-Rhône-Hambourg-Marseille).
16 h. 50, Actualité : A propos du colloque sur « la vérité » avec le docteur J. Trilling.
17 h. 32, Libre parcours jazz : Blues and Gospel.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : La génétique des populations et de la fin des races.
20 h., Angèle Vannier, poète et barde.
20 h. 55, « la Clémence de Titus », opéra de Mozart, chanté en italien, en direct du Grand Théâtre de Genève.
(Lire notre sélection.)
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien Musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le Matin des musiciens : Georges Bizet, « Carmen », avec les Chœurs et Orchestre de l'Opéra-Comique, dir. A. Cluytens, avec S. Michel, M. Angelici, R. Jobin, M. Dens.
12 h., Musique de table (en direct de Dijon) : France-Musique Service, avec J.-N. Grandchamps, luthier, un duo de flûtistes et leur professeur, M. Amyot ; 12 h. 35, Jazz classique.
14 h., Musiques : Musiques en plume, œuvres d'Auber, C. Milloecker, Seiter et E. Strauss ; 14 h. 30, Musica Danica : le national romantisme, œuvres de P. Heise, F. Horneman, N.-W. Gade ; 15 h. 30, Répertoire choral : œuvres de Szymanowski, dir. W. Rowicki ; 16 h. 30, « l'Application des lectrices aux champs » (M. Decoust), dir. G. Amy ; 16 h. 50, Grands solistes : Odile Pierre, organiste.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Concert non stop, en direct du Théâtre de Dijon : « Quatuor », opus 59 (Beethoven), « Quatuor » (Onslow), « Trio à cordes » (Guezec), par le Quatuor Jacques Prat ; « Premier livre des Préludes » (Debussy), avec Pascal Rogé, piano ; « Méphisto valse » (Liszt), « Fantaisie » (Chopin), avec Cyril Huve, piano ; « le Berger fidèle », cantate pour ténor, deux violons, viole et clavecin, « Pièces de clavecin en concert, nos 1 et 3 » (Rameau), par l'Ensemble Rameau, avec E. Lestringant, ténor, D. Verelst et R. Walz, violons baroques, Ch. Coin, basse de viole, et Y. Le Gaillard, clavecin.
0 h. 5, Ouvert la nuit : Jazz forum, trajet-itinéraire de Charles Mingus ; 1 h., Douce musique : œuvres de Blow, Campion, Monteverdi, Debussy et Boulez.

Vendredi 6 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Saint Benoît et ses enfants (laisser l'esthétique grandir en nous) ; à 8 h. 32, Autres flammes pour Panaït Istrati : la croisade du roumanisme.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Je ne t'oublie pas Dominique », avec M. Boccara-Cacoub.
11 h. 2, L'INA-G.R.M. présente : La musique et la main.
12 h. 5, Agora : « le Travail de Gilbert Durand », avec M. Maffesoli.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Musiques extra-européennes.
14 h., Sons : Le cirque (les clowns).
14 h. 5, Un livre, des voix : « Devancer la nuit », de B. Beck.
14 h. 47, Un homme, une ville : Baudelaire à Paris.
15 h. 50, Contact.
16 h., Pouvoirs de la musique.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : Le LEP.
20 h., Fluctuations et devenir : La notion des structures dissipatives. Avec MM. Ilya Prigogine et Peter Allen.
21 h. 30, Black and blue : Sartre et le jazz.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : Georges Bizet, « Carmen », avec les Chœurs et Orchestre de l'Opéra-Comique, dir. A. Cluytens, avec S. Michel, M. Angelici, R. Jobin, M. Dens.
12 h., Musique de table (en direct de Dijon), musique de charme : « Jazzogène », par le Trio des professeurs du Conservatoire, et des œuvres d'Ameler ; 12 h. 35, Jazz classique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (le violon dans les musiques traditionnelles) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Symphoniques : « Symphonie n° 2 » (Borodine), dir. Y. Svetlanov ; « Métamorphoses symphoniques » (Hindemith), dir. M. Horvat ; 15 h. 30, « Antagonies » (J. Komives), dir. J. Komives ; 16 h., L'art d'Hermann Scherchen : « Messe » (Haendel), « Symphonie n° 96 le Miracle » (Haydn) ; 17 h. 30, Première loge : œuvres de Bellini, Verdi, Donizetti et Rossini.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et Musique : Catherine Namura, piano, le Quintette de cuivres de Chenove et le Trio d'anches (Milhaud, Mozart) ; 20 h., Concours international de guitare.
20 h. 20, Concert : « Vox Clamantis » (Eben), « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur », opus 61 (Beethoven), « le Mandarin merveilleux », suite (Bartok), par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden, dir. K. Kord, avec K. Kulka, violon.
22 h. 15, Ouvert la nuit : Portrait par petites touches, « Sonate n° 30 en mi bémol majeur », opus 109 (Beethoven), avec N. Lee, piano ; 23 h. 5, Vieilles cires, cycle Capet : « Quatuor en ut majeur » (Mozart) ; 0 h. 5, Les musiques du spectacle : rencontre avec Georges Auric.

Samedi 7 juin

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : le tiers-monde (première partie).
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches.
11 h. 2, La musique prend la parole : « 1979-1980. Les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
12 h. 5, Le pont des Arts.
14 h., Sons : Le cirque (saluer le plaisir donné).
14 h. 5, Saint Benoît et ses enfants.
16 h. 20, Livre d'or : F. Lodéon, violoncelle, et J. Rouvier, piano (Beethoven, Debussy, Brahms).
17 h. 30, Pour mémoire : L'autre scène ou les vivants et les dieux (le Christ sous le regard d'Isis). Rediffusion.
19 h. 30, La R.T.B.F. présente : « la Lettre brouillée », de R. Georgin (le Continent noir).
20 h., Carte blanche : « la Mare », de M.-F. Egret, avec E. Weiss, A. Foures, P. Olivier, etc.
21 h. 13, « le Péril vert », de P. Dupriez et S. Martel (rediffusion).
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Terre natale : Musiques pour les travailleurs et étudiants étrangers (République Dominicaine I).
7 h. 40, Concert promenade : œuvres de F. Lehar, Chopin, J. Schmitt, Bizet, Stolz, Hagen, J. et E. Strauss.
8 h. 30, Musiques chorales : Mozart, « Kyrie », « Alma Dei Creatoris », « Regina Coeli », « Sancta Maria Mater Dei », dir. H. Kegel.
9 h., Samedi : Emission de Jean-Michel Damian, « L'air du temps de la musique, à travers l'actualité du disque ».
16 h., Entrée de jeu : Concert de musique de chambre, œuvres de Henze, Roussel et Poulenc, par le Quintette à vent Nielsen, avec O. Greif, piano.
17 h. 15, Ouverture : Présentation de la semaine du Matin des musiciens : J.-S. Bach ; Le concert du Matin des musiciens : autour de Bizet.
20 h. 5, Concert (en l'église Saint-Michel, de Dijon) : « Messe pour les trépassés, pour soli, chœur et quatre parties instrumentales » (M.-A. Charpentier) ; « Cantate pour basse » (Rameau), par la Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. B. Tétu.
23 h. 5, Ouvert la nuit : Comment l'entendez-vous ? Hector Berlioz, par François Portelette, sculpteur, œuvres de Meyerbeer, Berlioz, Mendelssohn et Messiaen ; 1 h., Le dernier concert : IXe Festival des musiques expérimentales, Bourges 1979.

Dimanche 8 juin

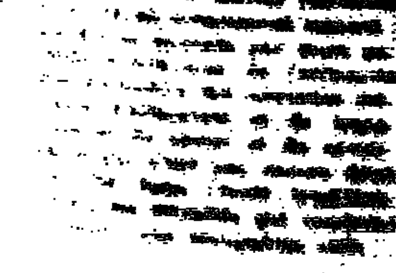
FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son en Pyrénées-Bigorre.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Libre pensée française.
10 h., Messe au couvent de l'Annonciation à Paris.
11 h., Regards sur la musique : « Trio pour piano, violon et violoncelle », de Haydn.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 45, Inédits du disque.
14 h., Sons : Le cirque (démonter, repartir une fois de plus).
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « le Portefeuille », d'O. Mirbeau ; « Interview », d'O. Mirbeau, et « Au téléphone », d'A. de Lorde et C. Foley.
16 h. 5, Paul Sacher, chef d'orchestre et mécène.
17 h. 30, Rencontre avec... Maurice Genevoix.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros : Poésie russe (la prosodie russe ; le statut du poète).
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Un âge va, un âge vient, par P. Marietan.
23 h., Musique de chambre : Duruflé, Poulenc, Nigg (rediffusion).

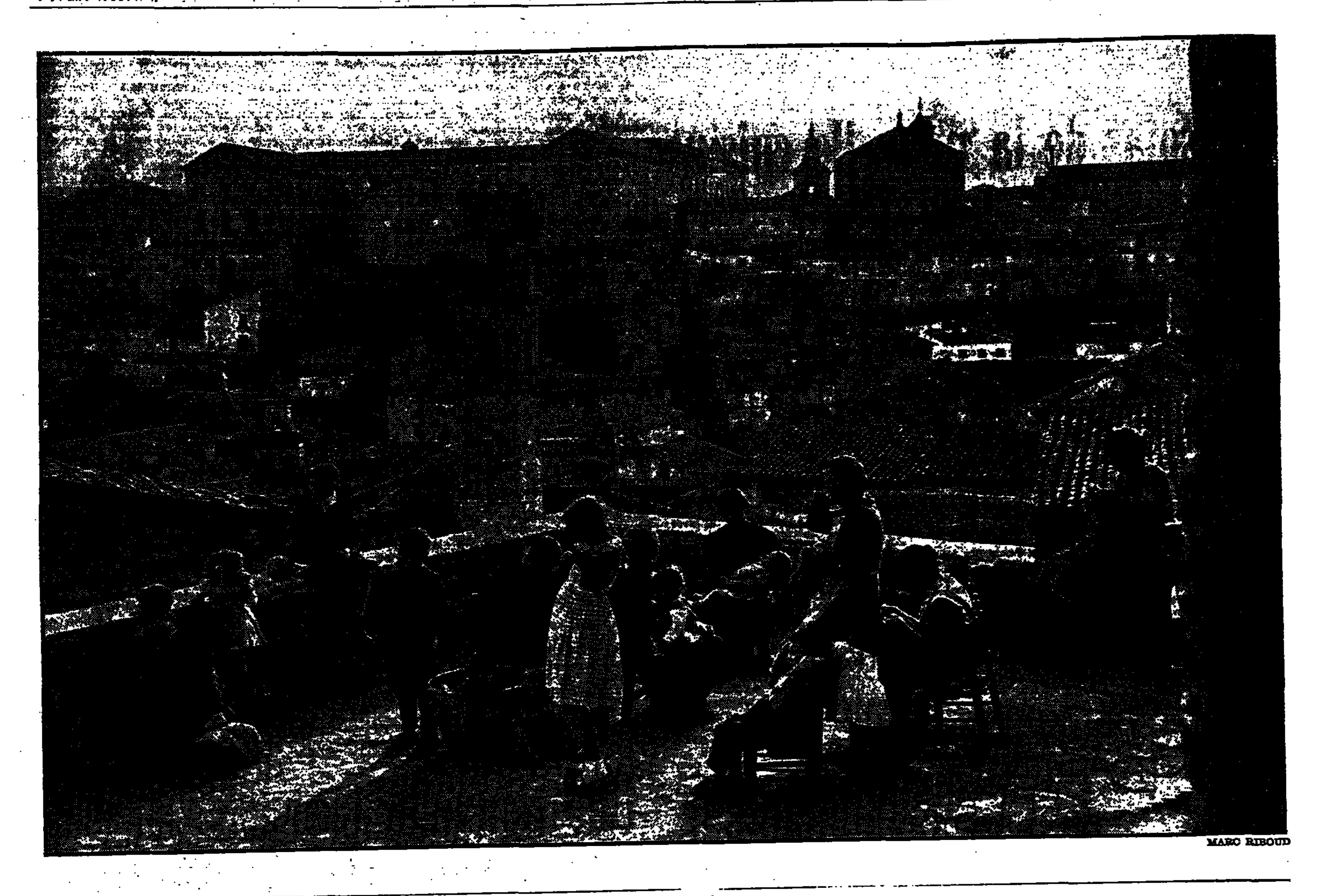
FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques et légères.
7 h. 40, Les classiques favoris.
9 h. 2, Les chants de l'âme : liturgies traditionnelles (musique sacrée roumaine).
9 h. 30, Cantate pour le premier dimanche après la Trinité.
10 h. 15, Les classiques favoris.
12 h., Midi-dimanche : Festival estival de Paris 1977, « Concerto pour orchestre », de Bartok, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J. Ferencsik.
13 h. 5, Tous en scène : Judy Garland.
13 h. 30, Jeunes solistes : œuvres de Schubert, Liszt, Stravinski, par l'Ensemble instrumental du Conservatoire de Paris, direction J. Mercier.
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre. Wagner : « Tannhauser », extraits ; « Tristan et Yseult », prélude.
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Concerto pour violon et orchestre en la à la mémoire d'un ange », de Berg.
19 h., Jazz vivant : les orchestres de Carla Bley et de Karl Hans Berger.
20 h. 5, Le concert du dimanche : « Symphonie n° 99 » (Haydn) ; « Rhapsodie espagnole » (Ravel) ; « Première Symphonie » (Brahms), par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. C.-M. Giulini.
22 h. 30, Une semaine de musique vivante : Anthologie des concerts de France-Musique.
23 h. 30, Ouvert la nuit : Equivalences (émission ouverte aux interprètes aveugles), œuvres de Chopin, Scriabine, Debussy, Ravel et Bartok ; 0 h. 5, Rites et traditions populaires.









MARC RIBOUD

COMMUNAUTÉS

Les « villages-entreprises » de Lucien Pfeiffer

Entre le phalanstère et le Club Méditerranée, les « villages-entreprises de qualité de vie », que propose le Groupement français d'entreprises, veulent concilier l'économie et la convivialité.

PIERRE DROUIN

APRES avoir inventé le crédit-bail, la Société immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI), Lucien Pfeiffer vient de raconter dans un livre (1) la genèse et la difficile acclimatation d'autres innovations en matière financière, dont certaines se sont heurtées à une réglementation inadaptée et à l'hostilité des banques. Il préside actuellement le Groupement français d'entreprises (G.F.E.) (2) et lance de nouvelles propositions.

« Lucien Pfeiffer, vous ne semblez jamais à court d'une idée. Voici maintenant que vous voulez vous battre pour une réalisation qui paraît en rupture avec votre passé, celle des « villages-entreprises ». Que mettez-vous exactement sous cette étiquette ?

— Depuis des années, j'ai travaillé dans le cadre du Groupement français d'entreprises pour que des réformes ou des innovations ponctuelles permettent à toutes les affaires saines de mieux se développer ou d'être créées plus facilement.

» Aujourd'hui, nous constatons que l'imagination n'est plus au pouvoir et que nos propositions d'innovations économiques et sociales — qui permettraient à beaucoup de personnes et d'unités de production de résoudre tels ou tels problèmes particuliers *faisant obstacle* à leur développement — n'ont plus aucune chance d'être prises en considération par le gouvernement. C'est le cas, par exemple, pour le crédit-bail sur valeurs mobilières, la garantie du risque économique par les techniques de l'assurance, la société de partenaires, et j'en passe.

» Aussi avons-nous décidé de porter notre effort sur des réalisations micro-économiques et sociales touchant un nombre restreint de *personnes* mais avec beaucoup de changements dus à de nombreuses innovations s'épaulant les unes les autres — ne requérant ni modifications législatives ni autorisations gouvernementales. Le village-entreprise de qualité de vie a pour premier objectif de permettre aux hommes et aux femmes qui y participeront de développer entre elles des relations d'associés prenant en mains leur propre destin. Il ambitionne aussi d'expérimenter d'autres modes de transmission du savoir et du savoir-faire, d'autres manières de soigner, de se distraire, de se nourrir, etc.

» Le village s'épanouira dans un urbanisme à dimension humaine intégrant les besoins d'isolement personnel ou familial comme les besoins d'ouverture facile sur la vie communautaire, le tout avec une architecture donnant la priorité à la beauté — et non au gain du promoteur.

L'accueil

— De quoi vivront ses habitants ? Quelles sortes d'entreprises pourront s'y implanter ?

— Le village lui-même est l'entreprise. Son but est de fabriquer de la qualité de vie et de la vendre à ceux qui viendront y goûter sur place.

— Quels en seront les clients, les usagers ?

— Les vacanciers désirant passer des vacances enrichissantes, le village créant un centre de loisirs branché sur l'artisanat et la vie rurale authentique ; les malades, handicapés, convalescents, usagers de centres de soins créés par le village et appliquant les thérapeutiques les plus avancées basées sur la vie aux rythmes biologiques dans la nature, l'utilité sociale retrouvée et le travail notamment manuel ; les élèves envoyés par leurs parents convaincus de l'efficacité des dispositifs des nouvelles métodes d'éducation et de transmission du savoir et du savoir-faire qui n'ont pas encore droit de cité dans l'école traditionnele ; les retraités qui voudront se donner une occupation utile ; les orphelins confiés aux familles du village par l'administration ; les membres de congrès, séminaires et autres festivals choisissant les installations hôtelières du village pour leur séjour.

» Autrement dit toute l'activité professionnelle des villageois est tournée vers l'accueil en imaginant et en mettant en œuvre tout ce qui rendra le séjour de l'« accueilli » plus agréable, plus enrichissant, plus fécond à tous les points de vue, physique, psychologique, culturel, social, etc.

» Les activités agricoles d'élevage, artisanales elles-mêmes, n'auront pour but que de couvrir au mieux les besoins du village et de ses hôtes et non la fourniture de marchés régionaux, nationaux ou internationaux.

— Y a-t-il des exemples en France ou à l'étranger d'expériences analogues ?

— Pas à ma connaissance. Ce qui s'en rapprocherait le plus est le village communautaire israélien dit « mochav chitoufi », qui gère centre de vacances, hôtel, maison de retraite et maison de soins en plus de son activité agricole ou d'élevage.

— Comment pensez-vous trouver ces villages et recruter leurs habitants ?

— Nous allons lancer une enquête nationale portant sur 5 000 communes situées dans la zone des plus de 2 600 heures d'ensoleillement, à moins de 800 mètres d'altitude, traversées par un cours d'eau, bénéficiant d'un beau paysage et recensant moins de 500 habitants. Si des maires de villages répondant à ces critères le désirent, si quelques-uns de leurs habitants veulent participer à cette réalisation, s'il est possible de s'assurer la maîtrise de quelque 500 hectares de terres et de bois, alors nous les aiderons à passer à l'action.

» Il n'est pas invraisemblable qu'au terme de cette enquête quelques dizaines de sites possibles nous soient proposés.

» Parallèlement, il y a de fortes chances pour que la diffusion de ce projet nous vaille des centaines de contacts avec des hommes et des femmes qui aspirent à « changer leur vie ». Ils seront appelés à adhérer à l'association des villages-entreprises de qualité de vie, se verront proposer les sites retenus, constitueront leurs groupes de réflexions et d'études puis les structures d'intervention. Alors pourra commencer la grande aventure dans la mesure où ils *voudront* vraiment prendre leur sort entre leurs mains.

Coopératives

— A qui appartiendra le terrain de ces villages ?

— A deux sociétés civiles immobilières (S.C.I.). L'une, de multipropriété, sera réservée aux vacanciers qui, en souscrivant une part, se réserveront chacun une semaine d'hébergement par an dans le centre de loisirs pendant toute la vie de la S.C.I. L'autre, de copropriété, permettra : aux retraités qui souscriront un groupe déterminé de parts l'usage privatif d'un logement et la jouissance collective du domaine et des équipements collectifs ; aux organismes sociaux qui souscriront un autre groupe de parts de s'assurer pour leurs ressortissants la disposition d'un lit d'hospitalisation dans le centre de santé ; à la coopérative agricole d'exploitation en commun et à la coopérative d'artisans de disposer des terres et immeubles nécessaires à leur activité.

— Vous avez toujours rêvé d'abolir le salariat. Y parviendrez-vous dans ces micro-réalisations ?

— L'« entreprise villageoise » ne pourra malheureusement pas développer ses activités avec une personnalité *juridique* unique comme peut le faire par exemple la coopérative israélienne. Nous créerons en conséquence notamment une coopérative agricole d'exploitation en commun et une coopérative d'artisans. Elles ne comporteraient pas de salariés et seront uniquement constituées d'associés qui se partageront les résultats de leurs activités.

— Quel sera le rôle de l'argent dans votre village-entreprise ?

— *L'argent y pénétrera* et en ressortira comme une devise. Les vacanciers, les malades, les élèves extérieurs, les retraités paieront leur séjour.

» Avec ces recettes, le village paiera les biens et les services qu'il ne produira pas par lui-même. Nous espérons pouvoir développer entre les membres du village-entreprise de plus en plus de relations non marchandes par un accès libre aux biens et services de première nécessité en fonction des besoins, surtout s'ils sont produits par le *village*.

» L'accès aux biens et services achetés hors du village se fera grâce à la répartition des résultats excédentaires au compte de chacun. Le mode de répartition des résultats sera décidé par les membres « fonctionnels » du village-entreprise.

— En somme, vous vous situez entre Fourier et Trigano, entre le phalanstère et le Club Méditerranée.

— Dans chaque innovation sociale et économique, il est toujours possible de trouver des filiations et des parentés. En l'occurrence, il s'agit de la volonté de paysans et de citadins de prendre ensemble leur sort entre leurs mains afin de vivre mieux en bénéficiant, eux et les leurs, des retombées de ce qu'ils mettront en œuvre pour le bien-être de leurs hôtes payants. Il n'est pas question d'autarcie, comme le préconise le phalanstère, et les G.O. ne sont pas associés à Trigano, que je sache !

— Il y a de nombreuses années, vous aviez créé, je crois avec des amis, une « unité de voisinage » comprenant sept foyers et des équipements collectifs. Comment cette expérience a-t-elle tourné ? Est-ce elle qui vous a donné l'idée de ces villages-entrerises ?

— Nous vivons toujours très heureux dans cette unité de voisinage. Ce n'est plus une expérience. C'est un mode de vie qui nous donne pleine satisfaction et qui, s'il se généralisait, résoudrait bien des problèmes, notamment chez les jeunes. L'idée du village-entreprise en est une extension, notamment au plan de l'entreprise.

— Quelle leçon avez-vous tirée de vos expériences heureuses et malheureuses et où l'imagination a toujours été le ressort principal ?

— J'ai appris à classer les hommes non en hommes de droite ou de gauche, mais d'après leur position à l'égard de l'argent. Il y a ceux qui font de l'argent leur Dieu et leur premier objectif, et les autres. Il y a deux mille ans quelqu'un avait déjà fait cette distinction. Elle est plus que jamais d'actualité. ■

(1) *L'Argent contre l'entreprise*, Editions Encre.
(2) 24, rue du Pont, 92522 Neuilly-sur-Seine, Cedex.

PROTÉINES

Les sojas de la nouvelle cuisine

Entre le soja passe-partout des restaurants chinois et le soja sophistiqué des industriels, le joint n'est pas fait. Mais, sous une forme ou une autre, nous en mangerons tous.

PIERRE AUDIBERT

ON cultive du soja en plein Paris ! En face d'un building vitré du treizième arrondissement, un hangar banal — une ancienne charcuterie — ouvre ses portes à l'aube. Il en sort, chaque jour, trois tonnes de germes de soja...

On croit rêver. A l'intérieur, dans deux salles sombres maintenues à une chaleur constante, une centaine de grands bacs sont alignés. Au fond, des graines vertes (importées de Thaïlande), d'où jaillissent les germes. Seule nourriture : de l'eau. Au bout de cinq jours, une jungle de plantules verticales de quelques centimètres de long, grimpant les unes sur les autres, envahit les bacs sur un mètre de haut, débordant par-dessus. Le produit est prêt.

C'est simple comme bonjour, mais que d'astuces ! S'il fait trop chaud, le soja pourrit. Avec trop de lumière, il jaunit. M. To Pan, jeune Chinois du Vietnam qui dirige l'entreprise (Sojato), cadenasse son atelier. Il ne veut pas éventer ses secrets. Ses concurrents — ils sont cinq à couvrir la région parisienne — ont semble-t-il des méthodes plus complexes. Et M. To Pan craint la concurrence des réfugiés qui arrivent, utilisant une main-d'œuvre familiale gratuite : *« Ils cassent les prix... »*

Lui a commencé seul, en 1975. La première fois qu'il est allé au marché de Rungis avec ses germes, les gens ont écarquillé les yeux. *« Essayez »*, a-t-il vaguement proposé. Aujourd'hui, outre Rungis, il approvisionne des conserveries et même des supermarchés. Plein d'idées, il expérimente des graines de soja au goût de cacahuète. Son directeur technique, M. Lacombe, a obtenu une commande de plateaux « tout végétal » pour une compagnie aérienne hollandaise. Il prépare maintenant des fromages de soja — fromages blancs à l'allure de flans — comme on en mange partout en Chine. On en trouvera bientôt dans des pots de verre, parfumés aux fines herbes ou aux fruits, à un prix comparable aux fromages habituels, et avec moins de matières grasses. M. To Pan prépare encore du lait de soja, qui a notamment l'avantage de ne pas contenir de germes pathogènes. Tous produits faits, précise-t-il, sans intervention chimique.

Une ombre au tableau : la crainte d'être obligé, par la réglementation, de remplacer le mot « soja » par « mungo ». Car l'espèce cultivée pour ses germes, appelée soja vert (et *mungbean* en anglais) se distingue du soja marron — le vrai soja. — celui qui donne l'huile, qu'on fait venir des Etats-Unis pour l'alimentation animale, et qui ne peut être consommé cru par l'homme à cause des produits indigestes qu'il contient. M. To Pan montre un paquet de vermicelle chinois dont l'appelation est désormais « préparation à base de haricots mungo ». Il ne comprend pas. A peine les Français commençaient-ils à connaître le soja... Quant au lait et au fromage de soja, c'est clair : ces appellations ne sont pas admises par le ministère de l'agriculture. Craindrait-on un nouveau péril jaune ? En fait, si rien dans la réglementation n'interdit les « germes de soja », il existe une loi de 1934 empêchant d'appeler lait ou fromage ce qui n'est pas d'origine animale. Mais des évolutions sont possibles dans le cadre plus vaste de la Communauté européenne...

Changement de décor : dans le restaurant de l'entreprise Rhône-Poulenc, le chef cuisinier sert de temps à autre des croustades de soja à goût de poisson grâce à un produit maison déjà fabriqué à Lyon : de petits cubes de 1 centimètre de côté à la consistance et au goût de poisson ou de viande. On peut les mettre dans les quiches, les pizzas, les hachis... Des exportations ont lieu vers l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Pour obtenir ce produit sophistiqué, on part d'un superconcentré de vrai soja (90 % de protéines), fabriqué industriellement. Puis on fait comme l'araignée : on file les protéines. La machine vient de l'industrie textile. Ainsi, le végétal prend l'allure d'un muscle animal. Sous la dent, on a l'impression de mastiquer de la viande. Question goût, c'est « fadasse ». D'où l'aromatisation par des extraits végétaux (on pourrait aussi adjoindre des graisses animales). Reste la couleur, vaguement blanchâtre pour le soja (avec des protéines de tournesol, on obtient un « steak bleu-vert ! »). On ajoute du caramel pour avoir une couleur de viande cuite.

A Rhône-Poulenc, on refuse de parler d'« imitation » ou d'ersatz de viande. « *C'est un produit nouveau* », affirme M. Bernard Favre, responsable de ce secteur. « *Optimisé sur le plan nutritionnel, il est destiné à rééquilibrer une alimentation trop riche en sucres et en matières grasses animales, source de maladies cardiovasculaires.* » S'il a un goût de viande ou de poisson, c'est seulement pour ne pas heurter les habitudes alimentaires. On attend l'inventeur génial qui trouvera le mot propre à personnaliser ce produit aux yeux du consommateur, comme hier « margarine » s'est imposée à côté de « beurre ».

On peut même imaginer de nouvelles filières industrielles : des bœufs entiers passés à la « moulinette », la viande mise en poudre, puis incorporée dans un tissu de soja, ce qui texture le tout, et redonne des tranches de viande. Plus de déchets. Mais la loi du rendement maximal convaincra-t-elle le consommateur nanti ?

Pour le moment, on en est loin. Dans la consommation courante des Français, l'apparition des protéines de soja s'est faite timidement, sans mettre en œuvre des procédés aussi élaborés que le filage. On trouve ces protéines, à raison de 1 ou 2 %, dans la charcuterie, ce qui améliore sa tenue et sa conservation. Quelques boulangeries font du pain au soja. En confiserie, presque rien encore.

En comparaison, le steak fait figure de pionnier. Trois ou quatre entreprises commercialisent du steak haché mélangé à du soja, ce dernier intervenant à raison de 30 % maximum. La société Socopa le réserve pour le moment à l'exportation vers le Moyen-Orient, afin d'être concurrentielle face aux Américains et aux Danois. Mais en France même, dans la chaîne des Intermarchés, on trouve « Hamburgel » — viande de bœuf, plus 18 % de matières végétales. De l'avis des milieux concernés, tout le monde va s'y mettre. Déjà, entre 5 et 10 % de la chaîne des steaks hachés surgelés contiennent du végétal.

Dans ces cas-là aussi le soja est texturé, mais par un procédé plus grossier que le filage. On part d'une farine de soja (40-50 % de protéines), et on lui donne une structure expansée, telle une éponge sèche. Ces produits, à l'origine importés des Etats-Unis, sont maintenant faits en Europe. Depuis 1974, une entreprise d'Arras, la S.I.C., diffuse « Fansteco », un mélange de soja texturé et d'épices. Les cuisiniers connaissent bien ce genre de produit qui n'est vendu qu'aux collectivités, et que la ménagère ignore. De très nombreuses cantines l'utilisent dans les steaks hachés et les plats de poisson, sans le dire le plus souvent. Ne parlons pas de certains charcutiers...

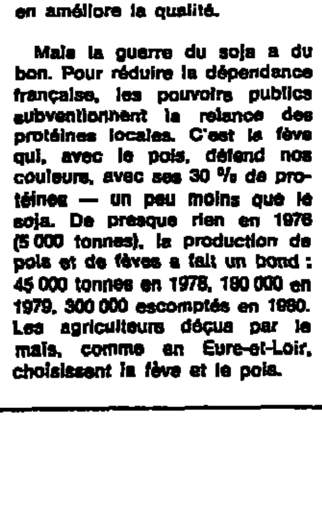
Jus de viande

Caché ou pas, le soja arrive partout. Son succès s'explique aisément. Il peut être aussi nourrissant que la viande, à un prix jusqu'à dix fois moindre. Avec son taux de 35 % de protéines (et 25 % pour le soja vert), on l'a d'ailleurs longtemps confondu avec la viande. Dans son dictionnaire, Littré écrit : « *Le soï* [qui deviendra soja] *est composé de différents jus de viande.* » Mais tandis qu'en *Asie des traditions millénaires* faisaient du soja la base de toute nourriture (germes de soja vert, graines cuites de soja marron, plats fermentés comme le *tempeh* indonésien...), la France ne l'a découvert que récemment. Grâce aux restaurants asiatiques pour le soja vert, et par le biais des Etats-Unis pour le vrai soja.

Dès les années 30, celui-ci fut cultivé pour son huile (aujourd'hui la plus consommée au monde). Puis les tourteaux prirent le dessus, quand on s'aperçut de leur richesse en protéines. De là vient le monopole du soja pour l'alimentation animale, tenu principalement par les Américains. D'Oslo à Lisbonne, la côte atlantique est tapissée d'usines de traitement du soja américain. « *Un véritable débarquement* », constate M. Jacques Mossé, responsable du secteur protéines à l'Institut national de la recherche agronomique. Et une note de 3 milliards de francs par an pour la France. Le soja a encore été le premier à figurer dans les recherches sur l'extraction des protéines. « *Au point qu'on dit soja pour protéines comme dollars pour argent* », ajoute M. Mossé. Aujourd'hui, il faut mettre les bouchées doubles pour étudier les protéines de fèves, de pois, de lupins, qui poussent facilement en France, tandis que les cultures de vrai soja, lancées récemment dans le sud de la France, resteront limitées, pour des raisons climatiques ou de rendement. Peut-être, vers l'an 2000 — si les décisions politiques suivent les déclarations d'intention, — pourra-t-on presque se passer des importations de soja...

Pour le consommateur, l'arrivée du soja signifie une révolution alimentaire. Cette plante fait irruption, comme au dix-huitième siècle la pomme de terre. Mieux : on l'affine. L'industrie sait en effet extraire les protéines des végétaux. Et pour d'autres légumineuses (haricots, lentilles, etc.) qui, malgré leur richesse en protéines, avaient régressé, accusées de causer des lourdeurs d'estomac, c'est peut-être le moment de la revanche. Désormais, comme pour le soja, on peut séparer le meilleur de la plante, puis le texturer pour le rendre plus appétissant. Ainsi surgit une nouvelle nourriture, à la fois naturelle et sophistiquée. Reste le plus dur : vaincre la « néophobie », parfois justifiée, du consommateur. ■

CARLOS BRITO



Quand la fève sera reine...

Hier, Jacquou le Croquant s'en régalait. On l'appelait la « *viande du pauvre* ». Aujourd'hui, la fève a presque disparu. Celle du gâteau des rois est en plastique, alors que la tradition remonte à l'Egypte antique : *les cultures* de fèves étaient réservées aux terres des pharaons, et les galettes de fèves offertes lors des banquets royaux. De nos jours, le Français n'en consomme que dans son pain, *sans le savoir* : une pincée de farine de fèves en améliore la qualité.

Mais la guerre du soja a du bon. Pour réduire la dépendance française, les pouvoirs publics subventionnent la relance des protéines locales. C'est la fève qui, avec le pois, défend nos couleurs, avec ses 30 % de protéines — un peu moins que le soja. De presque rien en 1976 (5 000 tonnes), la production de pois et de fèves a fait un bond : 45 000 tonnes en 1978, 180 000 en 1979, 300 000 escomptés en 1980. Les agriculteurs déçus par le maïs, comme en Eure-et-Loir, choisissent la fève et le pois.

Une usine d'Aix-en-Provence commence à diffuser de nouveaux produits, notamment des concentrés protéiques texturés de fèves (65 % de protéines), destinés à l'alimentation humaine. *Ceux-ci* sont fabriqués par des procédés uniquement mécaniques, à la différence des produits texturés à base de soja, qui subissent lors de leur concentration des traitements chimiques. Et ils ne coûtent pas plus cher. Les *protéines* de fèves font leur apparition *dans* les crèmes glacées, la charcuterie et les biftecks.

Selon M. Dominique Vallery-Masson, président-directeur des Grandes Minoteries à fèves de France, « *ce sont des produits destinés de préférence à la nourriture de service, avant celle de loisir. Pensez que quatorze millions de repas par jour sont servis en France hors foyer. Espérons tout de même qu'on ne verra pas de la saumure de protéines insufflée dans les pavés de charolais, comme le font les Danois, dans un but diététique* » !

PÉTROLE

Une nouvelle tour pour l'offshore

Le projet de « tour gravitaire pour grandes profondeurs » devrait permettre d'exploiter les hydrocarbures offshore au-delà de 300 mètres sous l'eau.

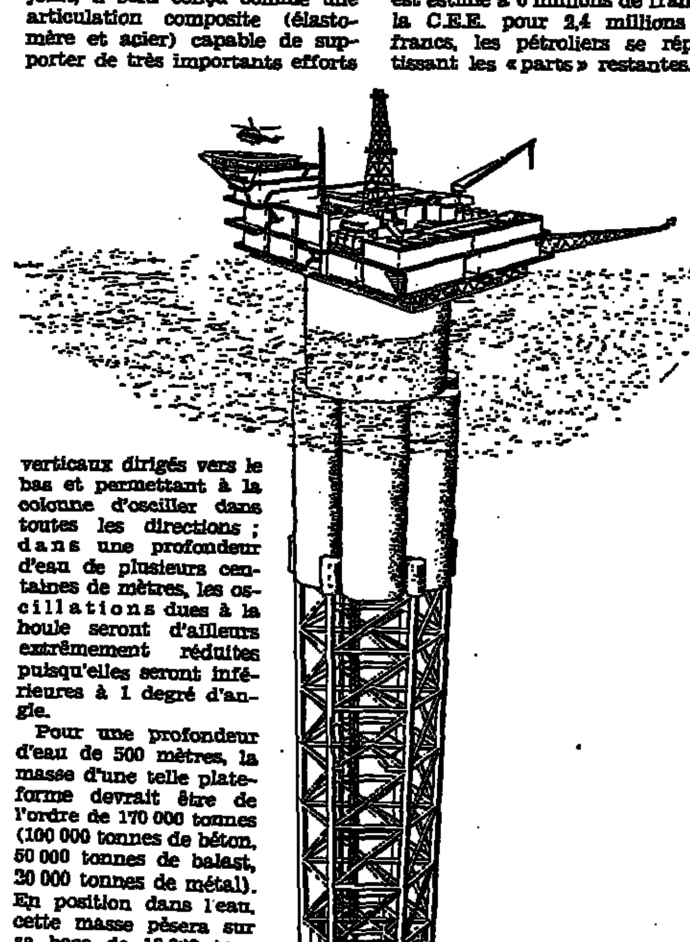
YVONNE REBEYROL

LA société C. G. Doris vient mettre à l'étude une « tour gravitaire pour grandes profondeurs », c'est-à-dire une plate-forme de production destinée à l'exploitation des hydrocarbures *offshore* par des profondeurs d'eau comprises entre 360 mètres et 900 mètres. Une telle réalisation fera faire un progrès sensible à la production *offshore* : actuellement, en effet, l'exploitation des champs sous-marins de pétrole ou de gaz est limitée à des profondeurs d'eau ne dépassant pas 160 mètres ou 180 mètres (à l'exception du champ Cognac, situé sous 300 mètres d'eau, dans le golfe du Mexique).

En dépit des progrès importants des techniques, la quasi-totalité des têtes de puits de production se trouvent en surface, c'est-à-dire qu'elles sont posées sur une plate-forme fixée sur le fond de la mer. Il est beaucoup plus facile, en effet, d'intervenir sur des têtes de puits qui sont au-dessus de la surface de l'eau que d'envoyer des plongeurs travailler au fond. En outre, l'exploitation d'un champ pétrolier se poursuivant pendant une vingtaine d'années, il est beaucoup plus sûr d'installer sur un support fixe des têtes de puits destinées à servir longtemps. Enfin, la plongée humaine efficace ne pourra sans doute guère dépasser la profondeur de 500 mètres ou 600 mètres d'eau.

Le principe de cette tour gravitaire ressemble assez à celui des colonnes articulées : une base fixe relativement petite posée sur le fond de la mer ; une colonne rigide reliée à la base par un joint qui lui permet d'osciller par rapport à la position moyenne qui lui est imposée par le vent et le courant ; des flotteurs installés dans le haut de la partie immergée de la colonne, tirant celle-ci vers le haut ; une plate-forme coiffant la partie émergée de la colonne et supportant les installations techniques.

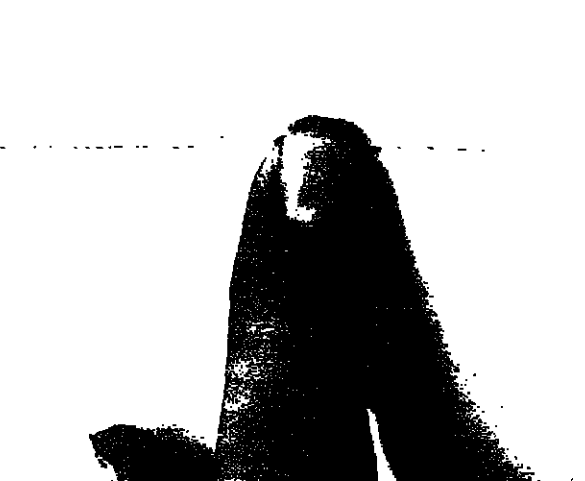
Dans le projet de la C. G. Doris, la base sera maintenue sur le fond par des pieux qui seront battus dans le sous-sol marin. Et surtout la colonne, constituée par un treillis de tubes métalliques, sera lestée dans sa partie basse par un ballast lourd et solide alors que la partie haute de la colonne — en béton — contiendra le flotteur (immergé) et se prolongera vers le haut par une partie émergée. Quant au joint, il sera conçu comme une articulation composite (élastomère et acier) capable de supporter de très importants efforts verticaux dirigés vers le bas et permettant à la colonne d'osciller dans toutes les directions ; dans une profondeur d'eau de plusieurs centaines de mètres, les oscillations dues à la houle seront d'ailleurs extrêmement réduites puisqu'elles seront inférieures à 1 degré d'angle.



Pour une profondeur d'eau de 500 mètres, la masse d'une telle plate-forme devrait être de l'ordre de 170 000 tonnes (100 000 tonnes de béton, 50 000 tonnes de balast, 20 000 tonnes de métal). En position dans l'eau, cette masse pèsera sur sa base de 10 000 tonnes à 20 000 tonnes. Et ce poids, conjugué aux pieux fixant la base au sous-sol marin, suffira à assurer, sans qu'il soit besoin de haubans, la stabilité de la tour gravitaire qui constituera donc, à peu de chose près, un support fixe d'exploitation.

Le projet a l'avantage d'être d'une taille relativement modeste par rapport aux plates-formes d'exploitation existantes. La plate-forme de béton, par exemple, installée par la C.G. Doris sur le champ de Ninian (en mer du Nord) — la plus grosse de ce type — a une masse de 600 000 tonnes ; elle a coûté, sans équipements, près de 2 milliards de francs ; alors qu'elle est posée dans « seulement » 135 mètres d'eau. Certes, il est trop tôt pour savoir avec précision le prix de la future tour gravitaire, mais il semble que ce prix pourrait être de l'ordre du milliard de francs.

Le principe de la tour gravitaire a semblé suffisamment prometteur aux Communautés européennes et à plusieurs compagnies pétrolières — Standard Oil of California (Chevron), Phillips Petroleum, Compagnie française des pétroles, et Société nationale Elf-Aquitaine, pour le moment — pour qu'elles subventionnent les études dont le coût est estimé à 6 millions de francs ; la C.E.E. pour 2,4 millions de francs, les pétroliers se répartissant les « parts » restantes. ■



INTÉGRISME

Ali Merad : l'islam est prisonnier de dogmes sclérosés

Condamnant l'intégrisme de la plupart des oulémas, l'Algérien Ali Merad, professeur d'islamologie à Lyon, souhaite que l'islam abandonne ses traditions médiévales périmées, rompe avec la politique et s'ouvre au monde moderne.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ



BERNAR BOULITREAU

NÉ en 1930 à Laghouat, sur les bords du Sahara algérien, agrégé d'arabe en 1956, professeur d'islamologie, Ali Merad dirige l'Institut universitaire d'études arabes et islamiques de Lyon qu'il a fondé en 1974. Avec son compatriote Mohamed Arkoun, le Tunisien Mohamed Talbi, l'Egyptien Khaled Mohamed Khaled (1), l'Iranien Sayed Nasr et quelques autres encore, il appartient à cette catégorie d'intellectuels musulmans, actuellement peu nombreux, qui s'efforcent de dégager pour l'islam renaissant d'autres voies que celles de l'intégrisme.

Maintenir le dialogue entre les Arabes, au-delà de phénomènes politiques forcément provisoires, tel est également l'un des soucis d'Ali Merad. En janvier dernier, il n'a pas hésité à se rendre au Caire pour y participer à un symposium sur les rapports afro-arabes, organisé par les services de la Ligue arabe que l'Egypte maintient dans la capitale malgré le transfert de l'organisation panarabe à Tunis, l'an passé. Le non-conformisme de l'universitaire algérien a, au Caire aussi, fait froncer les sourcils. N'avait-il pas choisi d'y évoquer les idées de Yambo Ouologuem (Prix Renaudot 1968 pour *le Devoir de violence*, le Seuil), écrivain malien qui met sur le même plan, quant à la dépersonnalisation de l'Afrique noire, la pénétration islamique et la colonisation européenne ?

« Un intellectuel algérien au Caire, ce n'est pas fréquent par les temps qui courent...

— Le Caire vaut bien une messe... Il n'y a qu'une Egypte, cœur et poumon du monde arabe, même si elle n'est pas le berceau de l'arabité. Sans l'Egypte, l'ensemble arabe est incomplet, de même que sans les Arabes l'Egypte est mutilée. L'ostracisme dont ce pays est actuellement frappé me paraît, en tant que personne privée ne représentant aucune forme de pouvoir public, aller à l'encontre de toute l'idéologie unitaire arabe si péniblement élaborée depuis le congrès de Bloudane en 1937 (2) sans remonter plus loin. Comment, pour des appréciations politiques divergentes, a-t-on pu mettre à l'index une partie si importante du monde arabe ? Je sais bien que le cheikh Ibn Badis (3) disait que « les Arabes sont seulement d'accord pour ne pas être d'accord... » Mais tout de même !

— Quelle est votre conception de la paix au Proche-Orient ?

— Je suis pour la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Je souhaite également que Jérusalem redevienne une ville de paix, ouverte à tous, une ville d'accueil et de rencontre. Je suis pour la paix dont les masses arabes ont besoin pour construire ou reconstruire leurs pays. Mais je suis convaincu que tant que les Palestiniens n'auront pas de patrie, tant que le déni de justice commis contre eux n'aura pas été réparé, il n'y aura de paix ni pour les Arabes ni pour les Israéliens.

— Voyez-vous un lien entre la montée actuelle de l'intégrisme islamique et le problème proche-oriental ?

— Sans nul doute le traumatisme israélien, l'occupation de Jérusalem, lieu du Jugement dernier intimement lié à la mystique de l'islam, l'occupation d'Hébron, que nous appelons Khalil en arabe, sanctuaire d'Abraham cher aux musulmans, l'impuissance de six cents millions de ceux-ci à venir à bout de trois millions d'Israéliens, tout cela a fait que les couches profondes, désemparées, se sont accrochées comme à une bouée à la seule chose qui était à leur portée : l'islam. Mais l'implantation d'Israël n'est pas la seule responsable de cette réaction. C'est aussi la faillite des gouvernements arabes depuis les indépendances. Ici ou là, à cause de la démographie échevelée, des bas niveaux de vie, de la dégradation du cadre de vie, phénomènes que les systèmes politiques n'ont pas jugulés, le fellah est de plus en plus malheureux.

» Le grand problème c'est que l'islam, vers lequel se tourne l'homme déçu et meurtri, véhicule des idées du type de celles que l'on devait trouver en Europe au treizième siècle, une religion de type médiéval qui eut sa grandeur, mais dont la logique est aujourd'hui en totale inadéquation avec les données de la vie moderne. Songez que certains oulémas condamnèrent la conquête de la Lune par l'homme, car les astronautes ne se trouvaient sans doute pas en état de propreté rituelle lorsqu'ils débarquèrent sur l'astre, tandis que plus récemment certains autres de nos théologiens ont qualifié l'abolition de la peine de mort d'acte d'hostilité envers Dieu ! Alors que le qualificatif donné le plus souvent à Allah dans le Coran — pas moins de cinquante-six fois — est « Al Rahman » — le Miséricordieux.

Une mode

— Cet obscurantisme n'empêche pas le fondamentalisme, l'intégrisme islamiques de trouver de plus en plus de défenseurs parmi l'intelligentsia occidentale. Fleurit aussi un discours présentant un islam émasculé, expurgé de tout ce qui pourrait déplaire aux Occidentaux : inégalités juridiques entre les sexes et entre les religions, répudiation de la femme, polygamie, homosexualité... Ce discours est quelquefois si indigent qu'il ignore aussi les plus beaux traits des sociétés mahométanes : foi inébranlable en Dieu, sens de la poésie, non-culpabilisation de la sensualité, sérénité devant la mort...

— L'islam, en effet, est à la mode en Occident, et cela, parfois, ne va pas sans quelque complaisance. Mais quelles que soient les formes que prend cet engouement, elles sont toutes néfastes, car elles présentent des visions faussées de la réalité. Les uns croient effectivement nécessaire de débarrasser l'islam de toute notion susceptible de choquer le public européen. Ainsi le « djihad » n'est plus la guerre sainte, mais un « combat sur soi-même », alors que, hélas ! la tendance actuelle, exprimée on ne peut plus clairement par la plupart des publications islamiques, est de voir dans le djihad une lutte armée à mener contre les « infidèles », en Afrique, partout. On offre un islam à l'eau de rose, dans lequel tout le monde il-est-gentil... C'est ridicule !

» D'autres Occidentaux, au contraire, décrivent un islam-épouvantail avec des aspects terrifiants provoquant l'effroi en Occident. La sagesse serait tout simplement de donner aux musulmans la possibilité de se dire tels qu'ils sont, de dire l'islam tel qu'ils le perçoivent. « Les gens de La Mecque sont ceux qui connaissent le mieux les rues de La Mecque », dit un proverbe arabe.

— Mais à quels musulmans s'adresser ? La jeunesse est le plus souvent ignorante ou intégriste, quand ce n'est pas les deux à la fois, tandis que les anciennes générations ouvertes sur l'extérieur disparaissent sans laisser de successeurs.

— C'est l'un de nos drames. Ceux qui vivaient l'islam d'une manière moins « absolutisante », comme Taha Hussein (4) n'ont pas pu, à eux seuls, modifier le substrat dogmatique. Les structures, les postulats dogmatiques, n'ont pas bougé. Or comment faire évoluer la jeunesse lorsque le contenu de l'enseignement, le soubassement doctrinal, restent les mêmes ? Nul n'a jamais vraiment eu l'audace de poser clairement le problème « urbi et orbi ». Il y aurait eu des vagues, des tensions, mais le débat aurait fait avancer les idées et évoluer les mentalités. A part quelques rares exceptions, comme le Yémen du Sud communisant, partout dans le monde musulman contemporain le contenu de l'enseignement et des médias reste inchangé, reposant sur des dogmes sclérosés.

— La solution est-elle alors dans le marxisme ?

— Le marxisme n'est pas une panacée. La solution est dans l'islam, qui a en lui les ressources d'un dépassement des positions doctrinales traditionnelles. Le thomisme a été compatible avec la chrétienté *grosso modo* jusqu'à la Réforme, mais ne le serait plus de nos jours. Or, l'islam vit sur un langage figé depuis plusieurs siècles, qui n'est plus opérant et qui véhicule des schémas sans aucune prise sur le réel d'aujourd'hui.

— Faut-il donc une révolution culturelle ?

— Non, mais une nouvelle réflexion sur la notion de révélation divine, si importante en islam. Il faut provoquer une évolution de la pensée, de la sensibilité ; il faut susciter une mutation sociale et politique débouchant sur un pluralisme de l'enseignement. Actuellement le magistère est bloqué. Pour l'Egypte, c'est Al-Azhar. Pour les autres pays musulmans, ce sont des « conseils supérieurs islamiques » créés artificiellement, écoutant parfois Al-Azhar, et étant surtout des instruments du pouvoir politique local. Nulle part il n'y a pluralisme des propositions doctrinales, au contraire de ce qui se passe dans la chrétienté. Il y a une idéologisation de l'islam, qui cesse d'être porteur de valeurs spirituelles et se politise à l'extrême comme en Iran. Nous sommes dans un cercle vicieux.

» L'imbrication de la religion et du pouvoir est finalement le problème majeur de l'islam. Mais tant que le système de pensée ne se sera pas modifié, des propositions de séparation de l'islam et du trône, comme celle faite entre les deux guerres par le cheikh égyptien Ali Abderazak (5), n'auront aucune chance d'être entendues.

Les Occidentaux savent bien peu de choses de l'islam, mais ils ont à leur disposition une pléiade d'orientalistes. Chez les musulmans la notion d' « occidentaliste » *est, en revanche, encore dans les limbes, tandis que des contre-vérités, comme celle qui veut que les chrétiens soient polythéistes, continuent d'avoir cours jusque chez des oulémas. Au Caire, Ali Merad a retrouvé avec joie son ami le Père Georges Anawati, dominicain égyptien, actuellement accablé d'insultes par la presse cairote (et même par le très officiel magazine d'Al-Azhar) à cause de son rôle actif en faveur du rapprochement islamo-chrétien, auquel, par ses écrits, par sa participation à la plupart des réunions du dialogue bi-confessionnel organisées au cours de la décennie écoulée. Ali Merad a lui-même apporté une contribution notable. En raison de sa connaissance des questions chrétiennes, l'universitaire algérien est d'ailleurs considéré aujourd'hui, par les musulmans libéraux, comme l'un des pionniers de l'*« occidentalisme ».

» Ce courant, nous dit-il, n'a attiré jusqu'à présent que peu de musulmans par manque de curiosité de l'autre. L'idée a toujours cours en islam que nous savons tout ce qu'il faut savoir du Christ. Le Coran ne parle-t-il pas du prophète Jésus ? Pourquoi se pencher sur les révélations antérieures puisqu'elles sont contenues dans le Coran ? Au départ les mentalités sont structurées par cette situation. Moi-même, aux yeux de nombre des miens, je suis aujourd'hui entouré de soufre pour m'être intéressé au personnage du Christ.

» Mais comment dialoguer sans connaissance du vis-à-vis, sans le laisser se définir lui-même ? Comment dialoguer sans accepter l'idée que l'autre n'est pas un néant ? Ces idées pourtant simples sont encore loin d'être admises. Le cheikh égyptien Abou Raya (6) allait dans ce sens en s'appuyant simplement sur le Coran pour dire que « les juifs et les chrétiens ne sont ni des infidèles ni des polythéistes ». De telles évidences lui valent, depuis sa mort, d'être au purgatoire, mais le dialogue islamo-chrétien est engagé et nous formons des deux côtés un noyau qui a la volonté de le poursuivre.

L'espoir vient de l'Est

— Comment en êtes-vous venu à vous pencher sur le christianisme ?

— A l'école primaire française de Laghouat, en regardant le catéchisme de mon condisciple Jacques Munier, j'éprouvais une sensation d'horreur, et puis un jour j'ai découvert que ce livre mystérieux contenait des choses que je savais déjà. Le Coran n'est-il pas une lumière venue s'ajouter aux autres lumières ? Plus tard, en 1956, dans une maison de repos des étudiants à Boncourt, près de Paris, de jeunes chrétiens m'ont offert le livre de Jean-François Six sur Charles de Foucault. Dans la touffeur estivale de Laghouat, je lus la lettre pleine de pleurs de l'aménokal Moussa à la sœur de Foucault. Comment un musulman, un chef, un rude Targui, pouvait-il être ému par ce chrétien ? C'est comme cela que j'en suis venu à vouloir en savoir sur les autres croyants plus que ne nous en apprennent nos traditions.

» J'ai ainsi acquis la conviction de l'unité et de la complémentarité des révélations monothéistes. J'ai découvert les vérités partagées. Le dire n'a pas été sans provoquer de la réprobation chez les miens. En 1974, à la conférence des religions sur la paix, à Louvain, Mohamed Arkoun et moi avons été traités d'« idolâtres » par deux oulémas d'Al-Azhar pour nous être levés lors d'une célébration religieuse non musulmane. Dans les revues confessionnelles du Caire, je lis que les musulmans occidentalisés sont des agents conscients ou inconscients de l'abaissement de l'islam. Tout cela parce que certains musulmans, dont je suis, défendent une vision évolutive et comparative du monde alors que la plupart des oulémas se cramponnent à leur vision statique et close.

— Avez-vous des raisons de penser que votre conception d'un islam qui resterait lui-même tout en s'ouvrant largement sur la modernité a quelque chance de se concrétiser dans l'univers actuel ?

— Le renouveau salvateur viendra pour nous, je crois, de l'Asie, où plusieurs tentatives modernistes ou réformatrices sérieuses ont déjà eu lieu. Ali Bhutto, dans une vision plus large, plus globale, plus libérale que le réformisme d'Etat de Bourguiba, a tenté de promouvoir à l'intérieur la réforme agraire et un certain socialisme, tout en jetant vers l'extérieur ce qu'il appelait des « passerelles » entre le monde musulman et le reste de l'univers. Il est tombé sous les coups conjugués des religieux, des propriétaires, de l'armée, effrayés par un programme mettant leurs intérêts égoïstes en danger.

» En Iran, où l'islam est utilisé depuis la révolution comme facteur de sacralisation, de légitimation du pouvoir, je voudrais rappeler, même si cela va à l'encontre des idées reçues, qu'il y a eu, à l'époque du chah, la tentative du philosophe Sayed Hussein Nasr — dont les remarquables *Perspectives et Réalités de l'islam* ont été traduites en français — d'introduire au sein de l'islam une perception œcuménique et ouverte, dont les conceptions khomeinistes sont la négation. Aussi dans un geste amer, mais un peu à la Socrate, Sayed Nasr a-t-il préféré suivre le chah dans son exil.

» Dans l'Asie islamique, les partisans du rajeunissement de l'islam sont à présent en fuite, en prison ou ont été tués, mais la semence est déposée. Les recherches d'avant-garde pour l'exégèse coranique s'y poursuivent dans l'obscurité, mais s'y poursuivent tout de même, alors que, pratiquement partout ailleurs dans l'islam, l'« ijtihad », l'effort d'interprétation des textes sacrés, est inexistant. Ce qui pourra nous délivrer de traditions médiévales périmées, c'est le « new start », le nouveau départ imaginé par le grand penseur moderniste de l'Inde musulmane, Mohamed Iqbal, mort en 1938, et illustré ensuite par le grand juriste Ali Asraj Fayzee, et par la féconde école de pensée islamique moderne indo-pakistanaise. L'espoir pour l'islam vient, je crois, de l'Est, de l'Orient. » ■

---

(1) Khaled Mohamed Khaled est né en 1920. Auteur d'une cinquantaine de publications sur l'islam, il remonte aux sources, non pour en tirer des conclusions intégristes, mais au contraire libératrices pour des sociétés musulmanes. Sa contribution à une meilleure connaissance du christianisme en milieu islamique (voir son essai sur Mahomet et Jésus) fait aussi de lui, comme Ali Merad, un « *occidentaliste* ».

(2) En septembre 1937, se tint à Bloudane, station climatique syrienne, le « *premier congrès de l'unité arabe* », en présence de délégués égyptiens, irakiens, syriens, libanais, jordaniens, palestiniens et marocains qui proclamèrent « *la Palestine, partie intégrante de la patrie arabe* ».

(3) Abdel Hamid Ben Badis (1889-1940), fondateur en 1931 de l'Association des oulémas algériens fut la principale figure du courant réformiste musulman en Afrique du Nord à l'époque française. Les oulémas sont les théologiens, les savants de l'islam.

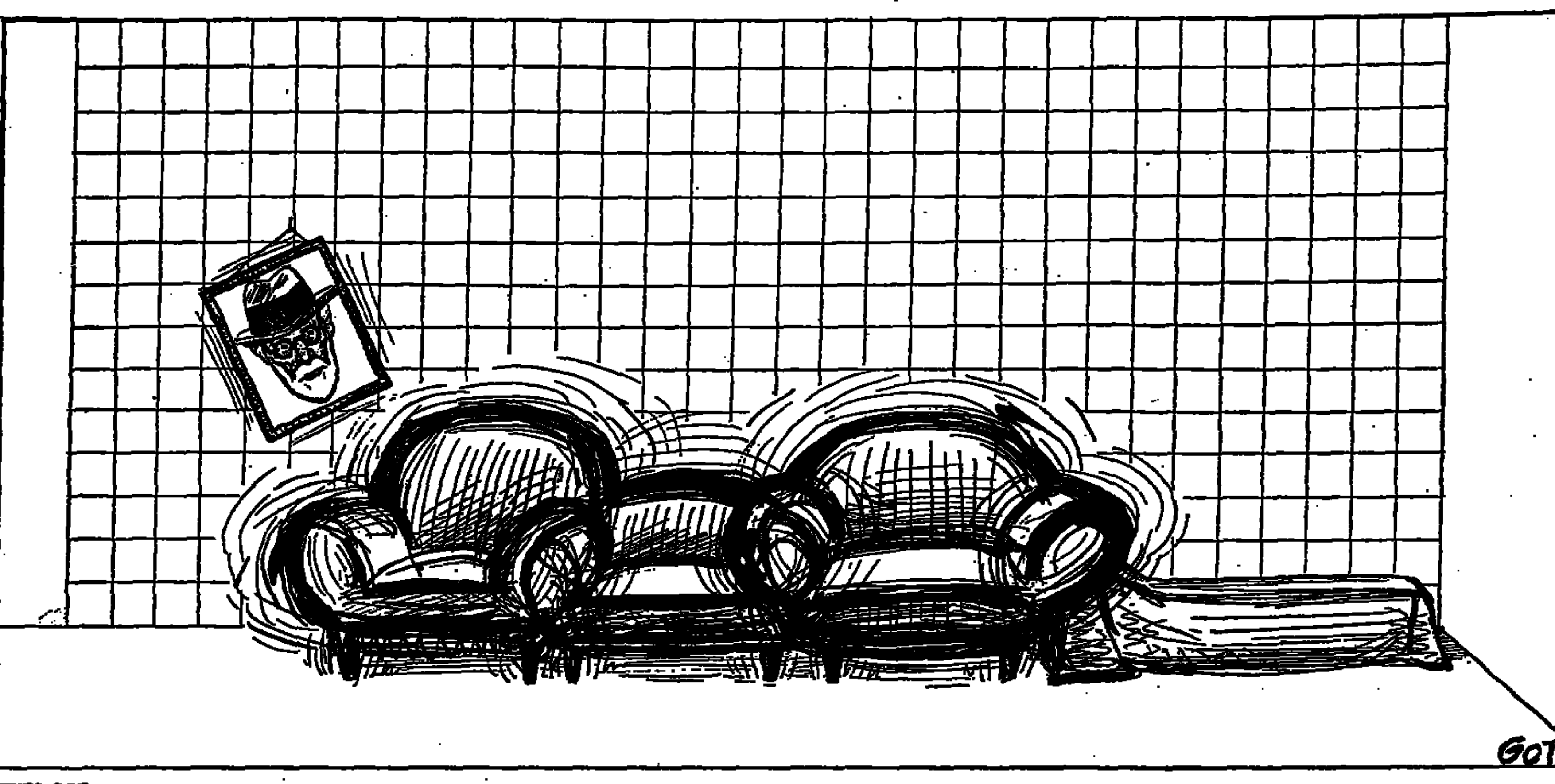
(4) Taha Hussein est mort en 1973. Ce petit fellah égyptien aveugle, devenu docteur d'Al-Azhar et de la Sorbonne, admiré par André Gide, était considéré comme le maître des lettres arabes contemporaines, jusqu'à sa remise en cause par les étudiants intégristes égyptiens.

(5) Ali Abderrazak, aujourd'hui disparu, fut mis à l'index par Al-Azhar en 1925 pour avoir publié *l'Islam et les fondements du pouvoir* (traduit en français par Léon Bercher dans la *Revue des études islamiques* en 1933 et 1934) qui, en s'appuyant sur le Coran et sur la vie de Mahomet, démontra la nécessité d'une séparation de la religion et de l'Etat.

(6) Par sa science islamique profonde et modeste et sa vie simple dans le delta du Nil, Mahmoud Abou Raya (1889-1970) est le type même de l'antimandarin et du croyant tolérant, malgré sa formation azharienne.

Livres d'Ali Mérad

- *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Mouton, Paris-La Haye, 1957, 472 p.
- *Ibn Badis, commentateur du Coran*, Geuthner, Paris, 1971, 287 p.
- *N'avons-nous pas le même père ?* en collaboration avec Armand Abecassis et Daniel Pézeril, éditions du Chalet, Lyon, 1972, 152 p.
- *Charles de Foucauld au regard de l'islam*, éditions du Chalet, 1975, 144 p.
- *Lumière sur lumière, pages d'islam*, éditions du Chalet, 1978, 126 p.



YVES GOT

DIVAN

Les héritiers de Freud

Trois grands courants se partagent l'héritage du père fondateur de la psychanalyse : l'école anglaise à la suite de Mélanie Klein, l'école de Chicago et l'Ecole freudienne de Paris, fondée par Lacan.

ROLAND JACCARD

Du vivant de Freud, tout était simple. La psychanalyse, c'était son œuvre, sa création, et tous ceux qui s'engageaient dans d'autres voies renonçaient à se réclamer de lui. Lui-même rappelait volontiers les cinq piliers de son édifice — l'inconscient, la sexualité infantile, le complexe d'Œdipe, le refoulement, le transfert — à ceux dont les recherches s'éloignaient par trop de sa théorie ou privilégiaient l'un de ces éléments aux dépens des autres.

En 1910 fut créée l'Association internationale de psychanalyse : elle devint l'héritière et la garantie de la psychanalyse et de sa transmission. En fait, il apparaît aujourd'hui, selon certains auteurs, que l'appareil bureaucratique de l'Association internationale de psychanalyse a « fonctionnarisé » la psychanalyse à outrance et que la supériorité numérique écrasante des Américains a provoqué une sorte de malaise dans la mesure où des critères adaptatifs et normatifs y ont prévalu.

Il y a une dizaine d'années environ, Anna Freud, s'interrogeant sur ce qui subsiste de l'édifice psychanalytique, observait, non sans amertume, qu'il n'y a pas un seul concept, soit théorique, soit technique, qui n'ait été mis en question. L'association libre, la pierre de touche de la technique analytique, a perdu beaucoup de son utilisation universelle et a été accusée d'être un acte autoritaire injustifié, qui force le patient à communiquer ce qu'il préférerait garder pour lui.

L'interprétation des rêves n'est maintenant utilisée que par une minorité d'analystes et a cédé son rôle en tant que « *voie royale vers l'inconscient* » à l'interprétation du transfert. Le transfert lui-même, en tant que concept, a changé de nature : d'une manifestation spontanée surgissant dans la conscience du patient, il est devenu une manifestation introduite à dessein dans la situation analytique par l'interprétation de l'analyste. Le rôle des tendances sexuelles dans les troubles mentaux disparaît progressivement derrière celui de ses contreparties agressives. Enfin, le rappel des expériences infantiles dans la situation analytique est considéré par certains analystes comme moins important que le *hic et nunc*.

En outre, ajoutait Anna Freud, en raison des nombreuses modifications de termes techniques introduites, il est maintenant extrêmement difficile pour les auteurs de confronter leurs théories. Malgré cet incontestable éclatement, il est néanmoins possible de dégager trois courants principaux dans la psychanalyse post-freudienne : l'école anglaise, l'école de Chicago et l'Ecole freudienne de Paris.

Les conceptions théoriques issues de l'œuvre de Mélanie Klein et de ses élèves (Hanna Segal, Joan Rivière, Wilfred Bion, Suzan Isaacs, H. Rosenfeld...) n'ont jamais connu en France une large audience. Seul Donald Winnicott (1896-1971), qui fut un pédiatre et un psychanalyste marqué un temps par le kleinisme, a connu ici une réelle popularité.

Mélanie Klein (1872-1960) fut l'élève de Ferenczi et d'Abraham ; dès 1919, elle s'employa à analyser de très jeunes enfants, âgés parfois de moins de trois ans, en les faisant jouer. Elle eut également des psychotiques en traitement. Elle mit l'accent sur le rôle des pulsions destructrices dans le développement du nourrisson et sur les processus de formation du Moi dans ses rapports à des objets « partiels » d'abord, puis « totaux ».

Enfer primitif

La problématique psychanalytique telle qu'elle apparaît à la lecture de l'œuvre de Mélanie Klein s'inscrit en premier lieu dans les liens qui se nouent entre la mère et le nouveau-né. Cette problématique, fort complexe, nous plonge dans une sorte d'enfer primitif, où le Surmoi et le Moi se constituent précocement et où l'Œdipe est vécu, dans la haine et dans l'amour, sur le mode oral, anal, urétral et génital.

Mélanie Klein n'a pas cessé d'insister sur le dualisme des pulsions de vie et des pulsions de mort. Elle a même accordé un rôle majeur à ces dernières dès l'origine de l'existence humaine, non seulement en tant qu'elles sont dirigées sur l'objet extérieur — ce que Freud avait déjà en vue — mais également en tant qu'elles opèrent dans l'organisme et induisent l'angoisse d'être annihilé. Allant plus loin que Freud, elle ne s'est pas bornée à accepter l'hypothèse d'un instinct de mort, mais elle a affirmé que la crainte de la mort est à la racine de tout sentiment de persécution et, par conséquent, de toute angoisse.

Mélanie Klein n'a jamais abordé aucun problème hors de son rapport avec l'angoisse : elle a montré comment les premières relations objectales de l'enfant ploient sous le fardeau d'une fantasmatique agressive, comment il vit dans la terreur d'être anéanti par ses propres pulsions destructrices.

Sa présentation des fantasmes de la première enfance où l'on coupe, déchire, transperce, dévore, a suscité maintes critiques. On lui a reproché de négliger l'environnement de l'enfant et de réduire son développement aux conséquences de la lutte des pulsions de vie et des pulsions de mort. On lui a également reproché d'accorder au nouveau-né un degré incomparable de souffrances, en lui prêtant une vie fantasmatique intense, très diversifiée, faite de cruauté et d'angoisse, qui coïncidait peut-être avec ses propres fantasmes, mais certainement pas avec le spectacle d'un nourrisson choyé qui repose dans son berceau ou s'essaie à marcher.

Peu à peu cependant l'œuvre de Mélanie Klein s'est imposée et elle apparaît aujourd'hui comme la plus grande figure de la psychanalyse après Freud. Etudiant les fantasmes les plus primitifs de l'être humain, elle a mis en lumière les racines infantiles de notre monde d'adultes. Particulièrement fécondes sont les relations qu'elle a établies entre cette « *ère obscure et pleine d'ombres* » que constituent les premiers mois de la vie du nourrisson et les éléments psychotiques dans la psyché humaine.

Si, de l'héritage freudien, Mélanie Klein a surtout retenu le Ça, l'école de Chicago a porté ses efforts sur la constitution d'une théorie du Moi. Ses représentants les plus connus sont Hartmann, Kris et Löwenstein. Ils ont cherché à donner corps au concept du Moi en détaillant sa structure et, corrélativement, ils ont reconnu la consistance du monde extérieur et ses implications, ses effets, dans le développement du Moi. Comme l'a écrit Francis Pasche, le propos de Heinz Hartmann est bien dans la ligne de la recherche freudienne, tant il est vrai que la réalité n'est pas tout entière dans la combinaison d'instincts aveugles et anonymes fonctionnant en circuit fermé ou presque.

Le premier but de l'école de Chicago — et l'on reconnaîtra là l'influence d'Anna Freud et de René Spitz — fut d'intégrer les données de l'observation directe de l'enfant à celles de la psychanalyse et d'y introduire les points de vue génétique et structural. Bref, de féconder ce que l'on pourrait nommer une psychologie psychanalytique.

Toutefois, les hypothèses de l'Egopsychology se sont heurtées à des résistances considérables. La conception hartmanienne selon laquelle il existerait un « Moi autonome », qui se développerait dans une sphère libre de conflits et qui aurait une visée adaptative, a fait l'objet de nombre de critiques. « Ce Moi autonome », comment le comprendre ? Sacha Nacht, en France, l'a décrit comme axe central de notre ère, axe autour duquel se construit et s'organise le mouvement de tout notre psychisme. L'image bien connue de la roue et de ses rayons tournant autour d'un noyau central l'illustre bien : quelle que soit la rapidité du mouvement qui emporte la roue, le moyeu reste immobile — et pourtant, c'est autour de ce point central que la roue continue à tourner, et sans lui ce mouvement cesserait. Toutefois, affirmer, comme Heinz Hartmann l'a fait, qu'une énergie « neutre », c'est-à-dire non instinctuelle, serait au service du Moi, c'est oublier que pour Freud le Moi est de même nature que le Ça, qu'il en est l'avenir.

L'œuvre de Heinz Hartmann témoigne d'un profond sentiment de la consistance et de l'efficacité du Moi ; elle s'efforce de les fonder. On peut toutefois se demander, avec Francis Pasche, si la logique de son système ne débouche pas sur une conception psychanalytique où les facteurs externes deviennent prédominants et finalement exclusifs sur un Moi purifié, purgé de ses instincts fondamentaux et de leurs dérivés sexuels et agressifs. Son autonomie deviendrait alors la mesure de sa servitude envers l'environnement ; on comprend mieux les réticences qu'inspirent les théories de l'Egopsychology lorsque l'on voit où elles peuvent mener : à la psychanalyse comme moyen d'adapter l'individu à la société dans laquelle il vit.

A ce propos, F. Pasche écrit : « *La métapsychologie hartmanienne (...) prête à l'homme une double nature : l'une animale et l'autre vouée à l'adaptation, à l'art et la pensée. La tâche du psychanalyste sera alors de remédier à leur promiscuité éventuelle, puisque l'une peut, en se mêlant à l'autre, altérer sa pureté ; il ne s'agira plus de sublimation, c'est-à-dire de dériver des instincts, mais d'expurgation, c'est-à-dire de les éliminer.* »

André Green, après avoir fait observer que le fossé entre la psychanalyse issue des conceptions de Hartmann et celle issue des conceptions de Mélanie Klein ne cesse de se creuser, ajoutait : « *L'héritage freudien va se partager entre ces deux nouveaux patrimoines.* »

Cinquième Evangile

Il serait à la fois erroné et injuste de réduire la psychanalyse américaine à l'école de Chicago, mais il reste vrai que son influence a été prédominante. D'une manière générale, aux Etats-Unis, l'intérêt des psychanalystes s'est moins porté sur les processus intra - psychiques que sur les relations inter-personnelles. Le courant culturaliste, illustré par des chercheurs de l'importance d'Erich Fromm, de Karen Horney, d'Abram Kardiner, de Henry Stack Sullivan mériterait à lui seul une étude ; dans la mesure cependant où il s'est nettement écarté de l'orthodoxie classique et n'a pas prétendu être fidèle à l'héritage de Freud, il ne trouve pas sa place ici.

Ajoutons enfin que de nombreux francs-tireurs, formés à la psychanalyse, ont élaboré des œuvres qui ont singulièrement contribué à renouveler la psychiatrie ; c'est le cas notamment des travaux de Hilde Bruch sur les troubles de l'alimentation, de Harold Searles sur la schizophrénie, de Jay Haley sur les thérapies de famille, d'Erikson sur la psycho-histoire et de Thomas Szasz sur l'éthique de la psychanalyse et l'ordre psychiatrique.

En France, plus que partout ailleurs, la psychanalyse a provoqué de véritables guerres de religions et il n'est guère facile de dépassionner les débats. La personnalité de Jacques Lacan n'est sans doute pas étrangère au climat exalté, à la fièvre qui s'empare périodiquement des milieux analytiques.

Lacan, cependant, n'est pas toute la psychanalyse et, avant de présenter son œuvre, il est utile de rappeler que de nombreux analystes orthodoxes appartenant soit à la Société psychanalytique de Paris comme Serge Viderman, Béla Grunberger, Jeanine Chasseguet-Smirgel, Serge Lebovici, René Diatkine, soit à l'Association psychanalytique de France comme Jean Laplanche, Jean-Baptiste Pontalis ou Didier Anzieu, poursuivent à la fois sur le plan théorique et clinique des recherches qui constituent autant d'apports à l'édifice freudien (1). Un hommage tout particulier doit être rendu ici à Sacha Nacht (1901-1977), dont les travaux sur la structure des psychoses, sur l'agressivité et la peur, sur le transfert enfin, mériteraient d'être mieux connus. Ce remarquable clinicien insistait volontiers sur la qualité de la présence du thérapeute répétant à ses jeunes collègues que « *l'analyste guérit moins par ce qu'il dit que par ce qu'il est* ».

Jacques Lacan se situe à l'opposé de Sacha Nacht. En 1963, Lacan quittait la Société française de psychanalyse, où ses travaux sur le « spéculaire » lui avaient valu une certaine notoriété, et fondait l'Ecole freudienne de Paris, dissoute elle-même en janvier 1980, qui ne fut jamais reconnue par l'Association internationale de psychanalyse. En 1966, paraissaient ses *Ecrits* ; on a pu dire d'eux qu'ils constituaient le cinquième Evangile apocryphe de la psychanalyse.

On a beaucoup polémiqué pour savoir dans quelle mesure Lacan était fidèle à Freud. Ce qui est certain, c'est que Freud, pour Lacan, est un linguiste : tous ses efforts visent à le lire à travers une grille linguistique, grille que l'on doit à Saussure, mais que Freud avait, avant lui, devinée et utilisée.

Les psychanalystes lacaniens ont toujours valorisé la représentation de mots, le langage, au détriment de la représentation de choses, de l'affect, du Ça. Le point de vue économique de la théorie, comme l'a fort bien relevé André Green, se trouve gommé ou soumis à une mutilation qui n'en fait plus que l'ombre de lui-même. En revanche, l'accent est mis sur les lois du langage (l'inconscient est structuré comme un langage, constitué par les effets du signifiant...), lois dans lesquelles le sujet est pris dès avant son entrée dans le monde : elles présideront à son destin et gouverneront sa névrose.

Le centre de l'interrogation de Lacan, ce sont les rapports du sujet au langage et, dans cette perspective, ses *Ecrits* constituent un véritable traité de l'omniprésence du discours humain. Lacan, à l'instar de Foucault (« *Nous sommes avant la moindre de nos paroles déjà dominés et transis par le langage* », écrit ce dernier dans *les Mots et les Choses*), pose que le langage préexiste à l'apparition du sujet et, pour ainsi dire, l'engendre. Par exemple, l'enfant a sa place dans le discours de ses parents avant sa naissance ; il a déjà un nom, il sera « parlé » tout autant qu'il sera l'objet de soins, et la carence de soins pour une psychanalyste lacanienne telle Maud Mannoni, à quoi on a parfois attaché tant d'importance (les frustrations) est loin d'avoir autant d'effet que la nature et les accidents du discours dans lequel il baigne. « *Le milieu proprement humain n'est pas biologique, n'est pas social, il est linguistique* », écrit Maud Mannoni.

L'inconscient devient alors le lieu privilégié de la parole. Lacan insiste sur ce point : « *Un enfant se cogne contre une table et l'on va vous dire que cette expérience lui apprend le danger des tables. Eh bien, c'est faux. Quand l'enfant heurte la table, ce n'est pas devant la table qu'il est placé, mais devant un discours que lui font immédiatement ses parents. De même pour chacun de ses gestes. L'enfant est environné, submergé, noyé dans un immense discours, il est menacé d'étouffement. C'est dans le langage qu'il se développe. Le sujet est constitué par le langage et non pas le contraire.* »

Si la psychanalyse parle de refoulement, elle ne pense pas au refoulement d'une chose — besoin, appétit, tendance (qui sont d'ordre physiologique) — mais à celui d'un discours qui ne peut pas être articulé autrement que par et dans le langage. L'inconscient est cette partie du discours qui n'est pas à la disposition de la personne pour rétablir la continuité de son discours conscient : c'est le chapitre de son histoire qui est marqué par un blanc.

Phallocentrisme

A la suite de Freud qui a montré qu'il y a « *des maladies qui parlent* » et qui nous a fait entendre la vérité de ce qu'elles disent, Lacan va montrer comment le langage perturbé qui fonctionne en dehors du sujet conscient place le sujet en dehors de lui-même ; l'homme n'est plus au centre de lui-même dans le discours organisé et clair du conscient ; il est dans le discours tout aussi organisé, mais indéchiffrable de l'inconscient ; d'où la formule de Lacan : « *Je pense où je ne suis pas ; je suis où je ne pense pas* ».

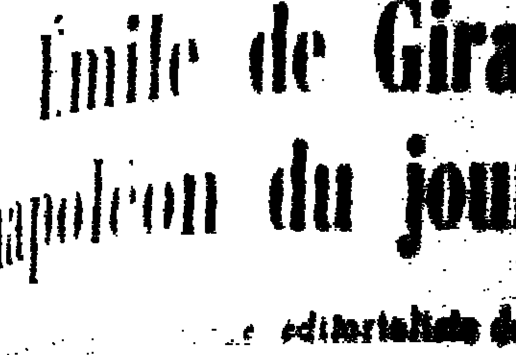
Ce discours structuré qui fonctionne en dehors du sujet conscient, la psychanalyse apprend au sujet à le reconnaître : elle lui réintroduit dans son histoire et le rend ainsi à lui-même. Ajoutons que cet accent exclusif mis sur le rôle du signifiant, ce pan-linguistisme, a suscité maintes critiques, la dernière en date étant celle du philosophe François George dans *L'effet 'yau de poêle*.

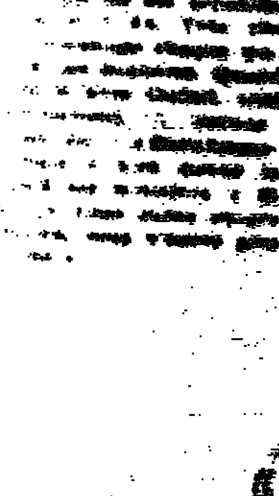
Un certain phallocentrisme psychanalytique, repérable aussi bien chez Freud que chez Lacan, a provoqué, de la part d'analystes femmes, des réactions violemment critiques, ainsi que des tentatives pour modifier la théorie à partir d'une réflexion sur la sexualité féminine. En France, Luce Irigaray a moins cherché à déterminer la « *vérité du féminin* » qu'à échapper aux dispositifs théoriques, aux systèmes existants, et à inventer, à partir du corps de la femme, de son désir, de son vécu, un espace possible pour l'imaginaire féminin. Que se passerait-il, s'est-elle demandée, s'il apparaissait que le désir de la femme, recouvert par la logique qui domine l'Occident depuis les Grecs, ne parlait pas la même langue que celui de l'homme ?

Depuis quelques années, un regain d'intérêt semble se manifester, pour l'application de la psychanalyse, aux phénomènes sociaux et politiques. Citons, pour la France, les très riches travaux de Gérard Mendel (*la Révolte contre le père, la Crise des générations*). En Allemagne, Alexander Mitscherlich et Igor Caruso, en Italie, Franco Fornari ont également apporté des contributions du plus haut intérêt à une voie de recherche dont il y a beaucoup à attendre. On assiste également, de la part des psychanalystes français (René Major, Octave Mannoni, Conrad Stein...), à la production de fictions théoriques dont le caractère littéraire vise à établir un nouveau rapport avec l'inconscient du lecteur. Deux revues — *Etudes freudiennes* et *Confrontations* — accueillent ces tentatives d'écriture plus personnalisées, soucieuses d'éviter les stéréotypes et le caractère pseudo-scientifique des exposés traditionnels. ■

(1) Voir, sur les différents courants psychanalytiques en France, *le Monde Dimanche* du 20 janvier.









PRESSE

Émile de Girardin napoléon du journalisme

Bretteur, séducteur, cynique, éditorialiste de choc, Emile de Girardin, en mettant de la « pub » dans ses journaux et en se battant pour l'indépendance de la presse, a inventé le journalisme moderne.

DOMINIQUE DESANTI

A l'aube du 22 juillet 1836 deux hommes, sur le pré, lèvent leurs revolvers. Entre journalistes, le duel pour diffamation fait plus élégant qu'un procès. Armand Carrel, rédacteur en chef du *National*, s'estimant offensé, a provoqué Emile de Girardin, dont le quotidien *la Presse* sort son vingt-deuxième numéro.

Carrel tire. Touché à la cuisse, main sur sa plaie, Girardin riposte... trop bas. Atteint au ventre, l'adversaire s'écroule. Le petit homme blême au regard minéral boite vers lui, qui demande : « *Souffrez-vous? J'espère que votre blessure ne sera pas plus grave que la mienne.* » Mais Carrel en mourra et tout Paris traitera Girardin d'assassin ; il servira une pension à vie à la veuve.

Armand Carrel est tué au carrefour de deux journalismes. Celui, unique jusqu'alors, des idées, mais aussi des influences directes par souscription et subvention. Et celui — inconnu en France — que propose *la Presse :* des réclames (la pub, dirions-nous) au milieu des articles. Le prix du journal étant partiellement couvert par les annonceurs, l'abonnement passe de 80 à 40 francs par an. C'est une révolution des mœurs plus durable que celle de la royauté constitutionnelle : désormais les petits bourgeois n'iront plus au cabinet de lecture ou au café pour consulter leur *Journal des Débats*, leur *Figaro*, leur *National* et d'être abonné ne représentera plus un signe extérieur de richesse (1). Comment résister à l'exemple de *la Presse ?* Ce que nous nommerions la fièvre de la pub', ce que ses adversaires baptisaient « *la gangrène de la réclame* » gagne les périodiques. Emile de Girardin devient le Napoléon de la presse avec ou sans majuscule.

Emile a trente ans. Effervescent, petit, un teint de noctambule, l'œil opaque, la réplique comme un boulet, il produit dix idées à la minute et deux articles à l'heure. Il est né sans parents, déclaré sous un nom sans racines : Delamothe. En réalité, en 1805, un aristocrate rallié à l'Empire, le comte Alexandre de Girardin, a rencontré le modèle de Greuze pour *la Jeune Fille à la colombe*. Elle était mariée, mais l'époux conquérait des grades aux îles. Le bel Alexandre incarnait l'héroïsme des armées, l'éclat de la nouvelle cour... En 1806, un fils leur naquit, prénommé Emile en souvenir de Rousseau. Ils l'ont confié aux nourrissiers qui élevaient déjà les quatre enfants de la reine du Directoire, l'ex-Mme Tallien, et du financier Ouvrard.

A dix-huit ans, dans une mansarde du faubourg des Champs-Elysées, « Delamothe » écrit un roman autobiographique : *Emile*. Un jeune critique déjà écouté, Charles-Augustin de Sainte-Beuve, le sacre chef-d'œuvre, ainsi qu'un autre critique plus établi, Jules Janin.

Le père Alexandre de Girardin, marié à une aristocrate légitimiste, ne voit plus son « bâtard » qu'en secret. Quand Emile signe des articles « Girardin », il lui envoie un émissaire pour le lui interdire. L'émissaire revint — dit-on — en assurant : « *Dépêche-toi de le reconnaître, sinon c'est lui qui ne te reconnaîtra plus, et tu le regretteras.* »

Amoureux d'une ex-enfant prodige de la poésie, la blonde et spectaculaire Delphine Gay, le jeune homme mobilise six témoins, dont Balzac, pour certifier devant un officier d'état civil qu'il ignore ses père et mère et qu'on le connaît sous le nom d'Emile Girardin. C'est ce nom qu'il donne à Delphine, et bientôt le Tout-Paris se presse chez M. et Mme de Girardin.

Avant son mariage, Emile lance *la Mode*, périodique aux signatures éclatantes, aussi lu par les hommes que par les femmes. La plus fêtée des Parisiennes, la duchesse de Berry, le patronne, et il faudra l'intervention de Charles X pour lui faire abandonner cette « imprudence ».

En 1828, le *Journal des annonces* permet par ses bénéfices de fonder un périodique dont le titre annonce le contenu : *le Voleur* — qui republie les meilleurs articles parus ailleurs... Si les signataires, en chemin vers la gloire, protestent, Girardin les convie à de pantagruéliques déjeuners au « Tortoni », au « Café anglais » ou à « la Perdrix aux choux », place Boieldieu. Là — ou au « Café riche » — il assure Hugo, Balzac, Eugène Sue qu'à défaut d'honoraires il leur amène des lecteurs. Or aucune loi ne protégeait alors la propriété littéraire. Et le 1er juillet 1836 il lance — enfin — son quotidien.

Marie d'Agoult

Les idées d'Emile ? Elles dépendent de ce qu'il sent dans l'air du temps, de ses alliances, de ses inimitiés. Très vite *la Presse* préoccupe chaque matin le roi et ses ministres. Quand il se brouille avec Guizot, chef du gouvernement, il insinue : « *M. Guizot dit :* « Enrichissez-vous », *mais il n'en donne la recette qu'à ses ministres.* » Et annonce : « *Vous aurez encore notre soutien, vous n'aurez plus notre estime.* »

Peu après, il se fâche avec le rival de Guizot, un machiavel de poche, nommé Adolphe Thiers. Delphine le surnomme « Mirabeau-mouche » et le caricature, avec son entourage, dans une pièce, *l'Ecole des journalistes*, que la Comédie-Française accepte, puis refuse sous la pression du gouvernement.

Nous sommes en hiver 1839-1840. Déjà la passion conjugale pour la « *Corinne-enfant* », la « Muse de la patrie », a sombré. Emile est retourné aux petits soupers. La jeune femme délaissée s'est permis une infidélité unique, aussitôt avouée. Le mari a décrété qu'ils vivraient désormais côte à côte, mais comme frère et sœur. Emile aimait à conquérir des femmes exceptionnelles, mais semble plus à l'aise avec les habituées de la « loge infernale » de l'Opéra. Pourtant son cœur est pris par une amie de ses premières années : Teresa, une des filles de Mme Tallien. Ils ont un fils qu'ils prénomment Alexandre. Puis Teresa, journaliste financière (la seule de son sexe, sans doute), est compromise dans un scandale. Son amant la fait passer à Londres et amène *l'enfant à Delphine, qui se désolait de sa stérilité.* Elle, la chroniqueuse de *la Presse*, l'auteur dramatique, l'épouse punie, prononce une phrase qui justifie sa réputation de suprême élégance : « *Mon ami, je vous remercie de me faire confiance.* » Quand elle mourra, en 1855, elle légitimera par testament Alexandre de Girardin.

Le soir de 1840 où Delphine, devant le Tout-Paris des lettres et de la politique — de Balzac à Hugo, de Lamartine à Théophile Gautier, d'Eugène Sue à Sainte-Beuve, — a lu sa pièce : *l'Ecole des journalistes*, elle avait invité la comtesse Marie d'Agoult. La sirène de l'aristocratie française avait, en 1835, détruit la situation mondaine la plus brillante de la ville pour suivre Franz Liszt, virtuose du piano. Ils ont eu trois enfants : la voilà rentrant à Paris, seule, reniée par son milieu natal, calomniée, raillée. « *Mère de bâtards* », postillonnaient les puritains ; « *Béatrice répudiée par son Dante* », susurraient les adeptes des adultères sages. George Sand avait raconté à sa manière l'histoire d'un séjour Liszt-d'Agoult à Nohant et Balzac en avait tiré un roman, *Beatrix ou les Amours forcées*, qui rendait ridicule et odieuse la grande dame déclassée. Marie se disait, à moins de trente-cinq ans, « *une vieille femme au cœur broyé* » et refusait — mais avec coquetterie — le désir de Sainte-Beuve, d'Eugène Sue, l'exigeante amitié de Vigny, les déclarations de jeunes peintres, poètes et aristocratiques dandys. Ce halo de malheur, de hauteur, de douleur portée en diadème, atteint Girardin en plein cœur (2).

« *Je me perds dans ce que j'éprouve... ce dont je suis sûr, c'est que je n'ai plus ma raison.* » Il voudrait qu'elle lui demande « *quelque chose d'impossible* » dans son besoin de lui « *faire un sacrifice qui dépasse (ses) forces* ».

« Abdiquer, sire »

C'est l'époque où, le matin, le roi se fait lire en premier l'éditorial de *la Presse*. Le lion de papier montre une sensibilité plus proche de notre temps que du sien : « *La société au milieu de laquelle nous vivons a-t-elle interverti les rôles de l'homme et de la femme, ou suis-je une exception ? Séduire une femme m'a toujours paru la même chose que corrompre un homme... cet aveu m'échappe pour la première et la dernière fois.* »

Faute de commettre pour elle l' « impossible », il permet à la comtesse d'Agoult de réaliser son rêve de toujours : devenir au lieu de séduire. Ne plus rester une égérie mais exister par ses écrits, et non par ses amoureux. A *la Presse*, où Delphine signe « *vicomte de Launay* » une chronique parisienne étincelante, Marie d'Agoult devient critique d'art sous le nom de Daniel Stern. Pseudos masculins (comme l'est George Sand) : les amazones du journalisme n'ont pas toutes le courage d'affronter les moqueries sur les ouvrages de dames (3).

Jusqu'à quel point Marie a-t-elle répondu à la passion folle d'Emile ? En tout cas Listz, dans ses lettres, lui reprochait de parler de lui sur un ton qu'elle n'employait pas pour le commun de ses dévots.

Prévue par *la Presse*, qui préconisait des réformes et déclarait invivable la condition des ouvriers, arrive l'insurrection de février 1848. La comtesse est, depuis Liszt, républicaine. Mais c'est Girardin — ils ne se voient plus guère — qui fait abdiquer Louis-Philippe. Dans son excellente (et introuvable) *Histoire de la révolution de 1848*, Daniel Stern raconte la scène.

Le 24 février, le roi-bourgeois, devenu roi-parapluie, tente d'impossibles combinaisons ministérielles. Pendant ce temps, dans la rue, des Parisiens se battent et meurent, des gardes nationaux fraternisent avec les insurgés.

Emile entre dans le cabinet du roi en coup de vent :

« *Qu'y a-t-il, monsieur de Girardin ?* demanda Louis-Philippe, en attachant sur le rédacteur de la *Presse* son regard éteint.

— *Il y a, sire, qu'on vous fait perdre un temps précieux.* »

Dans le silence stupéfait, le roi demande :

« *Que faut-il faire ?*

— *Abdiquer, sire* », répond M. de Girardin avec une hardiesse qui étonne les assistants. Et Louis-Philippe signe l'acte d'abdication que lui tend le Napoléon du journalisme.

Mais la révolution, ses beautés, son désordre, si elle entraîne et émeut Daniel Stern, repousse Girardin, qui préfère les joutes de plume au combat des rues. De mars à mai, *la Presse* incite à résister au gouvernement, raille Lamartine, que suit Daniel Stern, dénonce Ledru-Rollin, que propulse George Sand. Le rédacteur du *National*, Marrast, devenu maire de Paris, fait arrêter et mettre au secret le numéro un du journalisme pendant dix jours, ce qui vaut au public une brochure percutante.

Plus tard, l'empereur de la « *pub* » échangea *la Presse* contre *la Liberté*, canard valétudinaire *auquel il rend un bel essor.* Il soutient la campagne du prince-président et plus tard le Second Empire — tout en ne cessant de préconiser des réformes. Revenant dans le *salon* — *républicain* — de Daniel Stern, il s'y lie avec son gendre : Emile Ollivier, brillant avocat, a épousé l'aînée des filles de Liszt et de *Marie (4). Veuf en 1862*, il reste fidèle et à la comtesse d'Agoult et à Girardin, auquel il devra beaucoup de sa popularité.

Après la mort de Delphine, Emile s'était remarié avec une Allemande trop jeune et assez sotte, Minna von Tieffenbach, avec laquelle ses déboires iront *jusqu'au désaveu de paternité*, en 1870.

Comme beaucoup de ceux qui ont durement escaladé le glacier de la reconnaissance sociale, Emile montrait un zèle nationaliste sans mesure. Il effarait même Ollivier, qui, pourtant, premier ministre de l'Empire libéral, restera dans l'histoire par cette réplique à la Chambre : « *Je fais cette guerre d'un cœur léger.* »

Tandis que les Prussiens triomphaient, Girardin publiait *la Défense nationale*, quotidien, à Limoges. Revenu après le siège, il tente de lancer à Paris *l'Union française*, que la Commune interdit à son treizième numéro.

Emile passe à Versailles afin de « *conserver le progrès* », comme il dit. Autour de Thiers, les gens s'indignent : « *Girardin ? Mais il a trahi tous les gouvernements. — C'est donc la preuve qu'il les a tous servis* », répond l'ex-Mirabeau-mouche. Ce mot, digne de Talleyrand, unit le massacreur de la Commune et l'ami de Victor Hugo (lequel, d'ailleurs, ne prendra parti pour les communards que quand ils seront déportés).

Quatrième pouvoir

Réactionnaire, donc, Girardin ? Oui, selon le clivage du « centre-droit » de toutes les époques. Pour lui, un journaliste ne doit fidélité ni aux gouvernements ni aux politiciens (il fut pourtant parlementaire). Il demeura loyal à une certaine idée qu'il avait des libertés individuelles et des changements sociaux nécessaires. Sans tendresse pour les socialismes, il connut à fond les idées des saint-simoniens, fouriéristes, cabétistes et proudhoniens et, répudiant leurs systèmes, en tirait quelques éléments. Il aime la culture, l'ironie dure, la formule, qu'il oppose aux grandes tirades enflées des romantiques. Il inventa le mot immortel : « *Le pire n'est jamais certain.* »

Presque jusqu'à la fin, dans son hôtel somptueux des Champs-Elysées, il recevait les candidats au journalisme dans son bureau monacal, vêtu d'une robe aux allures de froc et portant *monocle*. Un jeune bachelier nommé Jules Vallès a laissé de lui un portrait qu'il aurait aimé — mais qui parut après sa mort :

« *Si l'on casse la glace dans laquelle il a mis à refroidir son masque on trouve de la bonté tapie sous la moue de ses lèvres et des larmes gelées dans ses yeux froids. Il n'a pas le loisir d'être sentimental, le pâle, ni d'expliquer son dédain de l'humanité, ni pourquoi il a le droit de fouailler en valets ceux qui sont gens à se laisser fouailler, les pleutres ! Il n'insulte pas ceux qu'il estime, pas de danger !* »

Le Napoléon de la presse, le lion du papier imprimé, a changé le visage du journalisme, lui donnant de nouvelles libertés, le livrant à de nouveaux périls. Girardin pensait que la concurrence des annonceurs rivaux garantissait l'indépendance des quotidiens. Il n'a pas prévu les interdits et le pouvoir de la pub' future.

Il mourra en 1881 à quatre-vingt-six ans et ne connaîtra pas l'époque suivante où le rédacteur en chef du *Temps*, Adrien Hébrard, passait par la salle de rédaction en recommandant : « *Faites emmerdant, messieurs, faites emmerdant.* »

Ce bretteur généreux, cet enthousiaste complexe, ce Machiavel aux sensibilités de poète, a créé en France le visage moderne du « quatrième pouvoir ». Il ne pouvait pas en mesurer le péril.

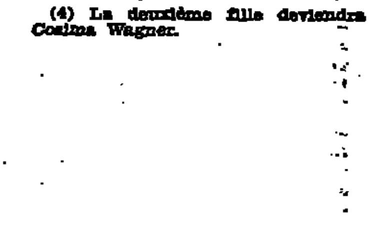
(1) *Des cartes de visite spécifiaient* « Dupont, garde national, électeur, abonné au *Journal des débats* ».

(2) *Daniel ou le visage secret d'une comtesse romantique Marie d'Agoult*. Dominique Desanti. Stock, 378 pages, 1980.

(3) Pourtant Flora Tristan, Pauline Roland, Hortense Allart de Méritens signent de leur nom.

(4) La deuxième fille deviendra *Cosima Wagner*.





MORGAN

CLICHÉS

Comment meurent les « latin lovers »

Dans l'Italie de la crise et du féminisme, le dernier des play-boys romains s'est reconverti, comme tout le monde, dans les affaires.

JOËLLE STOLZ

« CAZZO » est en italien le mot le plus utilisé pour désigner le sexe masculin. La dureté de sa syllabe initiale et le sifflement de ses consonnes ont fait sa fortune dans la langue courante où il est très fréquemment associé à l'expression de la colère : là où le français est volontiers scatologique, l'italien est résolument phallique. Cazzone est un personnage du dernier film de Fellini, *la Cité des femmes*, et son apparition ne laisse pas le public indifférent.

Poursuivi par une horde de jeunes sorcières punks, Mastroianni trouve asile dans un mausolée à la gloire de la virilité. Son propriétaire a quelques passions : il collectionne les objets pointus, les chaines d'or sur son torse poilu, les armes et surtout les femmes. Ce soir-là, il s'apprête à fêter sa dix-millième victime. Elles sont toutes là d'ailleurs, alignées dans une extraordinaire « érothèque » sous forme de photographies et d'enregistrements.

Le Casanova interprété par Donald Sutherland ressemblait à un échassier, mais c'était le genre d'oiseau que Voltaire acceptait à sa table. Cazzone appartiendrait plutôt à la famille des batraciens, son physique est d'une vulgarité étudiée.

Quant à la mentalité du collectionneur, il suffit de lire les faits divers dans la presse italienne ; les journaux à sensation rapportaient récemment avec une certaine fierté le cas d'un coiffeur sicilien arrêté au Danemark pour y avoir séduit deux mille jeunes filles, souvent mineures, en dix-huit mois. Demandé en mariage par des centaines d'entre elles, il a déclaré, comme dans les contes de fées, qu'il épouserait la plus belle.

Si caricatural qu'il soit, le personnage de Cazzone touche à un mythe encore largement répandu dans la culture occidentale, celui du « *latin lover* » (amant latin). Pendant longtemps, les Français ont profité de leurs campagnes militaires pour exporter une réputation bien surfaite. Avec l'invention du cinéma et de la radio, le *latin lover* fut souvent originaire de contrées d'autant plus exotiques et fascinantes qu'on n'y voyait pas de fumées d'usines. Naples, Venise, Corfou, Grenade, ponctuaient cette carte du Tendre plus parlante à l'imagination que les atlas géographiques de l'école primaire. Une dizaine de femmes se suicidèrent sur la tombe de Rudolf Valentino, et la voix de Luis Mariano est toujours l'objet d'un culte à faire pâlir Serge Lama.

« Dolce vita »

C'est après la seconde guerre mondiale que l'Italie devint la patrie d'élection du *latin lover*.

Les belles étrangères, lasses de déjeuner en tête à tête avec le *Wall Street Journal* ou le *Financial Times*, venaient chercher à Rome des hommes plus disponibles. Les jeunes Romains investissaient leurs premiers salaires dans un habillement décent : les chemises s'ouvraient sur des torses bronzés, les costumes élargissaient les épaules, les escarpins brillaient, l'éclat des dents appelait celui des gourmettes. Et parfois, parmi ces sourires prêts à dévorer tous les dollars du monde, une tête qui semblait celle d'un marbre antique. Le temps se figeait en d'éternelles vacances.

Aujourd'hui, les charters ont reculé les frontières de l'exotisme. Les villes où l'on va consommer du sexe sont Bangkok ou Dakar ou Rio. Mais pendant vingt ans, Rome fut la capitale du royaume des play-boys, et elle en inventa d'éblouissants. Il ne faut surtout pas les confondre avec de banals prostitués. Même quand ils étaient pauvres et décidés à faire fortune par les femmes, les véritables play-boys ne devaient pas avoir l'air d'être entretenus. L'un d'eux avait mis au point une technique assez habile : lorsqu'il sentait que sa conquête était suffisamment éprise, il inventait un prétexte pour se faire offrir un cadeau coûteux, une Porsche par exemple. Le jour de l'achat, il attendait que la dame ait signé le chèque et le déchirait en lui jouant la scène du mâle offensé dans sa dignité. Dix jours après, il pouvait demander vingt briques « *pour une affaire* » et les obtenait sans difficulté.

A l'époque de la « *dolce vita* », les studios de Cinecitta fonctionnent à plein régime. Des myriades d'actrices étrangeres ou italiennes ont besoin de beaux accompagnateurs pour rencontrer les producteurs dans les fêtes où l'on parle d'argent : les play-boys sont là. Ils ont porté à un degré extrême un certain art du vêtement, comme les dandies anglais du dix-neuvième siècle, et cette élégance est souvent leur raison d'être. Ils correspondent assez bien à la description qu'Alberto Savinio donne de l'Apollon dans sa *Nouvelle Encyclopédie* « *Homme de belle prestance, avec les yeux en amande et ouverts comme des fenêtres (qui ne voient ni dedans ni dehors), large d'épaules, étroit de vie, très beau et d'une parfaite inutilité. Les autres dieux exercent une profession, ou même comme Vulcain pratiquent un métier. Apollon, ce bellâtre encombrant et inapte à une occupation sérieuse, fut promu, parce qu'on ne savait pas quoi faire d'autre de lui, « musagète », c'est-à-dire conducteur des muses, une charge que n'importe quel homme pourvu d'un tant soit peu de dignité aurait refusée avec dédain. En dehors de cela il est celui qui apporte la lumière, le soleil en personne. Mais en pensant à l'inutilité de certaine lumière, l'envie vous prend de descendre à la cave.* »

Les muses à leur bras, les play-boys traversent les nuits romaines comme des coulées de soleil. « *Dans les années qui ont suivi le boom économique des années 60*, raconte le journaliste Giuseppe Catalano, *il y a eu une génération de play-boys fabuleux. Des Italiens très beaux, très riches, grands collectionneurs de femmes.* » Ceux-là n'étaient pas des parvenus, mais des héritiers. Comme Rastignac, ils savent ce que l'on doit à un bon tailleur pour toucher le cœur de certaines femmes. Mais arriver *par* les femmes ne les intéresse pas. Ils veulent arriver *aux* femmes. Leurs pères, leurs oncles, leurs cousins, travaillent à accumuler le capital, à se placer dans l'Etat, eux ne rêvent que d'une furieuse dépense dans un plaisir digne des seigneurs féodaux. « *Nous étions des spécialistes de gros gibier*, dit l'un d'eux, Gianfranco Piacentini. *La poursuite, la capture, puis le scalp de l'ennemi à exhiber : photos, lettres et, pourquoi pas, enregistrements des séances. Nous jouions notre jeu, et les femmes le leur. Il y a l'excitation du chasseur et celle de la proie.* »

Ils sont l'excès, le luxe qu'une Italie en plein développement peut se payer sans compter, les jeunes gens modernes et bien élevés à la fois qu'Agnelli côtoie avec plaisir. Leur lieu de rencontre s'appelle le Number One, la grande boîte romaine de 1968 à 1978, où elle sera fermée pour un scandale de cocaïne.

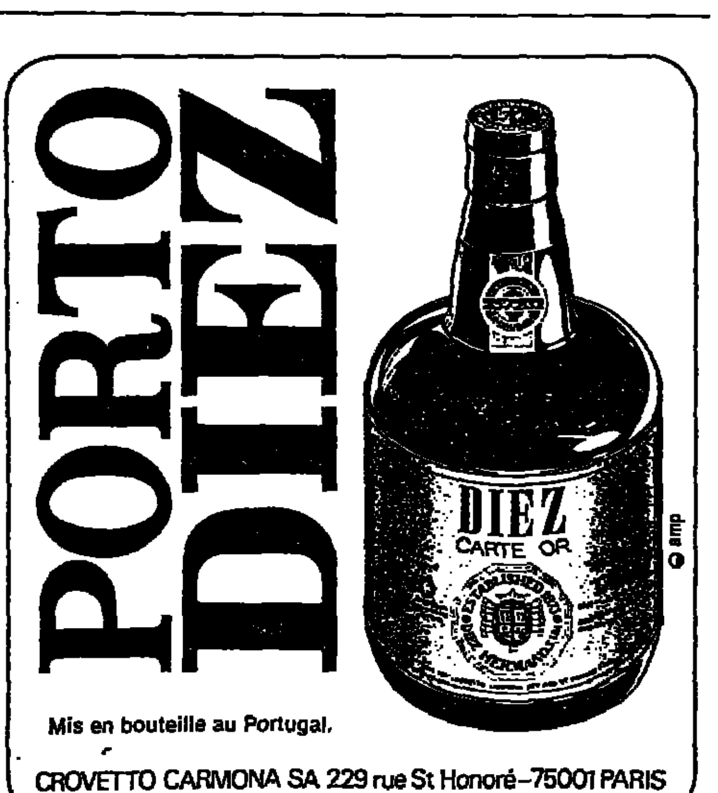
Ils sont presque tous morts à la fin des années 70, d'une mort moins glorieuse que celle du prince absolu des play-boys, Porfirio Rubirosa, voué par la nature à être une véritable machine érotique, et qui se tua dans sa Ferrari à l'aube, à Paris. Le splendide Rodolfo Parisi fut renversé par un autobus à Londres. Franco Rapetti se jeta de la fenêtre de son hôtel à New-York, sans un mot d'explication. Au Brésil, Bino Cicogna se suicida la tête dans le four. Gigi Rizzi finit bourgeoisement en se mariant en Amérique du Sud.

Un survivant

« *Je suis le dernier play-boy romain* », proclame volontiers Piacentini. Que peut bien devenir un play-boy de profession dans l'Italie de la crise et du féminisme ? Il me reçoit dans les



JEAN-CLAUDE LANGER



LANGAGE

La cigarette en cent cinquante ans

JACQUES CELLARD

L'HISTOIRE des mots est liée à celle des choses. Banalité. Mais quand la chose en question est aussi intimement associée à la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes que l'est la cigarette depuis tout juste un siècle et demi, l'histoire du mot devient un chapitre de l'histoire de la société.

Les dictionnaires s'accordent pour fixer à 1831 la date d'apparition de la cigarette-mot, sous la plume de Balzac. A notre connaissance, le premier texte à en faire mention serait plutôt de 1830 ou peut-être 1829 : il s'agit de la sixième des *Scènes populaires* d'Henry Monnier.

Pas si « populaire » au demeurant, cette « grande dame » qui reçoit une société à vrai dire un peu mélangée, mais au moins bourgeoise. Et voici le dialogue, qui mérite d'être rapporté :

Mme de Lucy. — *Voyons, Anatole, je vous en prie, ne fumez pas.*

Anatole. — *Une cigarette !*

Mme de Lucy. — *Non, je ne veux pas, c'est insupportable ! L'autre jour, chez Mme Saint-Firmin, c'était à n'y pas tenir.*

Mme Despans. — *Aujourd'hui, on fume partout.* »

Premières constatations : les « scénettes » de Monnier ne sont pas à proprement parler des œuvres littéraires, mais des « choses vues » illustrées (par lui-même) de lithographies ou de caricatures. Leur authenticité, leur vérité, est incontestable. Or, c'est à propos de la cigarette qu'il est dit qu'« *aujourd'hui on fume partout* » ; et certainement pas la pipe, honnie dans les salons, mais le petit cigare ou, précisément, la cigarette. Le mot ne surprend personne, n'est accompagné d'aucun commentaire qui se référerait à sa nouveauté.

Il n'est donc pas d'une toute première fraîcheur en 1829, et il est très probable qu'une recherche plus minutieuse dans l'œuvre d'Henry Monnier permettrait de reculer encore de quelques années sa date d'apparition.

La cigarette-chose nous vient d'Espagne, via la malheureuse expédition napoléonienne de 1810. Peut-être des souvenirs d'officiers ayant *fait* cette campagne apporteraient-ils du nouveau ? Ceux du lietenant Parquin, par exemple ?

Toujours est-il qu'on voit se faire jour, en 1811, l'« *odorant cigarite* » (dans Pétrus Borel) ; en 1829 précisément, une fabrique de *cigaritos* s'établit à Paris, et fait bientôt faillite : en 1833, Pétrus Borel encore connaît le *cigarret*, mais c'est bien un « petit cigare » et non une cigarette.

On peut plaider que la cigarette, en tant que telle, est un petit cigare, encore qu'il s'agisse de deux objets assez différents. Mais il nous paraît très douteux que le mot soit un diminutif féminin du cigarret ou *cigaret*. D'abord à cause des dates ; ensuite parce que l'espagnol *cigarrila* avait toutes les vertus requises pour engendrer directement *cigarette*.

Il y eut d'ailleurs au moins un mot intermédiaire : en 1845, un industriel lance, sous le nom de *Cigaretta-Factor*, la première des petites machines d'appartement à « rouler » ses cigarettes. C'est que celle-ci a connu, à partir de 1841 ou 1842, un succès étonnant ; puis d'ailleurs une chute d'intérêt aussi étonnante, au point qu'en 1849 la IIe République dut interrompre la fabrication desdites, pour tenter d'écouler des stocks pléthoriques (1).

Voilà pour la cigarette, qui, pas au point que la cigarette manufacturée devienne véritablement un objet de consommation populaire : elle ne le sera qu'à la veille de la guerre de 1914.

Jusque-là, sans parler de la chique et de la prise, c'est la pipe en terre qui a toutes les faveurs du prolétariat. Puis vient apparemment, au moins après 1870, la cigarette « roulée main » ; puis le petit cigare bon marché. Et, bonne dernière, la « cousue ».

La grande vogue des vingt dernières années du dix-neuvième siècle, c'est le petit cigare à 1 sou, 5 centimes-or, à peu près 1,50 F de nos jours. L'ouvrier peut s'en payer un, au moins l'samedi soir après l'turbin. D'où la popularité du *cinq-centimados*, également baptisé *crapulos* ou *infectados*, et même « *londrès du vidangeur* ». C'est dire que le consommateur était sans trop d'illusion sur le parfum de cette petite horreur !

Sibiches

C'est dans les mêmes années 1870-1890, et précisément parce qu'elle se démocratise tout doucement, que la cigarette fait son entrée dans le vocabulaire populaire. D'abord sous la forme énigmatique de *sibigeoise* ou *cibigeoise* (entre 1866 et 1870), devenue *cibige* vers 1880, et presque aussitôt, *cibiche*. Tel quel, le mot est très à la mode de 1885 environ à 1920-1930. Georges Courteline en particulier, premier auteur à notre connaissance à l'employer, l'affectionne, témoin ce bout de dialogue :

Fanny : « *Tu as de l'argent, toi ?* »

Palmyre : « *Oui, j'ai 30 centimes.* »

Fanny : « *T'es plus riche que moi ; j'ai un sou, une sibiche et un timbre-poste.* »

Fanny et Palmyre sont des dames, il est vrai, de très petite (ou de très grande, c'est selon), vertu. Mais qu'importe ! Quant à *sibiche* (toujours écrit ainsi après 1845 au plus tard, n'a plus d'autre histoire qu'industrielle. Cette industrialisation de la fabrication fait sans cesse baisser les prix du paquet de dix. Mais par Courteline), ou plutôt à *sibigeoise*, mot de départ, son origine nous reste inconnue : ce qui n'est pas une raison pour parler d'une variante de « cigarette » !

Bien que *griller* une cigarette soit banal, et sans doute ancien, je n'ai retrouvé trace nulle part de *grille* ou *grillante*, mentionnés par Bruant pour « cigarette ». En revanche, la *sèche* (1881), également connue de Bruant, n'a pas disparu.

Son origine est à peu près évidente : la cigarette de manufacture, devenue abordable et courante avec la mise en route, entre 1873 et 1880, de machines efficaces, est « sèche », alors que la « roulée-main » est toujours plus ou moins humide (on me passera ces détails peu ragoûtants) de la salive qui a servi à la coller.

Plus tardive est la *cousue* (1926, mais cette date nous paraît vraiment très pessimiste). Même mode de désignation : après 1890, et durant longtemps, les cigarettes industrielles sont fermées par un gaufrage du tube de papier. Le pointillé visible de ce gaufrage fait tout à fait penser à une « couture ».

Reste la *pipe* : sans doute un peu après 1900, puisque Bruant ne connaît pas le mot en 1901. Le glissement de sens de « pipe » (en bois ou en terre) à « pipe », cigarette, n'a rien de mystérieux. La pipe, c'est aussi la quantité moyenne d'une bouffarde ou d'une Gambier : « fumer une pipe », c'est évidemment fumer cette quantité de tabac, et non la pipe elle-même. On a donc pu de bonne heure entendre *pipe*, indifféremment, de la pincée de tabac qui servait, soit à bourrer une pipe, soit à rouler une cigarette.

Restent aussi, c'est le cas de l'écrire, les *mégots* de toutes sortes : *mégot* (1872), *orpheline* (1866) ou *orphelin* (1878), le second encore usuel vers 1920, *clope* (1902) et *smack* (vers 1960 ?). Seul, l'*orphelin* a une origine claire : on est parfois bien content d'en « adopter » un. Les autres, en particulier *clope*, restent à peu près inexpliqués. On notera à son sujet une curieuse différenciation, au moins pour une partie de la jeune génération : un clope reste bien un mégot, mais *une* clope est devenue une cigarette.

Au terme de cette tabagie, il ne nous reste, bien sûr, à préciser que l'usage immodéré de la cigarette, sèche, cousue, pipe ou clope, est dangereux (loi du 9 juillet 1976). Ah, mais ! ■

(1) Cf. *Encyclopédie du tabac et des fumeurs*. Editions Le Temps, Paris, 1975, pages 222, 427, etc.

studios de la télévision privée où il anime, le vendredi et le samedi soir, une émission en direct « *comme Philippe Bouvard* ». Il est grand, bien sapé dans le genre neutre, et ne paraît pas ses quarante-deux ans. Rien de bouleversant. Comment a-t-il pu séduire tant de femmes ? « *On a écrit que j'en avais eu quatre mille. Moi, je ne les ai jamais comptées, mais si j'avais demandé 100 000 lires à chacune, aujourd'hui je serais sûrement milliardaire.* »

Il tient absolument à la présence de sa fiancée, une superbe créature dans le style femme-fleur, long corps flexible, teint de camélia et bouche vernissée. Elle se prénomme Patrizia. « *C'est avec elle que je veux avoir des enfants.* » Va-t-il me faire le coup du séducteur repenti ? Mais oui. « *Pour moi, un homme véritable doit se réaliser avec une seule femme. Je vais me marier dans un an et je suis fidèle. Patrizia aussi m'est fidèle. Elle est mon égale. Parfois, elle me dit : « Ça, ce n'est pas pour toi », mais je peux bien laver quelques assiettes quand ma femme est malade, non ?* »

Il a l'habitude d'être interrogé sur son passé de collectionneur et en parle avec franchise. « *Je suis né pauvre et j'ai eu de la chance. Dans la carrière de play-boy, l'important, c'est de réussir les premiers coups. La rumeur fait le reste, elles vous courent toutes après. Dans un certain monde, j'étais devenu une marque de standing, comme un Cartier.* »

Pas d'intellectuelles

Etre traité en homme-objet par les femmes riches et célèbres avec qui il a vécu a souvent été douloureux pour lui. « *Je n'ai jamais quitté, j'ai souffert d'être quitté.* » Un brin de psychanalyse siérait à cet entretien : aime-t-il sa maman ? « *Ah non,* proteste-t-il, *ma mère n'a rien à voir avec les autres femmes !* » A-t-il vu *la Cité des femmes ?* « *Non, c'est toujours la même chose, Fellini montre des femmes monstrueuses, les gros seins, les gros culs, je n'aime pas ça.* » L'apparence physique des femmes compte-t-elle beaucoup pour lui ? « *J'étais photographe. Cela donne un pouvoir extraordinaire parce qu'on voit tout de suite tous les défauts. La femme le sait, elle se sent vulnérable, on peut l'enlaidir, ou la rendre belle et, à ce moment-là, elle vous aime. Pour moi les Scandinaves sont comme des fleurs sans parfum, je préfère les femmes du Sud, les brunes aux yeux noirs.* » Mais pas trop brunes quand même : « *Je n'ai jamais couché avec une Noire, je ne supporte pas leur odeur. Et puis elles ont des formes trop féminines, elles sont presque trop femmes.* »

Il admet qu'il a eu des difficultés à accepter le corps des femmes: « *J'ai fait l'amour pour la première fois à dix-huit ans, j'ai été dégoûté. Encore aujourd'hui, la conformation de la femme a pour moi quelque chose de louche.* » Le cerveau n'est pas non plus ce qui l'intéresse le plus dans une femme : « *Je ne supporte pas les intellectuelles. Bon, je l'ai fait, comme on veut gagner une troisième médaille d'or, mais, pour moi, elles sont comme des chaussures trop étroites. Quand des chaussures te serrent, tu n'as qu'une envie, c'est de les enlever.* » Freud ricane quelque part derrière le divan. « *De toute façon, à quoi bon discuter quatre heures pour arriver au même résultat qu'en cinq minutes avec les autres femmes ?* »

Bref, il est misogyne ? « *Bien sûr, tous les grands amateurs le sont. Nous faisions ça pour être applaudis : par les femmes, les amis, le monde alentour. Je parle d'une époque révolue, le féminisme a changé bien des choses. Quelquefois, je me dis que j'aurais dû mettre dans les affaires la passion que j'ai mise à conquérir les femmes. Mais je me suis fait des relations utiles, et maintenant j'essaie de rattraper le temps perdu.* »

Il sourit et se lève, Patrizia dans son sillage, pour aller présenter son émission. Dans un décor de fausse terrasse romaine, il reçoit un conseiller régional de la démocratie chrétienne qui répond aux questions des téléspectateurs. Chaque fois que l'« *honorable* » politicien s'embarque dans un discours verbeux, le réalisateur nous offre quelques gros plans de Patrizia, très télégénique parmi les fleurs artificielles. Je m'apprête à sortir sur la pointe des pieds, lorsque soudain la femme-fleur ouvre la bouche : « *Pensez-vous que le gouvernement triparti* (1) *soit l'antichambre du compromis historique ?* » Décidément, les temps ont bien changé. ■

(1) Coalition qui a marqué le retour du parti socialiste au gouvernement.

SCIENCE

Les jumelles aux anneaux

PAUL CARO

BRIDGET HARRISON et Dorothy Lowe portent chacune sept bagues aux doigts, elles ont chacune deux bracelets à un poignet, un bracelet et une montre à l'autre. Leurs fils s'appellent respectivement Richard Andrew et Andrew Richard, leurs filles Catherine Louise et Karen Louise. Bridget Harrison et Dorothy Lowe sont anglaises, le problème est qu'elles sont aussi deux vraies jumelles, qu'elles ont été séparées à la naissance et élevées dans des milieux sociaux très différents. Elles font partie d'une vingtaine de paires de jumeaux séparés très tôt et élevés séparément, aujourd'hui adultes, récemment réunis, et en cours d'études et de tests à l'université du Minnesota (1) (sujet tout naturel pour l'université de l'Etat des « cités jumelles » de Minneapolis et de Saint-Paul). L'étude des jumeaux séparés est un sujet bien délicat, bien brûlant, depuis le célèbre scandale Cyril Burt, ce distingué professeur anglais qui avait totalement inventé les résultats de prétendues études expérimentales portant sur l'intelligence comparée de jumeaux élevés séparément. L'intention de Burt était de prouver la nature génétique de l'intelligence. On sait que c'est aussi l'un des objectifs des théories sociobiologiques (2).

L'équipe du professeur Bouchard a jusqu'à présent été plus frappée par les analogies entre les jumeaux que par les différences. Au point que les chercheurs se demandent comment un matériel génétique identique peut induire des femmes à porter sept bagues, à moins que l'on ne considère que, si ce matériel fabrique de belles mains, il y a, par là, incitation à les décorer. La liste des curiosités est longue : deux jumeaux nommés tous les deux Jim par leurs familles adoptives respectives ont tous les deux des chiens nommés Toy, tous les deux ont épousé en premières noces une femme nommée Linda, en secondes noces une femme nommée Betty. Leurs fils s'appellent James Allan et James Alan, ils rongent leurs ongles, ont les mêmes migraines, ont pris 5 kilos en même temps.

Un cas extraordinaire est celui de deux jumeaux de quarante-sept ans nommés Oskar et Jack. Le premier a été élevé en Allemagne par sa grand-mère comme catholique affilié aux jeunesses hitlériennes, et l'autre dans les Caraïbes et en Israël comme juif par son père. Malgré cela, ils portent le même type de chemises à épaulettes, ont les mêmes goûts culinaires, s'endorment devant la télévision, ce qui malgré tout est un bien médiocre ensemble de ressemblances, mais aussi ils ont tous les deux les curieuses habitudes de tirer la chasse d'eau avant de se servir des toilettes, de lire les journaux en commençant par la dernière page, et de se passer des élastiques aux poignets. C'est-à-dire qu'ils ont les mêmes manies.

D'ailleurs les manies, dépressions, phobies, excès divers de tempéraments semblent être les éléments que les jumeaux séparés ont le plus en commun. En revanche, ils n'ont pas du tout les mêmes allergies et fument ou ne fument pas. Comme les fameux tests de QI ont aussi un haut degré de concordance, les théoriciens qui soutiennent que la personnalité est formée par le milieu sont furieux, et ceux qui défendent la thèse de l'influence de l'hérédité confortés. Terrain difficile, largement ouvert sur le social et le politique. Le président de la Société internationale des jumeaux pense quant à lui que le nombre de cas qui peuvent être étudiés et qui correspondent à des jumeaux élevés dans des environnements vraiment différents est trop faible pour que des conclusions générales de cette importance puissent être avancées.

Sous-marines

Il reste que, ne serait-ce que sur un seul cas, de telles similitudes frappent l'imagination. L'homme de la rue croit facilement à la transmission de pensée et à la prémonition. Tout le monde a expérimenté des situations de ce genre. Alors, les concordances observées pour ces jumeaux sont vraiment bien séduisantes. Les militaires ont vu dans les phénomènes de transmission de pensée, réels ou supposés, un alléchant moyen de communication, particulièrement pour les sous-marins en plongée. On embarque des lapereaux et on les égorge à heure convenue, tout en guettant, sous un fatras d'électrodes, les sursauts possibles de la mère restée à Odessa. On ne sait pas les résultats de ces expériences. En tout cas, si nos jumeaux communiquent par transmission inconsciente de pensée, on peut se poser le problème de savoir quel genre de lucarne sur l'inconnu sont ces phénomènes « psy ».

On pourrait par exemple comparer notre situation à celle des anciens Grecs vis-à-vis de l'électricité. L'électron n'était décelable pour eux que sous deux formes très éloignées : celle de l'électricité statique qui donne de petits chocs lorsque l'on touche des objets métalliques par un jour sec, ou qui, produite par frottement, permet à certains matériaux comme l'ambre d'attirer de petits objets, et celle de la foudre, énorme décharge d'énergie qui peut être destructrice. Pendant des siècles, jusqu'au dix-huitième, on n'a pas fait la liaison entre les deux phénomènes. Pour que l'humanité domestique l'électron, il a fallu d'abord que sa production soit contrôlée et continue, et non pas brutale comme les décharges des machines électrostatiques ; c'est ce qu'a réalisé Volta en inventant la pile électrique en 1800. L'électricité n'a pu être étudiée et employée, notamment dès 1833 pour les communications à distance, que parce que l'on disposait d'appareils pour la produire et la mesurer. L'existence d'un appareillage adapté à la production et à la mesure est indispensable pour contrôler un phénomène.

Or, admettons que le cerveau humain soit, occasionnellement, la machine productrice et réceptrice du phénomène éventuellement à la base des manifestations de transmission de pensée. De quels instruments disposons-nous pour observer leur propagation, c'est-à-dire le voyage à travers l'espace de l'émetteur au récepteur ? Eh bien ! de rien, car tous nos instruments fonctionnent soit sous l'action du champ de la pesanteur, soit sous l'action du champ électromagnétique, et si les phénomènes supposés ne dépendent pas physiquement de ces champs, on ne peut rien déceler sur aucun de nos appareils.

Notons bien que je ne dis pas que ces phénomènes existent, mais que s'ils existent notre technologie et notre science sont incapables, à l'heure actuelle, de les manipuler, car ils ne peuvent, sinon on les aurait déjà repérés, qu'appartenir à un mécanisme physique qui ne met en jeu ni le champ électromagnétique ni celui de la pesanteur. Ce qui suffit d'ailleurs, peut-être, à démontrer leur non-existence.

Les sociobiologistes diront que tout est de la faute des gènes, et que les similitudes des jumeaux démontrent parfaitement que le comportement est induit par le matériel génétique. *Fatalitas* en somme ! D'ailleurs, les électro-encéphalogrammes des laboratoires du Minnesota montrent que les ondes (électriques) des cerveaux des jumeaux sont exactement analogues et que, par conséquent, le « câblage » est identique. La conclusion est que le substrat physique analogue induit le comportement analogue, bien que les conditions extérieures et l'histoire des individus soient différentes.

Archétypes

Sur le vu des points de concordance avancés, je crois cependant qu'il y a une troisième hypothèse pour expliquer les ressemblances qui est beaucoup moins sujette à caution que les deux précédentes avec leurs colorations soit fantaisiste, soit politique. Il n'apparaît pas que les clans qui s'affrontent y aient pensé. C'est qu'il me semble que, dans l'affaire des sept bagues, ou dans celle des chasses d'eau, on trouve des comportements qui font appel à ce que Carl-Gustav Jung nomme des archétypes. D'un côté, il y a une relation à la bague, au cercle, à la forme ronde, de l'autre, une relation à l'eau, deux grands symboles classiques par lesquels se manifeste cet inconscient collectif, dont le grand maître suisse a si bien démontré l'existence et l'influence. Les archétypes sont des sortes d'universaux qui formeraient une base, un corpus de connaissance inné à l'homme et condensé dans un certain nombre d'images et de symboles. Pourquoi ne pas imaginer qu'un « câblage » identique du cerveau conduit à une relation identique avec l'inconscient collectif, d'où par conséquent des comportements particuliers analogues si ces comportements découlent justement de cette relation avec l'inconscient ?

Il y a un moyen bien simple de tester cette hypothèse sur les jumeaux, et même un moyen sûr, car il est relativement difficile pour les sujets de l'influencer, c'est de procéder à leur analyse psychanalytique selon la méthode de Jung, et en particulier à l'analyse de leurs rêves. Cela devrait permettre de faire apparaître leurs relations respectives avec l'inconscient collectif et en même temps de mesurer l'influence des conditions extérieures, notamment celles — différentes — de leur petite enfance, par la prise en compte de la partie « freudienne », si l'on peut dire, de leur personnalité.

Il me paraît que les études par tests et par mesures physiques, telles qu'elles sont rapportées ici sur les jumeaux sont bien incomplètes et dangereuses, car on sait les conclusions que l'on peut tirer d'études qui lient le comportement avec l'hérédité. On voit ce que font les biologistes agricoles et les zoologistes autour de nous avec leurs croisements, leurs sélections, leurs hybrides époustouflants de qualité et de rendement. Comme il serait tentant de disposer du citoyen idéal taillé à la mesure des besoins, doux et obéissant, consommant ce qu'il faut quand il faut, réglé, ponctuel, discret.

Cependant, peut-être aussi que l'idée d'un inconscient collectif, imprécis, fixé, incompressible, subtil, non influençable, imperméable à la propagande et à l'endoctrinement, gêne certains. Car dans ses profondeurs pourrait être inscrit, paradoxalement, l'imprescriptible droit de l'individu à la fantaisie et à la diversité, comme celui par exemple de porter sept bagues aux doigts, deux bracelets à un bras, un bracelet et une montre à l'autre, de lire s'il lui plaît *le Monde* en commençant par la dernière page, ou de tirer la chasse d'eau avant de se servir des toilettes. ■

(1) *Science*, 21 mars 1980.
(2) Jacques Ruffié : *le Monde* des 11 et 12 septembre 1979. Voir aussi les interviews d'Edward Wilson et Pierre Roubertoux, dans *le Monde Dimanche* du 24 février et du 16 mars.



Le syndrome du retour

BRUNO FRAPPAT

VOYEZ cet être las, voûté, le regard terne. Il porte sur ses traits amollis les stigmates du lundi matin. Il avait, dans la joie, franchi l'un de ces « ponts » qui font le charme du printemps moderne et se retrouve, de l'autre côté, plus fatigué et éperdu que s'il avait plongé dans les ténèbres de l'angoisse. Au bout de son bras faible pend un attaché-case, comme un boulet au pied du forçat. Il est blafard, distrait, grincheux. La révolte cherche en lui un chemin.

« Plus possible ! Cette vie n'est plus possible ! Il faut faire quelque chose ! Vivre autrement ! » Le lundi soir, dans les appartements, on parle de maisons, des projets s'échafaudent, des évasions s'organisent, des rêves ressassés prennent corps. Les plus réalistes songent au prochain week-end, prennent date, consultent des agendas, tirent des plans, concoctent des ponts encore plus longs. Les plus hardis parlent de rupture, de grandes décisions, et balaient d'une main des années de labeur et d'ambition sociale.

Très vite, les projets effondrés s'entasseront comme autant de remords dans les corbeilles des bureaucrates. Des solidarités de vaincus se noueront, le temps d'un dîner en ville : *« Moi, vers quarante ans, je ferai le point et, sans doute, je quitterai Paris »*, *« J'ai une boutique en vue dans les Deux-Sèvres »*. La vraie vie, fantasmée, coule à pleins flots. L'un devient potier, l'autre bricolerait dans un village, le troisième tiendra une librairie (*« avec un coin pour les enfants »*, précise son épouse), le quatrième n'écarte pas l'idée d'un retour à la terre.

Et rien ne change. Quelques isolés — statistiquement négligeables — prennent le temps d'un saut de puce de l'espace urbain à l'espace rural avant de revenir, bronzés mais penauds, dans les bureaux où la retraite finira bien par les atteindre. Les autres sont rentrés avec le gros du troupeau.

Le syndrome du retour n'a pas d'effet concret. Cette maladie individuelle, si répandue qu'elle en devient sociale, n'annonce pas encore un exode massif. Mais ses ravages dans les esprits sont loin d'être négligeables. Beaucoup de nos contemporains passent leur vie de travail — ce travail fût-il passionnant et socialement considéré — à se dire qu'ils seraient mieux ailleurs, plus loin, à faire autre chose. L'insatisfaction s'amplifie de semaine en semaine.

Incapables de rompre avec leur rythme « infernal » de vie, mais incapables aussi de s'empêcher de rêver, ils vont dans l'existence de *« temps choisi »* en *« temps subi »* (1). Ils trouvent dans l'inaction et la « vacance » un remède à une activité fébrile que, dans les moments de lucidité, ils jugent inessentielle.

Pascal l'avait bien dit, la vie se passe à regretter ce qu'on fait et à désirer ce qu'on ne fait pas. A mal faire ce qu'on subit et à garder pour les projets sans suite l'énergie et l'imagination qui font défaut au reste. La valeur travail est en baisse, les énergies se dissolvent, l'enthousiasme est érodé. Sombres lundis ! ■

(1) Ces expressions sont reprises du livre qu'Échange et Projets vient de consacrer à la *Révolution du temps choisi* (256 pages. Edit. Albin Michel) et dont Pierre Drouin a rendu compte dans *le Monde* du 7 mai.

Le Monde
DIMANCHE

UNE NOUVELLE INÉDITE

Les travaux de Deborah

par Eugène Savitzkaya

Je connaissais une petite fille sans nom qui jouait tranquillement avec quelques serpents bleus, de petits serpents bleus, parmi les plus dangereux ; elle n'aimait pas manger, et dormir lui semblait inutile.

DE sa récolte, cette jeune fille, comme les autres de la tribu, ne mangeait que les fleurs, plus particulièrement les fleurs rouges, et des fleurs uniquement le pigment, la liqueur, la couleur, le latex. Elle s'en barbouillait le visage, la gorge, les mains, les bras et les genoux ; elle s'en remplissait l'estomac et ses joues s'empourpraient et ses yeux brillaient.

Elle étendait les pétales sur la terre battue, au soleil, devant sa maison ; ils y séchaient trois jours, au bout desquels elle les piétinait, les froissait, les réduisait en poudre, poudre qu'elle pétrissait longuement dans une cuve, avec ses pieds toujours, marchant, courant, sautillant, poudre additionnée d'eau et bientôt pâte qu'elle étendait sur la pierre et laissait sécher, qu'elle découpait ensuite en tranches, en petits cubes qu'elle trempait dans le miel le plus clair. Ne mangeant que miel et fleur.

Elle ne gardait que ce qu'elle aimait manger ; le reste était jeté aux poules, aux pourceaux ; le reste pouvait pourrir, elle ne s'en préoccupait pas. Elle tenait son nectar, une réserve de miel pour plusieurs semaines, et il pouvait pleuvoir, neiger, geler, elle ne s'en souciait plus : elle mangeait, elle fermait les yeux, elle chantait et proclamait : *« La couleur se mange, la couleur se boit, de même que les parfums ! »*

Cette poudre légère lui suffisait, la rassasiait, lui nourrissait le sang, les os, renforçait son squelette, lui donnait forte constitution et souplesse, lui procurait suffisamment d'énergie pour grandir, marcher, travailler, jouer, peindre. Mangeant si peu, elle ne rejetait aucun déchet, vivant dans le plus pur des jardins, dans le jardin minuscule et fleuri.

Ne conservant que ce qu'elle mangeait, et par petites quantités, elle pouvait se contenter d'une maison exiguë, sans cave ni grenier, sans grange, sans réservoir d'aucune sorte.

Bientôt, elle eut un fils qu'elle nourrit d'abord de son lait, puis de cet aliment dont elle se délectait, un fils qui lui ressemblait, un être qui pleurait, qui riait, qui mangeait. Et elle délaissa ses poupées, ses pantins. Et elle joua avec le monstre, ne craignant ni ses crachats, ni ses pets, ni sa foire.

L'enfant faisait des bulles et se développait très vite. A deux ans, il pesait déjà la moitié du poids de sa mère ; à quatre ans, le double. A l'âge de raison, le voilà géant et ogre.

BIENTOT, il exigeait plus de poudre et bientôt d'autres nourritures.

Bientôt, les fleurs vinrent à manquer. La jeune mère se mit alors à cultiver des céréales et des légumes sur le coin de terre qu'elle possédait devant sa cabane. Elle ensemença autant qu'elle put, non sans avoir engraissé considérablement le sol jaune et sec. Elle ensemença au risque de voir les germes s'asphyxier les uns les autres.

Elle arrosait deux fois par jour, avec l'eau fraîche de son puits, de sa fontaine ; elle remuait le terreau de façon à l'aérer et pour que les gaz de fermentation s'échappent et ne brûlent pas les jeunes plants. Elle s'affaira tant et si bien que les tiges ne tardèrent pas à pousser dru, épaisses, solides et hautes, que les épis furent particulièrement longs et lourds, que les grains devinrent particulièrement gros, de la grosseur d'une noisette, d'une aveline ou d'une amande décortiquée, si gros que les moineaux n'arrivaient pas à les avaler ; ils devaient longtemps s'acharner pour, à coups de bec violents, déchiqueter les fruits. Du reste, elle veillait auprès de ses plantes : elle surveilla la germination et écarta des quelques cris stridents dont sa gorge fragile était capable, de quelques gestes fous, de quelques battements de mains, les pillards qui se laissaient tomber des arbres alentour ; elle surveilla la croissance rapide des végétaux, protégea les tubercules des rongeurs et des vers, éloigna les taupes qui venaient tout déranger, qui déplaçaient une terre précieuse, qui déterraient les racines et enterraient les feuilles.

L'irrigation ne posait aucun problème : deux fontaines jaillissaient dans le jardin même, dont il suffisait simplement de régler l'écoulement, de conduire les ruisseaux, de surveiller le débit afin de détourner le trop-plein. L'eau nourrissait et rafraîchissait le jardin.

Cinq amandiers et deux figuiers furent greffés cette année-là et trois nouveaux palmiers plantés dans la terre fraîche et noire.

Grâce à ses efforts, la jeune femme obtint la même année trois récoltes abondantes : du blé, du millet, de la canne à sucre, de l'avoine et de l'orge ; et un grenier fut bâti de pierres et de bois pour engranger les graines ; et une cave fut creusée, profonde et bien sèche.

Il fallut penser ensuite à agrandir la maison, à fabriquer un nouveau mobilier plus solide : le petit lit de bois et de plumes devenu trop fragile et les chaises de paille cassées depuis longtemps par le lourd garçonnet. Les plafonds furent rehaussés de plusieurs mètres afin que l'enfant ne s'y cognât plus la tête ; au premier étage, que l'on avait ajouté un an auparavant, il fut posé double, puis triple épaisseur de fortes planches et de poutres du meilleur bois comme plancher. Et la jeune mère scia et cloua, ayant abattu quelques arbres des plus hauts de la forêt, puis elle se rendit au bourbier et en ramena une grande quantité d'argile dont elle moula des briques pour les murs de la maison.

Et la maison devint tour.

MAIS l'enfant grandissait toujours, demandait davantage, exigeait plus de pain, plus de pâte, plus de galettes, criait, pleurait. Et, très vite, le sol s'appauvrit, la terre se fatigua ; les récoltes des années suivantes furent progressivement moins abondantes et les produits d'une moindre qualité et les grains minuscules. L'enfant maigrissait, ne progressait plus, n'arrivait plus à supporter son poids, perdait les bénéfices acquis au cours des premiers temps, ne savait presque plus marcher, n'arrivait plus à parler, n'apprenait plus de nouveaux mots, n'en inventait aucun, perdait l'usage de la parole, dormait, ne criait plus, devenait aveugle, vieillissait à vue d'œil, ne jouait plus.

Il fallut envisager l'exploitation de nouvelles terres. La jeune femme possédait, d'un lointain héritage, à deux heures de marche du village, un terrain qu'elle dut déboiser et défricher. De hauts arbres avaient poussé un peu partout, dont les racines plongeaient profondément dans un sol dur et caillouteux et dont le tronc avait la couleur tantôt du charbon, tantôt du soufre ou encore celle de la pourpre, du sang, et la dureté du marbre. Les meilleurs outils se brisaient après quelques heures de travail et les moins solides après le premier coup.

Elle fabriqua des haches, des cognées, des serpes, des scies. Elle dut construire une forge et battre les métaux. Elle travailla jour et nuit au milieu d'une forêt hostile, ne craignant ni les tigres, ni les serpents, ni les végétaux épineux et vénéneux qui repoussaient sitôt coupés, sitôt arrachés. Il y avait en cet endroit de petits buissons dont les ramifications souterraines se poursuivaient si profondément dans l'argile ainsi qu'entre des rochers qu'il était impossible de les en extirper. Elle ne prit qu'un jour de repos, ne s'arrêta qu'un jour pour déposer ses outils, pour dormir, et déjà la végétation avait repris la place et proliféré de plus belle dans un sol un peu remué.

Il fallut extraire des chardons dont la taille atteignait près de 5 mètres, dont les épines un peu crochues brillaient comme des épées et dont la fleur, au sommet, grosse comme un nid de vautour, laissait quatre fois par an tomber sa réserve de semences extrêmement vivaces. Et, souterrainement, les racines brisées, multipliées, donnaient de nouvelles plantes toujours plus nombreuses.

Puis il fallut déterrer, découper et brûler des souches vieilles comme des rochers et noires, et couvertes de champignons, et peuplées de rongeurs, de guêpes, de fourmis : il fallut déraciner deux baobabs, les saper comme des tours, y pratiquer des brèches comme dans une muraille et les faire sauter avec de grandes quantités de poudre et fuir devant les nuées d'abeilles dont on avait détruit la maison. Il fallut encore détruire des termitières hautes comme des monticules, des tertres de sable, de poussière, et, avant cela, enfumer les habitants innombrables qui y vivaient en grande promiscuité.

Et les ronces qui formaient feuillage épais, palissade de verdure, mur infranchissable et qu'il fallut abattre et franchir. Et les marécages avec leurs boues, leurs insectes, qu'il fallut assécher, planter de peupliers, puis ensemencer. Et les tourbières, et les fosses, et les mares...

Le travail achevé, le terrain aplati, on mit le feu aux branchages accumulés après ces nombreux jours de labeur, rassemblés en plus de vingt tas immenses, vingt monticules qui brûlèrent pendant huit jours, qui illuminèrent la nuit. Ensuite, les cendres furent dispersées et enfouies.

A la place de la forêt et de ses cimes, il ne restait plus qu'un champ plat, une vaste étendue qu'il fallait labourer, puis ensemencer.

La femme remua alors la terre noire à l'aide d'une houe, puis sema du mieux qu'elle put, marchant de long en large, parcourant en tous sens le champ nouveau. Mais, là, le vent soufflait avec violence et emportait les graines ; il fallut donc choisir une journée calme, de préférence un peu pluvieuse. Mais en cet endroit, les oiseaux, à n'importe quel moment, pouvaient tranquillement dévorer les graines ou les germes d'une partie du champ pendant que le cultivateur travaillait d'un autre côté ; il fallut planter de nombreux épouvantails, les confectionner avec les tissus les plus vifs, les plus criards, les bâtir dans les attitudes les plus menaçantes et folles : gesticulants, rouges, noirs, blancs, selon les saisons ; et elle construisit, de bois et de toile colorée, plusieurs dizaines de mannequins géants et muets, figés, les bras levés au ciel et la bouche ouverte, prêts à vociférer et à cracher eau et feu.

Les volatiles se tinrent quelque temps à l'écart, sur les arbres de la forêt, puis, se rendant compte sans doute de la supercherie, revinrent se jeter sur les cultures, les semis et les jets, causant d'importants dégâts.

Mais l'enfant grandissait et demandait à manger.

Comme le sol s'avérait sec et exigeait un arrosage copieux et quotidien durant les longs mois de sécheresse, la mère résolut de creuser un puits au milieu du champ, à l'ombre des bananiers, de percer les couches d'argile et d'aller chercher l'eau au-delà des roches, dans l'obscurité.

La construction du puits achevée, il restait à distribuer l'eau sur toute la surface du champ cultivé. Un grand nombre de petits canaux rudimentaires, de rigoles, parcoururent la plantation.

LES premières récoltes purent calmer l'appétit du jeune garçon, qui se développait de manière surprenante : déjà, il courait dans les prés et les bois à la poursuite des animaux ; il se rendait à la rivière située à plus de 20 kilomètres du village et s'y baignait en compagnie de ses amis. Bientôt, il devint le meilleur coureur de la région : il pouvait courir très longtemps et très vite, il pouvait sauter par-dessus les clôtures et les ruisseaux.

Ses bras ne pouvant porter ni houe, ni bêche, ni faux, il passait son temps à manger et à courir. Lorsqu'il venait aux champs, c'était pour y causer de grands dégâts, piétinant les semis, les jeunes plants, déterrant n'importe quoi, arrachant les fruits encore verts ; il venait écraser et détruire le meilleur de la plantation.

Un jour, il courut si vite et si longtemps qu'il ne revint plus. Et la vieille femme s'arrêta de travailler.

Et cette vieille femme, comme les autres de la tribu, ne mangeait que des fleurs et murmurait, ne s'adressant qu'aux serpents, aux petits serpents bleus :

« J'avais un fils, un bel enfant. Je l'ai nourri du mieux que j'ai pu ; je lui ai d'abord donné mon lait, puis les fleurs que j'avais l'habitude de manger, puis des graines et des fruits, dont il avalait les pépins, dont il recrachait la pulpe, puis l'herbe la plus fine qu'il vomissait, puis des pommes de terre qu'il préférait donner aux cochons, puis de la viande de poulet qu'il trouvait trop sèche, de la viande de canard qu'il trouvait trop grasse, de la viande de bœuf qu'il trouvait trop dure ; puis du mouton, dont il n'aimait pas l'odeur ; puis de la viande crue, dont la couleur le dégoûtait. J'ai fini par ajouter du poison à tous ses mets, par mélanger des morceaux de verre à la pâte de ses gâteaux. Je lui donnais de temps à autre du pain moisi et des fruits pourris, et des œufs couvis : il avalait n'importe quoi, car il avait toujours faim.

» J'avais un fils trop gros et trop grand, et je désirais qu'une bête féroce vienne le dévorer.

» J'avais un enfant ami des araignées, des poissons, un enfant qui courait tellement vite qu'il doit courir encore, depuis le temps qu'il s'est enfui. » ■

Poète et romancier, né à Liège en 1955, EUGENE SAVITZKAYA a publié un recueil de poèmes, *Mongolie, plaine sale*, chez Seghers et trois romans aux Editions de Minuit : *Mentir*, *Un jeune homme trop gros* et *la Traversée de l'Afrique*.



